TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — N° 11 321 DERNIÈRE ÉDITION MERCREDI 24 JUIN 1981

Nombreuses exécutions et arrestations en Iran

LIRE PAGE 3



Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

3 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 250 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr ; Canada $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 6,50 kr ; Espagne, 70 pes ; G.-B., 40 p. ; Grèce 40 dr ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 800 L ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,50 kr ; Pays-Bas, 1,75 fl ; Portugal, 48 esc. ; Sénégal, 250 F CFA ; Suède, 4,30 kr ; Suisse, 1,30 F ; E.-U., 85 cents ; Yougoslavie, 3? din.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 C.C.P. 4207-23 PARIS Télex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Les émeutes de Casablanca

Des blindés gardent les édifices publics de Casablanca depuis les sanglantes émeutes qui ont fait soixante-six morts selon les autorités, plus de *deux cents et des milliers* de blessés d'après l'opposition. De nombreux dirigeants de la Confédération démocratique du travail, inspiratrice de la grève générale de samedi qui a dégénéré, et de l'Union socialiste des forces populaires ont été arrêtés. Tandis qu'on signalait que Derb Omar, quartier des grossistes de Casablanca, était en feu au début de la nuit, la tension demeurait vive ce mardi dans la grande cité économique, mais aussi à Rabat.

Cette explosion de violence rappelle les graves émeutes de mars 1965, qui avaient alors abouti à la dissolution de l'Assemblée nationale et à la proclamation de l'état d'exception. Les deux soulèvements ont la même cause : les difficultés économiques du pays et la misère dans laquelle vivent — ou survivent — les habitants des bidonvilles surpeuplés qui s'étalent aux portes de Casablanca.

Des milliers de familles s'entassent là dans des habitations de fortune : au manque d'hygiène, à la promiscuité et à la pollution viennent se joindre les problèmes quotidiens du chômage et du coût de la vie. Il faut y ajouter la frustration éprouvée, en particulier, par les jeunes face au luxe insolent des quartiers résidentiels. La terrible sécheresse qui s'est abattue sur le Maroc a provoqué un exode de paysans qui n'a fait qu'aggraver les difficultés.

Le royaume chérifien n'est certes pas un cas unique dans le tiers-monde. Loin de là. Hassan II, profitant de l'unanimité suscitée en 1975 autour de sa personne par la « marche verte » pour la récupération du Sahara occidental, avait, contrairement à la plupart des États arabes, libéralisé la vie politique et l'information. Il restait bien sous les verrous quelque cent cinquante prisonniers politiques, mais une première vague de libérations l'an dernier pouvait en laisser espérer une seconde cet été.

En réalité, le conflit saharien, s'ajoutant à la facture pétrolière et à l'inflation mondiale, a pesé lourdement sur les finances du pays et transformé en gageure le redressement économique dans un pays dont, selon la Banque mondiale, 7 des 20 millions d'habitants sont en-dessous du « seuil de pauvreté absolue ». Une commission sénatoriale française, qui vient de publier un rapport bienveillant sur la mission qu'elle a effectuée en septembre dernier dans ce pays, souligne le poids de cette guerre.

Ces émeutes, qui portent un coup sévère à l'image du Maroc, compromettront-elles le déplacement de Hassan II à Nairobi, où s'ouvre mercredi 24 juin le sommet de l'O.U.A. auquel il avait annoncé sa participation ? Celle-ci se présentait, en effet, sous d'assez bons auspices : Rabat ne pouvait que se féliciter de voir le colonel Kadhafi donner l'impression de prendre ses distances avec le Front Polisario pour se rapprocher du royaume chérifien ainsi que d'Amman, de Ryad et de Bagdad. A moins qu'il ne se soit agi d'une manœuvre du bouillant colonel pour couper l'herbe sous le pied à ses principaux détracteurs, auquel cas la conjonction des problèmes intérieurs et des déconvenues extérieures se retournerait contre le royaume.

(Lire nos informations page 4.)

LE VICE-PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS EN VISITE A PARIS

(Lire page 4.)

L'accord P.S.-P.C. et la nomination de ministres communistes

- Les deux partis se déclarent solidaires au niveau du gouvernement des collectivités locales et des entreprises
- Les engagements présidentiels de M. Mitterrand seront les bases de l'action économique et sociale
- Le texte concerne également la situation en Pologne, l'Afghanistan et l'implantation de missiles en Europe

Le nouveau gouvernement de M. Pierre Mauroy — reconduit, lundi, dans ses fonctions de premier ministre — devait être constitué mardi en fin d'après-midi. Un « accord politique de gouvernement » ayant été conclu entre le P.S. et le P.C. au cours de la nuit de lundi à mardi, le deuxième cabinet de M. Mauroy comprendra des ministres et secrétaires d'État communistes.

L'accord passé entre les deux partis porte notamment sur le respect de la solidarité des signataires dans l'action gouvernementale, mais aussi dans les collectivités locales où ils sont associés et au niveau des entreprises, ainsi que sur le rythme et les modalités des nationalisations.

L'accord concerne enfin la position de la France sur l'expérience polonaise, la situation en Afghanistan — les signataires « se prononcent pour le retrait des troupes soviétiques » — et l'implantation *des missiles* en *Europe*.

Le comité directeur du P.S., d'une part, et le comité central du P.C.F., d'autre part, se sont réunis, mardi matin, pour examiner les résultats des négociations. Le comité central du P.C.F. devait poursuivre ses travaux l'après-midi. M. Marchais avait demandé à rencontrer M. Mauroy qui l'a reçu à 15 heures.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., a estimé mardi que l'accord intervenu entre les deux partis « est une bonne chose » et a expliqué qu'il appartenait aux responsables du parti communiste de se prononcer sur leur participation au gouvernement.

Le précédent « accord de gouvernement » entre le P.S. et le P.C., auquel étaient associés les radicaux de gauche, remonte au 13 mars 1978. Il avait été négocié, à la hâte, au lendemain du premier tour des élections législatives. Venant après la polémique qui était née de l'échec, en septembre 1977, de l'actualisation du programme commun et qui s'était prolongée entre les trois partis pendant toute la campagne électorale, il n'avait pas, c'est le moins qu'on puisse dire, convaincu. Le document rédigé en trois heures, entre deux tours pour justifier les désistements manquait de crédit, et le 19 mars 1978 les électeurs devaient sanctionner une entente qui sonnait faux.

Trois ans plus tard, les socialistes et les communistes n'ont pas voulu tomber dans les mêmes errements. Il est vrai que la situation est différente. L'épreuve de force, au sein de la gauche, a tourné à l'avantage du parti socialiste. Le nouvel accord a été négocié après l'élection de M. Mitterrand à la présidence de la République et après l'écrasant succès socialiste aux législatives. Il n'est donc pas conçu dans une perspective électorale, mais dans la réalité d'une action commune appelée à s'exercer tout de suite. Dans la réalité aussi d'une conjoncture institutionnelle qui laisse à M. Mauroy sa faculté de proposition dans le choix des ministres, et à M. Mitterrand son pouvoir de décision.

Cela ne réduit pas sa signification politique et symbolique puisqu'il traduit la volonté de réaliser un projet dont le sort paraissait compromis : celui de donner le pouvoir à l'ensemble des forces de gauche, le parti communiste compris. Les socialistes n'étaient pas obligés de le faire, sinon par les engagements unitaires qui ont présidé à la renaissance et au renouveau de leur parti. Encore fallait-il qu'ils trouvent des partenaires disposés à accepter le principe et le contenu de cette collaboration. C'est dans cet esprit que ce sont ouvertes lundi après-midi à 17 heures les négociations, interrompues de 19 h. 30 à 23 heures pour laisser œuvrer un groupe de travail et poursuivies ensuite jusqu'à *2 h. 30*.

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 7.)

Continuité et changement

par ALFRED GROSSER

La nouveauté est éclatante. Par rapport à 1936 : la S.F.I.O. de Léon Blum était à la merci de ses partenaires du Front populaire ; la même Assemblée a vu, moins de deux ans plus tard, une *tout* autre majorité. Par rapport à 1945 : tout le monde s'était attendu à une victoire des socialistes et voici qu'ils n'arrivaient qu'en troisième position, après le P.C. et le M.R.P. Par rapport au 2 janvier 1956 : le Front républicain de Guy Mollet, Pierre Mendès France et Jacques Chaban-Delmas recueillait bien près de 28 % des suffrages, mais le parti socialiste seul n'en avait que 15,2 % face aux 25,9 % du P.C. et aux 33 % du c entre droit. Jamais donc le parti socialiste, en France, n'a connu un tel succès, d'autant plus que la loi électorale a joué à plein.

Mais ici, il s'agit d'une continuité : le scrutin majoritaire à deux tours joue en faveur du parti dominant, pas seulement comme, en Grande-Bretagne, mais face au partenaire du même camp. Moins que jamais le P.S. n'a intérêt à tenir sa promesse et de passer à la proportionnelle. Peu importe, puisque la question n'est plus d'actualité.

Continuité aussi dans le rôle dominant du président de la République. François Mitterrand n'a pas tenu un langage différent de ses prédécesseurs : l'électorat était invité à lui donner la majorité de *sa* politique, ce qui correspondait à la conception institutionnelle qu'il avait pendant longtemps combattue. La Ve République *vient même de recevoir*, grâce à lui, sa seconde consécration de légitimité.

(Lire la suite page 12.)

Libérer l'audio-visuel ?

Les démissions de MM. Maurice Ulrich, P.-D.G. d'Antenne 2, Claude Contamine, P.-D.G. de FR 3, et Roland Faure, directeur de l'information à Radio-France, répondent aux vœux du nouveau gouvernement.

« Chasse aux sorcières » ? Non, puisque ces responsables se retirent d'eux-mêmes et acceptent ainsi, sinon tous les péchés qui leur sont prêtés, au moins le constat de « divergence fondamentale » dont parle M. Georges Fillioud, ministre de la communication. Le gouvernement, qui ne peut légalement destituer les dirigeants des sociétés issues de l'ex-O.R.T.F., a jugé bon de désavouer publiquement leur travail passé pour obtenir leur démission.

Mais les seules vraies « purges » appartiennent, pour l'instant, au passé. En juillet 1958, M. Gayman, directeur des actualités parlées et télévisées — seul grand patron de l'information à la R.T.F. pendant plus de dix ans, — a été licencié sans autre forme de procès. Et, plus près de nous, M. Arthur Conte fut lui-même aimablement remercié. Sans compter ces autres purges qui, pour viser moins haut, n'en ont pas moins, à intervalles réguliers, « nettoyé » les rédactions de l'audiovisuel. Autant d'exemples à ne pas suivre, bien sûr.

Il convient, tant que le nouveau statut de l'audiovisuel n'est pas arrêté, de respecter la loi votée en 1974. Mais, dans la difficile transition entre l'ancien et le nouveau, le pouvoir doit donner aux professionnels de la radio et de la télévision les moyens d'exercer leur métier hors des atmosphères de suspicion. A chacun, pouvoir et journalistes, de prendre ses responsabilités. C'est le plus court chemin pour se libérer et libérer l'information.

(Lire page 22.)

Une Chine sans illusions

Selon des informations en provenance de Pékin, le plénum du comité central du P.C., dont des sources diplomatiques avaient annoncé l'ouverture le 20 juin, n'a pas encore commencé. Le général Wei Guoqing, premier commissaire politique de l'armée populaire de libération, écrit, dans un article publié lundi 22 juin par « le Quotidien du peuple », que « le moindre relâchement dans l'œuvre idéologique et politique peut conduire au danger de s'écarter du bon chemin ». Cet article pourrait constituer un avertissement à M. Deng Xiaoping et à ses partisans, dont les orientations ont suscité un certain malaise au sein des milieux militaires.

Selon l'agence Associated Press, M. Hua Guofeng a déjà remis, il y a quinze jours, sa démission de président du parti au comité central, qui l'aurait acceptée.

Alain Jacob, ancien correspondant du « Monde » à Pékin, analyse, dans une série de cinq articles, l'évolution du régime chinois.

I. — Comment en est-on arrivé là ?

par ALAIN JACOB

L'un des paradoxes les plus étonnants de la Chine contemporaine est qu'en dépit d'efforts déclarés pour rendre au régime « stabilité et unité », les bouleversements politiques n'ont cessé, depuis la mort de Mao Zedong, de secouer un système qui tarde dangereusement à retrouver ses assises. Aussi bien l'un des thèmes dominants des discours tenus à travers le pays depuis quelques mois consiste-t-il à affirmer que — contrairement à l'opinion de « certains camarades » — il n'y a pas eu de « changement » dans les orientations suivies depuis la chute de la « bande des quatre » et, en tout cas, depuis la troisième session plénière du comité central du parti communiste chinois, qui s'est tenue au mois de décembre 1978.

Il faut, pour comprendre les doutes que rencontre cette affirmation et le climat qui règne pratiquement du haut en bas de la société chinoise, revenir sur les grandes étapes qui ont marqué ces cinq dernières années.

Souvenons-nous : le 24 octobre 1976, M. Hua Guofeng apparaît à la tribune de la place Tien-An-Men comme le triomphateur de la « bande des quatre ». On ne saura jamais très bien qui l'a nommé président du comité central du parti ni dans quelles circonstances, mais il est présenté par tous ses pairs survivants du bureau politique comme le numéro un incontesté du régime.

(Lire la suite page 5.)

M. MERMAZ CANDIDAT A LA PRÉSIDENCE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le comité directeur du parti socialiste a désigné, mardi matin, M. Louis Mermaz, député de la cinquième circonscription de l'Isère, ministre de l'équipement des transports dans le gouvernement sortant, comme candidat à la présidence de l'Assemblée nationale.

AU JOUR LE JOUR

Sujets

Les épreuves du baccalauréat ont commencé. Voici, en exclusivité, les sujets proposés aux candidats des académies de l'Elysée et de Matignon :

Philosophie : *peut-on concilier socialisme et liberté ?*

Géographie : *l'Afghanistan et ses voisins.*

Histoire : *le congrès de Tours.*

Physique : *masses laborieuses et forces centrifuges.*

Musique (matière à option) : *l'harmonie et la résolution des dissonances.*

Les candidats ont sept ans pour remettre leurs copies aux examinateurs.

BRUNO FRAPPAT.

PINA BAUSCH ET ROBERT ANTON A COLOGNE

La découverte perpétuelle

Parallèlement aux Saisons du Théâtre des Nations, le Theater der Welt propose, jusqu'au 28 juin, à Cologne, un programme de spectacles internationaux.

Les figures de proue du Théâtre du Monde (Theater der Welt), qui est présenté pour la première fois, cette *année, à Cologne — et qui devrait se* reproduire tous les deux ans, s'il a du succès, — sont une femme éplorée à qui l'on a rajouté des oreilles de Mickey, un homme à dos de saucisse, une oreille qui tire la langue, un homme à tête de soulier, toutes figures étranges qui semblent sorties de la *Semaine de bonté* de Max Ernst, et qui se répètent sur les affiches, les sacs de plastique publicitaires, les tickets d'entrée.

Le budget du Festival, financé conjointement par le ministère de l'intérieur de la République fédérale d'Allemagne, le Land Nordrhein-Westfalen et la ville de Cologne, est de 3,5 millions de marks, à peu près quatre fois le budget du Festival de Théâtre de Munich, qui n'a pu avoir lieu cette année, la firme B.M.W. ayant retiré son soutien.

HERVÉ GUIBERT.

(Lire la suite page 19.)

Le Monde

idées

LE RAID CONTRE OSIRAK

Le bombardement du réacteur irakien Osirak et la condamnation d'Israël par le Conseil de sécurité ont suscité chez nos lecteurs des réactions aussi vives que contradictoires. Jean Bloch, pour sa part, approuve totalement le raid, et Paul Giniewski justifie le refus d'Israël d'adhérer au traité de non-prolifération. Pour Raymond Offroy, au contraire, il s'agit d'un coup de folie, dont l'approbation signifierait un ralliement à la loi de la jungle. Quant à Jawad Sidaoui, il pense que la décision du gouvernement Begin ne peut que rendre encore un peu plus difficile l'établissement dans la région d'une paix durable.

Une adhésion impossible

par PAUL GINIEWSKI (*)

R[É]CEMMENT, en commentant l'affaire Osirak, toute la presse a mentionné que l'Irak avait signé le traité de *non-prolifération* nucléaire, alors qu'Israël n'y avait jamais adhéré.

Apparemment, les Etats arabes *se conformaient donc à une discipline*, à une moralité internationales auxquelles Israël ne veut pas se plier. Apparemment, *Israël* r[é]clamait des autres une vertu qui n'était pas la sienne.

[O]r, c'est le contraire qui est vrai.

Ceux des Etats arabes qui ont adhéré au traité ont introduit dans leurs instrument[s] de ratifi*cation*, c'est-à-dire dans les textes qui définissent dans quelles conditions particulières *ils y adhèrent, des clauses de* réserve s'appliquant à Israël. La Syrie et l'Irak, notamment, indiquent dans ces clauses que le traité ne saurait leur interdire leur réarmement dans la course israélo-arabe ni que leur adhésion implique la reconnaissance d'Israël.

En clair, la forme qu'ont donnée les Etats arabes à leur adhésion au traité en fait une non-adhésion, une autre manière de dire qu'ils comptent se doter de l'arme nucléaire pour s'en servir contre Israël.

Tout se passe, sur ce plan, *comme dans l'ensemble des activités internationales auxquelles* participent les Etats arabes : le « concert » des nations doit être conduit selon *leur* clef. Israël doit être traité en pestiféré et en hors-la-loi de la communauté internationale : ce qui s'applique à tous les pays ne doit pas s'appliquer à lui.

Israël allait-il adhérer à une norme « commune » qui n'était pas, précisément, celle qui lie ses ennemis ? Allait-il accepter sur le plan nucléaire des obligations à sens unique ? C'eût été l'équivalent de ce que réclament les Etats arabes au sujet de ses frontières : qu'elles soient ouvertes aux fedayin, à l'agression arabe, mais que l'armée d'Israël s'interdise de les franchir dans l'autre sens pour s'en prendre à ses *agresseurs*.

***

Il y a une deuxième raison pour laquelle Israël ne saurait adhérer au traité.

L'O.L.P. fait partie de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à titre d'observateur.

C'est comme si les incendiaires avaient un droit de regard sur les moyens de défense des pompiers, comme si la Mafia avait un siège à Interpol pour pénétrer le secret de ses dossiers et de ses opérations. Les dirigeants d'Israël seraient-ils assez fous pour permettre l'inspection de leurs installations *par une* agence dont les rapports seraient à la disposition de l'O.L.P. ?

Les faits ci-dessus ne sont pas portés à la connaissance du public par la presse, qui a pourtant le devoir de lui donner une information honnête, donc juste. On dit au public que les Arabes ont signé (sans préciser quoi) et qu'Israël se refuse à signer (sans dire pourquoi).

C'est une situation typique du conflit israélo-arabe. Le verbiage et l'énoncé de principes (une paix globale, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, etc.) sont répétés sans expliquer ce qu'ils signifient dans la bouche et l'action politique de ceux qui lancent ces écrans de fumée : la destruction d'Israël.

(*) Ecrivain et journaliste.

Comment garantir une existence

par JAWAD SIDAOUI (*)

CE qui attire l'attention à travers les gestes et les discours politiques du nouveau président de la République française, c'est, avant tout, sa sincérité. Celle-ci s'est manifestée quand il a abordé la crise du Proche-Orient, affirmé, solennellement, son amitié pour le peuple israélien, condamné les agres*sions militaires et affronté* les problèmes intérieurs et extérieurs. C'est un aspect nouveau et impor*tant dans le domaine des relations* internationales.

« Garantir » l'existence du peuple *israélien* reste une des premières préoccupations du président français. C'est normal. Car une amitié vraie doit avoir un sens clair et positif. Mais quand on cherche les moyens qui garantissent l'existence d'un peuple, il faut essayer d'éliminer, au premier plan, ceux des gestes et des agissements de ce peuple, ou de ses dirigeants, qui sont susceptibles, entre autres, de menacer, à long ou à court terme, l'avenir de ce peuple. Et c'est, à notre avis, le point essentiel que doivent étudier M. Mitterrand et son gouvernement dans le dossier du Pro*che-Orient*.

Profitant des conflits internes et externes qui déchirent le monde arabe dans cette phase décisive et difficile de son histoire, l'Etat hébreu, encouragé par la complicité de certaines puissances occidentales et animé par un complexe de supériorité technique et militaire, frappe à droite et à gauche, croyant qu'ainsi il consolidera ses positions dans la région et intimidera ses adversaires. Et c'est là sa faute grave, pour ne pas dire historique, pour les raisons suivantes :

1) La politique des dirigeants israéliens, malgré ses « exploits » militaires qui trouvent des échos favorables, voire approbateurs, chez certains Occidentaux, ne fait qu'augmenter le lourd héritage de haine chez les populations arabes, au moment où les sentiments hostiles à l'égard d'Israël auraient commencé, lentement, mais sûrement, à se mo[d]ifier pour aboutir, tôt ou tard, à un règlement pacifique et juste. Le professeur Jacques Berque avait raison quand il disait : « *Il semble que la présence d'Israël avait été bien comprise, instinctivement, par les Arabes, parce que, apparemment, elle se réduisait à pas grand-chose en comparaison avec l'immense espace dont disposaient les Arabes. C'était une raison de stupéfaction pour les étrangers que les Arabes fassent tant de drames sur quelque chose qui concernait un point minime de leur territoire, eux qui disposaient d'espaces immenses allant du Golfe jusqu'à l'Atlantique. Mais les Arabes sentaient très bien que, sur le plan des réalités les plus profondes, il y avait là l'amorce des difficultés à venir qui, peu à peu, s'étendrait dans tout le corps de la nation arabe. Et nous voyons bien que cela est en train de se réaliser* » (1) ;

2) Les déchirements et les conflits que connaît, actuellement, le monde arabe, et qui sont dus à des circonstances provisoires, ne sont pas éternels dans la mesure où ils sont appelés à disparaître d'un jour à l'autre. « *Les vingt et un Etats arabes et l'O.L.P. affirment qu'ils forment une nation. Beaucoup d'observateurs, des politiques, ne le croient pas encore. Ils préfèrent souligner les éclats, les querelles, qui marquent les relations interarabes. La « nation arabe », un mythe... Thèse commode qui autorise ou justifie les manœuvres des plus ou moins grands. Pourtant, sous l'apparente confusion, se dessine effectivement une véritable « unité » qui se resserre chaque jour, non par le jeu d'institutions fédérales classiques, mais par le respect de règles précises, la multiplication et l'intensification des échanges humains et économiques dans le sentiment d'une profonde solidarité inspirée par la langue, la religion, le culte de mêmes valeurs* » (2).

L'« unité arabe » ?

Rien n'empêchera l'apparition d'un autre chef arabe « charis*matique » capable, cette fois, de* réaliser l'« unité arabe » sur des bases plus solides, donnant aux masses arabes un nouvel élan comme l'a déjà démontré leur histoire lointaine ou récente. Il faudrait alors craindre la domination des sentiments de vengeance

3) On a l'impression que les agissements de dirigeants israéliens sont téléguidés par certaines puissances occidentales, et notamment par les Etats-Unis, pour des objectifs stratégiques et économiques, et que ces puissances, une fois leurs visées accomplies, abandonneraient Israël, purement et simplement, l'isolant ainsi dans la région. Peut-être ensuite l'Occident éprouvera-t-il un autre sentiment de culpabilité comme il l'a déjà fait après après l'holocauste.

Alors et pour éviter que la situation dans la région ne devienne très dangereuse, l'Occident, et surtout la France de François Mitterrand, qui « *admire les capacités du peuple israélien* » et qui « *veut garantir son existence, ses moyens d'existence...* » (3), devra peser *de toutes ses forces afin de* modifier la politique d'agression israélienne, agissant ainsi pour le bien de tous les peuples de la région et pour l'humanité tout entière. Même les massacres horribles subis par le peuple juif pendant la seconde guerre mondiale ne justifient pas ce mutisme des Occidentaux à l'égard des agressions israéliennes contre les pays voisins. Aucune *morale* ne permettrait à la « victime » de devenir le bourreau, ou le bras du bourreau, de ceux qui n'ont aucune responsabilité dans le crime déjà accompli.

(*) Ecrivain libanais.

(1) D'une interview accordée à la revue arabe *Al Majalla* paraissant à Londres.

(2) *Vingt-Deux Etats arabes... une nation*, Jean-François Nodinot : Editions du Sorbier.

(3) Interview de M. Mitterrand au *Washington Post* (texte français, le *Monde* du 19 juin 1981).

La loi de la jungle

par RAYMOND OFFROY (*)

L'ACCORD intervenu à New-York entre les Etats-Unis et l'Irak au sujet de la condamnation du raid de Tamuz par le Conseil de sécurité constitue la plus grave défaite diplomatique subie par Israël depuis la création de l'Etat sioniste.

Tel-Aviv espérait qu'en remplaçant le droit international par la loi de la jungle, il obligerait ses adversaires à s'incliner et ses amis à admettre, de plus ou moins bon cœur, ce coup de force. Il ne prévoyait évidemment pas que, même à Washington, on mesurerait les redoutables répercussions *d'un* trop grand laxisme.

Répercussions directes parce que, en opposant leur veto à une résolution condamnant Israël, les Américains auraient inévitablement poussé les Irakiens dans les bras des Soviétiques.

Moscou, dont les liens avec Bagdad se sont distendus depuis le début de la guerre avec l'Iran, cherche le moyen de reprendre pied en Irak ; peut-on imaginer une occasion plus magnifique qu'une aide apportée à Saddam Hussein en matière nucléaire, alors que ce geste apparaîtrait comme une équitable réparation, fondée sur une incontestable application du droit des gens ?

Le même problème se pose d'ailleurs pour la France ; nous avons patiemment agi depuis plusieurs années pour rapprocher Bagdad de l'Occident ; nous y avons très largement réussi ; si nous renoncions *maintenant* à fournir à l'Irak une centrale nucléaire à usage pacifique en état de marche, nous annulerions, d'*un coup, le résultat de nos patients* efforts et nous ferions le jeu de Moscou.

Un autre résultat direct du coup de folie israélien est le rassemble*ment du monde* arabe *autour* de l'Irak. J'étais à Bagdad le 7 juin, dans la semaine qui a précédé et *dans celle qui a suivi. J'ai pu constater* un changement de ton sensible *dans le langage tenu par les délégués arabes à la Conférence islamique* qui a eu lieu dans cette capitale du 1er au 6 juin et celui utilisé par les représentants de ces mêmes pays après le bombardement de Tamuz ; j'ai pu vérifier que le ministre des affaires étrangères syrien, qui ne s'était pas déplacé pour la première conférence, était venu à Bagdad à la réunion du 11 juin ; cette fois la résolution était unanime et elle peut durer.

Mais il faut aussi considérer les répercussions indirectes de l'agression israélienne. Si la communauté internationale donnait l'impression de trouver tolérable qu'un Etat s'arroge le droit de détruire les réacteurs nucléaires de ses voisins chaque fois qu'il estime qu'ils pourraient, dans dix ans ou plus, constituer un danger pour lui, quel précédent ne *créerait-on pas ?*

Le Pakistan a des installations nucléaires ; les Etats-Unis viennent de décider d'accorder à ce pays une importante aide économique et militaire ; l'Inde peut s'estimer menacée ; va-t-on lui donner à l'avance un blanc-seing pour aller détruire — avec l'aide de l'Union soviétique, qui ne demanderait pas mieux — les centres de recherches pakistanais sous prétexte qu'ils pourraient un jour constituer un élément d'inquiétude ?

Le danger est redoutable ; on me disait, à Bagdad, que les bombes israéliennes, si elles avaient atteint l'uranium enrichi, auraient pu déclencher des radiations comparables à celles qu'entraîna la bombe d'Hiroshima. Si une opération de ce genre se reproduisait dans un autre pays, il n'est pas certain que l'on pourrait, encore une fois, éviter la catastrophe nucléaire.

Telles sont les raisons pour lesquelles on peut considérer que le raid du 7 juin 1981 permettrait d'appliquer aux Israéliens la célèbre formule : c'est pire qu'un crime, c'est une faute...

(*) Ancien ambassadeur, ancien député.

Haro sur le peuple d'élite

par JEAN BLOCH (*)

UNE fois de plus, ce « peuple d'élite, sûr de lui et dominateur » vient de se rendre coupable d'une lâche agression contre une innocente nation, pacifique et sans défense. Voilà ce que clament à tous les échos les innombrables organes de la conscience universelle, laquelle, d'ailleurs, disait Anatole France, n'existe pas.

Ainsi donc, l'aviation israélienne, avec audace et précision — souvenez-vous d'Entebbe, — a détruit les installations nucléaires dites de Tamuz, à une trentaine de kilomètres de Bagdad. C'était le dimanche de la *Pentecôte, et l'assaillant pouvait* penser que les techniciens étrangers célébraient hors de leur lieu de travail *la grande fête chrétienne*. Nul d'entre eux n'eût-il été victime du bombardement que le crime n'en *aurait pas moins été inexpiable, qui* privait pour un temps ce petit peuple industrieux et prévoyant d'une indis*pensable énergie de remplacement* : le pétrole dont il regorge peut, en effet, lui faire défaut dans quarante *ou cinquante ans !*

On comprend mal, cependant, que notre gouvernement, mû par quelque *sentiment de générosité gratuite* envers un fournisseur qui, lui, ne fait pas de cadeaux, se soit engagé en *1975 à livrer à l'Irak de l'uranium* enrichi à 93 %.

Et le droit international que les *Israéliens ont violé*, qu'en faites-vous ? Je répondrai : rien. Car les Israéliens n'en ont violé aucune règle. En *effet — l'oubli en est incroyable*, — depuis sa naissance en 1948, l'Etat d'Israël est, contre son gré, en état de guerre avec l'Irak. Et pourquoi donc lui faudrait-il attendre que ses adversaires irréconciliables soient en possession de l'arme de destruction massive qui le rayerait de la carte *pour tenter d'interrompre et d'anéantir ses préparatifs* ? Le raid sur Tamuz rappelle exactement l'héroïque *action des commandos alliés* au cours de la seconde guerre mondiale contre le territoire *norvégien, où* les Allemands avaient monté l'usine d'eau lourde indispensable à la fabrication de l'arme atomique. Il n'est pas exagéré de dire que cette opération permit de gagner la guerre et de *sauver la liberté. Aujourd'hui comme* hier, un secret total était la condition du succès, le secret que les Israéliens savent garder et que l'on ose leur reprocher !

Mais comment expliquer cette levée de boucliers contre Israël, ces arguments qui ne devraient faire illusion à personne, inspirés qu'ils *sont* par l'ignorance ou par la mauvaise foi ? La raison en est simple, et, à la *réflexion, elle apparaît clairement*.

Après ce que l'on nomme l'holocauste, cette répétition en plein milieu du vingtième siècle de la grande persécution de Dioclétien contre ces descendants spirituels des juifs que furent les chrétiens, le peuple de l'Ancien Testament, rétabli sous le nom d'Israéliens dans l'indépendance souveraine perdue les armes à la main il y a près de deux mille ans, retrouva quasi miraculeusement, devant l'univers stupéfait, les vertus militaires des temps bibliques et qui n'étaient plus, dans la Diaspora, que le rare privilège de quelques individus.

Ce réveil d'une nation et cette métamorphose qui frappèrent le monde au plus haut point lors de la guerre de six jours ne font l'affaire de personne : ni des ennemis d'Israël, dont le nombre leur permettait d'espérer qu'ils en viendraient aisément à bout ; ni de ses « amis » au grand cœur, qui comptaient bien, après une défaite écrasante, secourir les vaincus. Ces nobles personnages n'ont pas fini d'en vouloir à ceux qui leur ont fait perdre une occasion de montrer leur belle âme : ils étaient prêts, avec un parfait désintéressement, à repêcher ces juifs survivants d'un peuple plein de présomption, mais dépourvu de *richesses naturelles* exportables, finalement *rejeté* à la mer conformément à la norme et à une sage politique.

Les chefs d'Etat, en particulier, n'aiment pas voir leurs prévisions déjouées et pardonnent difficilement à ceux qui les ont — involontairement — déçus en étant victorieux contre toute attente. De leur côté, les Israéliens ont depuis longtemps renoncé *à exprimer* d'avance leur gratitude *pour des bienfaits que leur fierté* leur eût interdit d'accepter et que leur courage rendit inutile. Réso*lus, comme leurs ancêtres de Massada*, à se défendre jusqu'à la mort, ils ont constamment triomphé et continuent à tenir en respect un ennemi déclaré que trop de « puissances » ne cessent d'exciter contre eux. Une telle attitude, de la part d'une si petite nation, ne peut que déplaire à *de moins valeureux*.

Il est profondément regrettable que, *en présence* d'une situation que notre gouvernement, il y a six ans, eut l'imprudence de créer, la France d'*aujourd'hui ne réagisse pas comme* le commandent la raison et la vérité. Pour ma part, où et de quelque manière qu'elle se manifeste, je ne renoncerai jamais à combattre l'injustice.

(*) Président de chambre honoraire au tribunal de commerce de Paris.

Violence légitime

De Mme Edith Perennou, de Papeete (Tahiti) :

« Israël vient de détruire, en Irak, une centrale nucléaire en construction. »

Je vous fais grâce des commentaires désobligeants accompagnant l'information.

Une centrale nucléaire *en construction !* C'est-à-dire *avant qu'elle ne devienne dangereuse à détruire !* Avant que sa destruction n'irradie les civils habitant aux alentours !

Rien qu'un tas de béton, facile à déblayer...

Et pourtant, quel concert de protestations des gouvernements du monde entier !

Faut-il que les intérêts basés sur l'atome soient importants ! Faut-il que la tyrannie du pétrole soit puissante ! Faut-il que les chefs de gouvernement soient achetés, ou dépourvus du sens de la justice, ou ligotés par une civilisation industrielle sans issue, aberrante, dont ils ne savent comment se débarrasser...

La sagesse a donc quitté la terre...

Ne pouvant oublier ce que les juifs ont souffert *pendant la guerre*, et *avant*, au cours de trop nombreuses persécutions séculaires, je persiste à croire qu'*ils ont le droit de vivre*, au moins dans le pays de leurs ancêtres, puisqu'en fait on les supporte si mal ailleurs... D'avoir tiré du désert de larges portions de ce pays leur donne un droit supplémentaire. Juifs et Palestiniens finiraient *par s'entendre si d'autres* intérêts que les leurs ne s'immisçaient pas dans leurs affaires.

Le geste destructeur d'Israël appartient, à mon avis, à la catégorie des *gestes de violence légitime*. Il minimise les dégâts. Mieux encore, il les évite en les prévoyant.

Voilà ce que pensent les gens ordinaires qui s'indignent des déclarations hypocrites des chefs de gouvernement *fustigeant* le geste de survie des Israéliens.

Un technicien français a été tué. Rien qu'un seul homme ! A côté, peut-être, de millions, d'ici quelques années. La conscience de cet homme acceptait-elle la mort de ces millions d'hommes ? Certainement. Alors, il pouvait — et nous pouvons — accepter la sienne !

La centrale construite par la France, en cette contrée dont les habitants ne sont pas aptes à soupçonner le danger que renfermera le béton, nous couvrait de honte, nous faisait participer à un génocide. Nous savons bien, nous, que l'atome pacifique engendre l'atome guerrier. Et que, de toute façon, une centrale atomique est potentiellement dangereuse. Elle ne sera, jamais, pacifique, ni inoffensive.

Je me réjouis de la destruction de la centrale irakienne. Et je *souhaite qu'aucune centrale* ne se fabrique plus, où que ce soit. La démence des chefs de gouvernement et des *technocrates en* a fait naître beaucoup trop, qui nuiront aux hommes, qui les *atteignent* déjà.

L'heure du thé

De M. Salem Soltani, de Bordeaux :

Le bombardement de la centrale nucléaire par la chasse israélienne est un succès incontestable de plus pour des pilotes habitués aux coups de surprise.

Finalement, si l'aviation israélienne a réussi à détruire le centre de recherches atomiques irakien, c'est qu'elle n'a été détectée par aucun radar des pays *survolés*, Jordanie, Arabie Saoudite et Irak, et que la chasse irakienne n'a pas cherché à l'intercepter.

Ainsi leurs radars comme leurs hommes de garde devaient être à l'heure de la pause pour le thé. Voilà un pays qui déverse des milliards de dollars pour acheter des armes sans se soucier de sa sécurité nationale.

Ainsi les *Israéliens ont-ils* achevé un travail commencé dans l'ordre et exécuté avec minutie : détruire le réacteur avant sa livraison, éliminer le cerveau égyptien travaillant pour l'Irak, et, enfin, détruire carrément le centre.

Traitement radical pour ceux qui risquent d'avoir de mauvaises idées.

Les Irakiens croyaient plus impressionnant de charger un chercheur de premier plan de transactions commerciales qui auraient pu être confiées à n'importe quel intermédiaire.

Finalement, ils ne savent que lancer des slogans tels que : « *Fabriquer une bombe pour détruire Israël* ». Comme si les Israéliens avaient attendu les amateurs irakiens pour mettre au point l'engin de terreur. Les victimes, ce sont les citoyens qui *ne profitent* pas de la richesse du pétrole. Quand ce dernier sera épuisé, on reviendra au temps du chameau.

Le pouvoir est entre les mains de « présidents », de « colonels », et de « généraux » de papier et d'émirs passionnés par la collection des armes.

Maintenant que faire ? On va convoquer les ministres des pays arabes pour contempler les ruines, et on demandera à Kadhafi des idées. Je veux dire *des slogans*.

étranger

PROCHE-ORIENT

Les troubles en Iran

● Vingt-neuf personnes ont été exécutées depuis la destitution de M. Bani Sadr.
● Plusieurs centaines de Moudjahidin ont été arrêtés.

Six membres de l'extrême gauche iranienne ont été fusillés, lundi soir 22 juin, à la prison d'Evin, à Téhéran, a annoncé ce mardi matin Radio - Téhéran. Parmi les suppliciés figurent quatre Moudjahidin du peuple (gauche islamique) et un membre de Peykar (marxiste-léniniste). Ils étaient accusés de *« provocation à la révolte armée contre la république islamique »* et ont été trouvés porteurs *« d'armes blanches, d'acide, de vinaigre et de poivre »*, a ajouté la radio, qui a annoncé également l'exécution, lundi soir à Evin, de *« trois collaborateurs de l'ancien régime »* accusés de *« complot sioniste »* et d'appartenance à une organisation dénommée la *« Maison de justice »* dont le siège serait à Haïfa (Israël).

Depuis samedi dernier, vingt-neuf Iraniens accusés d'avoir été *« en relation avec les troubles »* entre adversaires et partisans de l'ex-président Bani Sadr ont ainsi été exécutés à Téhéran.

Enfin, la presse iranienne fait état mardi de centaines d'arrestations en Iran, concernant notamment les Moudjahidin.

Près de vingt-quatre heures après sa destitution, l'ancien président iranien, M. Bani Sadr est toujours en fuite. Le procureur révolutionnaire de Téhéran, qui a lancé un appel à l'arrestation de l'ancien chef de l'Etat, a démenti les rumeurs selon lesquelles ce dernier aurait déjà quitté le pays. Au Caire, le ministre égyptien de l'information a refusé, pour sa part, de confirmer ou de démentir certaines informations selon lesquelles l'ancien président se serait réfugié dimanche dans la capitale égyptienne.

Au cours d'une audience en sa résidence de Téhéran, l'iman Khomeiny, cité par Radio-Téhéran, a indique qu'*« il regrettait beaucoup »* d'avoir été amené à destituer M. Bani Sadr. *« Je me suis efforcé d'éviter*, a-t-il dit, *que ce genre de problème ne se produise, mais, malgré tous mes efforts, M. Bani Sadr n'a pas compris quand je lui ai demandé de se séparer des monafeghs »* (hypocrites).

L'iman Khomeiny a déclaré avoir *« de la sympathie »* pour M. Bani Sadr, à qui il reproche son manque *« de sens politique »*. Il lui a conseillé de ne pas se placer *« sous la protection des loups de l'étranger »* et estime qu'il n'est pas trop tard pour que l'ancien chef de l'Etat déclare *« athées ceux qui ont publié des communiqués contre l'islam »*.

Evoquant les manifestations meurtrières de samedi en Iran, l'iman s'est adressé *« aux jeunes innocents, sympathisants des groupuscules »*, déclarant : *« Les chefs des hypocrites vous ont trompés, ils vous ont amenés à créer des troubles dans les rues alors qu'ils se trouvaient à l'abri. »* S'adressant ensuite au chef de l'Etat destitué, il a ajouté : *« Je conseille maintenant à M. Bani Sadr de ne pas tomber dans le piège des groupes à l'étranger, qui vous guettent pour couvrir de honte ce qui vous reste d'honneur. J'aimerais que vous ne vous détruisiez pas davantage... »*

« Il y a toujours une place pour le repentir. Repentez-vous et faites un pas vers Dieu et Dieu vous acceptera. Votre honneur reviendra, ainsi que votre dignité ».

Conformément à la Constitution iranienne, le président démis est remplacé par le Conseil provisoire de la présidence composé du premier ministre, du président du Parlement et du président de la Cour suprême, en l'occurrence les trois principaux adversaires politiques de M. Bani Sadr, MM. Mohamed Ali Radjai, Ali Akbar Hachemi Rafsandjani et Mohamed Behechti.

Une élection présidentielle doit être tenue dans un délai maximum de cinquante jours. — *(A.P.-A.F.P.)*

Dans la région parisienne

UN « REFUGE » BIEN GARDÉ

Au commissariat de Cachan (Val-de-Marne) on ne veut rien dire et on renvoie sur celui de Gentilly, dont le commissaire *« n'est pas là »*. A vrai dire, le lieu de la résidence, en région parisienne, de la famille de M. Bani Sadr, chef de l'Etat iranien, aujourd'hui déchu, où il pourrait éventuellement rejoindre ses filles, est un secret de polichinelle qui traîne dans tous les cafés des environs. Bien sûr, « on » sait où est le domicile de M. Bani Sadr ! *« Même qu'il a habité, avant de s'installer là où sont maintenant ses filles, un autre appartement, rue Marcel-Bonnet ».*

Le secret est donc mal gardé. Le refuge possible de l'ancien président, au contraire, est bien gardé. Un immeuble banal, ni beau ni laid, ni H.L.M. ni grand standing, haut de neuf étages. A l'entrée de la cour plantée d'arbres où stationnent des voitures, un gardien de la paix ; à la porte de l'immeuble, un autre fonctionnaire, muni d'un gilet pare-balles ; quelques inspecteurs sur le trottoir, et, au coin de la rue, une fourgonnette de la police.

« On avait bien besoin de ça, dit une dame âgée. *Vous avez vu ce qui qui s'est passé à Neuilly, avec l'autre Iranien, hein ? C'est normal qu'on y pense... Qu'ils restent donc chez eux. Leurs affaires ne nous regardent pas. »*

J.-M. D.-S.

Le raid israélien sur Tamuz

L'UNION PARLEMENTAIRE ARABE DEMANDE DES SANCTIONS A L'ENCONTRE DES ÉTATS-UNIS

La réunion extraordinaire du conseil de l'Union parlementaire arabe, dépendant de la Ligue arabe, a terminé, lundi soir 22 juin, ses travaux consacrés à l'attaque israélienne contre le centre nucléaire de Tamuz, avec la publication d'un communiqué demandant notamment que soient décidées *« des sanctions à l'encontre des Etats-Unis prévoyant l'arrêt de leur approvisionnement en pétrole arabe »*.

Les membres de la Ligue arabe participants (O.L.P., Jordanie, Koweït, Algérie, Liban, Maroc, Tunisie, Nord-Yémen, Sud-Yémen et Irak) proposent également que les pays arabes *« reconsidèrent leur politique pétrolière actuelle qui a abouti uniquement à exporter leur brut à bon marché »*. Ils demandent que soient *« boycottés politiquement, économiquement et culturellement les pays qui fournissent de l'armement à Israël »* et que soit *« refusée toute participation de ressortissants ou de compagnies de ces pays dans des projets arabes »*.

∴

Le conseil de l'UPA suggère en outre que les pays arabes producteurs de pétrole *« participent à la création d'industries militaires »*. Les parlementaires arabes appellent enfin, dans leur communiqué, les Nations unies et l'opinion publique mondiale à *« faire pression sur l'Etat hébreu et l'amener à accepter la surveillance de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) sur ses installations nucléaires »*. Ils exigent, dans ce cadre, des *« garanties internationales sur la non-utilisation par Israël de ces installations à des fins militaires »*.

A Tel-Aviv, la radio israélienne a affirmé lundi que le premier ministre israélien, M. Menahem Begin, avait expliqué lundi que les propos très virulents qu'il avait tenus au sujet de la crise des missiles au Liban avaient en fait pour but de détourner l'attention générale des intentions israéliennes concernant le réacteur nucléaire irakien de Tamuz.

La radio a indiqué que le dirigeant israélien avait fait cette déclaration au cours d'un débat à huis clos de la commission parlementaire des affaires étrangères et de la sécurité consacré, d'une part, à la crise israélo-syrienne et, d'autre part, à la condamnation quasi unanime du raid israélien sur Tamuz. — *(A.F.P.-A.P.)*

Égypte

De sévères mesures de sécurité ont été prises pour éviter de nouveaux affrontements confessionnels

De notre correspondant

Le Caire. — Cinq jours après les violents incidents entre chrétiens et intégristes islamiques qui ont fait de nombreuses victimes et causé d'importants dégâts dans le quartier de Zaouia-el-Hamra, au nord-est du Caire, la tension reste vive dans les régions à population mixte du pays (banlieues populaires de la capitale et d'Alexandrie, villes et villages de Haute-Egypte) (*le Monde* des 20 et 23 juin).

De nombreuses mesures de sécurité ont été édictées par le pouvoir pour empêcher de nouveaux affrontements. C'est ainsi que la plupart des églises et institutions chrétiennes du pays sont désormais gardées par plusieurs policiers armés.

Des mesures particulières ont été prises à Zaouia-el-Hamra, où le couvre-feu a été imposé de 19 heures jusqu'au lever du jour, aux habitants des rues les plus touchées par les troubles, et où l'on peut voir encore, çà et là, des boutiques et des appartements incendiés. Plusieurs centaines de membres des forces de l'ordre disposant d'équipement anti-émeute, des pompiers et des voitures de police stationnent toujours en bordure du terrain vague où ont commencé les désordres de la semaine passée.

L'emplacement réservé à la construction d'une mosquée continue toutefois d'être occupé par de jeunes intégristes, reconnaissables à leur barbe et à leur tunique blanche. Ils prient et ne sont apparemment pas soumis au couvre-feu.

Bien que le président Sadate ait accusé « les communistes » d'être à l'origine de l'affaire de Zaouia-el-Hamra, la plupart des Egyptiens en rendent responsables *« les confréries islamiques »*. Ces derniers événements, qui semblent avoir pris les autorités totalement au dépourvu, comme ceux du quartier Lumbroso à Alexandrie, le mois dernier (*le Monde* du 28 mai), tendent à confirmer que le fondamentalisme islamique, après sa percée dans les universités, s'implante maintenant dans les couches les plus défavorisées de la population. Zaouia-el-Hamra est l'une des zones les plus pauvres du Grand-Caire. Y vivent notamment d'anciens habitants d'une partie du quartier populaire de Boulaq, proche du centre de la capitale, qui ont dû en partir ces dernières années à la suite d'une vaste opération immobilière.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

AFRIQUE

Zaïre

« Un pouvoir fort a été nécessaire mais le temps du changement est venu »
nous déclare M. Karl I Bond, ancien premier ministre

Bruxelles. — M. Nguza Karl I Bond, ancien premier ministre du Zaïre, vit depuis quelques semaines dans un des faubourgs de Bruxelles, où il prépare sa « plate-forme » pour l'élection présidentielle de 1984 (« le Monde » des 17 et 18 mai). M. Karl I Bond recommande le « changement » dans son pays et considère que le « règne » du général Mobutu, au pouvoir depuis novembre 1965, a assez duré. A quarante-trois ans, il a derrière lui une vie agitée. Né au Shaba, parent de Moïse Tshombe, ancien leader séparatiste du Katanga, il a été compagnon du général Mobutu et en était le porte-parole et le ministre des affaires étrangères au moment de la première opération « katangaise » contre le Shaba. Alors accusé d'avoir eu des contacts avec l'opposition, il fut condamné à mort pour haute trahison, puis gracié. Deux ans plus tard, réhabilité, il redevint ministre des affaires étrangères et, en 1980, premier ministre. Le 16 avril, de passage à Bruxelles, M. Karl I Bond fit parvenir sa démission au président du Zaïre et décida de s'installer en Europe.

De notre correspondant

« Pourquoi ce brusque départ ? Pourquoi tout à coup brûler ce que vous aviez adoré jusque-là ?

— Le premier ministre n'était plus qu'un pantin aux mains du président qui lui avait retiré tout pouvoir. Dans une situation économique et sociale aussi alarmante que celle du Zaïre, je ne pouvais plus rien faire et je serais devenu un bouc émissaire.

— Comment avez-vous soudain découvert que le premier ministre, au Zaïre, n'a aucun pouvoir ?

— Quand le président Mobutu m'a demandé d'être premier ministre, il avait été entendu que je m'attacherais au redressement économique, avec le Fonds monétaire international et avec l'assistance d'une équipe de technocrates. Au début, tout a bien fonctionné et, à la fin 1980, nous avions déjà sérieusement réalisé le plan de stabilisation. Mais, début 1981, l'euphorie des dépenses et la concentration des pouvoirs au sommet ont repris le dessus. Le président a récupéré directement le contrôle de la Banque nationale, de la Gecamines et de la Sozacom. L'action de la Banque nationale est déterminante pour le redressement, la Gecamines intervient pour 63 % dans le budget de l'Etat et la Sozacom (qui commercialise les produits miniers) fournit 70 % des devises du pays. Je ne pouvais plus rien faire.

— Cela signifie-t-il que la situation économique est irrémédiablement compromise ?

— Oui, tant qu'il n'y aura pas de volonté politique de changement. Les plans de redressement sont toujours techniquement valables. Ils sont l'œuvre d'experts qui ont analysé la situation. Il y a suffisamment de technocrates pour les appliquer, et les experts du F.M.I. apportent une collaboration précieuse. Le diagnostic est impeccable, mais il faut avant tout vouloir l'application des remèdes et éviter en premier lieu le « coulage ». Il faut une gestion transparente, de la rigueur et une volonté politique capable de déplacer les montagnes. Or la corruption a élu domicile dans les institutions mêmes. Les prélèvements dans la caisse de l'Etat sont incroyables.

— C'est là l'explication de votre candidature à la présidence de la République ?

— Exactement. Je veux le redressement économique dans la rigueur et la transparence de la gestion, ainsi que la démocratisation des institutions. Quand il a pris le pouvoir en 1965, le général Mobutu a cristallisé autour de lui l'espoir de tout un peuple. Il a pu apporter la pacification, une certaine stabilité et refaire l'unité nationale. Aujourd'hui, le temps du changement est venu. Un pouvoir fort était nécessaire, mais pas la dictature, ni l'intolérance politique, ni l'immobilisme.

La France de M. Mitterrand peut beaucoup nous aider

— La démocratie est-elle possible en Afrique ?

— Affirmer que la démocratie n'est pas possible en Afrique serait insultant. Le Zaïre est devenu en fait un tonneau des Danaïdes. L'essentiel des rares devises de l'Etat prendront le chemin que l'on devine. J'estime que c'est une malhonnêteté vis-à-vis de la population. Un pays aussi riche est réduit à la mendicité et à la charité internationale. Nous avons nos traditions démocratiques depuis toujours. Je suis fils de chef, et, dans nos villages, le chef écoute les notables. Il les consulte et se rallie toujours à l'avis de la majorité. Du reste, les exemples ne manquent pas en Afrique. Je ne citerai que le cas du Sénégal et du Nigéria.

— Si vous vous portez candidat à la présidence en 1984, ne craignez-vous pas d'être oublié d'ici là au Zaïre ?

— Il est évident qu'il faut changer les structures du régime. Ma candidature n'a aucun sens dans un système de parti unique. Je rédige un projet de réforme, auquel je donnerai une large publicité, à l'intérieur et à l'extérieur. Au Zaïre, mon texte sera considéré comme de la subversion, puisqu'il y a intolérance politique. C'est un prétexte aussi à personnalisation de pouvoir et à liquidation des adversaires politiques. D'ailleurs, les parlementaires qui ont osé émettre des critiques pourtant fondées ont été purement et simplement arrêtés.

— Le changement de régime en France aura-t-il une influence au Zaïre ?

— C'est certain. La victoire de M. Mitterrand, c'est celle des forces du changement. Je ne veux pas tirer sur un corbillard, mais la situation au Zaïre est due en partie aux relations amicales entre M. Giscard d'Estaing et le général Mobutu. La France a fait à Kinshasa des investissements considérables et non rentables qui coûtent cher à mon pays. Je songe au centre du commerce extérieur et à la cité de la radio-télévision. Ces crédits auraient été plus utiles dans le secteur agricole. La France de M. Mitterrand peut faire beaucoup mieux au Zaïre. J'admire le tiers-mondisme généreux de la gauche française. La coopération doit profiter au peuple et non à une oligarchie. Je souhaite que la coopération entre la France et mon pays tienne compte des principes de tolérance politique et du respect des droits de l'homme chers à M. Mitterrand.

— On dit que vous êtes l'homme des Belges ?

— Je ne suis l'homme de personne. Les Belges sont mes amis, mais on peut ne pas toujours être d'accord avec ses amis. Je suis un nationaliste qui ne pense qu'aux intérêts de son pays. »

Propos recueillis par
PIERRE DE VOS.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	256 F	417 F	579 F	740 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	466 F	837 F	1 209 F	1 580 F
ETRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	296 F	497 F	699 F	900 F
II. — SUISSE, TUNISIE	368 F	642 F	916 F	1 190 F

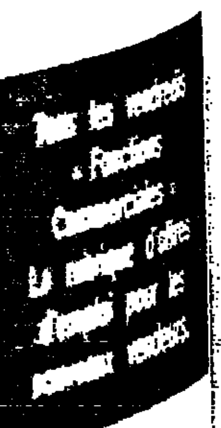
Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Le Monde
publiera demain

● UN ARTICLE DE M. CHABAN-DELMAS.
● IDÉES : La France des régions.
● « LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES » : Entretien avec le cinéaste allemand Syberberg ; Le calendrier des expositions de l'été.
● SPORTS : Le 68e Tour de France.

AFRIQUE

Maroc

Les émeutes de Casablanca auraient fait soixante-six morts selon les autorités et plus de deux cents selon l'opposition

Plusieurs dirigeants socialistes ont été arrêtés

Des véhicules blindés de la police étaient encore en position, ce mardi 23 juin en fin de matinée, devant les banques et édifices publics de Casablanca, au lendemain des graves émeutes qui ont fait, selon les autorités, soixante-six morts et cent dix blessés ; l'opposition avançant, pour sa part, le chiffre de deux cents morts. Certaines rues offraient encore un spectacle de désolation : tas de pierres, de carcasses d'autobus et de camionnettes brûlés et panneaux de circulation arrachés.

De notre correspondant

Rabat. — Après avoir frappé, samedi 20 et dimanche 21 juin, les états-majors de la Confédération démocratique du travail marocaine (C.D.T.), syndicat proche des socialistes, à la suite des émeutes de Casablanca, la vague d'arrestations se poursuit. Mais cette fois-ci ce sont les instances de l'U.S.F.P. elle-même (le parti socialiste) qui en sont victimes.

On comptait déjà lundi soir trois secrétaires provinciaux — dont deux appartiennent à la commission administrative de l'U.S.F.P., et le troisième est membres du comité central — parmi les personnes arrêtées dans le courant de la journée. Il s'agit de MM. Ben Ammeur, ancien bâtonnier de Rabat, déjà arrêté en février dernier à la suite d'une manifestation de femmes de détenus à Rabat à l'occasion de la Journée des Nations unies, Karam, avocat, et Jabri, respectivement responsables des provinces de Rabat, Casablanca et Meknès. Au total, huit membres de la commission administrative nationale — dont des syndicalistes de la C.D.T. — sont sous les verrous. En outre, un ancien secrétaire général du S.N.E.-Sup., syndicat de l'enseignement supérieur marocain, M. Aïdi Hanbali, enseignant à la faculté des sciences, a été également arrêté lundi.

Ces arrestations sont d'autant plus inquiétantes qu'après avoir observé une certaine prudence dans son allocution à la nation, dimanche soir, en évitant de s'en prendre *nommément* à la C.D.T. ou à l'U.S.F.P. (*le Monde* du 23 juin), le premier ministre, Mᵉ Maati Bouabid, a publié lundi un communiqué d'un ton plus menaçant pour les socialistes. Après avoir reconnu pour la première fois que les émeutes de samedi avaient fait des tués, il a affirmé que « *les instigateurs de ces actes criminels* » ont été arrêtés de même que « *les exécutants* » avant de souligner que les uns et les autres seront poursuivis avec *toute la rigueur de la loi.*

Le ministère de l'intérieur a précisé, lundi soir, dans un communiqué que le bilan s'élève à soixante-six morts et cent dix blessés dont soixante-treize appartenaient au forces de l'ordre. Les dégâts matériels sont très importants. Le communiqué énumère, par exemple, la destruction d'une douzaine de pharmacies, de vingt-trois banques, de sept stations d'essence, de trois dispensaires, etc... Quarante-quatre autobus et plus de cent véhicules privés ont été détruits. Selon l'opposition, il y aurait plus de deux cents morts.

Dans les quartiers qui ont été, samedi, le théâtre de l'émeute, la situation paraît être redevenue normale. Lundi, cependant, des véhicules blindés et chenillés de l'armée y patrouillaient encore, notamment à Bouknazel où un Français a été tué samedi. Outre ce Français, un citoyen allemand a été blessé ainsi qu'un ressortissant belge lapidé au volant de sa voiture.

Lundi soir, le bruit courait à Rabat que la C.D.T. avait lancé de nouveau des mots d'ordre de grève en début d'après-midi à Casablanca. En fait, selon des renseignements puisés à bonne source, il n'en est rien, mais des manifestations *sporadiques* sont cependant signalées dans les quartiers troublés de cette immense agglomération. La tension y règne toujours, de même qu'à Rabat, où l'on a enregistré une manifestation dimanche soir et où nombre de magasins sont demeurés fermés dans les faubourgs populaires lundi matin.

Mᵉ Abderrahim Bouabid, premier secrétaire de l'U.S.F.P., qui se trouve à Paris depuis vendredi dernier, a déclaré que le gouvernement marocain « *était le seul responsable des événements de Casablanca* », (lire ci-dessous). En attendant son retour le bureau politique, réuni en permanence depuis samedi, a publié un communiqué dans lequel il réclame notamment « *l'abrogation urgente des mesures de hausse qui frappent les prix des cinq denrées de base, la libération de tous les détenus, l'annulation de toutes les arrestations et poursuites, la levée de toutes les mesures illégales qui frappent non seulement les organisations syndicales et nationales mais aussi les journaux* Al Moharrir, Libération *et* Al Bayane, *l'institution d'une commission d'enquête parlementaire sur les événements sanglants des 20 et 21 juin et enfin la juste indemnisation des victimes et de leurs familles* ».

ROLAND DELCOUR.

● *L'Association des Marocains en France* (269 bis, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris), *rappelle que de nombreuses « manifestations sporadiques »* se sont produites depuis le mois d'avril, « *condamne la violence avec laquelle les autorités répondent à la situation* » et « *dénonce une politique économique rétrograde... qui ne pouvait que conduire le pays aux portes de la faillite et le peuple au bord de la famine* ».

● *Un communiqué de la C.F.D.T.* — Dans un communiqué publié lundi 22 juin, la C.F.D.T. « *condamne fermement la violence* » du gouvernement et « *réaffirme aux travailleurs marocains, luttant contre la politique antisociale du gouvernement, l'entière solidarité des travailleurs de France. Elle demande la libération immédiate de tous les travailleurs et militants syndicaux arrêtés* ».

Mᵉ BOUABID : le gouvernement est seul responsable.

« *Le gouvernement marocain est le seul responsable des événements de Casablanca* » a déclaré, lundi 22 juin, à Paris, Mᵉ Abderrahim Bouabid. Le premier *secrétaire de l'U.S.F.P., a précisé* que « *les morts et les blessés ont été victimes du comportement du service d'ordre qui n'hésitait pas à faire usage de ses armes sans sommation* ».

« *Après la hausse improvisée et irresponsable des prix des produits de première nécessité* », a-t-il expliqué, le premier ministre et le ministre des finances ont refusé de rencontrer la confédération démocratique du travail (C.D.T.), de sorte que « *la révolte des masses populaires n'a fait que traduire leur colère devant le refus du dialogue et l'effondrement draconien et injustifié de leur pouvoir d'achat* ».

Jugeant « *ridicule toute allusion à une complicité avec l'extérieur* », il a ajouté : « *l'ensemble du peuple marocain et même les membres du gouvernement savent que l'U.S.F.P. et la C.D.T. sont, plus que jamais, pour la défense de l'intégrité territoriale. Mais le pain quotidien des travailleurs est un élément essentiel dans la détermination de la nation marocaine pour la défense de son intégrité* ».

Tunisie

Le parti communiste ne participera pas aux élections législatives dans les conditions fixées

De notre correspondant

Tunis. — Le Mouvement démocratique socialiste (M.D.S.) considère comme un « *net recul* » dans la voie de l'instauration du multipartisme la décision du président Bourguiba de ne reconnaître officiellement les courants d'opposition que s'ils obtiennent au moins 5 % des suffrages lors des élections législatives anticipées du 1ᵉʳ novembre (*le Monde* du 21-22 juin).

Le Mouvement demandait en effet sa reconnaissance avant la consultation car, estimait-il, « *pour être un test valable de démocratie, les prochaines élections législatives doivent se dérouler dans un climat politique propice* ». Tout en remarquant que ces conditions ne sont pas actuellement réunies, le M.D.S. semble cependant vouloir s'accorder un temps de réflexion en ne rejetant pas explicitement, pour le moment, le principe de sa participation aux futures élections et déclare qu'il va « *poursuivre sa lutte pour obtenir sa reconnaissance comme un droit légitime reconnu par la Constitution et non comme une faveur octroyée par le régime* ».

L'Action, organe du parti socialiste destourien au pouvoir, fait toutefois remarquer que le P.S.D. « *n'a jamais eu d'autorisation ni avant, ni après l'indépendance* » et pose la question : « *Que peut peser une autorisation de l'administration quémandée dans un bureau face à la légitimité populaire et historique et à l'aval du plus grand nombre ?* »

Pour leur part, les communistes tunisiens ont annoncé qu'ils ne participeront pas aux élections dans les conditions fixées. « *Il est anormal*, déclare-t-il, *que des mouvements politiques soient privés pendant de nombreuses années de l'existence légale du droit de réunion et d'expression et de toute possibilité de se faire connaître et de diffuser leur programme, et qu'il leur soit demandé de rassembler un certain pourcentage de voix électorales et de prouver leur représentativité à la suite d'une campagne électorale de quelques jours.* »

En revanche, la tendance du Mouvement de l'unité populaire (MUP) qui s'oppose à M. Ahmed Ben Salah considère qu'il ne faut pas laisser passer l'occasion qu'offrent les *futures élections* pour jouer « *un rôle actif* » et « *s'imposer* ». C'est pourquoi elle s'attache actuellement à mettre en place « *ouvertement* » ses structures un peu partout dans le pays.

MICHEL DEURÉ.

Zimbabwe

Du fait de sa dépendance économique

M. MUGABE JUGE « INSENSÉ » QUE SON PAYS SE JOIGNE A UN EMBARGO CONTRE PRETORIA

Salisbury (*Reuter*). — Avant son départ pour Nairobi où il assistera au sommet de l'O.U.A., M. Robert Mugabe a souligné, lundi 22 juin, à Salisbury que la dépendance économique du Zimbabwe vis-à-vis de Pretoria était telle qu'il serait « *insensé* » d'envisager à l'heure actuelle de se joindre à un embargo. Actuellement, plus de 90 % des échanges commerciaux du pays transitent par l'Union sud-africaine.

M. Mugabe a ajouté que son pays ne voulait que la paix et la coopération avec l'Afrique du Sud, mais que cette dernière « *brûlait d'envie de faire la guerre* ».

AMÉRIQUES

Etats-Unis

EN VISITE A PARIS

M. George Bush sera reçu par M. Mitterrand

M. George Bush est attendu, mercredi matin 24 juin, à Paris. Le vice-président des Etats-Unis doit être reçu à l'Elysée et déjeunera avec M. Mitterrand avant de se rendre, le même jour, à Londres. A son retour aux Etats-Unis, M. Bush ira dans le ranch du président Reagan, à Santa Barbara, en Californie, rendre compte à ce dernier de ses entretiens européens.

Un vice-président heureux

C'est un *vice-président* heureux que reçoit M. Mitterrand. Homme courtois et affable, M. Bush s'était effacé de *bonne grâce devant* M. Reagan, le 26 mai 1980, quand il devint évident qu'il n'avait aucune chance de disputer l'investiture du parti républicain à l'ancien gouverneur de Californie. Les relations entre les deux hommes étaient cependant distantes, et il fallut que l'ancien président Ford refuse de devenir le colistier de M. Reagan pour que ce dernier confie cette mission à M. Bush, qui est ainsi, à l'origine, un « second choix ».

Tout cela est un peu oublié aujourd'hui. M. Bush, qui est un conciliateur né, a su conquérir l'estime de l'équipe de M. Reagan et celle du président lui-même. C'est à lui, et non à M. Alexander Haig, qui revendiquait cette prérogative, qu'a été confiée la direction, en cas de besoin, de l'état-major de crise de *la Maison Blanche*. Quelques jours après cette décision, M. Reagan était, le 30 mars, victime d'un attentat. Dans la confusion qui s'ensuivit, le secrétaire d'Etat tentait, assez maladroitement, au prix d'une interprétation *inexacte* de la Constitution, d'imposer son autorité. Cette attitude contrastait singulièrement avec la retenue et le sang-froid de M. Bush, qui, en outre, se gardait bien de paraître « *remplacer* » le président, et qui, pendant l'hospitalisation de M. Reagan, laissait ostensiblement vide le fauteuil de ce dernier... Ce faisant, M. Bush conserve ses meilleurs chances pour l'élection présidentielle de 1984.

Né à Milton (Massachusetts), le *12 juin 1924, dans une riche famille* patricienne de Nouvelle-Angleterre, M. Bush est un Yankee transplanté *au Texas. Après d'excellentes études* à Yale, il décide, en effet, de tenter sa chance dans l'industrie pétrolière de cet Etat. Il fonde sa *propre* société de forages en mer et s'enrichit rapidement.

Elu en 1966 et réélu en 1968 représentant à Washington d'une circonscription cossue de Houston, il est remarqué par le président Nixon, qui donne un coup d'accélérateur brutal à sa carrière en le nommant, en décembre 1970, ambassadeur auprès des Nations unies pour le « consoler » d'avoir échoué le mois précédent dans sa tentative de conquérir un *siège au Sénat. M. Bush* traverse Watergate au poste difficile de président du parti républicain, mais sait *prendre du champ par rapport à son* ancien protecteur. Le président Ford lui confie deux missions de *confiance : la direction du bureau* de liaison américain à Pékin, en 1974, et celle de la C.I.A., passable*ment démoralisée, en novembre 1975.* C'est ensuite la traversée d'un désert, doré par la bonne marche des *affaires pétrolières, pendant la prési*dence de M. Carter.

M. Bush ne vient pas à Paris *chargé d'une mission particulière. En* outre, la position française sur les grands problèmes de l'heure a déjà *été exposée lors de la visite de* M. Cheysson à Washington du 4 au 6 juin. Il s'agit surtout de réaffirmer, *de manière symbolique, que tout va* pour le mieux entre Paris et Washington. Une vieille habitude qui date de la IVᵉ République, pour tout nouveau gouvernement français. — D. Dh.

● *Les meurtres d'Atlanta.* — Le photographe indépendant, âgé de vingt-trois ans, Wayne Williams, arrêté dimanche pour le meurtre de l'un des jeunes Noirs d'Atlanta (Georgie), pourrait être impliqué dans quinze à vingt autres assassinats, a annoncé lundi 22 juin la chaîne de télévision CBS.

● *Une manifestation de la coordination des comités* latino-américains en France aura lieu le mercredi 24 juin à 18 heures, place Beaubourg, à Paris, pour dénoncer, à l'occasion de la visite du vice-président américain George Bush, l'intervention des Etats-Unis en Amérique centrale et notamment au Salvador.

LA COUR SUPRÊME ESTIME QUE M. NIXON PEUT ÊTRE POURSUIVI POUR DES ÉCOUTES TÉLÉPHONIQUES ILLÉGALES

De notre correspondant

Washington. — Un citoyen américain peut-il réclamer des dommages et intérêts au président des Etats-Unis parce que ce *dernier* aurait dirigé une action illégale contre lui ? La Cour suprême était appelée, lundi 22 juin, à éclaircir cette question inhabituelle mais importante. Son vote également partagé (quatre voix contre quatre et une abstention) n'y a pas répondu. Il permet cependant à la cour d'appel du district de Columbia de maintenir un jugement qui donnait raison à M. Morton Halperin contre l'ancien président Nixon et deux autres responsables du Watergate : MM. Mitchell, attorney général de l'époque et Haldeman, ancien chef de l'état-major de la Maison Blanche. La somme n'a pas encore été fixée.

Le plaignant faisait partie du Conseil national de sécurité que dirigeait alors M. Henry Kissinger. Parce que des fuites s'étaient produites et qu'on le soupçonnait d'en être l'auteur, son téléphone *personnel avait été mis sur table* d'écoute en 1969. Ancien élève d'Harvard, M. Halperin était un ami du militant pacifiste Daniel Ellsberg, l'homme qui avait remis à la presse en juin 1971 des documents secrets du Pentagone sur l'engagement américain au Vietnam.

Après avoir démissionné de son poste, M. Halperin poursuivit en *justice les responsables* de la Maison Blanche (dont M. Kissinger, qui attend encore une sentence). En lui donnant raison, la cour d'appel décréta : « *Le président n'est pas un chef omniscient disposant de pouvoirs occultes.* » Les autorités gouvernementales saisirent alors la Cour suprême, estimant qu'une condamnation de M. Nixon sur ce point affaiblirait dangereusement la fonction présidentielle.

Le vote de lundi aurait eu une valeur de référence si l'un des juges, M. William Rehnquist, ne s'était abstenu pour une raison évidente : il occupait le poste d'attorney général *adjoint de 1969* à 1971 et passait à l'époque pour un fidèle de M. Nixon et de ses méthodes. — R. S.

● *M. Thomas Farer réélu président de la Commission interaméricaine des droits de l'homme.* — M. Thomas Farer (Etats-Unis) a *été réélu*, lundi 22 juin, par acclamation à la présidence de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (C.I.D.H.). M. Farer avait été récemment critiqué par le Chili qui avait, à cette occasion, suspendu toute collaboration avec la C.I.D.H.

Bolivie

ARRESTATION D'UN IMPORTANT DIRIGEANT SYNDICAL

La Centrale *ouvrière* bolivienne (COB) a confirmé le lundi 22 juin à Lima, l'arrestation, le 19, de l'un de ses principaux dirigeants, M. Genaro Flores, *également* leader du mouvement révolutionnaire *Tupaj Katari*. M. Flores et plusieurs autres dirigeants syndicaux boliviens clandestins auraient été arrêtés à Patacamaya, localité située à une centaine de kilomètres au sud de La Paz, à l'issue d'un affrontement armé avec des agents des services spéciaux boliviens et des membres de groupes paramilitaires du gouvernement du général Luis Garcia Meza. Genaro Flores aurait été grièvement blessé *et, selon le quotidien bolivien Ultima Hora*, transporté dans une clinique de la capitale.

La nonciature apostolique et l'ambassade de France à La Paz sont intervenues pour demander la libération de M. Florès. — (*A.F.P.*).

ASIE

Afghanistan

LE NOMBRE DES RÉFUGIÉS AU PAKISTAN DÉPASSE LES DEUX MILLIONS

Le nombre des réfugiés afghans au Pakistan a désormais dépassé les deux millions. Selon le haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés, il était il y a quelques jours de 2 083 688 personnes vivant pour la plupart dans des camps proches de la frontière.

D'autre part, M. Babrak Karmal, président du Conseil révolutionnaire et secrétaire général du parti populaire démocratique (*P.P.D.A. communiste*) était attendu ce mardi 23 juin en Tchécoslovaquie — pays où il s'était réfugié sous le régime de M. Amin et qu'il a qualifié de sa « *seconde patrie* ». Kaboul a annoncé la création d'une commission chargée de faire appliquer la réforme agraire. Présidée par M. Karmal, elle prévoit la redistribution de terres et l'amélioration de l'exploitation agricole.

Par ailleurs, selon un témoin interrogé à son arrivée à Islamabad, au *Pakistan*, par l'agence américaine *A.P.*, des centaines de personnes auraient trouvé la mort vendredi 19 juin au cours d'un raid de l'aviation soviétique contre Kandahar, la deuxième ville d'Afghanistan. Ce bombardement de représailles contre les opérations d'insurgés dans la région, aurait été suivi d'une attaque de *chars, qui auraient* rasé les bâtiments ayant résisté aux bombes. — (*A.F.P., Reuter, A.P.*)

Bangladesh

SAISIE DE MATÉRIEL ÉLECTRONIQUE SOVIÉTIQUE

Les douanes de l'aéroport de Dacca ont saisi et confisqué dix tonnes de matériel électronique sophistiqué que les Soviétiques avaient *tenté* d'introduire frauduleusement dans le pays, a-t-on appris lundi 22 juin, dans la capitale bangalaise. Ce *matériel* était arrivé la semaine dernière à bord d'un avion spécial de l'Aéroflot. Il était emballé dans 140 caisses marquées « *matériaux de construction* » et dépourvues d'autorisation et des documents réglementaires. Les douaniers ont alors ouvert les caisses en présence de représentants du ministère bangalais des affaires étrangères et de responsables soviétiques.

Auparavant, des membres de l'ambassade soviétique avaient pénétré dans l'aéroport avec leurs propres camions, écartant les gardes à l'entrée, et *tenté de prendre* possession de ce matériel. Lorsqu'un officier des renseignements bangalais a voulu photographier ce matériel, un diplomate soviétique l'aurait frappé

Parmi les appareils saisis figurerait un *analyseur* de fréquences utilisable pour l'écoute des télécommunications et des radios. Plusieurs partis politiques ont demandé l'ouverture d'une enquête, et le ministre des affaires étrangères a réaffirmé que le Bangladesh était « *un pays indépendant et souverain* » qui appliquerait les convention de Genève. — (*A. P.*)

● *M. Abdus Sattar*, président par intérim depuis l'assassinat du général Ziaur Rahman, a été désigné, lundi 22 juin, comme candidat à l'élection présidentielle *du 21 septembre par le parti nationaliste* (B.N.P.) au pouvoir. — (*A.F.P.*)

Philippines

M. CÉSAR VIRATA EST NOMMÉ PREMIER MINISTRE

Réélu à la présidence de la République à la suite d'un scrutin entaché, selon l'opposition, de « *fraudes colossales* » (*le Monde* du 23 juin), M. Ferdinand Marcos a défini lundi 22 juin les trois priorités de son nouveau mandat de six ans : la réorganisation de son cabinet, la solution des problèmes économiques et de plus amples mesures pour lutter contre la guérilla *communiste* menée par la N.P.A. (Nouvelle Armée populaire).

Le président a annoncé qu'il avait choisi comme premier ministre son ministre des finances, M. Cesar Virata. D'autre part, les *autorités militaires* ont lancé ces derniers jours une grande offensive dans des provinces du nord *et* du sud de l'archipel, au cours de laquelle trente et un maquisards ont été tués.

Des dirigeants de l'opposition, qui avaient appelé les électeurs à boycotter l'élection présidentielle, ont annoncé lundi qu'ils ne négocieraient pas avec le pouvoir, en dépit des appels gouvernementaux à la réconciliation. Selon *des sources* de l'opposition, une réunion aurait eu lieu la semaine dernière dans une ville asiatique entre le coprésident de l'Unido (Opposition démocratique unie), M. Jose Laurel, M. Benigno Aquino, réfugié aux Etats-Unis, et le chef du Front national de libération Moro (M.N.F.L., séparatiste musulman), M. Nur Misuari, qui vit en Libye. (*A.F.P., U.P.I.*)



هكذا من الاصل

Une Chine sans illusions

(Suite de la première page.)

Pour la petite histoire, on notera qu'il est toujours question à cette époque « *d'approfondir la critique contre Deng Xiaoping* », lancée l'hiver précédent. Certains en parleront jusqu'au printemps suivant, y compris l'un des actuels vice-présidents du parti, M. Li Xiannian, dont le flair politique se révélera pour une fois défaillant. En réalité, la seconde réhabilitation de M. Deng Xiaoping commence très tôt, au moins à travers les thèses dont il a été et demeure l'inspirateur, et c'est tout naturellement qu'au dixième congrès du parti, au mois d'août 1977, il retrouve toutes les fonctions qu'il avait perdues au début de 1976.

Plus significatif est un virage qui ne sera pris que plus tard et très progressivement. Dès leur arrestation et jusqu'à nos jours, les « quatre », c'est-à-dire la veuve de Mao Zedong et ses amis du « groupe de Shanghaï », sont accusés d'avoir « *comploté pour usurper le pouvoir du parti et de l'Etat* ». Singulier « complot » dont on n'aura jamais la preuve : les révélations apportées lors du procès où Mme Jiang Qing et ses coaccusés sont jugés à la fin de 1980 ne feront apparaître qu'un jeu de rivalités politiques dans lequel une part au moins aussi active paraît être revenue à M. Deng Xiaoping — qui visait ni plus ni moins la succession de Zhou Enlai — qu'à ses adversaires « radicaux ». Mais, au lendemain de leur chute, les « quatre » sont dénoncés comme des éléments « *bourgeois* » ayant suivi une « *ligne révisionniste contre-révolutionnaire* » dont il faut « *mettre en lumière et stigmatiser l'essence d'extrême droite* ».

Ce n'est qu'au mois d'octobre 1977, un an plus tard, que le *Quotidien du peuple* commencera à suggérer qu'il convient de lutter aussi bien contre les déviations de « *gauche* » que contre celles de « *droite* ». Mais il faudra encore de longs mois avant que les « quatre » soient clairement dénoncés comme « *gauchistes* » et que l'on renonce à les présenter comme les instruments des anciens propriétaires fonciers et autres classes exploiteuses. Il est vrai, note le *Quotidien du peuple*, que l'idée d'une lutte contre la gauche « *peut paraître tout à fait nouvelle aux yeux des camarades* ».

Les « camarades » vont avoir d'autres sujets d'étonnement. Au mois de mai 1978 émerge à travers des articles publiés notamment par le quotidien des intellectuels *Clarté*, un débat sur le point de savoir où réside en définitive « *le critère de la vérité* ». Cette interrogation philosophique, initialement posée par un obscur professeur de Nankin, se transforme en cheval de bataille pour M. Deng Xiaoping. A ses adversaires qui prétendent qu'il convient toujours de se guider sur les principes et les paroles de Mao Zedong et se verront pour cela qualifier d'« *intégristes* » ou de « *dogmatiques* », le bouillant vice-président du parti oppose que « *la pratique est le seul critère de la vérité* ». En conséquence de quoi il convient d'« *émanciper les esprits* », de les libérer de toutes les sortes de « *jougs spirituels* » — et notamment de ceux irrités du maoïsme.

Du « mur de la démocratie »...

C'est au terme de ce débat qu'on arrive au plénum historique de décembre 1978. Victoire totale pour M. Deng Xiaoping, dont les adversaires sont contraints de faire leur autocritique, et qui fait accéder plusieurs de ses proches alliés à des postes-clés de l'appareil du parti — en particulier M. Hu Yaobang au secrétariat général du comité central.

Sur le fond, le plénum met l'accent sur le développement de la démocratie et consacre le mot d'ordre d'« *émancipation des esprits* ». Commentant ces résultats, le *Quotidien du peuple* écrit même quelques jours plus tard : « *Pour un parti révolutionnaire au pouvoir, il n'y a rien de terrible à ce que des opinions différentes s'expriment... Exiger que l'on ne dise que des choses justes, cela revient à bâillonner les gens.* » Répliquant à ceux qu'inquiètent les attaques apparues sur certains dazibaos du « mur de la démocratie », l'organe du comité central affirme solennellement : « *Afficher des dazibaos est un droit démocratique du peuple garanti par la Constitution, et l'on ne saurait porter atteinte à ce droit.* »

Il s'agit en fait de justifier l'impressionnant mouvement de contestation politique qui a servi de toile de fond au troisième plénum et dont M. Deng Xiaoping, arguant des sentiments exprimés par le peuple, a largement usé pour faire pression sur ses adversaires. Mais cet aspect du mouvement n'empêche pas qu'il ait été profondément authentique à d'autres égards. Si les « révélations » de certaines publications, de certains dazibaos, sont visiblement inspirées, d'autres textes expriment les aspirations de toute une jeunesse à une société politique vraiment nouvelle. Le courant est assez fort pour que quelques formules puissantes se retrouvent même dans la presse officielle. Ainsi *Clarté* écrit-il que les droits démocratiques — liberté d'expression, d'association, de rassemblement, de grève, etc. — « *doivent être garantis non seulement par leur inscription dans la Constitution, mais aussi par des actions concrètes des masses* », et Wei Jingsheng, l'animateur de la revue *Tansuo* (« Exploration »), est entièrement à l'unisson de ce mouvement de pensée lorsqu'il présente la démocratie comme « *la cinquième modernisation* » indispensable à la Chine (parallèlement aux « quatre modernisations » annoncées en janvier 1975 par Zhou Enlai : modernisation de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale, des sciences et de la technologie).

... aux « quatre principes »

Cette dangereuse animation politique, qui ne vise ni plus ni moins qu'une sorte de mutation de régime, va être formellement condamnée quelques semaines plus tard. Le retournement est si brutal qu'il laisse pantois les Chinois eux-mêmes, qui voient leurs journaux se contredire à quelques jours d'intervalle. Ainsi, *le Quotidien de Pékin* condamne-t-il comme une détestable mode « bourgeoise » les pantalons à pattes d'éléphant qu'il avait précédemment présentés comme un signe normal de modernisme. Mais il y a beaucoup plus grave. A la fin du mois de mars 1979, Wei Jingsheng est arrêté (il sera condamné en octobre à quinze ans de prison, pour l'exemple), interdiction est promulguée d'afficher des dazibaos sinon « *aux endroits réservés à cet usage* », « quatre principes » surtout sont énoncés qui définissent les limites dans lesquelles est autorisée à se poursuivre, théoriquement, l'émancipation des esprits : supériorité de la voie socialiste, maintien de la dictature du prolétariat, respect du rôle du dirigeant du parti communiste, fidélité au marxisme-léninisme et à la pensée de Mao Zedong.

Parallèlement, on commence à parler de « *réajustement* » des plans économiques. Jusqu'à la fin de 1978, « *accélérer notre marche* » était encore le mot d'ordre général. Dès la fin de février 1978, *le Quotidien du peuple* annonce que l'année en cours et la suivante doivent être consacrées à des efforts « *de restauration d'ajustement et de consolidation* ». Critique est faite de la manière « *expéditive* » dont sont lancés « *des projets d'infrastructure importants* ». Une série de contrats qui étaient sur le point d'être conclus avec des firmes japonaises sont ajournés.

Un virage aussi soudain conduit les Chinois les moins contestataires à s'interroger sur le sérieux avec lequel sont gérées les affaires économiques de leur pays. On imagine quelle sera leur réaction l'année suivante lorsque, de réajustement en réajustement, on en viendra à suspendre la construction du complexe sidérurgique de Baoshan, près de Shangaï, où des milliards ont déjà été engloutis, à réduire de moitié ou plus les crédits d'investissements autorisés aux municipalités, à fermer des usines au risque d'accroître un taux de chômage déjà préoccupant, etc.

Le doute n'est pas moins profond sur le plan politique. Le droit à l'affichage des dazibaos, présenté comme intangible en décembre 1978, est formellement rayé de la Constitution à l'automne 1980. De mois en mois, l'encadrement idéologique — au nom des « quatre principes » — se fait à nouveau de plus en plus étroit, et quelques œuvres artistiques originales qui se permettaient de traiter de divers « *aspects négatifs* » de la société socialiste sont renvoyées aux oubliettes. L'écrivain Bai Hua, auteur d'une courageuse et retentissante intervention au congrès des écrivains de l'automne 1979 (*le Monde* du 20 novembre 1979), sera lui-même violemment critiqué au printemps 1981.

Dans la jeunesse, étudiante ou ouvrière, l'intensification du « travail politico-idéologique » a principalement pour but de contrecarrer des tendances qualifiées l' « *ultra-démocratiques* », « *individualistes* », voire « *anarchistes* ». Mais le même travail est entrepris auprès de travailleurs d'âge adulte ou mûr pour parer aux mouvements de mécontentement qu'entraînent les très sévères mesures d'austérité économique.

Quelle continuité ?

Alors on revient aux modèles traditionnels de la « morale socialiste ». On ressort Lei Feng, valeureux petit soldat dont le dévouement et l'abnégation avaient été cités en exemple à la nation tout entière dès 1963 par Mao Zedong. L' « *esprit de sacrifice* » — encore dénoncé à l'automne 1980 sous prétexte qu'il conduisait à négliger les « *intérêts matériels des masses* » — est à nouveau à l'ordre du jour. Et s'il est toujours admis, au nom de l'anti-égalitarisme, que « *à chacun selon son travail* » est un principe fondamental du socialisme, on rappelle aujourd'hui qu'il doit être indissolublement associé au principe non moins fondamental « *de chacun selon ses capacités* ». Autrement dit, que l'argent et l'appât du gain ne suffisent pas à construire le socialisme et que les devoirs envers la collectivité priment toujours la satisfaction des besoins individuels.

Nous sommes bien loin de l'époque, pourtant récente, où le rejet de l'héritage maoïste conduisait à développer sous toutes les formes — salaires, primes, avantages collectifs, etc. — les « *stimulants matériels* » en ironisant sur l'inefficacité des « *stimulants moraux* ». Quant au « travail politico-idéologique », se souvient-on encore du temps où M. Deng Xiaoping prêchait quasiment sa suppression à l'usine comme à l'université afin d'éliminer toute entrave possible à la production et à l'étude ? Le ministère de l'éducation l'a tout juste rendu à nouveau obligatoire, depuis mars 1981, dans les établissements d'enseignement primaire eux-mêmes.

Qui peut encore croire, après ces voltes et vire voltes, que ce qu'il est convenu d'appeler « *la ligne du troisième plénum* » a été suivie avec continuité depuis 1978 et qu'elle n'a subi aucun « changement » ? Il suffit d'ailleurs de se rapporter au communiqué officiel du 22 décembre 1978 pour vérifier que les fameux « quatre principes » n'y sont pas énoncés — en tout cas sous une forme aujourd'hui reconnaissable. Et pour cause, car on sait maintenant, par la presse chinoise elle-même, que les « quatre principes » ont été énoncés pour la première fois par M. Deng Xiaoping, au cours d'une réunion interne, le 30 mars 1979, soit plus de trois mois après la conclusion du plénum du comité central. Et s'il est question, dans le même communiqué, de rectifier certains « *déséquilibres* » internes de l'économie chinoise, la notion d'un « *réajustement* » impliquant un ralentissement de la croissance et une réduction drastique des investissements n'y figure nullement.

Le problème, pour la direction chinoise, est que si la continuité de la politique suivie depuis trois ans n'est pas reconnue, c'est au bout du compte sa propre légitimité qui risque d'être mise en cause. Si des changements de cap ont eu lieu, ne seraient-ils pas la preuve en effet de l'incompétence des dirigeants qui conduisaient le navire de l'Etat ? Et les mouvements de personnel qui se sont succédé — le dernier en date étant l'élimination du président Hua Guofeng — démontreraient-ils qu'en dépit des assurances de stabilité et d'unité on n'en a pas fini avec les luttes de palais ?

La légitimité d'un gouvernement, en Chine comme ailleurs, repose avant tout sur sa crédibilité. C'est bien là que réside l'origine des inquiétudes dont témoignent depuis quelques mois les propos tenus par les plus hauts dirigeants chinois.

ALAIN JACOB.

Prochain article :

LE DIFFICILE HÉRITAGE DE MAO

EUROPE

Union soviétique

APRÈS L'ANNULATION DU PLÉNUM DU COMITÉ CENTRAL

La «Pravda» dénonce ceux qui veulent «affaiblir le maillon polonais de la communauté socialiste»

L'annulation, à Moscou, du plénum du comité central qui précède traditionnellement l'ouverture de la session du Soviet suprême coïncide avec une nouvelle offensive de la presse soviétique contre le « renouveau » polonais. L'agence Tass, reprise par la « Pravda », rend compte, en particulier, d'une réunion des « durs » du parti polonais rassemblés au sein d'un « forum de Poznan ». Au même moment, le « forum de Katowice », autre groupe de « durs », qui avait suspendu ses activités sans pour autant se dissoudre, demande au bureau politique de « se prononcer clairement » sur ses thèses, bien que celui-ci les ait déjà condamnées il y a trois semaines.

Ouvrant mardi matin la session du Soviet suprême, M. Brejnev a déclaré, cependant, que « l'Union soviétique ne menace personne et ne cherche à affronter aucun Etat ni à l'Ouest ni à l'Est ».

A Varsovie, M. Kania a reçu, lundi, des représentants de M. Kadar, premier secrétaire du P.C. hongrois, et de M. Jivkov, chef du P.C. et de l'Etat bulgares. Selon l'agence polonaise PAP, « les communistes hongrois continuent à apporter leur appui au POUP dans ses efforts visant à surmonter par ses propres forces la crise socio-politique en Pologne ». En revanche, à Sofia, l'hebdomadaire « Pogled », organe des journalistes yougoslaves, cité par l'agence officielle B.T.A., invite les communistes polonais à faire preuve « sans retard » de leur « détermination révolutionnaire », affirmant que « la sécurité et les frontières de tous les Etats socialistes » sont en danger.

A Luxembourg, a-t-on appris lundi en marge du conseil des ministres des affaires étrangères des Dix, la Pologne a présenté une nouvelle demande d'aide, qui sera examinée au sommet des 29 et 30 juin. — (A.F.P.)

De notre correspondant

Moscou. — Un « non-événement » s'est produit le lundi 22 juin à Moscou : le plénum du comité central du parti communiste soviétique, que tous les observateurs attendaient, n'a pas eu lieu « *pour des raisons extrêmement sérieuses* », dit-on dans les milieux informés. A la veille de la session du Soviet suprême, qui s'est ouverte ce mardi matin, le comité central aurait dû être réuni, comme il est de tradition depuis plusieurs années. La concomitance des deux réunions s'explique par deux raisons : la première est politique : le comité central peut ainsi préparer et approuver les textes soumis au Soviet suprême ; la *deuxième est pratique : la* grande majorité des membres du comité central étant aussi députés, la participation à deux réunions ne nécessite qu'un seul déplacement.

Quelles sont les raisons « *extrêmement sérieuses* » qui ont fait annuler ou repousser le plénum qui devait être, en outre, la première véritable réunion de travail du nouveau « Parlement du parti » élu au vingt-sixième congrès ? Sont-elles liées à la situation en Pologne ? On ne peut, pour le moment, que poser des questions et envisager quelques hypothèses.

Ces raisons sont-elles d'ordre personnel ? *La santé de M. Brejnev ne* paraît pas en cause. Le chef de l'Etat a d'ailleurs assisté, ce mardi, à l'ouverture de la session du Soviet *suprême, et*, s'il n'était pas en mesure de faire un rapport devant le comité *central, un de ses collègues du* bureau politique aurait pu lire son texte, le cas s'est déjà produit.

Existe-t-il alors des dissensions personnelles au sein de la direction suprême ? L'hypothèse ne saurait être totalement exclue. Pour apporter une démonstration d'unité, les organes dirigeants du parti étaient restés totalement inchangés en mars dernier à l'issue du vingt-sixième congrès, et beaucoup d'observateurs s'attendaient à des changements, même minimes, à l'occasion des plénums suivants. Ces modifications font peut-être encore l'objet de discussions, justifiant ainsi un ajournement du plénum.

Mais il est plus probable que les raisons sont d'ordre politique. L'ag*gravation de la situation internationale* est prise très au sérieux à Moscou, mais les dirigeants soviétiques ne semblent pas prêts à proposer une politique à la mesure des problèmes qu'ils affrontent. La répétition des mêmes phrases, des mêmes slogans, des mêmes propositions à l'issue d'une session plénière de leur comité central aurait souligné leur relative impuissance actuelle. Or, de quelque côté qu'ils se tournent, ils n'ont guère de sujets de satisfaction : le dialogue avec Washington est interrompu, M. Reagan cherche à jouer la « carte chinoise » encore plus ouvertement que son prédécesseur, la proposition de moratoire sur les eurofusées a tourné court, la conférence de Madrid s'achemine vers un échec, les forces soviétiques s'enlisent en Afghanistan, au Proche-Orient les Arabes ont accueilli avec scepticisme la proposition de conférence internationale. Les Soviétiques se sentent acculés à une relance extrêmement coûteuse pour leur économie, malade de la course aux arme*ments, sauf à en passer par les* conditions posées par Washington à la reprise des négociations sur le désarmement.

Il est clair, toutefois, que le principal sujet de préoccupation concerne la Pologne. Sans doute ni le comité central ni le Soviet suprême ne se prêtent-ils à de larges discussions sur une question aussi brûlante. Les décisions sont prises dans le secret des délibérations du bureau politique. Mais il n'est pas impossible que la direction soviétique n'ait pas été en mesure de présenter une décision au comité central pour que celui-ci l'entérine, soit qu'elle n'ait pas pris, par attentisme, de position définitive sur l'attitude à adopter dans la crise polonaise, soit qu'elle ne soit pas d'accord sur les actions à entreprendre.

L'effervescence autour de la Pologne continue en tout cas. La *Pravda* de ce mardi, après les *Izvestia* de lundi soir, ne lui consacre pas moins de deux articles. D'autre part M. Verdets, chef du gouvernement roumain, a fait lundi à Moscou une brève visite qui n'était pas annoncée. Pendant sa rencontre avec son collègue soviétique, M. Tikhonov, les questions internationales ont été abordées à côté des *relations économiques bilatérales*. A-t-on parlé de la Pologne ? L'agence Tass n'en souffle mot mais on ne peut s'empêcher de rapprocher cette visite inopinée de celle qu'avait faite à Moscou M. Andrei, ministre roumain des affaires étrangères, au début de décembre 1980, trois jours avant la réunion au sommet du pacte de Varsovie.

Le statu quo en Europe

La *Pravda* reprend d'abord une dépêche de l'agence Tass datée de Varsovie qui rend compte d'un « forum de Poznan », réunion des « durs » du parti polonais, comparable au « forum de Katowice ». Après avoir approuvé la lettre du comité central soviétique au comité central du POUP, la résolution adoptée à ce forum rappelle que « *plusieurs fois nous avons informé de nos points de vue la société, y compris les plus hautes instances du parti. Malheureusement aucune action concrète n'a été entreprise à ce sujet* ». Le forum insiste pour que « *les paroles de la direction du parti soient renforcées par des actes* ». « *Nous attendons des directions centrale et locale du parti* », poursuit la résolution, « *des mesures concrètes, y compris personnelles, afin d'appliquer les décisions du onzième plénum concernant les moyens d'information* ». Tass indique ensuite que le forum a appelé tous les délégués au congrès à faire preuve du sens des responsabilités et *à élire une direction qui soit garante* du caractère marxiste-léniniste du parti et du renouveau socialiste.

Le deuxième article, signé d'un des principaux « *observateurs politiques* » de la *Pravda*, met en cause les *milieux impérialistes qui veulent* utiliser la « *brèche polonaise* » pour modifier le *statu quo* en Europe. « *Au moment où les milieux ennemis du pouvoir populaire et du socialisme relèvent la tête en Pologne, l'impérialisme construit des plans à long terme pour affaiblir le maillon polonais de la communauté socialiste.* » *L'objectif est* « *d'infléchir le rapport des forces établi en Europe et de lancer une offensive contre les réalités de l'après-guerre* ». Or, poursuit le journal du parti communiste soviétique, le principe de l'inviolabilité des frontières est devenu « *la pierre angulaire de la sécurité en Europe* ».

L'argument avait déjà été utilisé en 1968 pour justifier l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie : celle-ci est « *non seulement une protection des positions stratégiques du socialisme à l'échelle internationale, mais aussi une action servant objectivement à conserver le* statu quo *et donc la paix et la sécurité en Europe* », écrivait un journaliste soviétique au lendemain du deuxième coup de Prague.

Les frontières du socialisme

Sans doute, depuis 1968, y a-t-il eu les accords d'Helsinki et l'engagement de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des autres pays européens. Mais les Soviétiques rejettent par avance cette objection. La défense des « *frontières du socialisme* » par toute la communauté n'irait pas à l'encontre de l'Acte final mais, au contraire, le renforcerait, puisque celui-ci est aussi fondé sur le maintien du *statu quo*. Après avoir affirmé que, à la veille de la deuxième guerre mondiale, la Pologne n'était « *pour l'impérialisme qu'un pion dans un grand jeu* », la *Pravda* conclut :

« *Les frontières de la communauté socialiste en Europe constituaient dans l'après-guerre la première ligne dans la lutte pour la paix et la sécurité des peuples. Elles jouent ce rôle encore aujourd'hui. Peut-être même aujourd'hui plus qu'hier, car à l'horizon se rassemblent les nuées du danger de guerre à cause de la course effrénée aux armements provoquée par l'impérialisme, à cause des tendances hégémonistes de Washington, à cause des tentatives de la réaction de torpiller la détente, de renverser le cours du développement de l'humanité. La communauté socialiste est une grande réalisation des peuples. La défendre et la renforcer, tel est le devoir de tous les pays, unis par des intérêts fondamentaux communs, par les idéaux socialistes et les destinées historiques.* »

L'analyse de la situation est donc claire. Les agissements de l'impérialisme et l'inaction des dirigeants polonais créent un danger pour toute la communauté socialiste. Mais il est *encore impossible* de savoir si le Kremlin a tiré de cette analyse des conclusions pratiques et, si oui, lesquelles ? Il ne peut plus compter sur une solution intérieure polonaise, et tout indique qu'il ne s'est pas *résigné*.

DANIEL VERNET.

Italie

Nette victoire des socialistes et du centre-gauche laïque aux élections partielles

De notre correspondant

Rome. — Les élections régionales et municipales partielles des 21 et 22 juin, qui concernaient près de neuf millions d'électeurs, ont marqué l'avancée du parti socialiste italien et des petits partis laïques du centre-gauche, aux dépens principalement de la démocratie chrétienne. Elles ont aussi confirmé d'une façon très nette à Rome et à Gênes les municipalités de gauche en place. Il s'agissait d'élections locales, mais tous les partis les considéraient comme un test déterminant, alors que, pour la première fois depuis trente-cinq ans, un non-démocrate-chrétien, M. Spadolini, secrétaire du parti républicain, est chargé de former le gouvernement.

« *Les chiffres parlent d'eux-mêmes ; que dis-je, ils chantent* », a déclaré M. Craxi, secrétaire du parti socialiste. Son parti est pour beaucoup le véritable vainqueur de ce scrutin. En Sicile, pour le vote pour l'assemblée régionale, à Gênes pour la municipalité, comme dans la plupart des petites communes de plus de cinq mille habitants concernées par ce scrutin, le P.S.I. augmente ses voix de 4 points *par rapport à son pourcentage* des élections municipales de 1976, qui fut maintenu aux législatives de 1979. Dans les Pouilles, à Bari et à Foggia, l'avance socialiste est même de près de 10 points. A Rome, en revanche, elle n'est que d'un peu plus de 2 points, résultat d'autant plus limité que le parti radical ne se présentait pas à ces élections et qu'une partie de ses suffrages de 1976 (2 %) a dû confluer sur les candidats socialistes.

Mais la signification de ce vote pour les socialistes reste contradictoire. Le P.S.I. en a bénéficié là où il gouverne aux côtés des communistes dans des municipalités de gauche, mais, *surtout*, comme en témoignent les résultats des Pouilles, là où il participe à des municipalités de centre-gauche aux côtés de la démocratie chrétienne.

Paradoxalement, la reprise électorale des petits partis laïques du centre a plus profité au parti social-démocrate, dont le secrétaire est M. Petro Longo, cité parmi les membres supposés de la *loge P.2*, qu'au parti républicain, dont le secrétaire est chargé de former le cabinet. La poussée de ces partis (républicain, social-démocrate et libéral) est particulièrement nette par rapport aux résultats de 1976, qui avaient marqué une tendance accrue à la bipolarisation de l'électorat entre démocratie chrétienne et parti communiste. Pour faire barrage au P.C.I., beaucoup d'électeurs avaient décidé, par peur et « *en se bouchant le nez* » — c'est l'expression employée par un journaliste, M. Montanelli, — de voter pour la démocratie chrétienne.

Cela suffit-il à expliquer le recul presque général de la D.C. ? Ce parti ne conserve véritablement ses positions qu'en Sicile, où il augmente le nombre de ses voix par rapport aux régionales de 1976, mais perd 2 points par rapport aux élections de 1979. De nombreux observateurs voient dans ce phénomène la preuve que la D.C. ne se maintient que là où elle continue à tenir les leviers d'un pouvoir « clientélaire ». Ailleurs, et notamment dans les grandes villes comme Gênes ou Rome, où elle est dans l'opposi*tion, la D.C. a continué à perdre* du terrain (6 points à Gênes, 3,6 points à Rome) par rapport aux municipales de 1976.

Le P.C.I., de son côté, récupère en général les voix perdues aux élections législatives de 1979, qui avaient marqué le premier recul communiste en Italie depuis vingt ans. Dans les grandes villes comme Gênes ou Rome, ainsi qu'en Italie du Sud, il obtient des résultats à peine inférieurs et même légèrement supérieurs à ceux des élections municipales de 1976. En Sicile, en revanche, le P.C.I. perd notablement (6 points) par rapport aux régionales de 1976 et stagne par rapport aux scores de 1979. A Bari, il tombe même *à 15,3 % des suffrages, dépassé* par le P.S.I. Ce fléchissement est général dans tout le Sud. Dans certains cas, comme à Torre-Annunziata, dans la banlieue de Naples, ce recul a été de 14 points.

Ces élections ont aussi enregistré un chiffre record d'abstentions : 19,9 %.

MARC SEMO.

Espagne

La loi autorisant le divorce a été adoptée

De notre correspondant

Madrid. — Plus de quarante ans après avoir été supprimé par le général Franco, le divorce est à nouveau légalisé en Espagne. Le congrès des députés a définitivement approuvé, lundi 22 juin, la loi qui l'autorise et qui devrait entrer en vigueur dès le mois prochain.

Elaboré, en février 1980, par le ministre de la justice de l'époque, M. Inigo Cavero, de tendance démocrate chrétienne, remanié huit mois plus tard dans un sens plus libéral par son successeur M. Fernandez Ordonez, du secteur social-démocrate, ce projet de loi a mis à rude épreuve la cohésion de l'Union du Centre démocratique (U.C.D.) et catalysé pendant plusieurs mois les conflits internes qui affectent le parti gouvernemental.

Sensibles aux pressions ouvertes de l'Eglise contre le projet de loi, les députés démocrates-chrétiens ont d'abord tenté d'en réduire la portée lors de la première discussion au congrès, en avril dernier. Ils se sont particulièrement opposés à la disposition de la loi qui permet le divorce pour « interruption librement consentie de la vie en commun pendant six mois », c'est-à-dire en fait par consentement mutuel. Ils entendaient également subordonner l'octroi du divorce à la constatation par le juge qu'il existe une « rupture difficilement surmontable » dans le ménage.

Après avoir échoué sur tous ces points, les démocrates-chrétiens relançaient l'offensive lors de la discussion de la loi au Sénat. Le 16 juin, ils obtenaient l'approbation par la chambre haute d'un amendement précisant que le juge pouvait refuser le divorce si celui-ci pouvait « causer un préjudice d'extrême gravité aux enfants mineurs ou à l'autre conjoint vu son âge ou son état de santé, ou la durée du mariage ». C'était là accorder un virtuel droit de veto en la matière à un pouvoir judiciaire qui n'a guère changé depuis l'époque du franquisme. Le Congrès des députés a finalement rejeté cet amendement lors d'un vote secret, les voix de l'U.C.D. se divisant à nouveau.

L'approbation du projet de loi sur le divorce en des termes très proches du texte élaboré par *M. Fernandez Ordonez* représente une importante victoire pour ce dernier, alors que le patronat et les secteurs les plus conservateurs de l'U.C.D. ont lancé une offensive pour tenter d'écarter les sociaux-démocrates des centres de *pouvoir*. Plusieurs députés démocrates-chrétiens prônent la formation d'une coalition entre les forces de droite, mais ils se sont trompés s'ils entendaient faire de la lutte contre le divorce l'un des chevaux de bataille d'une nouvelle plate-forme politique. L'évolution sociologique de l'Espagne, de toute évidence, ne le permet plus.

THIERRY MALINIAK.

DIPLOMATIE

LE PASSEPORT EUROPÉEN ENTRERA EN VIGUEUR AVANT 1985

Luxembourg (*A. F. P., U. P. I., A. P.*). — Tous les ressortissants des pays du Marché commun auront, le 1er janvier 1985 au plus tard, le même passeport. Apres six années de discussions, les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. sont parvenus à un accord, lundi 22 juin, à Luxembourg.

La couverture rouge bordeaux portera dans la langue du pays émetteur l'inscription « *Communautés européennes* » au-dessus du nom de l'Etat du titulaire. Les indications d'identité seront données en anglais, français et allemand. Enfin, les réglements définissant l'établissement du document resteront propres à chaque Etat-membre.

● *M. Mitterrand a adressé*, lundi 22 juin, un message à M. Brejnev à l'occasion du quarantième anniversaire du déclenchement de l'agression nazie contre l'U.R.S.S. Dans ce message, le président de la République se déclare « profondément convaincu » que « les peuples soviétique et français sauront sauvegarder cette paix si chèrement conquise par eux ».

● *M. Claude Morin*, ministre des affaires intergouvernementales du Québec entreprend, ce mardi 23 juin à Paris, une visite de travail de quatre jours, au cours desquels il rencontrera plusieurs ministres du premier gouvernement de M. Mauroy.

Ces conversations, qui marqueront les premiers contacts officiels franco-québécois depuis l'élection de M. Mitterrand, devraient permettre de souligner la « continuité » des relations bilatérales. La visite de M. Morin coïncidera, jeudi, avec celle de M. Pierre Elliot Trudeau, premier ministre du Canada, qui aura des entretiens avec M. Mitterrand sur le prochain sommet des pays industrialisés, prévu à Ottawa en juillet.

● *M. Waldheim, secrétaire général des Nations unies*, se rendra en visite officielle en France, les 2 et 3 juillet prochain, sur l'invitation du gouvernement français. M. Waldheim sera reçu par M. Mitterrand et s'entretiendra avec M. Cheysson, ministre des relations extérieures.

Un appel de M. Edouard Kouznetsov

« IL FAUT SAUVER YOURI FEDOROV ET ALEXIS MOURJENKO ! »

M. Edouard Kouznetsov, qui fut condamné à mort, puis à quinze ans de détention, à Leningrad en décembre 1970 pour avoir projeté de détourner un avion vers Israël, et qui fut libéré en 1979, vient de lancer un appel en faveur de MM. Youri Fedorov et Alexis Mourjenko, les deux derniers condamnés encore détenus du procès de Leningrad. Le premier a été condamné à douze ans de détention, le second à quatorze ans.

M. Kouznetsov indique que, après onze ans de prison, M. Fedorov, qui a reçu en avril la visite de sa mère, est atteint de « *néphrite chronique, d'inflammation de la vésicule biliaire, de polyarthrite déformante, de conjonctivite, d'eczéma et d'avitaminose totale* », et que M. Mourjenko, qui a vu, également en avril, sa femme et ses deux petites-filles, atteint de tuberculose, « *souffre d'une angine de poitrine avec crises fréquentes ainsi que de polyarthrite, de colite hémorragique et d'une avitaminose totale* ». Selon M. Kouznetsov, les deux condamnés ont été transférés dans un camp à régime extrêmement sévère au nord de l'Oural, où « *ils ne reçoivent ni soins ni visites de médecin* ».

La mère de M. Fedorov et la femme de M. Mourjenko affirment dans une lettre : « *Un effort particulier de toutes les organisations et de toutes les bonnes volontés est très urgent et nécessaire pour sauver ces deux êtres humains tant qu'ils sont encore en vie.* »

De son côté, M. Andreï Sakharov a adressé une lettre à M. Leonid Brejnev dans laquelle il lance « *un cri d'alarme* » en faveur des deux dissidents qui, dit-il, « *auraient dû être libérés il y a un an déjà selon la loi soviétique* ».

A TRAVERS LE MONDE

Côte-d'Ivoire

● M. AMADOU THIAM, *ministre* de l'information, a catégoriquement démenti lundi 22 juin qu'il y ait des prisonniers politiques en Côte-d'Ivoire. Selon le ministre, six jeunes journalistes, qui ont manifesté en décembre leur désaccord avec sa politique en matière d'information, effectuent leur service militaire dans le nord du pays. M. Thiam a admis également que certains grévistes avaient été arrêtés en décembre à la suite de manifestations. Mais, a-t-il ajouté, ils ont tous été relâchés. — (*A.F.P.*)

Irlande du Nord

● NOUVEAU GREVISTE DE LA FAIM. — Un ancien militant du mouvement républicain, Michael Devine, détenu à la prison de Long-Kesh, près de Belfast, a commencé, le lundi 22 juin, une grève de la faim. Michael Devine rejoint ainsi le mouvement déjà mené par six de ses camarades, dont Joe McDonnell qui avait « pris la place » de Bobby Sands il y a quarante-cinq jours. D'autre part, un projet de loi supprimant l'éligibilité des détenus a été adopté le 22 juin par le Parlement britannique.

Thaïlande

● RETOUR DU GENERAL SANT CHITPATIMA. — L'organisateur du coup d'Etat manqué du 1er avril dernier, qui avait bénéficié le 6 juin d'une amnistie, est rentré lundi 22 juin à Bangkok après deux mois d'exil en Birmanie. — (*A.F.P.*)

Uruguay

● UN APPEL POUR LA LIBERATION de M. Wassen, un prisonnier politique uruguayen, détenu depuis neuf ans, vient d'être lancé par le Collectif pour la défense de Raul Sendic (27, avenue de Choisy, à Paris-13e). M. Wassen, accusé, tout comme M. Sendic, d'appartenir à la direction nationale du mouvement Tupamaros, vient de subir une grave intervention chirurgicale à la prison militaire de Montevideo, et son état de santé est jugé très alarmant. M. Wassen est l'une des neuf personnes retenues en otages, sans jugement, depuis près de dix ans par les autorités miltaires uruguayennes en raison de leur appartenance au M.L.N. Tupamaros

Zambie

● DEUX DIPLOMATES AMERICAINS à Lusaka ont été priés de quitter la Zambie dans les quarante-huit heures. Ils seraient soupçonnés d'espionnage. L'un des diplomates a confirmé cette expulsion le mardi 23 juin. — (*A.F.P.*)

Le Monde

politique

Après les résultats du second tour

Négociation à l'U.D.F. à propos de la constitution du groupe parlementaire

Les dirigeants et les élus de l'U.D.F. devaient siéger, ce mardi après-midi 23 juin, au siège de l'Union pour la démocratie française afin d'étudier les modalités de la constitution éventuelle d'un groupe parlementaire unique. Toutefois, les centristes n'étaient pas tous décidés à accepter une telle solution, certains d'entre eux souhaitant que le C.D.S. tente de former son propre groupe. Les responsables et les députés centristes se sont d'ailleurs concertés, ce mardi matin, avant la réunion au siège de l'U.D.F.

Il faut trente députés pour constituer un groupe parlementaire : c'est à cette nécessité impérative que se heurtent ceux qui, au Centre des démocrates sociaux, souhaitent que leur parti dispose de son propre groupe dans la nouvelle assemblée. Au sein de celle-ci, les dirigeants du C.D.S. revendiquent vingt-trois élus (1); il suffirait donc de trouver sept députés — non inscrits ou en rupture avec le groupe auquel ils appartenaient antérieurement — pour parvenir à la trentaine. A condition, bien sûr, que tous ceux qui sont considérés comme appartenant déjà au C.D.S. soient d'accord pour que leur parti prenne ainsi ses distances à l'égard de l'U.D.F.

En effet, c'est bien cette question qui demeure posée : la volonté d'une fraction des centristes de rompre avec un certain nombre d'états de faits antérieurs. Notamment : la primauté du parti républicain au sein de l'U.D.F., la soumission à l'égard de ceux qui incarnaient la volonté de M. Giscard d'Estaing (là, c'est M. Pinton notamment qui est visé), l'adhésion apparente à des thèses communes qui ne sont pas forcément toutes proches de celles des centristes, la discipline de vote, etc.

En fait, les centristes ne veulent pas demeurer partie intégrante du courant giscardien. Amenés là par les nécessités électorales et la bipolarisation ils considèrent que désormais, alors que la nécessité électorale a, pour le moins, perdu de sa priorité, l'important est que leur formation réaffirme sa propre personnalité et son indépendance. S'ils ne contestent pas, toutefois, l'utilité de l'U.D.F. en tant qu'alliance électorale, ceux des dirigeants qui tiennent ce langage sont, en revanche, très critiques à l'égard des personnalités représentant l'ex-giscardisme triomphant. Ainsi, la longue déclaration de M. Michel Poniatowski, dimanche, en faveur de M. Giscard d'Estaing a été fort mal accueillie. « *Ce n'est pas avec lui que nous allons reconquérir les électeurs perdus au centre et au centre gauche* », entendait-on dans les rangs du C.D.S. Et de remarquer que l'ancien ministre d'Etat était peut-être, au bout du compte, le meilleur allié des centristes « autonomistes ».

Au passage, on notera d'ailleurs que M. Poniatowski, agissant en franc-tireur, n'a pas non plus été approuvé par les dirigeants de l'U.D.F. Dans l'entourage de l'ancien chef de l'Etat on jugeait même parfois son initiative maladroite et presque « *ridicule* »... Sans exclure toutefois que M. Giscard d'Estaing en ait été informé, l'ancien président étant en droit d'avoir « *plusieurs fers au feu* ».

Toutefois, il n'est pas certain que le C.D.S. soit tout à fait unanime dans sa revendication pour un groupe parlementaire autonome : dans ses rangs, les anciens ministres étaient peut-être plus portés à défendre des positions unitaires. En fait, les réunions de mardi pouvaient fort bien donner lieu à une négociation : si les centristes n'étaient pas assurés de rassembler trente députés, ils pouvaient toutefois faire peser cette menace afin d'obtenir une plus grande liberté d'action au sein d'un groupe U.D.F., mieux équilibré et plus pluraliste. La présidence de groupe pouvait aussi constituer un élément de la négociation, le C.D.S. paraissant peu favorable pour ne pas dire hostile à ce que cette présidence soit offerte à des giscardiens comme M. Bonnet ou M. d'Ornano.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

(1) Ces vingt-trois députés sont : MM. Alphandéry, Barrot, Bouvard, Birraux, Briane, Brochard, Caro, Daillet, Delfosse, Desanlis, Durand, Fuchs, Geng, Gengenwin, Koel, Méhaignerie, Mesmin, Mme Moreau, MM. Pernin, Sautier, Seitlinger, Stasi et Zeller.

CORRESPONDANCE

LA FORCE TRANQUILLE ET LÉON BLUM

Un lecteur, M. Jean-Pierre Rioux, historien (C.N.R.S.), nous écrit :

J'ai lu avec intérêt dans votre numéro du 13 juin l'article de L. Greilsamer sur « Le coup de la force tranquille. »

La formule publicitaire sur « la force tranquille » soumise — avec quelques difficultés, semble-t-il — par M. Séguéla à François Mitterrand a un passé que ne désavouera pas notre président de la République. Elle a été lancée par Léon Blum lui-même dans son appel radiodiffusé du 6 juin 1936 où il annonce la formation de son gouvernement de Front populaire et demande à toutes les forces sociales de garder leur sang-froid. Voici la citation, qu'on retrouvera avec le texte complet dans le volume 1934-1937 des *Œuvres* de Léon Blum, Albin Michel, p. 272 : « *Un grand avenir s'ouvre devant la démocratie française. Je l'adjure, comme chef de gouvernement, de s'y engager avec cette force tranquille qui est la garantie de victoire nouvelle.* »

L'accord P.S.-P.C. et la nomination de ministres communistes

(Suite de la première page.)

La délégation du parti socialiste était composée de MM. Lionel Jospin, Jean Poperen, Paul Quilès, Michel de La Fournière, Roger Fajardie, Mme Véronique Neiertz, MM. Jean Pronteau, Jean-Paul Bichat et Michel Charzat. Celle du parti communiste français, conduite par M. Georges Marchais comprenait MM. Charles Fiterman, Paul Laurent, Guy Hermier, Philippe Herzog, André Lajoinie, Maxime Gremetz et Mme Madeleine Vincent.

Le groupe de travail qui s'est réuni entre les deux séances plénières était composé du côté socialiste de MM. Jean Poperen, Michel Charzat, Michel de La Fournière, et du côté communiste de MM. Charles Fiterman, Paul Laurent et Guy Hermier. Le malentendu qui est apparu au début de la réunion sur l'état d'esprit des délégations a été vite dissipé. Les communistes ont paru considérer que les socialistes tenaient à tout prix à les associer au gouvernement, mais il leur a été rappelé que les demandeurs étaient de leur côté et qu'un accord précis était indispensable. Le point principal est l'affirmation de la solidarité entre les signataires. Comme l'a déclaré M. Poperen, mardi matin : « *Il ne peut y avoir deux attitudes : être dedans et dehors à la fois. Ceux qui viendraient à manquer à cette règle le paieraient durement. Mais après ce que nous venons de vivre, je suis persuadé que nul ne s'y risquera* ».

Le texte affirme cette solidarité au niveau du gouvernement bien sûr, mais l'exige aussi au sein des collectivités locales (conseils municipaux, conseils généraux, conseils régionaux) que les deux partis gèrent ensemble et dans les entreprises. Les socialistes font grand cas de cette dernière clause que les communistes n'avaient jusqu'alors jamais souscrite. Elle leur paraît de nature à préserver la paix sociale. Alors que la délégation communiste proposait un texte de caractère général, celle du P.S. a voulu entrer dans le détail.

Les deux partis déclarent que la politique du changement vient d'être amorcée, sera poursuivie par de nouvelles mesures de justice au profit des plus défavorisés. Toutefois, elle sera mise en œuvre par étapes et selon un rythme de transformation qui tiendra compte d'une situation de crise et du fait que la France est ouverte sur l'extérieur. Il sera tenu compte, en outre, des nécessaires équilibres économiques et financiers, précise en substance le texte de l'accord.

C'est dans cet esprit qu'ont été envisagés le nombre et le calendrier des nationalisations à effectuer. La base de référence sera les engagements pris par M. Mitterrand et ratifiés par le pays le 10 mai. M. Marchais avait déjà admis publiquement que les Français s'étant démocratiquement prononcés, il convenait de respecter leurs décisions. Les dirigeants des sociétés nationales seront désignés selon les modalités proposées par le P.S., lors des discussions sur l'actualisation du programme commun. Un plan de redressement économique sur deux années sera élaboré.

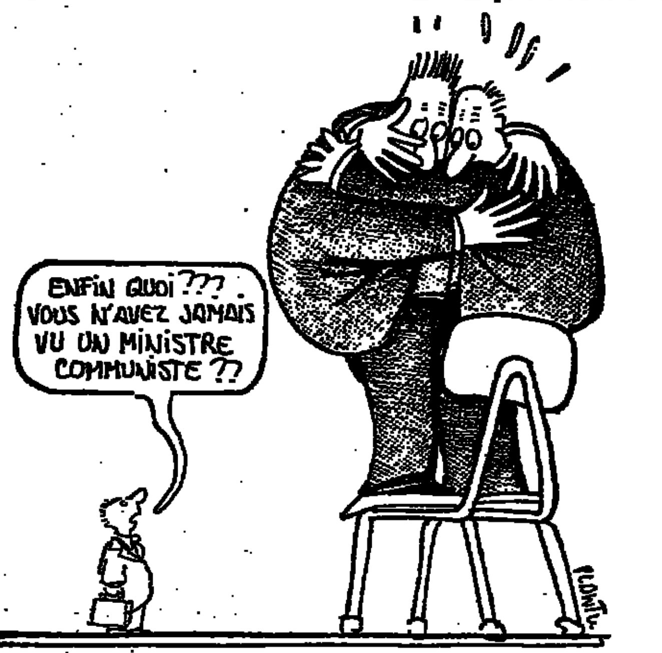
Les autres sujets délicats de la négociation concernaient la politique extérieure. Les deux partis s'engagent à soutenir l'action de la France dans le respect de ses alliances. Ils se prononcent pour une négociation internationale portant sur la réduction des armements en Europe, négociation qui englobera les missiles Pershing et SS-20. Sur ce point le document n'est pas beaucoup plus précis.

Le P.C. et le P.S. affirment les principes du respect du droit des peuples et de non-ingérence. Au nom de ces principes le peuple afghan doit pouvoir choisir son régime et son gouvernement. Les signataires de l'accord souhaitent le retrait des troupes soviétiques et se prononcent pour la cessation de toute ingérence étrangère. En ce qui concerne le Proche-Orient ils prennent acte de la situation qui découle des accords de Camp David entre l'Egypte et Israël.

En Europe ils s'engagent à soutenir activement la participation de la France à la Communauté et les politiques communes. En Pologne ils souhaitent voir se poursuivre le processus de renouveau démocratique.

Les instances des deux partis, le comité central du P.C.F. et le comité directeur du P.S. ont pris connaissance mardi matin du contenu de l'accord qui devait être publié ultérieurement. Au parti socialiste le comité directeur a discuté de plusieurs autres problèmes touchant à l'organisation du parti et du groupe parlementaire. A ce propos MM. Pierre Joxe, ministre de l'industrie dans le premier gouvernement de M. Mauroy, et Jean Poperen, qui est le numéro deux du parti, ont fait connaître leur intention de briguer la présidence du groupe parlementaire. Il est entendu que M. Mermaz, président du comité directeur, sera le candidat du P.S. à la présidence de l'Assemblée nationale. Ainsi se trouvent libérées les fonctions qu'il occupait au ministère de l'équipement et des transports, et qui pourraient être redistribuées d'une manière différente. Le nouveau gouvernement devait siéger mercredi en conseil des ministres, et M. Mauroy a l'intention de demander à la nouvelle Assemblée nationale de se prononcer sur la déclaration gouvernementale qu'il présentera à l'ouverture de la session le 2 juillet.

ANDRÉ LAURENS.



(Dessin de PLANTU.)

Dans la presse parisienne

LE MATIN : une question dédramatisée.

« *L'écrasante victoire d'avant-hier a considérablement dédramatisé la question des ministres communistes, ainsi que l'a fait remarquer Michel Jobert entre les deux tours. Mathématiquement, le gouvernement Mauroy n'a pas besoin des députés communistes pour faire passer les projets de loi qui amorceront la transformation de la société française que François Mitterrand est décidé à entreprendre. Il n'aura même aucun problème pour s'en débarrasser si des divergences sérieuses apparaissent à l'épreuve du pouvoir, ou si le P.C. ne respecte pas la solidarité gouvernementale à laquelle il s'engage. Mais il aurait été contraire à la logique, voire à la morale politique, de ne pas au moins tenter l'expérience : les électeurs communistes auraient eu, une fois de plus, le sentiment d'être systématiquement exclus de la communauté nationale, avec tous les inconvénients pouvant en résulter.*

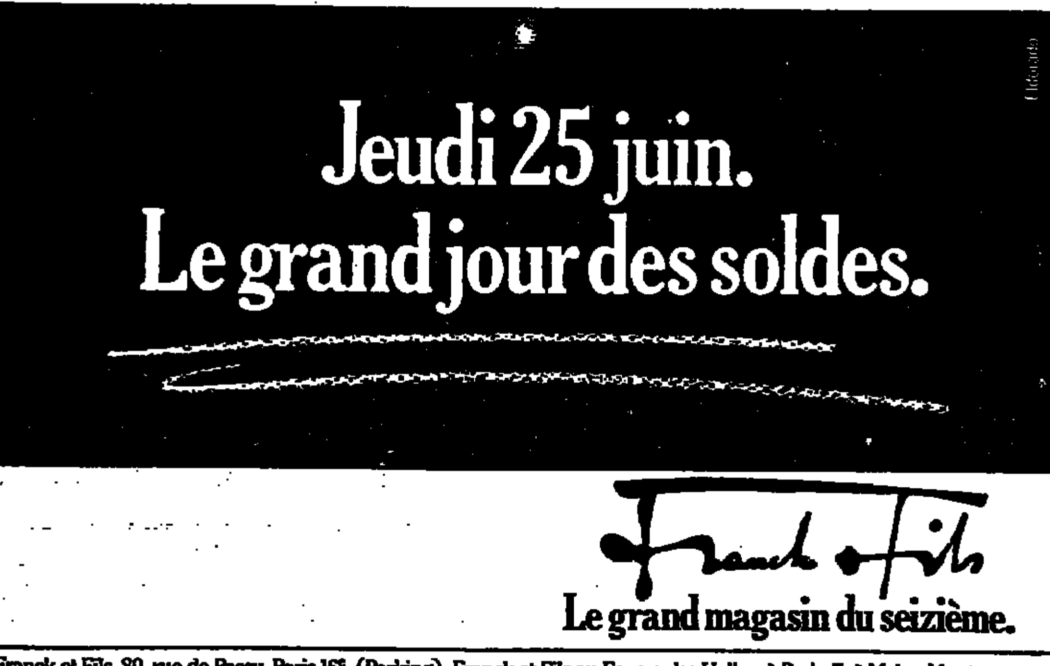
» *Restent bien sûr les craintes que la participation communiste peut faire naître à l'extérieur. Mais imaginerait-on que le président français se laisse dicter sa conduite par des alliés ou des clients ? Sans négliger que le nouveau rapport de forces établi entre socialistes et communistes est de nature à apaiser bien des alarmes... tout en permettant à François Mitterrand de ne proposer à ses partenaires que les portefeuilles ministériels de son choix.* »

LE FIGARO : une dette.

« *Le succès d'une expérience socialiste n'est possible, en France, que dans la mesure où le P.C.F. la soutient plus ou moins directement. Rejeté dans l'opposition, le parti de Georges Marchais disposerait, même après son échec électoral, des moyens de réduire à néant les ambitions socialistes. Son implantation dans le monde du travail et son emprise sur la C.G.T. constituent des armes autrement efficaces que sa représentation parlementaire.*

» *Mais cette dette, est-ce le pays qui va devoir la régler, maintenant que le parti socialiste détient tous les pouvoirs ? Avec des ministres communistes dans son gouvernement, la France inspirera de la méfiance à ses partenaires occidentaux. Qu'il s'agisse des problèmes relevant de l'alliance atlantique, ou même de ceux qui concernent leurs intérêts économiques vitaux, nos alliés hésiteront à dévoiler leurs secrets devant nos représentants. Les plus ardentes professions de foi atlantistes, et les prises de position les plus européennes, ne parviendront pas à dissiper cette suspicion.* »

(CHARLES REBOIS.)



APRÈS LES RÉSULTATS

L'échec du R.P.R. à Provins

M. PEYREFITTE : je paie ma participation à un gouvernement qui a été atteint par un certain discrédit

Provins. — Un professeur d'éducation physique, M. Marc Fromion, cinquante et un ans, a, la rose au poing, envoyé M. Alain Peyrefitte au tapis, dimanche 21 juin, dans la quatrième circonscription de Seine-et-Marne. C'est la deuxième victime, en deux ans, dans la catégorie « poids lourds » de la politique, du maire socialiste de Gurcy-le-Châtel, après le « knock-down » infligé, lors des élections cantonales de 1979, à M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat.

Pour être tout à fait juste, dans la métaphore sportive, il convient d'indiquer qu'il s'est agi, dimanche, d'une victoire aux points acquise de justesse : 183 voix, après vérification. Mais qui s'attendait qu'un brigadier du P.S. terrassât un baron du gaullisme ?

A Provins, de la tour César à la place Saint-Ayoul, on est en peine de dire qui est M. Fromion. *« Je l'ai seulement vu à la télévision »*, dit une lycéenne. Selon la presse locale, le vainqueur de M. Peyrefitte n'a fait que deux apparitions en ville pendant la campagne des législatives, et, pourtant, la cité elle-même, dont la spécialité est... la rose, n'a accordé qu'une chiche confiance à son maire : 181 voix d'avance *intra muros* pour M. Peyrefitte, c'est un avantage tout aussi étriqué que le résultat final en faveur de M. Fromion...

Dans sa résidence provinoise, l'ancien garde des sceaux analyse son échec. Affable avec le visiteur, il dit : *« J'ai été victime du séisme socialiste. »* A plusieurs reprises, il soulignera : *« Mitterrand avait obtenu, le 10 mai, 52 % des voix dans la quatrième circonscription de Seine-et-Marne ; j'ai réduit l'écart, mon adversaire ne l'emporte que par 50,15 %. L'élection s'est jouée sur un fil. »* Certes, mais des vedettes de l'ex-majorité ont résisté, elles, à la lame de fond socialiste. Pourquoi pas lui ? M. Peyrefitte explique : *« La règle du deuxième tour a été que le succès de Mitterrand a été amplifié et que l'U.N.M. a été en retrait par rapport aux voix obtenues par Giscard. Il n'y a eu que quelques exceptions comme Nungesser ou Galley. Dans ma circonscription, j'ai remonté le courant, mais pas assez. »* Il ajoute : *« Les responsabilités nationales ont joué contre moi. L'appartenance au gouvernement a été critiquée à la fois par la gauche et par les chiraquiens. J'ai été pris entre deux feux. »* Puis, en réponse à une autre question : *« La loi « sécurité et liberté » attaquée par les médias, n'a pas été présentée et comprise comme elle aurait dû l'être. Même des gendarmes m'ont fait des reproches, croyant que je ne les protégeais pas assez, alors qu'ils avaient mal lu les textes. »*

De notre envoyé spécial

Depuis son élection à la députation en 1958 (le maire de Provins rappelle, non sans fair play, qu'il avait fait campagne sur le thème *« Sortez les sortants ! »*) et surtout dans les années 60, c'était une fable sur les bords de la Voulzie : *« Peyrefitte ? Il fait passer qui il veut, quand il veut, où il veut. »* Quand on lui remémore sa fameuse phrase — *« si nous ne faisons pas de bêtises, nous sommes au pouvoir pour trente ans »*, — il remarque : *« C'était une sorte de boutade. Mais ma « prophétie » se serait réalisée en 1988 si nous avions gagné les dernières élections ».* Un temps : *« Je paie ma participation à un gouvernement qui a été atteint par un certain discrédit. »*

« Je ne peux pas me refaire »

Depuis 1958 — *« à cette époque, j'étais un illustre inconnu »*, sourit l'ancien ministre de la justice, — la sociologie de ce coin de Seine-et-Marne a bien changé. Le canton se Montereau, où M. Marc Fromion obtient en sa faveur une différence de 2 200 voix, grâce au soutien conjugué du parti communiste et des gaullistes de gauche, et celui de Nangis se sont fortement « ouvriérisés ». Provins même n'est plus tout à fait la capitale briarde des agriculteurs retraités, depuis la création — inachevée — d'une zone industrielle : M. Peyrefitte l'emporte dans les trois bureaux de la « ville basse » (1.485 voix contre 936), se maintient dans celui de la « ville haute » (565 voix contre 540), mais perd dans les nouveaux quartiers périphériques (812 contre 1 053). Patrick, dix-neuf ans, qui fait partie d'un groupe de jeunes rencontré à 6 heures devant l'Agence nationale pour l'emploi, place Saint-Ayoul, remarque : *« On attend le car pour aller récolter des fraises, à 15 kilomètres d'ici. Pour 7,50 F le cageot de 5 kilos. On n'a pas de boulot. J'ai voté contre Peyrefitte. »*

C'est la question : la quatrième circonscription de Seine-et-Marne a-t-elle rejeté l'ancien garde des sceaux ou plébiscité le candidat socialiste ? *« Si on ne fait pas de bêtises... »* Usure du pouvoir, dit un journaliste local. Maladresses accumulées, remarque une Provinoise de longue souche. Exemple : l'idée de transformer en voie piétonne ce qu'on appelle ici le « tour du Griffon » : les rues commerçantes de la Friperie, de la Cordonnerie, et du Val : un tollé de la pâtissière au cafetier, affolés à la pensée que les Parisiens du week-end puissent ne pas pénétrer en voiture dans le centre-ville. *« Peyrefitte a perdu là les 200 voix qui lui manquent,* dit un de ses partisans. *Il aurait obtenu beaucoup plus chez les commerçants. » « J'ai pensé que cette voie piétonne aurait été bien »*, dit simplement l'ancien ministre.

Maladresses encore, l'incident de vendredi soir (*le Monde* daté 21-22 juin) avec M. Pierre Mauroy ? M. Peyrefitte, qui précise qu'il avait reçu une lettre circulaire de M. Fromion invitant les maires du canton « *à venir débattre* », nous fait revoir, au magnétoscope, les images données par TF 1 : la télévision, dit-il en substance, n'a diffusé, samedi midi, que les extraits « *diffamatoires à mon égard* » des propos du premier ministre. Oui, se convainc-t-il, cela a pu jouer, la campagne électorale étant terminée depuis la veille au soir. *« Je n'avais pas la possibilité de répondre. »*

Arguments post-électoraux ? Si on lui fait part des réactions de ses administrés sur le caractère distant de sa personnalité, le maire de Provins a un geste de la main : *« Je ne peux pas me refaire. »* Si on évoque ses absences fréquentes de la ville, il a le courage de dire : *« C'est vrai. J'étais un bon député de circonscription de 1958 à 1962 et de 1968 à 1972. Autrement, j'ai été, pris par les affaires nationales, un mauvais député de circonscription. Je ne pouvais consacrer que le samedi à mes administrés. Je l'avoue, c'était court. »*

« Maintenant, au moins, il va pouvoir s'occuper de Provins », dit un ouvrier, partisan d'Alain Peyrefitte, mais beaucoup plus réticent vis-à-vis de son entourage municipal.

Déçu, amer, Alain Peyrefitte ? Les sourcils broussaillent peut-être un peu plus, mais il répond spontanément : *« Non. Il est normal qu'un homme public soit à l'épreuve du feu, de l'échec. J'ai déjà essuyé deux échecs, en 1968 et puis en 1974 avec Chaban. Les électeurs prêtent le pouvoir. Mitterrand a accumulé les revers et il s'en est remarquablement sorti. »*

Mais — il l'avoue à moitié, — le personnage à la stature nationale, haussé sur un piédestal sans toujours s'assurer qu'il n'écrasait pas quelqu'un, est secrètement humilié d'avoir été battu, évincé, par un « localier » du parti socialiste. Oui, il le dit franchement, il aurait souhaité, comme il en avait été un moment question, avoir M. Lionel Jospin comme adversaire. *« Il y aurait eu un vrai débat »*, dit-il.

Mort politique ou nouvelle traversée du désert ? L'académicien nous dit : *« Dès mardi matin je rentre à Paris pour m'atteler à une deuxième édition des* Chevaux du lac Ladoga, *que je ferai paraître en septembre, en même temps qu'un ouvrage sur Tocqueville et ses idées en matière pénale et pénitentiaire. »* Tocqueville, l'auteur de *l'Ancien Régime et la Révolution*...

MICHEL CASTAING.

Les estimations des organismes de sondage

Nous publions, ci-dessous, dans un premier tableau, les estimations des différents organismes de sondages, rendues publiques, à 20 heures, par l'A.F.P., les stations de radio, les chaînes de télévision et portant sur la composition de l'Assemblée nationale.

Dans un second tableau, nous rappelons les estimations faites, le 14 juin, au soir du premier tour de scrutin, par ces organismes qui avaient donné une fourchette plus ou moins large des résultats escomptés, le 21 juin.

	A.F.P.	A 2 - C II - Honeywell-Bull	TF 1 - France-Inter - Sofres	R.T.L. - Louis Harris	Europe 1 - IFOP - « le Point »	Les résultats effectifs (1)
P.C.	42	43	43	43	42	44
P.S. + M.R.G.	269	290	293	288	276	283
R.P.R.		84	81	82	78	83
U.D.F.		66	71	62	71	61
U.N.M. et ses alliés	169					
Divers gauche				4		6
Divers droite				9	7	11
Divers		8				

(1) Sur 488 sièges.

LES FOURCHETTES AU SOIR DU PREMIER TOUR

	R.T.L. Louis Harris	A 2 - C II Honeywell-Bull		TF 1 - France-Inter Sofres	Europe 1 - IFOP - « le Point »
	20 h 40	20 h. 30	22 h. 40	21 h. 40	20 h. 20
P.C.	30-53	46	44-45	34-54	40-45
P.S.-M.R.G.	260-330	242-285	244-286	260-320	280-300
R.P.R.	60-90	95-118	91-115	68-86	80-98
U.D.F.	50-80	65-85	69-87	54-74	55-60

5,3 % de femmes dans la nouvelle Assemblée

Vingt-six femmes ont été élues députés soit cinq de plus qu'aux dernières élections législatives. Mais, vingt-six pour quatre cent quatre-vingt onze sièges, cela ne fait que 5,3 % de l'Assemblée.

Elles seront toutefois, peut-être, plus nombreuses à siéger au Palais-Bourbon. Tout dépendra en effet de la composition du nouveau gouvernement. Chaque ministre ou secrétaire d'Etat doit en effet céder la place à l'Assemblée à son suppléant. Il n'y aura pas cependant de changement spectaculaire, pour la bonne raison que la recommandation du parti socialiste de prendre dans la mesure du possible une femme comme suppléante a été assez mal suivie.

A titre d'exemple pur, si le gouvernement actuel devait être totalement reconduit il n'y aurait tout de même que vingt-sept femmes au Parlement. En effet : parmi les femmes élues, quatre figurent au gouvernement : Mmes Nicole Questiaux (Paris, 13e circ.), Catherine Lalumière (Gironde, 3e circ.), Edwige Avice (Paris, 16e circ.), Edith Cresson (Vienne, 2e circ.). Toutes les quatre avaient choisi des hommes comme suppléante.

Parmi les hommes ministres ou secrétaires d'Etat venant d'être élus, cinq seulement avaient choisi une femme comme suppléant.

Le groupe des femmes socialistes devient le plus important dans la nouvelle Assemblée, place qui revenait jusqu'à présent au parti communiste. Le P.C.F., qui présentait le plus grand nombre de candidates (soixante-quatre), n'a plus que trois représentantes au Palais-Bourbon : Mmes Adrienne Horvath (Gard, 3e circ.), Colette Goeuriot (Meurthe-et-Moselle, 6e circ.), Jacqueline Fraysse-Cazalis (Hauts-de-Seine, 7e circ.).

L'ancienne majorité ne compte plus que quatre députés femmes : Mmes Nicole de Hauteclocque, R.P.R. (Paris, 18e circ.), Hélène Missoffe, R.P.R. (Paris, 24e circ.), Florence d'Harcourt, C.N.I.P. (Hauts-de-Seine, 6e circ.), Louise Moreau, C.D.S. (Alpes-Maritimes, 5e circ.).

Deux anciens ministres, Mmes Monique Pelletier, U.N.M.-P.R. (Eure-et-Loir, 1re circ.) et Nicole Pasquier, qui se présentait dans la 7e circonscription du Rhône, sous l'étiquette ex-P.R., l'investiture U.N.M. ayant été donnée au représentant de l'U.D.F., M. J. Rigaud, n'ont pas été élues.

La volonté du parti socialiste d'imposer des femmes dans certaines circonscriptions n'a pas été couronnée de succès ; ainsi dans la sixième circonscription du Morbihan, les électeurs ont choisi jusqu'au bout M. Jean Giovanelli et non Chantal Perez, « parachutée » par Paris.

Mme Huguette Bouchardeau, candidate dans la première circonscription de la Loire, a été éliminée dès le premier tour. En revanche, Mme Renée Soum (Pyrénées-Orientales, 1re circ.) et l'avocate Gisèle Halimi se retrouvent au Parlement.

En bref

● *M. Jacques Chaban-Delmas,* député R.P.R. de la Gironde, a déclaré, lundi 22 juin, à TF 1 que *« la nouvelle opposition devrait renoncer à toute espérance de refaire surface »* si les querelles entre MM. Giscard d'Estaing et Chirac ne cessaient pas. L'ancien président de l'Assemblée nationale a conseillé à la nouvelle opposition de faire preuve *« de dignité, de vigilance et d'imagination ».*

● *M. Paul Vergès,* secrétaire général du parti communiste réunionnais, battu de 376 voix, dans la deuxième circonscription de la Réunion par le député sortant M. Jean Fontaine (non inscrit) a décidé de demander l'annulation du scrutin. Il accuse les partisans de ce dernier de s'être livrés à des fraudes, notamment *« l'utilisation massive de votes par procuration irrégulièrement établis ».*

● *La permanence rennaise du R.P.R.* a été mise à sac par des inconnus dans la nuit du 21 au 22 juin. C'est par une fenêtre dont la vitre avait été brisée lors d'une précédente tentative d'effraction, en mai, que les vandales ont pénétré dans le local. Le mobilier et le matériel de bureau ont été endommagés, tandis que de la colle était répandue sur les tracts et les affiches. Une fiche comportant les numéros de téléphone de plusieurs responsables R.P.R. a été volée. L'identité des agresseurs n'a pu être établie. — *(Corresp.)*

M. DIJOUD ABANDONNE SES FONCTIONS DE MAIRE DE BRIANÇON

M. Paul Dijoud, ancien secrétaire d'Etat, a annoncé mardi matin 23 juin sa démission de ses fonctions de maire de Briançon.

Elu à ce poste en 1971, M. Dijoud était député de la deuxième circonscription des Hautes-Alpes depuis 1967. Il a dû abandonner ce siège dimanche 21 juin à M. Robert de Caumont, candidat socialiste qui l'a emporté avec 13 639 suffrages contre 13 420.

A Briançon même, M. Dijoud a été distancé de 358 voix.

Dans la déclaration qu'il a rendue publique mardi matin, M. Dijoud précise : « Je demeure conseiller municipal et, en tant que tel, je m'efforcerai d'être encore utile à la population. »

LE BENJAMIN ET LE DOYEN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE SONT R.P.R.

Le benjamin de l'Assemblée nationale et son doyen sont tous les deux R.P.R. M. François Fillon, député de la quatrième circonscription de la Sarthe, est né, le 4 mars 1954, au Mans. Il est le plus jeune élu de l'Assemblée. Le plus ancien reste M. Marcel Dassault, né le 22 janvier 1892, à Paris. M. Marcel Dassault, seul élu de l'ancienne majorité dans le département de l'Oise (première circonscription), prononcera, comme en 1978, le discours d'usage au début d'une législature et présidera la séance jusqu'à l'élection du successeur de M. Jacques Chaban-Delmas.

DÉFENSE

Point de vue

Le droit des comités de soldats à s'organiser

par JEAN-PHILIPPE BERNARD et FRANÇOIS JAULIN (*)

« *IL n'y a pas d'armée sans discipline* », a récemment expliqué M. Charles Hernu, nouveau ministre de la défense, pour justifier sa mise en garde contre les comités de soldats. A cette affirmation peut cependant en répondre une autre : il n'existe pas de véritable démocratie tant qu'une catégorie de citoyens reste privée des droits de l'homme les plus élémentaires. Cette idée-force résume à elle seule le sens de plus de sept ans d'activités des comités de soldats.

Le ministre de la défense s'en prend aux comités de soldats *« tels qu'on les [lui] a décrits ».* Si ses interlocuteurs lui ont parlé de sociétés secrètes visant à la destruction du potentiel militaire français, il n'y a guère d'inquiétudes à se faire. De tels comités n'existent pas à notre connaissance. En étendant ses sources d'informations, M. Hernu apprendrait que les comités sont formés de soldats ayant seulement choisi, quelles que soient leurs opinions très diverses, de revendiquer la dignité et les droits reconnus à tous les autres citoyens, et qu'ils ne le font de manière clandestine que parce qu'on ne leur a pas laissé d'autres moyens.

Un climat nouveau

Si les comités de soldats ne s'étaient pas faits l'écho, malgré des conditions difficiles et une répression aveugle, du profond mécontentement des appelés, les très rares aménagements dont a fait l'objet la condition militaire auraient-ils seulement vu le jour ? D'où vient donc la sympathie dont bénéficient les comités dans les casernes, les bases, les navires, et dans le mouvement syndical (comme cela s'est vérifié, une fois de plus cette année, avec l'accueil chaleureux qu'ils ont reçu aux manifestations du 1er mai, à Paris), si ce n'est de ce que leur existence correspond à un besoin réel et incompressible. C'est ce qu'avait appris à ses dépens, en 1975, le gouvernement de M. Chirac, dont l'offensive contre le mouvement des soldats fut largement jugée infondée et antidémocratique.

Ainsi donc, par la volonté du ministre de la défense, les comités de soldats seraient menacés de dissolution. Interdits depuis leur apparition, au nom d'un règlement de discipline générale peu conforme à la Constitution, il n'y a pas là pour eux de situation nouvelle.

C'est d'autant plus regrettable que les soldats et les civils, attachés aux libertés démocratiques, attendaient que soient créé un climat nouveau, eux qui, dans leur large majorité, entretiennent un préjugé favorable quant au changement politique intervenu le 10 mai.

La déclaration de M. Hernu est contradictoire avec l'expérience de nombreux militants de gauche qui, pendant et après leur passage sous les drapeaux, ont souvent participé au combat pour les droits démocratiques des soldats ; elle ne parle pas le même langage que le projet socialiste et que le projet de loi portant réforme du service national, déposé l'an passé par des députés socialistes parmi lesquels on pouvait relever le nom de M. Hernu. Ce projet restait relativement flou quant aux garanties de droit à accorder aux appelés. Mais le débat porte bien davantage sur la question du droit d'organisation, dont il devrait être inutile de rappeler qu'il est, pour toute catégorie de personnes dans la société, le seul moyen de faire connaître ses problèmes et de gagner le respect de ses libertés les plus élémentaires.

Triste héritage

Comment une structure de concertation pourrait-elle être investie de légitimité, si les intéressés qui doivent y participer ne peuvent auparavant discuter, ensemble, librement et en toute indépendance, ne peuvent s'exprimer hors des contraintes et des pressions de leurs supérieurs hiérarchiques ?

C'est cela, ainsi que la nécessité de garantir des permissions régulières, que rappelait la carte postale qui fit l'objet, durant les élections présidentielles, d'une campagne nationale lancée par des comités de soldats de l'est de la France et soutenue notamment par la Ligue des droits de l'homme, la C.F.D.T., la FEN, le Mouvement de la jeunesse socialiste, la Jeunesse ouvrière chrétienne, le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne, les UNEF, la Libre pensée, Union dans les luttes, etc. Cette carte postale continuera à circuler, à être signée, pour être adressée au président de la République.

La persistance de graves problèmes touchant tous les appelés entraînera également, n'en doutons pas, la circulation de cahiers de revendications et l'apparition de démarches collectives des appelés.

Sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, la répression contre les comités de soldats fut un symbole, aux yeux de l'opinion démocratique, du mépris envers les soldats et, au-delà, envers la jeunesse. Etait-il indispensable que le nouveau ministre assume ce triste héritage ? Cela ne correspond pourtant certainement ni aux obligations de sa charge ni aux espoirs populaires qui se sont manifestés depuis le 10 mai.

Enfin, pour parvenir à dissoudre les comités de soldats, M. Hernu aurait à venir à bout de deux obstacles. Le premier est dû à l'obstination de ces comités à faire un tant soit peu entendre la voix de la démocratie dans les enceintes militaires, avec la solidarité active du mouvement syndical. Le second touche à la légalité républicaine : le principal instrument de la répression dans les casernes est une sécurité militaire dont le fonctionnement et les pratiques manifestement illégales et brutales ont déjà été vigoureusement dénoncées, et dont la dissolution (au même titre que celle de la Cour de sûreté de l'Etat et des tribunaux permanents des forces armées, juridictions d'exception) devra faire partie des mesures du gouvernement.

(*) Animateurs de « Soldats en lutte », qui regroupe des militants de différents horizons de la gauche et de l'extrême gauche pour l'auto-organisation des soldats dans les casernes. — *(N.D.L.R.)*

هكذا من الاصل

RESULTATS

DU SECOND TOUR

La situation outre-mer

De nouveaux rapports de forces

Dans les départements d'outre-mer, aussi, la gauche possède désormais la majorité absolue, puisqu'elle compte six élus sur onze députés. Qui l'eût cru, il y a six semaines, alors que M. Giscard d'Estaing recueillait, dans ces mêmes terres lointaines, 71,58 % des suffrages exprimés (263 111 voix sur 367 547) contre seulement 28,41 % (104 431 voix) pour M. Mitterrand ? Tel est pourtant le bilan de l'extraordinaire retournement de situation provoqué par le regain socialiste constaté au premier tour des élections législatives.

Depuis 1978, un seul homme représentait la gauche des DOM à l'Assemblée nationale : M. Aimé Césaire, président du parti progressiste martiniquais (P.P.M., autonomiste), apparenté socialiste, maire de Fort-de-France. Sa brillante réélection (63,69 %) symbolise le renouveau de la gauche outre-mer. Le P.S. conquiert deux sièges, l'un aux dépens du R.P.R., grâce à la revanche prise par M. Frédéric Jalton sur M. Mariani Maximin, député sortant de la deuxième circonscription de la Guadeloupe, l'autre aux dépens de l'U.D.F., avec la victoire du premier secrétaire de la fédération de la Réunion, M. Wilfrid Bertille, qui a enlevé le siège détenu, jusqu'à présent, par le président du conseil général, M. Pierre Lagourgue, éliminé au premier tour par le score de M. Michel Debré (1re circonscription).

Le quatrième représentant du courant socialiste des DOM au Palais-Bourbon sera M. Albert Pen, élu à Saint-Pierre-et-Miquelon, mais le changement constaté dans ce département présente un caractère particulier, puisque le député sortant, M. Marc Plantagenest, qui ne se représentait pas, avait été élu avec l'étiquette socialiste avant de siéger parmi les non-inscrits puis d'adhérer au C.D.S. Les électeurs de l'archipel, dans leur majorité, n'ont fait que confirmer leur choix original.

51,07 % des suffrages pour la gauche

Le succès le plus inattendu est celui du candidat du parti communiste guadeloupéen (P.C.G., autonomiste), M. Ernest Moutoussamy (Guadeloupe, 1re circ.), servi par les querelles entre représentants locaux de l'U.D.F. et du R.P.R., dont a fait les frais le président du conseil général, M. Lucien Bernier, ancien socialiste rallié à l'U.D.F. et ancien président du comité de soutien à M. Giscard d'Estaing.

C'est en Guadeloupe, d'ailleurs, que le bouleversement politique a été le plus complet, les trois députés R.P.R. sortants ayant été éliminés au premier tour. La gauche y compte maintenant deux députés, le troisième siège étant occupé par le président du conseil régional, M. Marcel Esdras, *qui devient ainsi*, localement, le nouveau porte-parole de l'U.D.F.

La défaite du député sortant de la Guyane, M. Hector Rivièrez (R.P.R.), est extrêmement significative de la progression soudaine de la gauche. Avec M. Elie Castor (div. g.), président du conseil général, c'est *l'opposition guyanaise* la plus contestataire qui entre au Palais-Bourbon avec la ferme intention de réclamer justice pour un département qui s'estime particulièrement mal aimé de la métropole.

Au total, la gauche est aussi devenue majoritaire en suffrages *dans les cinq* départements d'outre-mer en recueillant 51,07 % des suffrages exprimés (161 707 voix sur 316 637), soit un gain de 19,19 points par rapport à ses résultats de 1978. Elle obtient 58,57 % des suffrages exprimés en Guadeloupe, 53,55 % en Guyane, 51,09 % en Martinique, bien que les deux députés sortants de l'ancienne majorité, MM. Petit, R.P.R. (1re circ.), et Sablé, U.D.F. (3e circ.), y conservent leurs sièges.

En revanche, à la Réunion, les candidats de gauche ne rassemblent, cette fois, que 47,86 % des suffrages exprimés, soit une perte de 2,78 points par rapport au premier tour. Les mauvais reports des suffrages socialistes ont privé le secrétaire général du parti communiste réunionnais (P.C.R.), M. Paul Vergès, membre du groupe communiste de l'Assemblée européenne, de la victoire à laquelle il pouvait prétendre. A l'issue du premier tour, l'ex-majorité ne totalisait, en effet, que 45,41 % des *suffrages exprimés*.

Le R.P.R. est le principal perdant de la compétition législative dans les DOM, comme il l'avait été lors de l'élection présidentielle : il perd quatre sièges et ne compte plus que deux élus. L'U.D.F. compense l'échec de M. Lagourgue à la Réunion par la conquête du siège de Basse-Terre (Guadeloupe, 3e circ., M. Esdras).

Dans les territoires d'outre-mer, au contraire, tous les députés sortants conserveront vraisemblablement leurs sièges. C'est déjà fait en Nouvelle-Calédonie et dans la deuxième circonscription de la Polynésie française où M. Gaston Flosse (R.P.R.) a amélioré son score de 1978 (+ 5,12 points). Les résultats obtenus dans ce territoire par les candidats du Ia Mana, mouvement socialiste indépendantiste autogestionnaire, qui avait été le seul à soutenir M. Mitterrand lors de l'élection présidentielle (14,65 % des suffrages exprimés dans la première circonscription et 17,10 % dans la deuxième), semblent dénoter, toutefois, une évolution. Celle-ci pourrait *s'accentuer au fur et à mesure* que se développeront les relations entre les notables locaux et les dirigeants socialistes. Outre-mer, l'arrivée des socialistes à la direction du pays ne fait que commencer à modifier les rapports de forces.

ALAIN ROLLAT.

POLYNÉSIE FRANÇAISE (2)

PREMIER TOUR

Députés sortants : MM. Juventin, U.D.F. ; Flosse, R.P.R.

1re circ. (Polynésie Ouest)

Inscr., 52 681 ; votants, 29 989 ; abst., 43,07 % ; suff. expr., 29 710.

MM. J. Juventin, app. U.D.F., d. s., m. de Papeete, « Amour du pays natal », 8 361 ; A. Léontieff, R.P.R., 7 480 ; E. Vernaudon, div. d., 4 814 ; P. Atger, div. g., (Ia Mana), 4 354 ; A. Chung, div. d. (Rass. pol.), 1 822 ; M. Tevane, div. d. (soc. dém.), 1 164 ; W. Tairara, div. g., 515 ; O. Temaru, div. g. (Ft. lib. pol.), 503 ; Mme I. Tari, div. g., (Ind.), 426 ; M. J.-B. Ceran-Jerusalemy, div. g., 271. BALLOTTAGE.

1978 : MM. Juventin, 16 048 ; Lequerre, R.P.R., 6 873 ; Chung 2 581 ; Hiro, P.S., 2 381 ; Ching, div., 1 714 ; Tairapa, div., 865 ; Ceran-Jerusalemy, div., 389.

1981 : MM. Giscard, 18 792 ; Chirac, 10 182 ; Mitterrand, 2 958 ; Mlle Laguiller, 348 ; M. Lalonde, 244 ; Mme Garaud, 240 ; MM. Debré, 222 ; Marchais, 170 ; Crépeau, 158 ; Mme Bouchardeau, 96. — 2e tour : MM. Giscard, 24 797 ; Mitterrand, 7 967.

2e circ. (Polynésie Est)

Inscr., 26 154 ; votants, 15 241 ; abst., 41,72 % ; suff. expr., 15 058.

M. Gaston Flosse, R.P.R., d. s., m. de Pirae, 8 528. REELU.

MM. J. Drollet, div. g. (Ia Mana), 2 575 ; A. Porlier, app. U.D.F. (« Amour du pays natal »), 1 529 ; J. Tefatua, div. g., (Fed. syn. pol.), 1 410) ; J. Vognin div. d. (Rass. pol.), 538 ; E. Gnanapragassam, div. g., 268 ; M. Matada, div. g. (Ft. lib. pol.), 135 ; M. Manuel, U.D.F., 75.

1978 : MM. Flosse, 8 628 ; Tavana, U.D.F.-P.R., 6 870 ; Drollet, 1 017 ; Tapu, div., 428.

1981 : MM. Chirac, 8 141 ; Giscard, 7 449 ; Mitterrand, 1 291 ; Mlle Laguiller, 171 ; MM. Lalonde, 132 ; Marchais, 103 ; Mme Garaud, 111 ; MM. Crépeau, 98 ; Debré, 84 ; Mme Bouchardeau, 48. — 2e tour : MM. Giscard, 12 617 ; Mitterrand, 3 360.

Comme en 1978, M. Gaston Flosse (R.P.R.) est réélu au premier tour dans la deuxième circonscription mais il gagne 5,11 points en devançant largement son principal rival, M. Drollet (IaMana, socialiste autogestionnaire), qui était soutenu par le P.S. (17,10 %), et les autres candidats de l'ex-majorité. C'est un beau succès personnel pour le maire de Pirae qui n'avait pas ménagé ses critiques aux dirigeants locaux se situant dans le courant giscardien.

Dans la première circonscription, la présence de neuf rivaux rendait pratiquement impossible la réélection de M. Juventin (app. U.D.F.) au premier tour, comme en 1978. Le député sortant, maire de Papeete, arrive néanmoins en tête du scrutin en recueillant 28,14 % des suffrages exprimés. Il devance le candidat du R.P.R., M. Léontieff (25,17 %), un autonomiste dissident, M. Vernaudon (16,20 %) et le candidat soutenu par le P.S., M. Atger (14,65 %).

L'issue du second tour, qui aura lieu le 5 juillet, dépendra essentiellement du peu de désistements que les rivalités locales rendent très incertain.

Rectificatifs

Plusieurs erreurs se sont glissées dans la carte générale que nous avons publiée dans nos précédentes éditions (*le Monde* du 23 juin, page 9) :

MARNE : la 2e circonscription, détenue par le R.P.R. devait figurer en blanc et non en noir.

NORD : les 18e et 19e circonscriptions, détenues par le P.C., devaient figurer en noir et non en blanc.

SOMME : la 3e circonscription détenue par le P.C. devait figurer en noir et non en blanc.

● *Dans le tableau sur la répartition des sièges entre* les grandes familles politiques de 1958 à 1981 (*le Monde du 23 juin, page 4*), un décalage de lignes a rendu inintelligibles les résultats de juin 1968. Il aurait fallu lire : parti communiste : 34 sièges ; socialistes, radicaux : 57 ; centre : 94 ; gaullistes : 293.

● MEUSE : Dans la première circonscription (Bar-le-Duc, Commercy), M. Jean Bernard (P.S.) est *élu* et non *réélu*.

● SOMME. — Dans les rappels des résultats du premier tour de la deuxième circonscription, M. J.-F. Lherbier portait l'étiquette « extrême droite », alors qu'il se présentait en tant que « radical indépendant ».

● VOSGES : Contrairement à ce que nous avons écrit, ce n'est pas M. Stoléru (U.N.M.-P.R.) qui a été élu au premier tour dans la deuxième circonscription des Vosges. C'est M. Christian Pierret (P.S.) qui a été réélu dans cette circonscription.

CORRESPONDANCE

Le « sang reçu » et le « sang versé »

M. Jacques Raphaël-Leygues, président de la Société des poètes français, nous écrit :

Dans *le Monde* du 6 juin, à la chronique des élections, il est dit que le père du socialiste Me Roland Dumas était un héros de la Résistance — ce qui est vrai — et qu'il est Périgourdin « non par le sang reçu, mais par le sang versé ».

Cet alexandrin fait partie du poème de mon prédécesseur Pascal Bonetti, dans son poème sur l'Arc de triomphe, qui se termine par ces quatre vers connus :

Qui sait si l'inconnu qui dort sous [l'arche immense
Mêlant sa gloire d'ombre au faste [du passé
N'est pas cet étranger devenu fils [de France
Non par le sang reçu mais par le [sang versé.

Bonnecarère avait écrit un livre sur l'Algérie et la légion qui s'appelait *le Sang versé*, où il ne faisait pas l'honneur à Pascal Bonetti de le citer. Mme Pascal Bonetti (qui a été président de la Société des poètes français) a protesté et la chose s'est réglée de la façon suivante : Bonnecarère n'a modifié ni son livre ni son titre, mais a mis en bande le quatrain de Pascal Bonetti.

Les nouveaux élus

APRÈS LES RÉSULTATS

Nous poursuivons ici la liste des nouveaux députés élus à l'Assemblée nationale (voir le Monde du 23 juin).

M

Mme CHRISTIANE MORA
P.S. (Indre-et-Loire, 3ᵉ circ.)

Mme Christiane Mora, née le 14 novembre 1938 à Talence (Gironde), est chargée de cours à l'université de Tours. Agrégée d'histoire et de géographie, elle est membre de la direction nationale du P.S. depuis 1975. Depuis 1979, elle est secrétaire nationale du P.S., chargée de la communication et de la propagande. Mme Mora a été élue conseillère municipale de Bléré (Indre-et-Loire) en 1977.

N

M. JEAN NATIEZ
P.S. (Loire-Atlantique, 1ʳᵉ circ.)

M. Jean Natiez est né à Lille, le 17 avril 1938. Après des études secondaires dans des institutions religieuses, dont le petit séminaire de Castres, il réussit son CAPES en 1964 puis son agrégation en 1965. Depuis 1968, il est professeur d'histoire à Nantes. Ce sont les événements de 1968 qui ont conduit ce catholique progressiste (marié, trois enfants) à la vie politique par le biais du mouvement « objectif 72 » de Robert Buron (ancien ministre du général de Gaulle, qui adhéra au P.S. en 1971 et mourut en 1973). Il a rejoint le parti socialiste au congrès d'Epinay et s'est rapidement affirmé en Loire-Atlantique comme l'animateur du CERES. M. Jean Natiez est membre du comité directeur du P.S. depuis le congrès de Pau en 1975. Il a été désigné comme premier secrétaire de Loire-Atlantique en 1979.

M. Natiez a déjà été candidat aux législatives en 1973 et 1978 dans la quatrième circonscription de ce département contre le seul député giscardien du département, M. Joseph Maujoüan du Gasset.

Mme VERONIQUE NEIERTZ
P.S. (Seine-Saint-Denis, 5ᵉ circ.)

Née le 6 novembre 1942, à Paris-16ᵉ, diplômée de H.E.C. Elle a adhéré au parti socialiste en 1972. Membre du secrétariat national du P.S., chargée de la lutte des femmes, elle est aussi responsable des questions internationales depuis que M. Jospin a été nommé premier secrétaire. Elle briguait pour ces élections son premier mandat.

Mme PAULETTE NEVOUX
P.S. (Val-de-Marne, 8ᵉ circ.)

Née en 1946, à Alger, Mme Nevoux est secrétaire bilingue. Entrée au P.S. en 1974, elle est élue en 1975 à la commission exécutive fédérale. Secrétaire à l'information pour le Val-de-Marne en 1977, première secrétaire fédérale et membre du comité directeur du P.S. en 1969, elle est aussi responsable des stages de formation du parti.

O

M. JEAN OEHLER
P.S. (Bas-Rhin, 2ᵉ circ.)

Né le 30 mars 1937 à Krautergersheim (Bas-Rhin) dans une famille ouvrière, lui-même ouvrier serrurier au début de sa carrière, M. Jean Oehler a d'abord milité à la C.F.T.C. et dans des associations familiales et locales, ainsi qu'à l'Action catholique ouvrière. En 1971, il figurait sur la liste d'union de la gauche aux élections municipales à Strasbourg comme « militant chrétien ». Ayant adhéré au parti socialiste après le congrès d'Epinay, M. Oehler devient secrétaire de section du P.S. en 1973, puis premier secrétaire de la fédération du Bas-Rhin. Candidat socialiste aux élections législatives de 1973 et de 1978 dans la deuxième circonscription qui l'a élu le 21 juin 1981, il devient, entre-temps, cadre permanent du P.S. (section entreprises). Elu conseiller général du Bas-Rhin en mars 1979 par le canton de Strasbourg-Cronenbourg, M. Oehler siège au groupe socialiste du l'Assemblée des Communautés européennes depuis le scrutin de juin 1979.

M. RENE OLMETA
P.S. (Bouches-du-Rhône, 5ᵉ circ.)

Né le 10 juin 1934 à Marseille, M. René Olmeta a été de 1966 à 1977 président de la Confédération des comités d'intérêt de quartier de Marseille. Adhérent à la S.F.I.O. en 1961, il s'associe aux travaux de réflexion des Groupes d'action municipale (GAM) et est élu, en 1977, adjoint au maire de Marseille.

Ancien champion d'athlétisme, il fut l'un des inspirateurs de la proposition de loi sur l'orientation du sport déposée en 1980 par le P.S. M. Olmeta est directeur commercial dans une entreprise d'isolants thermiques.

Mme JACQUELINE OSSELIN
P.S. (Nord, 3ᵉ circ.)

Née le 27 mai 1932 à Lambersart, dans la banlieue lilloise, elle est issue d'une famille de la bourgeoisie catholique. Elle fait des études de lettres à la faculté libre de Lille.

Epouse d'un cadre commercial d'imprimerie, elle est mère de quatre enfants. Avec son mari, elle fait partie du mouvement chrétien la Vie nouvelle. Elle milite dans un centre social et des associations de parents d'élèves à Mons-en-Barœul, commune de la banlieue lilloise où elle est adjointe au maire, M. Marc Wolf (P.S.).

En 1970, elle participe à la création du GAM (Groupe d'action municipale) avant de rejoindre le parti socialiste. Elle devient membre de la commission exécutive fédérale. En 1977, elle est élue sur la liste d'union de la gauche à Mons-en-Barœul Elle avait été candidate suppléante aux législatives en 1973 et en 1978.

P

Mme M.-TH. PATRAT
P.S. (Rhône, 1ʳᵉ circ.)

Née le 8 février 1940 à Lyon (5ᵉ). Après des études à Sète d'où son père est originaire et où elle a obtenu son baccalauréat au lycée Paul-Valéry, Mme Marie-Thérèse Patrat a été nommée institutrice à Lyon en octobre 1958.

Quatre ans plus tard et jusqu'en 1974 elle travaille au centre de rééducation pour enfants sourds-muets de Châtillon-d'Azergues (Rhône). Elle devient ensuite rééducatrice en psychomotricité du centre spécialisé de Tarare. Son itinéraire militant débute en 1964 au Planning familial. Elle deviendra secrétaire départementale de ce mouvement, poste qu'elle quittera en 1974, date à laquelle elle se consacre à une activité militante au parti socialiste. Membre de la commission exécutive puis secrétaire générale du parti socialiste, elle n'a jamais détenu de mandat électif avant son élection au Palais-Bourbon. Placée devant le candidat communiste, M. R. Chevailler, traditionnellement challenger du député sortant R.P.R., M. René Caille, elle est sans aucun doute l'élue surprise du département. Elle appartient au courant mitterrandiste du parti socialiste.

M. FRANÇOIS PATRIAT
ex-P.S. (Côte-d'Or, 3ᵉ circ.)

Né le 21 mars 1943, à Semur-en-Auxois, issu d'une famille d'agriculteurs, docteur vétérinaire, M. François Patriat est depuis 1976 conseiller général du canton de Pouilly-en-Auxois. Il préside depuis 1979 la commission des affaires économiques et agricoles de l'assemblée départementale.

Membre du P.S. depuis 1974, proche du courant Rocard, il s'était présenté, au premier tour, avec l'appui des militants socialistes locaux, et avait devancé le candidat radical de gauche, M. Pierre Charles, officiellement investi par le P.S. Il est surnommé « Fanfan la Rose » par ses amis.

M. ALBERT PEN
sout. P.S.
(Saint-Pierre-et-Miquelon)

Né le 1ᵉʳ mars 1931 à Dartmouth (Canada), ancien instituteur, ancien surveillant général du lycée de Saint-Pierre, M. Albert Pen préside depuis 1968 le conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon. Sénateur depuis 1968, il était rattaché administrativement au groupe socialiste, depuis 1974, après avoir démissionné du groupe U.D.R. Maire de Saint-Pierre depuis 1971, il siège aussi au comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des départements d'outre-mer (FIDOM).

M. JEAN PEUZIAT
P.S. (Finistère, 7ᵉ circ.)

Agé de cinquante-sept ans, M. Jean Peuziat (P.S.) est plâtrier. Après avoir été, de 1945 à 1959, permanent national de la Jeunesse ouvrière catholique, il revient dans sa région natale où il acquiert rapidement une notoriété certaine du fait de nombreuses réalisations dans le domaine social. En 1971, associé à M. Michel Mazéas (P.C.), il enlève la mairie de Douarnenez. L'alliance entre les deux hommes n'a jamais connu le moindre nuage. C'est parce qu'il s'est toujours opposé à la construction d'une centrale nucléaire à Plogoff que de très nombreux électeurs ont préféré cette fois, contrairement à 1978, M. Peuziat à son ami maire de Douarnenez M. Mazéas. Catholique fervent, M. Peuziat a transformé la petite entreprise paternelle en coopérative ouvrière.

M. JOSEPH PINARD
P.S. (Doubs, 1ʳᵉ circ.)

M. Joseph Pinard est né le 7 avril 1936 à Fontain (Doubs). Il est directeur d'études au centre de formation des professeurs de collèges d'enseignement général à Besançon. D'abord militant syndicaliste à la C.F.T.C. où il appartient à la minorité « Reconstruction », il devient secrétaire académique du SGEN-C.F.D.T. Il est conseiller général du Doubs depuis 1973 et adjoint au maire de Besançon depuis 1977.

M. JEAN-PAUL PLANCHOU
P.S. (Paris, 31ᵉ circ.)

Agé de trente-quatre ans, M. Jean-Paul Planchou est premier secrétaire de la fédération de la capitale depuis 1979. Militant au CERES et à la C.G.T., M. Planchou avait été membre du P.C.F. avant de rejoindre le P.S. Il est cadre commercial dans une banque nationalisée.

M. BERNARD POIGNANT
P.S. (Finistère, 1ʳᵉ circ.)

Fils d'un ouvrier boulanger de Locminé (Morbihan), M. Bernard Poignant est né à Vannes en 1945. Agrégé d'histoire et géographie, il enseigne à l'école normale de Quimper en 1971. En 1977, il tente, à la tête d'une liste d'union de la gauche, de prendre la mairie de Quimper et échoue assez nettement. En 1978, il devient premier secrétaire de la fédération du Finistère du P.S.

M. J.-CL. PORTHEAULT
P.S. (Loiret, 2ᵉ circ.)

D'origine beauceronne, fils d'un ouvrier de sucrerie, M. Jean-Claude Portheault est né à Toury (Eure-et-Loir) le 11 juin 1935. Instituteur, puis enseignant au C.E.S. Max-Jacob, à Saint-Jean-de-la-Ruelle, dans la banlieue d'Orléans, il a adhéré au parti socialiste en 1972. Il est devenu conseiller général en 1976, puis maire de sa commune en 1977. Il est vice-président du syndicat à vocation multiple de l'agglomération orléanaise.

M. HENRI PRAT
P.S.
(Pyrénées-Atlantiques, 2ᵉ circ.)

Ancien suppléant de M. André Labarrère de 1973 à 1978, M. Henri Prat, né en 1923, est ingénieur du génie rural et directeur de l'abattoir de Pau. Il a appartenu au P.S.U. avant de rejoindre le parti socialiste. Maire de Mirepoix, M. Prat est aussi conseiller général du canton de Nay-Bourdettes-Est depui s1973.

M. JEAN PROVEUX
P.S. (Indre-et-Loire, 4ᵉ circ.)

M. Jean Proveux, né le 17 juillet 1936 à Sens (Yonne), marié, deux enfants, est maître-assistant, agrégé de géographie à l'université François-Rabelais de Tours. Auteur de publications sur la vie en Touraine, les problèmes ruraux du Chinonais et l'urbanisation, il est secrétaire fédéral du P.S., conseiller général du canton de Joué-lès-Tours depuis 1979.

R

M. AMEDEE RENAULT
P.S. (Indre, 3ᵉ circ.)

M. Amédée Renault est né le 4 mars 1920 à Ecueillé. Il est vétérinaire, maire de Pellevoisin depuis 1953, conseiller général d'Ecueillé depuis 1973, vice-président du conseil général depuis 1979. Il a participé, en 1971, à la fondation du nouveau parti socialiste au congrès d'Epinay.

M. JEAN RIGAUD
U.N.M. (Rhône, 7ᵉ circ.)

Né le 15 novembre 1925 à Saint-Rambert d'Albon (Drôme). Ingénieur diplômé de l'Ecole centrale de Lyon. Il a accompli la totalité de sa carrière professionnelle comme ingénieur principal à la société Rhône-Poulenc. M. Rigaux est venu assez tardivement à la politique par le biais de mouvements associatifs et sportifs. Elu au conseil municipal d'Ecully en 1965, il en devint le maire en 1971. Vice-président de la communauté urbaine de Lyon il y occupe depuis quatre ans le poste important de président de la commission d'urbanisme. Bien que se situant sans ambiguïté dans la mouvance politique de l'ancienne majorité, il n'appartient à aucun parti. Pour sa première candidature au Palais-Bourbon, il a bénéficié de l'appui du député sortant M. Frédéric Dugoujon, U.D.F., maire de Caluire, qui était son suppléant.

M. JACQUES RIMBAULT
P.C. (Cher, 1ʳᵉ circ.)

Né le 7 août 1927, à Bourges, ajusteur, M. Jacques Rimbault est membre du comité central du P.C.F. auquel il a adhéré en 1946. Secrétaire de la fédération du Cher du parti en 1957, il avait été élu maire adjoint de Vierzon en 1959. Il est conseiller général de Bourges I depuis 1976 et maire de Bourges depuis 1977. Il avait déjà été candidat aux élections législatives en 1973 et 1978.

M. LOUIS ROBIN
P.S. (Ain, 1ʳᵉ circ.)

M. Louis Robin est né le 1ᵉʳ mai 1923. Il a été conseiller général de Coligny de 1955 à 1978, et conseiller municipal de Marboz pendant vingt ans. Maire de Bourg-en-Bresse depuis 1977, il avait soutenu la candidature de M. Gaston Defferre à la présidence de la République en 1969 puis il avait appartenu à la F.G.D.S., avant d'adhérer au parti socialiste.

M. ALAIN RODET
P.S. (Haute-Vienne, 1ʳᵉ circ.)

Né le 4 juin 1944, à Dieulefit (Drôme), M. Alain Rodet, diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble, diplômé de la Fondation nationale des sciences politiques, a adhéré en 1938 à la Convention des institutions républicaines, puis au parti socialiste en 1971, au moment du congrès d'Epinay-sur-Seine. Devenu en 1974 chef du cabinet de M. André Chandernagor, président du conseil régional du Limousin, il est élu conseiller municipal de Limoges en 1971, puis réélu en 1977, date à laquelle il est désigné adjoint au maire. Conseiller général depuis 1976, il avait été candidat sans succès aux législatives de 1978. M. Rodet est délégué national du P.S., chargé du commerce et de l'artisanat.

M. JEAN ROUSSEAU
P.S. (Cher, 2ᵉ circ.)

Né le 21 juin 1943, à Vierzon, instituteur, M. Jean Rousseau est maire adjoint de Vierzon depuis 1977. Il a adhéré en 1973 au parti socialiste et occupe la fonction de premier secrétaire départemental du P.S. depuis 1979. Il a été le délégué départemental de M. François Mitterrand lors de l'élection présidentielle.

S

M. J.-P. SANTA-CRUZ
P.S. (Jura, 2ᵉ circ.)

Né à Sidi-Bel-Abbès (Algérie) en 1938, a fait ses études de médecine à la faculté de Toulouse. Il exerce à Castelnau-Magnoac (Hautes-Pyrénées), puis à Damparis (Jura) et enfin à Dole. Il milite au P.S.U. de 1967 à 1970, puis rejoint le P.S. après le congrès d'Epinay. Il est conseiller général de Dole nord-est depuis 1973, maire de Dole depuis 1977, et membre du conseil national des élus socialistes et républicains depuis 1977.

M. HYACINTHE SANTONI
R.P.R.
(Bouches-du-Rhône, 1ʳᵉ circ.)

M. Hyacinthe Santoni est né le 1ᵉʳ janvier 1939 à Sartène (Corse du Sud). Ancien instituteur, il a quitté l'enseignement en 1973 pour occuper les fonctions de chargé de mission dans divers cabinets ministériels dont ceux de MM. Joseph Comiti et René Tomasini. Militant de l'U.N.R. dès 1958 et très proche collaborateur de M. Joseph Comiti depuis 1964, il a pris en main en 1979 la fédération R.P.R. des Bouches-du-Rhône. La même année, il a accédé au comité central du mouvement gaulliste et a été élu conseiller général du deuxième canton des Bouches-du-Rhône.

M. MICHEL SAPIN
P.S. (Indre, 1ʳᵉ circ.)

M. Michel Sapin, trente ans, appartient à une vieille famille d'Argenton-sur-Creuse. Ancien élève de l'ENA, il est magistrat au tribunal administratif de Châteauroux.

M. GEORGES SARRE
P.S. (Paris, 9ᵉ circ.)

M. Georges Sarre, qui a adhéré à la S.F.I.O. en 1964, et qui était inspecteur au centre de tri postal de Paris-Brune jusqu'à son élection à la présidence du groupe socialiste du conseil de Paris en 1977, est l'un des principaux animateurs du CERES.

Premier secrétaire de la fédération de Paris en 1969, il a contribué, au congrès d'Epinay-sur-Seine (1971), avec ses amis, à l'élection de M. François Mitterrand au poste de premier secrétaire, ce qui lui valut d'être membre du secrétariat national chargé de l'organisation et des entreprises jusqu'en 1975.

Elu conseiller de Paris en 1971 sur une liste d'union de la gauche, réélu en 1977, date de sa candidature à la mairie de Paris au nom du P.S. Il est, depuis 1979, membre de l'Assemblée européenne. Il est membre du comité directeur du parti socialiste. Agé de quarante-cinq ans, il est marié et père de deux enfants.

M. YVES SAUTIER
U.D.F.-P.R.
(Haute-Savoie, 2ᵉ circ.)

Né en 1921 à Thonon, M. Yves Sautier a fait ses études de médecine à Lyon. Après avoir exercé à Morzine, il s'est installé définitivement à Thonon. Président de la section départementale de la Confédération syndicale des médecins de France, il est également membre du conseil départemental de l'ordre.

Constamment réélu conseiller municipal depuis 1957, il est maintenant maire de Champanges. Il s'occupe notamment du club du troisième âge, de la maison de la culture et du centre d'enfants handicapés et inadaptés.

M. BERNARD SCHREINER
P.S. (Yvelines, 7ᵉ circ.)

Quarante ans, imprimeur-éditeur, proche de M. Michel Rocard, aux côtés duquel il milita au P.S.U. Maire adjoint de Mantes-la-Jolie depuis 1977, il s'occupe d'environnement, d'affaires culturelles ainsi que des associations. Il préside en outre la commission de la presse au district urbain de Mantes-la-Jolie. M. Schreiner fut également journaliste à *Témoignage chrétien.*

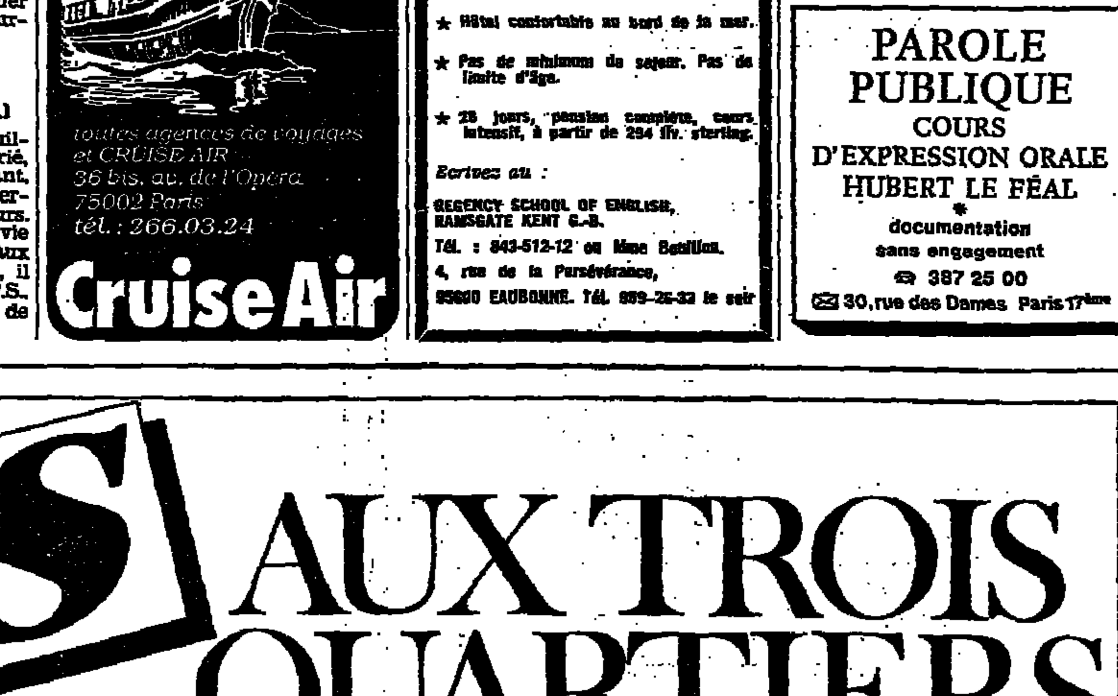
Mme ODILE SICARD
P.S. (Isère, 1ʳᵉ circ.)

Née en 1931 à Asnières, Mme Odile Sicard est licenciée en droit et en économie politique. Mère de trois enfants, elle fut animatrice et assistante sociale au Mouvement français pour le planning familial de 1965 à 1980 à Grenoble. Mme Sicard a adhéré à la S.F.I.O. en 1955 puis a rejoint le P.S.A. (Parti socialiste autonome) et le P.S.U. dont elle a été membre jusqu'en 1971, date à laquelle elle a commencé à militer au parti socialiste.

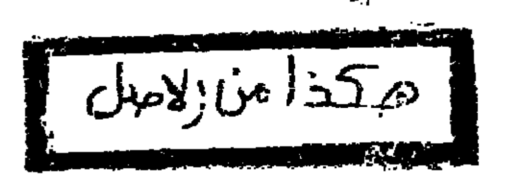
Mme RENEE SOUM
P.S.
(Pyrénées-Orientales, 1ʳᵉ circ.)

Née le 14 février 1940 à Perpignan. Mariée et mère de deux enfants Mme Renée Soum, née Sabouran, est institutrice en 1960. Professeur d'enseignement général de collège de 1964 à 1970. Elle obtient à cette date sa maîtrise de mathématique et enseigne depuis au C.E.S. Jean-Moulin de Perpignan en qualité de professeur certifié de mathématique.

Inscrite au P.S. depuis 1973 elle devient secrétaire départementale de la fédération des Pyrénées-Orientales en novembre 1979.







DU SECOND TOUR

Les nouveaux élus

M. JEAN-PIERRE SUEUR
P.S. (Loiret, 1re circ.)

Né le 28 février 1947 à Boulogne-sur-mer, ancien élève de l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud, agrégé de l'université, M. Jean-Pierre Sueur enseigne la linguistique à l'université d'Orléans. Ancien secrétaire national de la J.E.C. de 1967 à 1969, il a milité au P.S.U., puis est entré au parti socialiste après les Assises du socialisme en 1974. Premier secrétaire de la fédération socialiste du Loiret depuis 1977, il briguait pour la première fois un mandat électoral.

T

M. PIERRE TABANOU
P.S. (Val-de-Marne, 2e circ.)

Né à Alès, le 14 décembre 1918, M. Tabanou est licencié ès lettres et diplômé de l'Ecole des douanes. Fonctionnaire à la direction des douanes, à Paris, il est élu conseiller municipal de l'Hay-les-Roses depuis décembre 1956. Conseiller général du Val-de-Marne en 1967, il a été réélu en 1970 et 1976. Il préside la commission départementale. Conseiller régional d'Ile-de-France, il siège à la commission des finances.

M. YVES TAVERNIER
P.S. (Essonne, 4e circ.)

Quarante-trois ans, M. Yves Tavernier est un spécialiste des problèmes du monde rural, auteur et co-auteur de plusieurs ouvrages, dont *l'Histoire de la France rurale*. C'est à ce titre qu'il est maître de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques et professeur à l'Institut d'études politiques.

M. Tavernier a adhéré au P.S. en 1975. Proche de M. Rocard et de M. Gilles Martinet, il y est devenu membre du comité directeur en 1975. En 1979, il a été élu conseiller général de Dourdan, dans un canton réputé imprenable. Son travail dans ce secteur, partagé entre une partie rurale préservée tant bien que mal et la zone urbaine grandissante, n'est sans doute pas étranger au succès qu'il vient de remporter dans la quatrième circonscription du département, où il avait échoué en 1978 face au communiste M. Robert Vizet. Au sein du conseil général de l'Essonne, M. Yves Tavernier préside la commission des finances.

M. JEAN-MICHEL TESTU
P.S. (Indre-et-Loire, 2e cir.)

M. Jean-Michel Testu, né le 7 mai 1937 à Azzouer (Indre-et-Loire), est directeur de l'I.M.P. (Institut médico-pédagogique) de Beausite à Tours, et conseiller général du canton de Tours-Nord depuis 1979.

M. LUC TINSEAU
P.S. (Eure, 1re circ.)

Né le 3 septembre 1940 à Santeau (Loiret), il occupe les fonctions d'instituteur à Evreux-Nétreville et de secrétaire de mairie à Sebecourt.

M. JACQUES TOUBON
R.P.R. (Paris, 19e circ.)

Né en juin 1941 à Nice, M. Jacques Toubon est licencié en droit, ancien élève de l'Institut d'études politiques, diplômé de l'ENA, et administrateur civil. Après avoir été directeur du cabinet du préfet des Basses-Pyrénées et appartenu aux cabinets du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM (M. Inchauspé) en 1969 et du secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement (M. Tinaud), il entre en 1971 au cabinet de M. Jacques Chirac, alors ministre délégué chargé des relations avec le Parlement. Il demeurera depuis cette date constamment auprès de M. Chirac dans tous les postes ministériels occupés par celui-ci. A la fondation du R.P.R. en décembre 1976, il devient délégué national du mouvement chargé des élections. Conservant les mêmes attributions, il prend en 1978 le titre de secrétaire général adjoint et devient, de plus, en 1979, secrétaire général de la liste Défense des intérêts de la France en Europe à l'Assemblée de Strasbourg. En décembre 1978, il était devenu secrétaire de la fédération R.P.R. de Paris. Il était le suppléant en 1978 de Mme de Hauteclocque, député R.P.R. de la 18e circonscription (15e arrondissement de Paris). M. Toubon intervenait régulièrement dans les instances du R.P.R. où sa fidélité indéfectible au maire de Paris lui avait acquis la réputation d'être son porte-parole.

Mme GHISLAINE TOUTAIN
P.S. (Paris, 10e circ.)

Mme Ghislaine Toutain est née le 24 avril 1946 à Aulnay-sous-Bois. Son père était enseignant et sa mère cadre administratif.

Etudiante à la faculté de droit de Paris, diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, elle est mariée et mère de deux enfants. Journaliste, elle est chef du service politique de *Combat socialiste*, le quotidien du P.S. Elle est l'auteur avec M. Charzat de l'ouvrage : *le CERES, un combat pour le socialisme* (1976, Calmann-Lévy, éditeur).

V

M. GUY VADEPIED
P.S. (Oise, 5e circ.)

Né le 19 juin 1938, à Evron (Mayenne), publicitaire dans une agence parisienne, M. Vadepied a siégé au sein de la commission de propagande du P.S. et a participé à l'élaboration de la campagne du candidat François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1974. Après avoir pris part à la création d'Objectif socialiste en 1965, il adhère au P.S. en 1971, et, en 1975, devient membre du secrétariat de la Fédération de l'Oise. Elu conseiller général en janvier 1977, conseiller municipal en mars, il est empêché de se présenter aux élections législatives de 1978, lorsque la direction du P.S. impose dans la 5e circonscription M. Pierre Bracque (M.R.G.). Conseiller régional depuis 1979, il y préside la première commission.

M. JEAN VALROFF
P.S. (Vosges, 3e circ.)

Né le 6 mai 1931 à Rosières-aux Salines (Meurthe-et-Moselle), cinquante ans, professeur de l'enseignement technique. Maire de Saint-Etienne-lès-Remiremont depuis 1977.

M. BRUNO VENNIN
P.S. (Loire, 2e circ.)

M. Bruno Vennin est né le 27 octobre 1936 à Nantes, d'une famille de fonctionnaires. Il obtient successivement à Paris le diplôme de sciences politiques, puis à Lyon celui de sciences économiques. Installé à Saint-Etienne en 1961, il est directeur du CRESAL (Centre de recherches et d'études sociologiques appliquées de la Loire), dont les travaux font autorité auprès des collectivités locales. Issu du P.S.U., il est entré au parti socialiste en 1976 ; appartenant à la tendance CERES, il est membre de la commission exécutive fédérale de la Loire. Elu conseiller général de Saint-Etienne Sud-Est I en 1976, il est élu conseiller municipal en mars 1977 sur la liste d'union de la gauche et devient deuxième adjoint au maire communiste de Saint-Etienne. Il a représenté, de mars 1977 à juin 1979, la ville de Saint-Etienne au conseil d'administration de Manufrance. Candidat du P.S. aux élections législatives de 1978, M. Vennin était arrivé en troisième position, avec trente et une voix d'écart seulement, derrière le candidat communiste, M. François Tomas.

M. BERNARD VILLETTE
P.S. (Charente, 2e circ.)

M. Bernard Villette, âgé de quarante-sept ans, est né à Angoulême de parents agriculteurs. Professeur d'anglais à Cognac, où il a fondé en 1973 la section locale du P.S., militant syndical au SNES, il a été candidat en 1977 aux élections municipales, sa liste obtenant 46 % des voix face à celle de M. Francis Hardy. Il a été élu conseiller général de Cognac-Nord en 1979.

M. HERVE VOUILLOT
P.S. (Côte-d'Or, 2e circ.)

Né en 1943, originaire du Doubs, licencié en droit, agrégé de sciences économiques, M. Hervé Vouillot enseigne à l'I.U.T. de Dijon. Premier adjoint au maire de Quetigny, chargé des finances, il s'est fait connaître en militant, depuis 1971, pour la gratuité des transports en commun et la limitation de l'affichage publicitaire, qui « *défigure les villes* ». Il appartient au courant Action socialiste qu'anime M. Mauroy.

W

M. MARCEL WACHEUX
P.S. (Pas-de-Calais, 10e circ.)

Né le 28 mai 1930 à Bruay-en-Artois, M. Marcel Wacheux, professeur de collège, a remplacé comme sénateur socialiste du Pas-de-Calais Bernard Chochoy après la mort de celui-ci en avril 1981. Il est maire de Bruay-en-Artois depuis 1971 et conseiller général du canton de Bruay. Membre du conseil régional, depuis 1974, il préside l'Association des maires du Pas-de-Calais. Il a déjà été candidat aux élections législatives de mars 1978 mais il avait dû se retirer, en faveur du candidat du P.C.F., au second tour.

Si M. Wacheux décide de siéger au Palais-Bourbon, c'est son suppléant, M. Raymond Splingard, maire d'Outreau, dans la banlieue de Boulogne-sur-Mer, qui prendra sa place au Sénat.

M. JEAN-PIERRE WORMS
P.S. (Saône-et-Loire, 1re circ.)

M. Jean-Pierre Worms est né le 16 juillet 1934 à Courbevoie. Il est chercheur au C.N.R.S. Membre du comité directeur du P.S., responsable des problèmes des collectivités locales jusqu'en 1979, il fut l'un des principaux rédacteurs du programme municipal socialiste et des propositions de loi sur la décentralisation. Il est adjoint au maire de Mâcon depuis 1977, conseiller général de Mâcon-Sud depuis 1979.

Z

M. JEAN ZUCCARELLI
M.R.G. (*Haute-Corse, 1re circ.*)

M. Jean Crucien Zuccarelli est né le 7 mars 1907 à Bastia. Avocat au barreau de Bastia, il fut le premier bâtonnier de l'après-guerre, de 1945 à 1947.

Il entra dans l'action politique à l'âge de vingt-huit ans et fut élu maire de Santa-Lucia-di-Mercurio en 1935. Conseiller général de Sermano de 1943 à 1973, conseiller municipal de Bastia de 1947 à 1959, il devient président du conseil général de la Corse en 1956. En 1962, il est élu pour la première fois député de la Corse ; battu en 1967, il avait été réélu en 1973. Elu maire de Bastia en 1968, il fut réélu à ce poste en 1971 et 1977.

APRÈS LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR

Les réactions à l'étranger

Grande satisfaction chez les sociaux-démocrates européens, constat sans beaucoup de commentaires aux Etats-Unis, prudence à Moscou, telles sont les principales réactions étrangères à la victoire socialiste aux élections législatives. Beaucoup de commentateurs soulignent la responsabilité sans partage qui incombe désormais à M. Mitterrand et au P.S. : Les actes de la gauche « engagent désormais la France et la crédibilité du socialisme. Lourde tâche, mais combien passionnante et chargée d'espérance » (« la Tribune de Lausanne »).

Dans un communiqué publié lundi 22 juin, M. Glinne, président (belge) du groupe socialiste au Parlement européen, écrit : « On peut désormais attendre du gouvernement et du Parlement de la Ve République qu'il soutienne, dans le cadre de la Communauté, des initiatives concertées à propos des problèmes tels que l'emploi, et en particulier la lutte contre le chômage des jeunes et des femmes, le dialogue Nord-Sud, etc. (...). Nous comptons, dès lors, sur un appui sérieux auprès du seul gouvernement socialiste homogène de la C.E.E. disposant d'une majorité assurée ». Le premier ministre socialiste danois, M. Joergensen, a déclaré « se réjouir de la victoire socialiste, car elle était pour lui la preuve que le glissement à droite, en Europe, n'était pas aussi étendu que d'aucuns voulaient le laisser croire ».

● AUX ETATS-UNIS, le « New York Times » souligne que le gouvernement français n'aura pas d'opposition parlementaire effective. Pour l'hebdomadaire « Newsweek », tous les Français veulent « prendre le train en marche ». « Maintenant, on se précipite pour grimper à bord du train Mitterrand, depuis les acteurs de la Comédie-Française jusqu'aux hauts fonctionnaires du gouvernement, écrit E. Behr, directeur du magazine pour l'Europe. Le retournement de veste est un peu un sport national en France. »

● A MOSCOU, la « Pravda », organe du parti communiste d'U.R.S.S., ne consacre même pas une ligne aux résultats des élections.

Londres : l'important est que la France ait un gouvernement solide et stable

De notre correspondant

Londres. — Conforme aux prévisions, le triomphe socialiste n'en a pas moins surpris par son ampleur les Britanniques, au demeurant satisfaits de constater que, comme en Grande-Bretagne, le gouvernement français sera assuré pendant toute la législature d'une majorité de travail — un des éléments essentiels du système de l'alternance — qui lui permettra de préparer et d'étaler sur plusieurs années l'application de son programme.

En tout cas, il est important, dit-on, pour les partenaires de la France qu'elle soit dirigée par un gouvernement solide et stable, assumant l'exclusive responsabilité du succès ou de l'échec de sa politique. Ainsi on note que par d'autres voies, et notamment par un mode de scrutin différent, le système politique français se rapproche de celui pratiqué en Grande-Bretagne où le scrutin uninominal à un tour, aussi injuste qu'il soit pour les minorités écrasées, permet de dégager une majorité de gouvernement.

L'expérience malheureuse du gouvernement Callaghan, privé de la majorité absolue, obligé d'aller marchander des voix aux petites formations sans éviter finalement l'échec, devrait faire réfléchir le gouvernement français sur les inconvénients de la représentation proportionnelle.

Tout en notant que M. Mitterrand est le premier bénéficiaire des institutions gaullistes qu'il a lui-même combattues, les Britanniques qui n'ont pas pour les Constitutions écrites le respect de leurs voisins, espèrent que le nouveau président ne cédera pas aux tentations du pouvoir « gaullien » et pratiquera la démocratie en rétablissant le crédit et l'autorité de l'Assemblée nationale et respectera les droits de l'opposition.

Dans les milieux conservateurs, on est surpris que les Français se soient engagés dans un sens inverse à celui des autres grands pays occidentaux. Pour les disciples de Mme Thatcher, l'expérience socialiste avec ou sans les communistes est vouée à l'échec. Néanmoins, ils pensent que M. Mitterrand optera pour un socialisme modéré de type social-démocrate, les élections ayant démontré que la variante marxiste était rejetée par la très grande majorité des Français. D'autre part, les officiels notent avec satisfaction qu'à la différence des travaillistes, les socialistes français ne sont ni neutralistes ni pacifistes et qu'ils entendent garder la force de dissuasion, bref qu'ils se montreront de bons alliés atlantiques.

Dans l'ensemble, les Britanniques, pragmatiques, accordent un préjugé favorable au nouveau gouvernement dans la mesure où il annonce un nouveau départ des relations franco-britanniques qui s'étaient passablement détériorées sous le précédent gouvernement. Les inquiétudes subsistent cependant, et le *Daily Telegraph* résume assez bien les préoccupations officielles en écrivant que l'entrée des communistes dans le gouvernement français sera « *un pari dangereux* » et « *un choc politique pour l'Occident* ». Le *Guardian* pense que les communistes ne resteront pas longtemps au gouvernement. En tout cas, « *les alliés de la France ne devraient pas manifester leur inquiétude devant la perspective de communistes au sein du gouvernement français.* »

Du côté travailliste, en revanche, la victoire socialiste est jugée très encourageante. La France, estime-t-on, en rejetant complètement les remèdes de Mme Thatcher lui donne le bon exemple. La satisfaction est particulièrement grande dans les milieux du centre et de la droite du parti travailliste de tendance sociale-démocrate et pro-européenne. Les électeurs français, dit-on, démontrent qu'on peut être socialiste et favorable à la construction européenne. Ces milieux prévoient des difficultés avec le parti travailliste, qui évolue de plus en plus vers des positions anti-européennes, mais estiment qu'à plus long terme un gouvernement travailliste sera amené à harmoniser ses positions avec le gouvernement socialiste français.

HENRI PIERRE.

Bonn : quelques inquiétudes se font jour

De notre correspondant

Bonn. — Le gouvernement maintient un attentisme *prudent*. Son porte-parole officiel s'est borné, lundi 22 juin, à dire que le résultat du deuxième tour apporterait une « *indication importante* » de nature à confirmer la stabilité de la France. Quant à une éventuelle participation des communistes au gouvernement, ce serait là l'affaire de Paris et non pas de Bonn.

Ces propos officiels ne changent rien au fait que dans les milieux politiques quelques préoccupations se manifestent assez clairement. Que la France ne soit pas intégrée dans l'organisation militaire de l'OTAN n'empêche pas que jusqu'ici le gouvernement de Paris a étroitement coopéré avec les organismes de l'alliance. La question se poserait donc aujourd'hui de savoir dans quelle mesure certaines informations de l'OTAN pourraient encore être communiquées à un gouvernement au sein duquel siégeraient des ministres communistes.

Au-delà de ce problème pratique, on craint qu'une participation même modeste du P.C.F. au nouveau gouvernement éveille la méfiance à Washington, comme dans certaines capitales de la Communauté européenne, sans parler des pays arabes modérés, dont le bon vouloir est important du point de vue économique et financier.

Jusqu'ici, peu de dirigeants politiques ont réagi publiquement. Une exception d'ailleurs attendue est fournie par l'ancien chancelier, M. Brandt. En tant que président du S.P.D. et de l'Internationale socialiste, il a envoyé à Paris un télégramme dans lequel il se félicite du succès des « *amis français* ».

Plus imprévus sont les propos du ministre-président de Bavière, M. Franz-Josef Strauss. Celui-ci considère que le nouveau gouvernement français aura du mal à combler l'écart entre ses promesses électorales et les réalités économiques. Sur le terrain de la politique étrangère cependant, le dirigeant bavarois est beaucoup plus satisfait. Selon lui, M. Mitterrand approuve la politique de l'alliance atlantique « *au moins autant* » que son prédécesseur, et il se serait même exprimé de façon bien plus claire à propos de l'Afghanistan. Le retrait éventuel de troupes françaises du continent africain pourrait, en revanche, causer un « *vide dangereux* » dans cette partie du monde.

Dans la presse, les questions et même les inquiétudes s'expriment aujourd'hui de façon plus ouverte qu'auparavant. Presque tous les analystes se demandent si l'ère nouvelle qui commence de l'autre côté du Rhin sera celle d'une social-démocratie relativement modérée ou celle d'un régime socialiste plus fidèle aux enseignements marxistes qu'à un pragmatisme raisonnable. La *Frankfurter Rundschau*, qui n'a jamais manifesté la moindre sympathie pour « l'ancien régime » français, note que les gauchistes, au sein de la nouvelle majorité, ne seraient pas dépourvus d'influence.

Le même jugement se retrouve dans la *Suddeutsche Zeitung*. Son correspondant parisien croit même bon de préciser que la plupart des élus socialistes sont des enseignants, c'est-à-dire des hommes dont les réactions seraient plus « *littéraires et idéologiques* » que pragmatiques. Sans mettre la coopération franco-allemande en question, le journal de Munich souligne ce qui sépare les socialistes français et les sociaux-démocrates ouest-allemands.

Il rappelle, en particulier, que les amis de M. Mitterrand auraient joué le premier rôle lorsque, du côté français, on a pris prétexte du cas de Me Croissant pour lancer contre la République fédérale des « *accusations empoisonnées* ». De même, c'est dans la majorité du nouveau président, rappelle encore la *Suddeutsche Zeitung* que fut fondé le comité dénonçant les prétendues violations des droits de l'homme dans la R.F.A.

Une nuance encore plus pessimiste peut-être apparaît dans le *Frankfurter Allgemeine Zeintung*. Un éditorial de première page rédigé par son correspondant parisien estime que même les cent dix points du programme avec lequel M. Mitterrand s'est lancé dans la bataille électorale constituent déjà un « extrait » du projet beaucoup plus fondamental défendu par le parti socialiste. L'entrée de ministres communistes au gouvernement apporterait donc un renfort précieux pour les militants du CERES et pour tous ceux qui, dans la nouvelle majorité, souhaiteraient une transformation beaucoup plus socialiste que démocratique.

De façon surprenante, c'est le grand organe populaire *Bild Zeitung* qui formule le verdict le plus rassurant. Constatant que, surtout dans le domaine de la politique étrangère, « *peu de chose vont changer* » à Paris, le vieux connaisseur de la politique française qu'est M. Peter Scholl-Latour, conclut tout simplement « *qu'il n'y a pas eu de révolution* » sur les bords de la Seine.

JEAN WETZ.

Stockholm : une victoire sur l'idéologie soi-disant libérale

De notre correspondant

Stockholm. — L'élection de M. Mitterrand et le triomphe des socialistes aux législatives devraient resserrer les liens entre la France et la Suède, surtout si M. Palme revient au pouvoir en 1982 après une traversée du désert de six ans. Dans les milieux sociaux-démocrates, on insiste sur l'ampleur de la victoire et son importance pour l'ensemble du mouvement socialiste démocratique européen, que beaucoup jugeaient essoufflé. Selon le porte-parole du parti, « *c'est une victoire sur l'idéologie soi-disant néo-libérale* » et *Aftonbladet*, l'organe de la Confédération générale du travail, écrit : « *Le triomphe de la gauche française est un tournant historique qui devrait en outre favoriser les forces favorables à la détente et à la sécurité en Europe, une chose dont les super-puissances, l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, doivent être conscientes.* »

Pour *Dagens Nyeter* (indépendant), « *le résultat des législatives est remarquable, car les socialistes ont habituellement de la peine à s'imposer et à devenir de véritables grands partis politiques dans les pays où le mouvement communiste est puissant* ».

La plupart des commentateurs libéraux et socialistes espèrent aussi que la France va réviser sa politique d'exportation d'armements qui a toujours ici été très vivement critiquée, et cesser de livrer du matériel militaire à des régimes de dictature.

Interrogé à la radio le 22 juin, l'ambassadeur de Suède à Paris, M. Astrom, a souligné les convergences de vues qui existent maintenant entre les deux pays en matière de politique étrangère, notamment en ce qui concerne les problèmes du tiers-monde, de l'Afrique en général et de l'Afrique du Sud en particulier. « *Je pense*, a-t-il dit, *que la France va de nouveau s'intéresser à la Suède. Notre pays a longtemps été considéré comme un modèle, mais il faut constater qu'il a été présenté ces dernières années comme un modèle d'erreurs qu'il ne faut pas commettre.* »

Le plus grand quotidien suédois *Expressen* (libéral) note cependant que la tâche du nouveau gouvernement sera difficile. « *Le risque est que la réalité empêche les socialistes de mener la politique généreuse qu'ils proposent et que les électeurs de gauche attendent. La France est plongée dans la crise industrielle du monde occidental, les taux de chômage et d'inflation sont élevés, la situation n'est donc pas idéale pour un gouvernement qui veut consolider son pouvoir par des réformes agréables, populaires et coûteuses. Mitterrand et son parti devront s'efforcer de tenir au moins une partie de leurs promesses et de sortir la France de la crise économique. L'entreprise posera de sérieuses difficultés.* »

ALAIN DEBOVE.

Madrid : le P.S. saura-t-il dominer sa victoire ?

De notre correspondant

Madrid. — Tout en soulignant à l'unisson le caractère historique de la victoire socialiste aux élections françaises, les quotidiens espagnols remarquent, ce mardi 23 juin, que la responsabilité de M. Mitterrand et de ses amis n'en est que plus délicate. « *Le problème de M. Mitterrand vient maintenant de sa propre capacité de pouvoir : la concentration en ses mains de toutes les possibilités d'action ne permettrait pas de l'absoudre en cas d'échec* », affirme *El Pais* (indépendant).

Pour *Ya* (catholique conservateur), « *la première tâche fondamentale pour les socialistes sera de dominer et de contrôler leur écrasante victoire. Le risque de s'enivrer de leur triomphe peut les faire tomber bien vite dans les mêmes travers qu'ils ont critiqués dans l'Etat gaulliste* ».

La presse espagnole est divisée quant à la ligne politique que suivra le nouveau gouvernement. La majeure partie des quotidiens penchent pour la modération. « *L'abandon plus ou moins visible de quelques-unes des anciennes prémices socialistes, comme le collectivisme, les nationalisations en masse et l'étatisation, signifie une exclusion explicite du marxisme et une affirmation de la social-démocratie* », affirme *El Pais*. Alors qu'*ABC* catholique conservateur) s'attend que M. Mitterrand suive une ligne modérée, *Diario 16* (libéral) écrit que, « *pour la première fois dans l'histoire de la France, le parti socialiste pourra mettre en œuvre un projet politique de type social-démocrate dur* ».

Cependant, les journaux s'abstiennent de tout commentaire quant à l'influence que peuvent avoir les élections françaises sur les difficiles relations entre les deux pays. Il est vrai que sur les deux thèmes les plus conflictuels — la collaboration française dans la lutte contre l'ETA militaire et la position de Paris face à l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. — on ne paraît guère croire à de grands changements dans l'attitude de la France. — T. M.

Continuité et changement

(Suite de la première page.)

En 1965, la candidature de François Mitterrand et la *mise en ballottage* du général de Gaulle avaient déjà montré que le système institutionnel n'était plus contesté. Aujourd'hui, la pleine alternance au pouvoir montre que la Constitution permet le jeu démocratique et n'est pas un paravent derrière lequel la droite garde éternellement le pouvoir grâce à l'appui, tantôt volontaire, tantôt involontaire, du parti communiste.

L'alternance comporte cependant une ambiguïté. Quelles continuités, quelles ruptures à assurer dans le personnel dirigeant ? La voie est étroite entre, d'un côté, la tentation du *spoil system* à l'américaine et la naissance d'un Etat-P.S. et, de l'autre, le maintien de ceux des hommes qui avaient dû leur nomination plus à la faveur qu'au mérite, maintien qui, comme à l'époque de Léon Blum, pourrait ne pas assurer la loyale exécution de la politique nouvelle. Une perspective incontestablement souhaitable cependant : qu'il s'agisse de magistrature ou de télévision, rétablir l'indépendance et la neutralité là où elles avaient été violées ; les maintenir là où elles avaient été respectées. On ne peut qu'espérer que ce principe l'emportera sur l'idée de récompenses à accorder ou de pouvoir à assurer partout.

Oui, il y a des libertés à maintenir, d'autres à rétablir, d'autres à créer, qu'il s'agisse de rattrapage du retard français (établir enfin l'*habeas corpus*, faire disparaître des vestiges incompréhensibles chez nos voisins comme le privilège de juridiction de l'armée), ou d'avance à prendre en matière de dignité nouvelle à donner, à garantir aux défavorisés : garder la loi quand elle protège les faibles contre les forts, la modifier quand elle assure l'impunité des forts face aux faibles, par exemple en matière de criminalité financière ou d'accidents du travail.

C'est ce changement-là qui doit compenser la révélation progressive des impossibilités qu'on pourra d'abord mettre sur le compte de la continuité avec le pouvoir précédent. L'ancienne majorité aurait tort de s'en indigner : la Ve République a vécu pendant plus d'une décennie par référence à l'affreuse IVe, qui avait pourtant été fort créatrice, le gaullisme allant jusqu'à s'attribuer les réalisations du régime honni, depuis Caravelle et le pont de Tancarville jusqu'à la bombe atomique française. Mais il vaudrait mieux que le nouveau pouvoir ne mette pas trop les difficultés sur le compte de l'héritage, puisque les *contraintes* internationales ne sont pas dues à un gouvernement français et que nombre d'atouts sont nés dans la continuité depuis 1945.

Le principal changement, c'est, en fait, la brusque poussée d'espoir. C'est aussi le changement le plus fragile. Pour le conforter, les satisfactions matérielles seront sans doute peu nombreuses et fugaces. L'aliment qu'il recevra devra être d'un autre ordre. Il faudra que se répande le sentiment d'une créativité nouvelle, même et surtout là où les comportements ne correspondaient pas au langage. Ainsi, dans le domaine de l'enseignement, où la notion même de grand service public national n'a de sens que si les vertus invoquées — pluralisme de la gestion et de l'orientation, foisonnement créateur — apparaissent enfin au sein de structures jusqu'ici autoritaires et sclérosées et de pratiques jusqu'ici fort corporatistes.

Beaucoup dépend du champ international, et il faut espérer que la sensibilité au monde extérieur de nombre de nouveaux dirigeants s'intensifiera. Mais il y a aussi la possibilité de l'exemplarité et même de la contagion. Il n'est pas exclu que le socialisme à la française serve de contrepoids, de stimulant international face au reaganisme triomphant. Pour qu'il en soit ainsi, il faut que ce socialisme apparaisse pleinement comme mainteneur et créateur de libertés.

ALFRED GROSSER.

Pékin : satisfaction devant l'affaiblissement du parti communiste français

De notre correspondant

Pékin. — La France est entrée dans une « nouvelle ère » ; en remportant la victoire, le parti socialiste a tout « balayé » sur son passage : c'est par ces titres inhabituellement accrocheurs que les moyens d'information chinois ont annoncé, ce mardi 23 juin, le succès du parti de M. Mitterrand et le changement de majorité parlementaire en France.

Sans aller jusqu'à se féliciter ouvertement du résultat — la Chine est très soucieuse de ne pas s'exposer au reproche de s'ingérer dans les affaires internes des autres pays, — les premiers commentaires de la presse ne manifestent, à l'évidence, aucun déplaisir devant l'événement. *Le Quotidien du peuple*, l'organe central du parti communiste, en tire, pour sa part, essentiellement deux conclusions.

En premier lieu, la nouvelle confirmation apportée massivement par le corps électoral au P.S. est une garantie de stabilité et permettra d'éviter le retour à une situation semblable à celle qui prévalait sous la IVe République. Ce gage de continuité et de durée ne peut qu'être apprécié à Pékin, où l'instabilité générale du monde cause une inquiétude croissante.

En second lieu, l'affaiblissement du parti communiste et le fait que les socialistes ne soient pas forcés de s'entendre avec lui pour former une majorité de gouvernement sont analysés ici de façon positive. Alors que les communistes chinois ont renoué ces dernières années avec les partis communistes italien et espagnol, ils n'ont toujours pas repris langue avec le parti communiste français, que son pro-soviétisme ne peut guère désigner aux yeux de Pékin comme un interlocuteur valable. Il est au demeurant intéressant de noter que certains reproches que le parti communiste chinois adresse indirectement aux communistes français rejoignent ceux du P.S. : soutien à l'occupation soviétique de l'Afghanistan, ambiguïté à propos de la Pologne, attitude délibérément favorable à l'U.R.S.S. sur la question des fusées en Europe.

La satisfaction qu'éprouve aujourd'hui la direction chinoise sera assurément diminuée par la participation communiste au gouvernement.

Il serait dommage, pourtant, que ce facteur nuise à une relance des relations franco-chinoises, qui apparaît aujourd'hui plus que nécessaire. Du fait de la campagne électorale en France et de la politique de réajustement en Chine, les échanges de tous ordres entre les deux pays ont beaucoup perdu ces derniers mois en intensité.

L'une des premières tâches du nouveau gouvernement français sera toutefois d'accueillir, début juillet, une importante délégation militaire chinoise, dirigée par le général Yang Dezhi, chef d'état-major général de l'armée populaire de libération, qui est membre du secrétariat du P.C. Cette visite sera la première en France d'un responsable militaire chinois de ce niveau. Le séjour du général Yang Dezhi en France est inclus dans une tournée d'environ un mois en Europe occidentale qui doit le conduire, en outre, en Allemagne fédérale, en Belgique, en Grande-Bretagne et en Suisse.

MANUEL LUCBERT.

Les élections cantonales

HAUTE-VIENNE : canton de Limoges-Centre (2e tour).

Inscr., 5 035 ; vot., 2 949 ; suff. expr., 2 853. MM. Michel Bernard, R.P.R., 1 471 voix, ELU ; Michel Kiener, P.S., 1 382.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de M. Alain Serieyx, démissionnaire, qui, en mars 1976, avait été réélu au second tour avec l'étiquette du M.S.P. (Mouvement pour le socialisme par la participation), par 1 876 voix contre 1 344 à M. Fresean, P.S., et 51 à M. Pénicaut, ext. d.

Au premier tour de cette élection partielle, les résultats avaient été les suivants : inscr., 5 035 ; vot., 2 704 ; suffr. expr., 2 646. MM. Bernard, 972 ; Kiener, 890 ; Mme Lucienne Carmouze, U.D.F.-rad., 367 ; MM. Jean-Louis Escarfail, P.C., 317.

M. Serieyx avait été élu au second tour, en 1976, par 1 876 voix contre 1 344 à M. Pierre Fresean, P.S.]

CHARENTE-MARITIME : canton de Cozes (2e tour).

Inscr., 7 355 ; vot., 5 572 ; suff. expr., 5 407. MM. Jean-Paul Berthelot, sans étiq., 3 346 voix, ELU ; Dominique Bussereau (div. mod.), 2 061.

[Il s'agissait de remplacer M. Lacaze (div. mod.), décédé, qui avait été élu en mars 1976, au second tour, avec 2 447 voix contre 1 172 à M. Bechemin, P.S. et 1 150 à M. Guillot (mod.).

Au premier tour, le 14 juin dernier, les résultats avaient été les suivants : insc., 7 414 ; vot., 5 245 ; suffr. expr., 5 132. MM. Berthelot, 1 533 ; Bussereau, 1 236 ; Beton, P.S., 885 ; Coudray, app. R.P.R., 888 ; Hervier, P.C., 367.]

MAYENNE : canton de Mayenne (2e tour).

Inscr., 8 034 ; vot., 6 209 ; suff. expr., 6 115. MM. Michel Scheer, R.P.R., 3 071 voix, ELU ; Claude Leblanc, P.S., m. de Mayenne, 3 044.

[Il s'agissait de remplacer M. de Branche, député U.D.F., décédé, qui avait été élu au premier tour en mars 1979, avec 3 210 voix contre 2 174 à M. Leblanc et 298 à M. Caillebotte, P.C.

Au premier tour, le 14 juin dernier, les résultats avaient été les suivants : insc., 8 034 ; vot., 6 155 ; suffr. expr., 5 872. MM. Leblanc, 2 933 ; Scheer, 2 808 ; Manseillier, P.C., 132. Il n'avait manqué que 4 voix à M. Leblanc pour avoir la majorité absolue des suffrages exprimés. Son échec a donc été une surprise.]

● *Un journaliste du « Quotidien de la Réunion »*, M. Luc Marck, a été victime d'une agression, dimanche soir 21 juin, devant la mairie de Saint-Louis, où M. Jean Fontaine, député (non inscrit) et maire de la localité, fêtait sa réélection. Un employé de la mairie l'a bousculé au bas des marches de l'édifice : M. Marck a alors reçu de nombreux coups de la part de personnes qui, en même temps, insultaient son journal. Il a pu toutefois se réfugier à l'intérieur de la mairie, grâce à l'intervention de certains. L'arrivée des gendarmes a permis de rétablir l'ordre. Une plainte a été déposée. — *(Corresp.)*

هكذا من الأصل

Des socialistes aux commandes

M. Gaston Defferre, à Marseille : trente ans d'efforts pour humaniser la démesure

De notre envoyé spécial

Nous achevons aujourd'hui la série d'enquêtes « Des socialistes aux commandes » (« le Monde » des 19 et 20 juin) commencée avec M. Pierre Mauroy dans le Nord-Pas-de-Calais et continuée avec M. André Chandernagor en Creuse. Pour le troisième volet de cette série, Marc Ambroise-Rendu s'est rendu à Marseille pour présenter l'action de M. Gaston Defferre.

Marseille. — Fierté, mais inquiétude. Tels étaient les deux sentiments qui agitaient les Marseillais dans la soirée du 22 mai lorsqu'ils apprirent la composition du nouveau gouvernement. M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, et, en plus, ministre d'État, le premier nommé : bravo ! Mais le maire aurait-il encore le temps de s'occuper de sa ville ? Comme pour les rassurer, M. Gaston Defferre vint ce soir-là d'un coup d'aile jusqu'au Vieux-Port inaugurer avec l'*establishment* local le Théâtre de la Criée, symbole d'une renaissance culturelle qu'il a voulue et réussie (*le Monde* du 26 mai).

Mais, au lendemain des jours de gloire, reste la réalité. Les Marseillais ont quelque raison d'être soucieux. Leur mégapole de 920 000 habitants à l'urbanisme mal maîtrisé est comme écrasé par sa propre taille. La marée des constructions s'étale sur 12 kilomètres de long et 7 kilomètres de large. Malgré les autoroutes qui la traversent et une ligne de métro, la circulation reste un cauchemar quotidien. L'activité économique s'étiole. Quarante mille personnes, soit plus de 10 % des actifs, sont inscrites au chômage.

Les ressources de la ville en sont amoindries alors que les grands équipements de base sont loin d'être achevés : seconde ligne de métro, station d'épuration des eaux, traitement des ordures ménagères.

Cent mille travailleurs étrangers s'entassent dans les vieux immeubles du centre et les H.L.M. de la périphérie, qui se transforment en bidonvilles verticaux. Les tensions raciales et les incidents qu'elles engendrent suscitent un sentiment d'insécurité.

M. Gaston Defferre et ses amis socialistes gouvernent Marseille depuis vingt-huit ans. Leur ambition de faire de la seconde ville de France une cité plus active, plus fraternelle et plus humaine que les autres aurait-elle échoué ?

La réponse, évidemment, ne peut tenir en quelques lignes. Mais, après tout, ce sont les Marseillais eux-mêmes qui la donnent. A cinq reprises depuis 1953, lors des élections municipales, ils ont fait confiance à l'équipe de Gaston Defferre. Celui-ci est député ou sénateur de Marseille depuis trente-six ans, sans interruption. Ce protestant cévenol, rigoureux gestionnaire, austère et peu loquace, a séduit les Marseillais, auxquels apparemment tout l'opposait. Il les a conquis puis conduits — avec une main de fer dans un gant de velours — là où ils en sont. Nul doute qu'il est le « patron », et, à d'imperceptibles détails, cela se sent partout.

Tout le monde s'accorde à reconnaître que Gaston Defferre a mené les affaires municipales avec « *sérieux, loyauté et honnêteté* ». Marseille, autrefois si mal administrée que l'État avait dû la mettre en tutelle pendant dix ans, avait bien besoin que l'on redore son blason. C'est fait, au moins aux yeux des Marseillais eux-mêmes. Mais pour les plus lucides d'entre eux la situation reste fort préoccupante.

Une cité pas comme les autres

Les élus et les jeunes techniciens, dont Gaston Defferre a su s'entourer, plaident habilement leur dossier. Marseille n'a jamais été et n'est toujours pas une ville comme les autres. Rebelle au pouvoir parisien, entièrement tournée vers l'outre-mer, boudant son arrière-pays, refuge de tous les laissés-pour-compte du bassin méditerranéen, donc cosmopolite, c'était une ville à la fois sous-équipée et sous-administrée lorsque les socialistes arrivèrent au pouvoir en 1953. Un détail : un foyer sur deux ne recevait pas d'eau filtrée. Avec ses 23 000 hectares, la commune est deux fois et demie plus étendue que Paris et cinq fois plus que Lyon. D'où un allongement démesuré des réseaux publics.

Le choc de la décolonisation y a été reçu de plein fouet : d'abord par l'affaissement du commerce et les industries de transformation, ensuite par l'afflux successif des réfugiés d'Afrique du Nord. Pour qui voulait réagir — évidemment avec l'aide de l'État, — le fait de se situer dans l'opposition et de se mouvoir dans une économie libérale ne rendait pas les choses faciles.

Comme le dit Philippe Sanmarco, énarque de trente-quatre ans, secrétaire général de la mairie et suppléant de Gaston Defferre aux législatives : « *Conduire dans ces conditions une action municipale d'inspiration socialiste revenait à tirer péniblement des bords pour remonter au vent. Avouez qu'on ne pouvait aller bien vite.* »

La municipalité peut tout de même se targuer de nombreuses réalisations. D'abord, elle s'est donné les moyens de sa tâche : un budget de 3,5 milliards de francs alimenté aux deux tiers par les ressources locales, dix mille employés, une trentaine de mairies annexes et de multiples services nouveaux. Citons, par exemple, le secrétariat à l'expansion, l'agence d'urbanisme, le service des espaces verts, l'office de la culture, etc., sans oublier une bonne dizaine de sociétés d'économie mixte.

Puis elle a logé ses administrés en résorbant presque entièrement les vingt-deux bidonvilles qui la déshonoraient. Dans le même temps, la ville s'est dotée de ce qui lui faisait cruellement défaut : un réseau d'égouts, des rocades, un embryon de métro, deux hôpitaux géants, des jardins et même une plage sur le Prado capable d'accueillir huit mille baigneurs.

Les écoles et les collèges, les stades et les gymnases, ont été multipliés, bien sûr, mais la ville s'enorgueillit surtout de ses foyers pour personnes âgées, de ses cinquante crèches et de ses quatre-vingts maisons de jeunes ou de quartier qui constituent un quadrillage record du territoire communal. Elle peut aussi ouvrir sans rougir le dossier culturel : construction à grands frais d'un opéra qui joue toute l'année à guichets fermés, modernisation des dix musées, dont les trésors sont apportés aux écoliers par muséobus, création de quatorze classes au conservatoire et de onze écoles de musique dans les quartiers, soutien à quatre troupes de comédiens, ouverture du Théâtre national de Marseille, dans l'ancienne halle aux poissons.

« *Marseille*, dit Gaston Defferre, *est une des villes de France où la pratique de la concertation est la plus ancienne et la plus intense.* » La ville a en effet créé dès 1965 des commissions extra-municipales au nombre de vingt-deux. Composées d'élus, de techniciens et de représentants des associations, elles sont autant de chambres de réflexion dont les avis doivent éclairer les décisions du conseil municipal. On y entend entre autres les délégués des 195 comités de quartier, organisations typiquement marseillaises qui depuis près de cent ans expriment les vœux de la population sur tout ce qui touche à la vie quotidienne. Ces comités comme les autres associations — notamment celles, plus récentes, qui défendent le cadre de vie — ne manquent pas de locaux. Ceux-ci sont mis gratuitement à leur disposition par la municipalité.

Mais voici plus original : la mairie a ouvert, il y a deux ans, sur le Vieux-Port, un centre d'information sur la consommation doté de quatre employés et de 600 000 francs de crédits. Jacques Roccaserra, trente-huit ans, le conseiller municipal qui anime le centre, assure qu'on y reçoit cinquante mille visiteurs par an venant y chercher conseils et informations. Les neuf associations de consommateurs que compte Marseille sont présentes au conseil d'administration du centre et peuvent y tenir leurs réunions. Mais elles conservent jalousement le privilège d'assister les consommateurs en cas de litige. Chacun garde ainsi sa liberté d'action.

Gaston Defferre peut encore mettre à son actif l'édition depuis treize ans d'un remarquable bulletin d'information tiré chaque mois à cent mille exemplaires. On y expose, d'une manière à la fois simple et précise, tous les grands projets de la ville. Et comme cela ne suffisait apparemment pas, il a fait ouvrir, voici deux ans — et parmi les premiers en France — un centre municipal d'information situé sur la Canebière. On y reçoit, paraît-il, des dizaines de milliers de Marseillais qui sont, il est vrai, un peu perdus dans les dédales d'une administration municipale dispersée en vingt-six points différents de la ville.

Ces améliorations de la vie phocéenne ne sont guère contestées même si d'aucuns doutent de l'authenticité de la concertation et qualifient l'information de propagande. Les critiques les mieux fondées portent sur deux domaines essentiels : l'urbanisme et l'économie.

Pour faire du social on a multiplié les grands ensembles d'HLM, dont la taille a été poussée jusqu'à la caricature. Bien entendu les équipements collectifs ne suivaient qu'avec retard. Pour économiser sur les transports en commun, on a misé aussi sur la voiture individuelle.

L'exemple le plus tristement connu est « la ZUP numéro 1 », située au nord de Marseille, où la Société centrale d'équipement du territoire (SCET), assistée d'un architecte parisien, a semé comme à la volée dix mille logements en HLM autour d'un tronçon de rocade. Quarante-cinq mille personnes, dont un grand nombre de travailleurs étrangers, y ont trouvé un toit, c'est vrai, mais la gestion de ce Sarcelles marseillais est aujourd'hui le cauchemar de la municipalité.

Elle y dépense des fortunes pour doter le quartier des écoles, stades, espaces verts, centres sociaux indispensables. Elle y a même installé un théâtre et une bibliothèque. Les responsables de tous ces équipements croient à leur mission : intégrer la ZUP et ses habitants à la communauté marseillaise. Ils désespèrent, parfois, de jamais venir à bout des maladies sociales nées de cet urbanisme dément : ségrégation, racisme, chômage, analphabétisme, délinquance.

Il y a dans ce quartier du Merlan des images qui, en effet, laissent perplexe : les vitres du commissariat étoilées par des coups de carabine d'« intimidation », la camionnette incendiée à la suite d'un règlement de comptes entre deux bandes de jeunes, la bibliothèque toute neuve mais déserte et, juste en face, les Algériennes analphabètes qui étendent leur linge aux balcons des H.L.M. ; mais aussi ces quelques dizaines de femmes françaises et algériennes qui, en commun, pour la première fois, ont organisé, avec l'aide de la mairie, un voyage en Algérie.

« *Marseille*, dit un animateur, *c'est un peu comme le Far-West du siècle dernier. Mais combien de générations faudra-t-il pour que le melting-pot fasse son œuvre ?* »

Dans le centre, longtemps abandonné à lui-même, les travailleurs étrangers ont colonisé les quartiers de Belsunce et du Panier. La Canebière, sur laquelle certains Marseillais n'osent plus flâner, est devenue comme une frontière entre les prolétaires du nord et les bourgeois du sud.

« *Comme Rome, Marseille a eu besoin d'esclaves*, commente le président Joseph Comiti, *maintenant, elle les a sur les bras.* »

Les eaux sales à la mer

Le premier plan d'ensemble de Marseille, la création d'une agence d'urbanisme et l'idée de construire un métro datent seulement de 1969. Et le plan d'occupation des sols n'est pas encore approuvé. Bien sûr, celui-ci s'efforce de corriger les errements du passé : rétablir la balance entre le nord populaire et le sud résidentiel, équiper les quartiers défavorisés, protéger ce qui reste d'espaces verts, modérer les densités, maintenir les activités économiques.

Pour maîtriser le foncier, la ville achète des terrains au rythme de 100 hectares par an. Pour reconquérir le centre-ville, elle a acquis près de cent cinquante immeubles, dont la restauration est engagée. Mais dans le domaine de l'urbanisme il faut des décennies pour rattraper quelques années perdues.

L'affaire de la station d'épuration est un bel exemple de ces négligences qui coûtent très cher. Marseille jetait ses eaux sales à la mer. Jusqu'au jour où celle-ci a poussé les immondices jusqu'au Prado, y rendant la baignade impossible. On s'est aperçu qu'il faudrait en passer par l'épuration lorsque la municipalité se mit en tête de rendre le bord de mer aux Marseillais. Aux 100 millions de francs que coûte l'aménagement de la première tranche du Prado s'ajoutent aujourd'hui les 600 millions de l'indispensable station d'épuration.

De même pour les activités économiques. Ici ce sont les industriels et les commerçants marseillais qui n'ont pas su se convertir après la perte de leurs marchés d'outre-mer. La création de Fos a été ressentie comme une agression du pouvoir parisien. « *Il n'y avait pas grand-chose à gagner et beaucoup à perdre dans cette aventure* », entend-on encore. Il est vrai que nombre d'entreprises ont été tentées de déménager de l'autre côté des collines, vers les zones industrielles entourant l'étang de Berre.

La municipalité a fini par se ressaisir. Elle est intervenue pour tenter de sauver plusieurs firmes en difficulté. Dans le cas de Titan Coder, entreprise de réparation ferroviaire, elle a acheté le sol et les bâtiments pour les louer à la société d'économie mixte qui a repris l'affaire. Une sorte de municipalisation du patrimoine industriel en somme. Pour fixer les P.M.E. tentées de déménager, la ville a construit sur un terrain lui appartenant le premier « village entreprise ». Une vingtaine de petites affaires employant trois cents personnes y sont installées, en location. D'autres zones du même genre sont en projet. Mais, là encore, n'est-ce pas trop peu et trop tard ?

Bien entendu, nombre de Marseillais s'insurgent contre ce pronostic pessimiste. « *Pour que notre lourde machine change de cap*, disent-ils, *il lui faut de l'énergie, c'est-à-dire de l'argent. La réforme des finances locales proposée par les socialistes nous l'apportera. D'autant plus que le ministre chargé de la décentralisation n'est autre que notre maire.* »

MARC AMBROISE-RENDU.

PUBLICATION JUDICIAIRE

LAMY, SAINT-PIERRE, VERON
FAYSSE & RIBEYRE
Société Civile Professionnelle d'Avocats
40, rue Pdt-E.-Herriot, 69001 LYON

Affaire J.-J. BERTIN
« Allo Lyon... Ici Guignol » et
C. Crouton dit Roland ROLLAND

Par arrêt du 14 décembre 1978, la Première Chambre Civile de la Cour d'Appel de Lyon a

● *dit que le titre « Allo Lyon... Ici Guignol » constituait une contrefaçon de la marque « GUIGNOL » déposée par M. J.-J. BERTIN.*

● *condamné M. C. CROUTON dit Roland ROLLAND et la société « Allo Lyon... Ici Guignol » à payer à M. J.-J. BERTIN la somme de 1 F à titre de dommages-intérêts,*

● *ordonné la suppression sous astreinte de la dénomination contrefaisante, la destruction de tous objets portant ladite dénomination et la publication de son arrêt.*

Le pourvoi en cassation formé par la société « Allo Lyon... Ici Guignol » et par M. C. CROUTON dit Roland ROLLAND, a été rejeté par arrêt du 14 décembre 1980 de la Chambre Commerciale et Financière de la Cour de Cassation.

Pour extrait,
P. VERON,
Avocat à la Cour d'Appel de Lyon.

Jugement du Tribunal de Grande Instance de PARIS du 17 septembre 1980.

Le TRIBUNAL

» Dit qu'en imprimant le mot BIC en lettres minuscules et sans guillemets, tel un nom commun synonyme de crayon à bille dans le texte d'un roman de Bourniquel qu'elle a édité en 1977 sous le titre « TEMPO », la société LES EDITIONS JULLIARD a commis une faute envers la société BIC, en participant ainsi au processus de vulgarisation de la marque « BIC », numéro 809.098 de cette dernière société, qui réagit à juste titre contre un tel processus, qui aboutirait à faire perdre à cette marque son caractère distinctif pour désigner les produits de la société demanderesse :

» Condamne la société LES EDITIONS JULLIARD à payer à la société BIC la somme de UN FRANC (1) à titre de dommages-intérêts,

» Autorise la société BIC à publier l'intégralité du dispositif du présent jugement dans cinq journaux de son choix, mais à ses frais.

Pour copie conforme. Bernard POCHONT, avocat au Barreau de Paris.

Un point fort de la réforme

Les préfets dans leur longue histoire

Quels seront, à l'avenir, le rôle et les pouvoirs des préfets? On sait que le gouvernement veut mettre en chantier, rapidement, une réforme de décentralisation et de régionalisation au terme de laquelle les présidents du conseil général dans les départements et du conseil régional dans les régions deviendront les organes exécutifs de leurs assemblées, au lieu et place des préfets. Ces derniers, qui pourraient prendre le nom de commissaires de la République, ne seraient plus, si la réforme est adoptée, que les représentants de l'Etat et les coordinateurs des services ministériels dans les départements et les régions.

Pour l'un des corps les plus prestigieux de l'Etat, ce changement de statut représentera une véritable « révolution ».

Mme Jacqueline Morand-Deviller, professeur de droit public à l'université de Paris-XII, retrace dans l'article ci-dessous à la fois l'histoire du rôle et des prérogatives des préfets depuis leur création sous Napoléon par la loi du 28 pluviôse an VIII.

Création napoléonienne, les préfets succédaient aux intendants mis en place par Richelieu et Colbert. Leur rôle politique était prépondérant, et il le demeura aux cours des régimes suivants, qui leur confiaient le soin de faire élire les candidats du gouvernement. Ce rôle politique s'est affaibli à partir de la IIIe République, et, sous la pression du corps préfectoral lui-même, soucieux d'obtenir des garanties statutaires, la carrière se fonctionnarisa et les préfets obtinrent un statut, contenu désormais dans le décret du 29 juillet 1964. L'obligation de loyalisme et le fait qu'il s'agisse d'un emploi supérieur à la discrétion du gouvernement n'infirment pas ces considérations,

L'importance de leurs prérogatives administratives, par contre, n'a guère subi d'altérations depuis le début du dix-neuvième siècle,

En instituant les préfets par la loi du 28 pluviôse an VIII et en datant de ce jour le bonheur des Français, Napoléon en fit délibérément des « empereurs au petit pied », des « pachas », selon la boutade qu'il adressait à Castellane, en ajoutant, avec une certaine mauvaise foi, que ce dernier avait plus de pouvoir à Pau que lui à Paris. Seuls chargés de l'administration, ils voient leurs attributions embrasser *« tout ce qui tient à la fortune publique, à la prospérité nationale, au repos des administrés »*.

Vestige de la très récente période révolutionnaire, une assemblée, le conseil général, était maintenue, mais ses membres étaient nommés par le pouvoir central et son rôle essentiellement consultatif.

Peu à peu, cependant, les éléments embryonnaires de décentralisation vont se développer dans le cadre départemental. Apparaît la notion d'affaires locales, auxquelles sont affectées des ressources propres, et qui sont prises en charge par le conseil général, lequel perd corrélativement toute prérogative à l'égard des affaires de l'Etat.

Les principales étapes de cette évolution sont marquées par la loi du 22 juin 1833 instituant l'élection des conseillers généraux au suffrage restreint, transformé en suffrage universel par la loi du 3 juillet 1848. Parallèlement, la monarchie de Juillet (loi du 10 mai 1838) et le Second Empire, dans son deuxième souffle libéral (loi du 18 juillet 1866), accroissent les attributions du conseil général pour les affaires locales.

La IIIe République naissante donne au département sa véritable charte avec la loi du 10 août 1871, toujours en vigueur. Désormais, l'indépendance du conseil général est établie, et ce mouvement est renforcé par le décret du 5 novembre 1926, supprimant la tutelle du gouvernement sur les délibérations de cette assemblée. Les décisions du conseil deviennent exécutoires par elles-mêmes sans approbation préalable, et les exceptions à ce principe vont s'amenuisant.

Mais ces importantes réformes laissaient au préfet sa triade de pouvoirs solidaires : représentant du pouvoir central, chef des services de l'Etat, organe exécutif du conseil général, et le puissant accroissement des tâches de l'Etat dans le domaine économique et social accentua singulièrement ces prérogatives.

On constate ainsi paradoxalement à la fois l'irrésistible progression de la décentralisation et l'immuabilité de l'autorité préfectorale que rien ne parvient à ébranler : ni les périodes de crise ni la vigueur et l'opiniâtreté des critiques qui tenteront de mutiler l'institution en 1946, blessure vite cicatrisée puisque la réforme ne sera jamais appliquée.

Le 25 février 1848, les préfets sont supprimés et remplacés par des commissaires de la République auxquels Ledru-Rollin, alors ministre de l'intérieur, confie des pouvoirs illimités et la mission de défendre la Révolution et la République par « leurs actes, leurs paroles, leurs enseignements ». Cette situation ne dura que trois mois et l'on revint tout naturellement ensuite à l'ancien système.

Les préfets de Vichy étaient les agents tout-puissants du gouvernement, vaguement assistés par des conseils généraux dotés seulement de pouvoirs consultatifs. Pour la première fois, des préfets régionaux étaient mis en place, entourés d'un intendant de police et d'un intendant économique. Ces prémisses de régionalisme survécurent quelques temps à la libération, avec les commissaires régionaux de la République, supprimés par la loi du 26 *mars* 1946.

La seule modification profonde de l'institution préfectorale fut inscrite dans la Constitution de 1946.

Représentant ou délégué ?

La dénomination de « préfet » ne figure pas dans le texte constitutionnel, qui ne parle plus que de « délégués du gouvernement ». Ceux-ci se voient confier le soin de la « coordination des fonctionnaires de l'Etat, la représentation des intérêts nationaux et le contrôle administratif des collectivités locales » (art. 88). Certains esprits alarmistes augurèrent alors la suppression des préfets, ce qui n'avait jamais été dans les intentions des constituants. On observera que la qualification de « préfet » n'apparaît pas davantage dans l'article 72 de la Constitution de 1958, qui après quelques discussions sur le choix de la formule « représentant » ou « délégué » du gouvernement se détermina pour cette dernière.

Quant à la présentation indécise des pouvoirs des préfets, elle sous-entendait aussi bien l'affaiblissement de leur rôle en matière de direction des services extérieurs et de tutelle sur les communes que le maintient du *statu quo*. C'est cette dernière solution qui prévalut, en pratique, et la rédaction de l'article 88 se révéla, à l'usage, d'une telle neutralité qu'elle inspira directement l'article 72 de la Constitution de 1958.

La seule disposition véritablement originale et, somme toute, révolutionnaire de la Constitution de 1946, en matière de collectivités locales, figure à l'article 87, alinéa 2, qui prévoit que l'exécution des décisions des conseils généraux sera assurée par leur président. Une tentative d'imitation du modèle communal était faite, réforme déjà envisagée lors de l'élaboration de la loi de 1871 par certains députés et dont l'idée avait, depuis, été régulièrement avancée par les partisans d'une décentralisation maximaliste.

Mais cette disposition profondément novatrice n'eut d'autre valeur qu'une pétition de principe, les lois destinées à en définir les modalités d'application n'étant jamais intervenues.

La seule suite effective de l'esprit décentralisateur de 1946 fut la volonté frondeuse des services extérieurs d'affermir leur indépendance et leurs pouvoirs à l'encontre des préfets, ce qui n'avait rien à voir avec la décentralisation et témoignait seulement de la tentation de remplacer un type de déconcentration par un autre.

Les ministres donnèrent à leurs directeurs départementaux des instructions leur permettant de se dispenser de fournir des renseignements aux préfets et de les consulter avant de prendre leurs décisions. Des « délégués » des ministres furent désignés pour être leurs représentants directs dans le département à qui furent confiées toutes les affaires d'importance. Ainsi, par une circulaire du 29 avril 1949, le ministre des travaux publics désigne-t-il pour s'occuper des programmes de reconstruction des ingénieurs en chef et ne consent de délégation aux préfets que pour les programmes concernant les casinos, salons de thé, dancings, restaurants, cafés et bars. Le trésorier payeur général, personnage par tradition éminent, se voit confier, par une circulaire du 11 mai 1948, le pouvoir d'établir les priorités entre les différents travaux communaux et de décider ou non de leur financement. Il devient ainsi, selon certains, le « super-contrôleur » des collectivités locales.

L'Etat est livré à un cloisonnement vertical qui se subdivise en fiefs tenus par les grands corps, jaloux de leurs attributions : inspection des finances, mines, ponts et chaussées, génie rural, etc., et, au sommet, l'arbitrage se négocie entre inspecteurs généraux.

La IVe République ressentit très tôt la nécessité de réagir contre ce déviationnisme et de rendre aux préfets leur rôle traditionnel de coordination et de contrôle des services de l'Etat. Les mesures intervinrent progressivement : circulaire du 17 janvier 1947, décret du 19 juin 1950 pris à la suite du rejet d'un projet de loi présenté en mars 1948 et surtout décret du 28 septembre 1953, qui disposait, en termes sans équivoque, que les pouvoirs des ministres ne pouvaient être délégués directement qu'aux préfets. L'application de ces dispositions se heurta à l'hostilité quasi générale des services soutenus par leurs ministères et au manque de moyens des préfets pour obtenir les résultats escomptés.

La Ve République entreprit une réforme plus radicale avec les décrets du 14 mars 1964. Ils réaffirment cette prééminence du préfet, « seule autorité départementale bénéficiaire des délégations ministérielles », et le dotent des prérogatives nécessaires pour faire respecter cette suprématie. Une mesure parut particulièrement efficace pour assurer son information sur l'activité des services extérieurs, celle consistant à faire transiter l'ensemble de leur courrier par la préfecture, préoccupation qui avait déjà retenu l'attention de Léon Blum, lequel, se référant à Frédéric II, se plaisait à dire que la vérité d'une situation est fournie *« par le courrier qui arrive le matin et non par la signature qui descend le soir »*.

Naturellement le préfet pouvait redistribuer ses pouvoirs de décision au moyen de délégations de signature et, plus exceptionnellement, de délégations de pouvoir aux chefs de service et certains estiment que, cette pratique étant fort répandue, les services ont, en fait, retrouvé une grande part de leur ancienne autonomie.

La proposition de 1979

Le projet de loi sur le développement des collectivités locales, présenté comme un « grand dessein » par M. Valéry Giscard d'Estaing, traité de « réformes en trompe-l'œil, hélas ! » par le parti socialiste, de « tentative d'agression » par le parti communiste, et dont la discussion a progressé bien lentement depuis son premier examen par le Sénat à la session de printemps 1979, ce projet ne modifiait guère la situation des préfets. Il s'intéressait davantage à la situation des communes qu'au sort du département et de la région, et tentait, trop timidement selon ses adversaires, d'alléger les tutelles pesant sur elles et de leur donner une plus grande autonomie financière.

Le parti socialiste réagit à ce projet en présentant, en décembre 1979, une proposition de loi « portant décentralisation de l'Etat », comportant cent soixante treize articles et accompagnée d'une proposition de loi constitutionnelle, destinée à compléter les articles 21, 34, 37 et 72 de la Constitution. Des bouleversements en profondeur sont envisagés.

« L'institution préfectorale est supprimée » (exposé des motifs). Les préfets sont remplacés par des *« commissaires de la République »* au niveau de la région, et des *« commissaires du gouvernement »* au niveau du département, dont la seule responsabilité est la coordination des services et la réalisation des interventions de l'Etat au niveau local. Ils se voient retirer leur fonction d'exécutif des délibérations du conseil général, au profit, comme en 1946, du président et du bureau de cette assemblée. Ils perdent, par ailleurs, toujours d'après ce projet de loi, leurs pouvoirs de tutelle sur les collectivités locales, ce contrôle administratif étant remplacé par un contrôle de légalité exercé par les juridictions administratives sur recours des nouveaux commissaires.

Cela inspire une anecdote. Lors du choix des affectations, selon le rang de sortie, par la dernière promotion de l'ENA, il fallut attendre un classement plus médiocre que d'habitude pour que se manifestent des postulants à la carrière préfectorale (ce qui semble, hélas ! vrai) et, contrairement à l'usage, beaucoup plus nombreux auraient été les candidats aux tribunaux administratifs (cela est, hélas ! moins certain).

Le domaine des affaires locales s'étend, ainsi que les moyens pour faire face à ces nouvelles responsabilités : un accroissement de 50 % des ressources des collectivités locales en quatre ou cinq ans est prévu, que devrait permettre de larges transferts des ressources provenant de l'Etat et une réorganisation de la fiscalité locale. Il convient d'éviter que la remontée centralisatrice, qui ne se fera plus au profit de l'Etat, ne se fasse au profit de la région, devenue collectivité territoriale à part entière et généreusement dotée de pouvoirs nouveaux.

Ces projets, s'ils devaient aboutir, modifieraient radicalement la situation du corps préfectoral. Est-ce à dire que cela suffirait à mettre fin à « l'obsession préfectorale » dont parlait Henri Chardon, il y a plus d'un demi-siècle ? L'histoire de ce corps montre qu'il a résisté à toutes les critiques, toutes les réformes, tous les régimes, ce qui n'est pas une raison suffisante pour ne pas envisager de changement.

JACQUELINE MORAND-DEVILLER.

DANS LES CONSEILS

Trois présidents de l'ancienne majorité ont été battus

Les résultats des élections législatives vont avoir des conséquences importantes sur la composition — et dans certains cas l'équilibre politique — des conseils régionaux, puisque, en vertu de l'article 5 de la loi du 5 juillet 1972, *« le conseil régional est composé (notamment) des députés et des sénateurs élus dans la région... Le mandat des conseillers régionaux prend fin en même temps que le mandat au titre duquel ils ont été désignés ou lors de chaque renouvellement général ou partiel de l'assemblée qui les a élus... »* (1).

En conséquence, les députés qui siégeaient dans les conseils régionaux — et parfois les présidaient — et qui ont été battus lors des élections législatives, ne peuvent plus, à ce titre, être membres des conseils régionaux. Leur siège sera occupé par les nouveaux élus.

Du côté de l'ancienne majorité U.D.F. et R.P.R., plusieurs personnalités qui présidaient des conseils régionaux ont été battus le 21 juin. Il s'agit de MM. Michel Durafour (U.D.F.-Rad.), dans la Loire, qui présidait le conseil régional Rhône-Alpes ; Jacques Sourdille (R.P.R.), dans les Ardennes, qui présidait le conseil régional de Champagne-Ardenne ; Jean Delaneau (U.D.F.), dans l'Indre-et-Loire, qui présidait le conseil régional de la région Centre.

En revanche, toujours dans le camp de l'ancienne majorité, M. Raymond Marcellin, président U.D.F. du conseil régional de Bretagne, ancien *sénateur*, a été élu député du Morbihan le 14 juin. M. Jean-Paul de Rocca-Serra (R.P.R.), président du conseil régional de la Corse, a été réélu dans la Corse du Sud, le 14 juin, et M. Olivier Guichard (R.P.R.), président du conseil régional des Pays-de-la-Loire, a été réélu, lui aussi, au premier tour dans la Loire-Atlantique. Les quatre autres sénateurs, MM. Edgar Faure (U.D.F.-rad.), président du conseil régional de Franche-Comté, Michel Giraud (R.P.R.), président du conseil régional d'Ile-de-France, André Bettencourt (U.D.F.-P.R.), président du conseil régional de Haute-Normandie, et Marcel Rudloff (U.D.F.-C.D.S.), président du conseil régional d'Alsace, ne se présentaient pas à la députation, ni, non plus, MM. Fernand Chaussebourg (U.D.F.-C.D.S.), président du conseil régional de Poitou-Charentes, et Paul German (mouv. normand maj.), président du conseil régional de Basse-Normandie, et André Madoux (U.D.F.), président du conseil régional de Lorraine.

Du côté de la nouvelle majorité présidentielle, il faut noter la réélection au premier tour de ces législatives de MM. Pierre Mauroy (Nord-Pas-de-Calais), Alain Savary (Midi-Pyrénées), Maurice Pourchon (Auvergne) et, le 21 juin, de MM. André Labarrère (Aquitaine), Pierre Joxe (Bourgogne), André Chandernagor (Limousin), et Gaston Defferre (Provence-Alpes-Côte d'Azur), tous socialistes. M. Edgar Tailhades, sénateur (P.S.) du Gard, et président du conseil régional du Languedoc-Roussillon, ne se présentait pas aux élections législatives. M. Raymond Maillet (P.C.), qui présidait le conseil régional de Picardie — seul président communiste d'un conseil régional — et qui se représentait aux élections législatives dans l'Oise (troisième circonscription) avait été devancé au premier tour de scrutin par M. Braine (P.S.). Ce dernier a été élu le 21 juin, M. Maillet se désistant en sa faveur.

(1) Un autre régime juridique est en vigueur en Ile-de-France.

BIBLIOGRAPHIE

Une histoire du nationalisme breton

« Histoire du nationalisme breton » pourrait être le sous-titre du dernier ouvrage d'Olier Mordrel, ancien responsable du mouvement Breiz atao (Bretagne toujours). Toute l'argumentation de l'auteur repose en effet sur une affirmation : *« Les Bretons ont toujours su qu'ils étaient un peuple distinct fort d'une vocation et d'un destin particulier. Il en résultait logiquement un patriotisme... »* Mais après le rattachement de la région à la France au seizième siècle, puis la suppression de l'autonomie bretonne lors de la Révolution et enfin le grand réveil culturel romantique du siècle dernier, il fallut attendre la première guerre mondiale pour que naisse le « nationalisme » breton. Il fallait tout d'abord *« déboulonner l'idole de la mystique française »*. Il s'agissait pour les Breiz atao de montrer que celle-ci était une construction politique comme une autre et exprimait une culture *« qui depuis la revalorisation des cultures ethniques avait fait son temps »*.

Mais les choses ne furent pas si simples pour les jeunes de Breiz atao. Ils avaient vingt ans et n'avaient pour toute formation politique que la lecture d'articles de journaux trouvés çà et là. L'auteur retrace donc la laborieuse élaboration d'une doctrine « indépendantiste » puis « fédéraliste » d'un mouvement qui réunissait hommes de droite et hommes de gauche. La neutralité étant le seul moyen d'obtenir l'unité d'action et d'*« évoluer au vent de la conjoncture politique »*.

Il est dommage que M. Olier Mordrel ne donne pas plus de précisions sur l'histoire du début de la guerre et l'alliance de certains membres de Breiz atao avec les Allemands dans l'espoir d'obtenir un nouveau statut pour la Bretagne et qu'il apporte peu de détails sur « le fédéralisme européen » sur lequel il a parié en 1940. En outre, il n'explique pas très clairement comment l'« idée bretonne » vint à des Armoricains sans distinction de tendances politiques et quel est le contenu exact de cette idée.

Que reste-t-il aujourd'hui du nationalisme breton menacé, selon M. Mordrel, par la « confusion ethnique », le « melting-pot culturel », *« l'impossible indépendance des grands et petits pays »*, *« le confort de l'aisance financière »* ? L'auteur appelle de ses vœux une alliance des Bretons, vieux rêve de Breiz atao jamais réalisé.

Reste que l'histoire du « mythe » de la nation bretonne peut éclairer un moment de l'histoire de la région et qu'il existe aujourd'hui en Bretagne un peuple qui cherche à affirmer sa personnalité, même s'il est difficile de passer de ce sentiment breton à une « idée bretonne ». — M.-C. R.

★ L'idée bretonne, Olier Mordrel. Editions Albatros, 65 F environ.

L'EXEMPLE DU CENTRE

Ces femmes qui suivent la carrière

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, a annoncé, le 19 juin, qu'une femme serait prochainement nommée préfet (« le Monde » daté 21-22 juin). Actuellement, sept femmes sont sous-préfets en France, dont trois en poste dans la région Centre. Mme Hélène Blanc, à Issoudun (Indre), et Mme Marie-Françoise Guilland, à Châteaudun (Eure-et-Loir), sont sous-préfets d'arrondissement, la première depuis le 1er juillet 1980, la seconde depuis le 1er février 1979. Mme Chantalle Reimeringer, d'autre part, à Blois (Loir-et-Cher), est directeur de cabinet du préfet depuis le 14 juillet 1980.

De notre correspondante

Blois. — Ces femmes sont très dissemblables, tant par l'âge que par la formation et le caractère. A cinquante ans, Mme Blanc est la plus « ancienne » et a déjà beaucoup « bourlingué ».

Après une licence en droit et un passage dans l'enseignement, elle est devenue attachée de préfecture, puis administrateur civil et a occupé de nombreux postes tant à Paris qu'en province. Elle avoue être entrée dans l'administration *« un peu par hasard »*. Mme Marie-Françoise Guilland, elle, a vingt-neuf ans. Coquette, très féminine (elle y tient), elle est sortie de l'Ecole nationale d'administration en 1978 dans la promotion *Guernica*. C'est elle qui a choisi le ministère de l'intérieur comme affectation avec la ferme intention de faire carrière dans la préfectorale. Etant originaire de Bretagne, elle souhaitait retourner vivre hors de Paris et elle a donc fait coïncider sa vocation pour le service public avec son goût pour le terroir.

Quant Mme Chantalle Reimeringer, une femme petite et pétulante de trente-sept ans, elle a été fonctionnaire à l'éducation nationale et au Conseil d'Etat avant de décider d'entrer à l'Ecole nationale d'administration dont elle est sortie dans la même promotion que Mme Guilland. Elle a passé quatre ans au ministère de la défense, chargée de mission au centre de prospective et d'évaluation avant de venir en Loir-et-Cher pour faire, comme on dit, sa « mobilité ».

Femmes dans un milieu traditionnellement très masculin, elles sont unanimes pour déclarer qu'elles n'ont pas souffert à leur arrivée dans leurs fonctions de réactions de misogynie. Elles ont simplement ressenti une certaine curiosité de la part des autres fonctionnaires, des élus et de la population.

Mais, précise Mme Reimeringer, *« une fois le premier moment de curiosité passé, les gens s'habituent assez bien »*. Outre cette curiosité, Mme Blanc a vu également de l'inquiétude (aujourd'hui dissipée), mais il n'est pas rare, désormais, qu'un maire de l'une des cinquante et une communes de son arrondissement l'invite à dîner. Mme Guilland estime, pour sa part, que le fait de se trouver dans un arrondissement rural est un avantage : *« Ici, les femmes ont toujours participé,* dit-elle, *elles sont souvent les gestionnaires de l'exploitation agricole. »*

Mme Blanc précise : *« Pour un même poste, une femme doit être plus compétente pour être crédible ! Elle doit faire la preuve qu'elle peut assumer sa fonction. »* Toutefois, elles reconnaissent qu'il y a aussi des avantages à être une femme sous-préfet, même si Mme Blanc les refuse : *« Si on me trouve charmante, tant mieux, si je ne suis que charmante, c'est bien dommage. »*

Mais il ne faudrait pas croire que ces dames ont une prédilection pour les questions que l'on dit féminines : *« Je ne visite pas les crèches, ce n'est pas mon métier »*, dit Mme Guilland, qui préfère l'économie, l'aménagement du territoire, les plans d'occupation des sols, l'évolution urbaine.

Mme Blanc parle, quant à elle, de ramassage d'ordures ménagères, de lotissement, de réunions avec des dirigeants d'entreprises. Toutes sont d'accord : *« Nous ne sommes pas des assistantes sociales. »*

Les femmes sous-préfets ont enfin un immense privilège : elles peuvent user contre les hommes du prestige que leur confère l'uniforme. Mme Blanc espère même inaugurer bientôt un uniforme veste-pantalon, ce qui fait frémir d'indignation Mme Guilland : *« Je suis une femme, je demeure une femme, je ne cherche pas à singer les hommes, je me vois mal arriver dans une réunion de maires en pantalon ! »* Interrogées sur la perspective d'accéder un jour à la fonction de préfet — on dira maintenant commissaire de la République, — les trois femmes sous-préfets de la région Centre ne disent pas non.

« Cela ne me tente pas au point de le demander, répond Mme Blanc, *mais cela m'intéresse et j'en serai fière, car c'est dans l'évolution normale de ma carrière. Cela dit, je n'aurais nulle amertume si je ne suis pas préfet. »* Mme Reimeringer : *« Si on me le proposait il me serait difficile de dire non, mais cela exigerait une disponibilité encore plus grande. »* Mme Guilland : *« Il ne faut pas l'espérer pour ne pas être déçue. Il s'agit de lourdes responsabilités qu'il faut être apte à assumer ; qu'on nous laisse faire nos preuves. »*

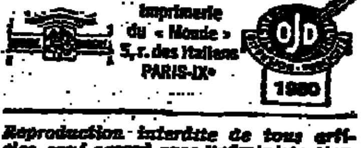
BÉATRICE HOUCHARD.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.
Claude Julien.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

OJD 1980

Commission paritaire n° 57 437.



Le Monde

société

EN ATTENDANT L'ADOPTION D'UN NOUVEAU STATUT

Les objecteurs de conscience réclament l'arrêt de toutes les poursuites

« L'heure est à la négociation » : les militants du mouvement C.P. 20, qui avaient multiplié, ces derniers mois, les actions spectaculaires pour obtenir du précédent gouvernement une réforme du statut de l'objection de conscience, ne veulent rien faire aujourd'hui qui puisse heurter le nouveau pouvoir.

Ils demandent l'arrêt de toutes les poursuites jusqu'à l'adoption d'une nouvelle loi. Cent quarante d'entre eux, à qui la commission juridictionnelle (C.J.) a refusé le bénéfice du statut actuel, sont actuellement en situation irrégulière. Deux cent cinquante autres, qui attendent la décision de la commission seront également concernés par cette négociation. Ils ont, en effet, tous déposé une demande stéréotypée, ce qui les expose à un refus de la commission.

Les militants du mouvement C.P. 20 ont été reçus par une secrétaire au ministère de la défense, où d'autres dossiers, à *l'évidence*, apparaissent plus urgents. Ils ont pourtant l'espoir de voir le gouvernement engagé par des textes antérieurs du parti socialiste. Le projet socialiste prévoit, en effet, la définition d'un *« véritable statut »* pour les objecteurs. Surtout une proposition de loi de Mme Edwige Avice, devenue après l'élection de M. Mitterrand ministre de la jeunesse et des sports, prévoit des réformes importantes du statut des objecteurs : un service civil égal en *durée au service militaire*, une modification de la composition de la commission juridictionnelle et l'élargissement des motifs donnant droit à ce statut. Aux yeux des socialistes, toutefois, l'objection de conscience doit rester un acte individuel, comme le rappelait, en décembre 1980, M. Pierre Bérégovoy l'actuel secrétaire général de l'Elysée (*le Monde* daté 7-8 décembre 1980). Or la démarche des militants C.P. 20 fut fondée sur une demande collective d'obtention du statut, mais les objecteurs ne font pas de cette question un préalable à une négociation.

Pour l'instant, rien n'est changé depuis le 10 *mai*, et la répression demeure. Ainsi, M. Jean-Pierre Pichereau, un objecteur qui n'avait pas obtenu son statut, était arrêté le 1er juin à Laval, puis incarcéré. Il n'a été relâché qu'après avoir été réformé. D'autre part, plusieurs objecteurs qui refusent d'accomplir leur service civil ont été condamnés, depuis deux mois, à des peines de prison ferme.

En tout état de cause, le maintien *d'un service civil laissera* entier le problème de l'insoumission des opposants les plus radicaux à l'armée puisqu'ils refusent même de demander le bénéfice du statut d'objecteur. Leur souhait aujourd'hui est, au-delà de la future amnistie, d'être dispensés de toute obligation militaire. En 1974, en effet, ils avaient été quelques-uns à être, malgré l'amnistie, ultérieurement incarcérés en raison de leur refus d'une nouvelle incorporation. Le projet ne prévoit plus de lier l'amnistie des peines qui ont été prononcées pour *« refus d'obéissance »* contrairement au texte de 1974. *Rien ne permet pourtant*, en l'état, de préjuger le sort qui leur sera réservé : l'exemple de Patrick Gervasoni incorporé de force à son retour d'exil, n'indique pas, pour l'instant, de modification du sort qui est réservé aux insoumis.

La plupart des insoumis sont pourtant décidés à sortir de la clandestinité où ils s'étaient réfugiés, parfois depuis sept ans, ne serait-ce que pour tester la volonté réelle de changement du nouveau pouvoir. Les insoumis espèrent aussi que l'âpreté du combat qu'ils mènent depuis des années *« en cavale »* témoignera aux yeux du nouveau pouvoir de la pureté de leur engagement.

Et pourtant : *« Tant qu'il y aura une armée*, déclarait récemment M. Frédéric Joyeux, responsable du journal de l'insoumission *Avis de recherche, il y aura des insoumis qui seront réprimés. »*

NICOLAS BEAU.

Le parcours de l'insoumis

« Ajuster, clarifier, définir, expliquer ! Baste ! L'insoumission ne se définit pas ! Elle se vit. » Pierre Martial, vingt-sept ans, qui vit dans la clandestinité depuis sept ans, répète : *« Ça se vit avant tout. »* Mais encore ? *« L'insoumission*, explique-t-il, *c'est un éclair, une étoile, un sourire dans la grisaille, un départ sans retour, un instant volé à la mort lente. »* C'est *« tout simplement une tentative de vivre »*.

De vivre d'abord, à seize ans, sans famille, sans école, sans autorité : Pierre Martial fonde à Lyon, en 1970, avec quelques autres, un réseau de fugueurs, « Réinventons la vie ». Une vie, naturellement, sans uniforme. Ils ne se rendent pas à leurs « trois jours ». Simplement par allergie à tous les ordres d'où qu'ils viennent : *« Nous faisions alors de l'antimilitarisme sans le savoir. Nous ne nous sommes renseignés qu'après. »*

Ils apprendront l'utilité des comités de soutien, animeront les manifestations lyonnaises contre la loi Debré sur les sursis, ils brûleront un mannequin militaire, s'enchaîneront sur les toits. Les groupes d'insoumis totaux (GIT) sont nés. Très vite, les procès se multipliant, les amendes pleuvant, les insoumis craignent de devenir d'*« éternels réprimés »*. Ils ne veulent pas être de ces martyrs de la cause antimilitariste qui attendent que la répression — deux années de prison — s'abatte sur eux. A la fin de 1973, un seau de peinture noire est jeté sur un gradé par six jeunes inconnus. Les GIT, *sans la revendiquer, soutiennent* cette action. Pierre Martial, connu de la police lyonnaise, est activement recherché : il devient clandestin.

« C'est dur, la clandestinité », explique-t-il : dur d'arriver à Paris sans relations ni ressources, d'errer de meublé en chambre de bonne, de quêter de maigres emplois auprès de petites sociétés d'intérim, dont les patrons sont peu regardants sur les papiers de leurs employés. Il y a aussi ces sueurs froides quand on croise un policier, ces multiples identités qui font douter de la sienne, ces rencontres avortées lorsque, sans passé et sans avenir, on apparaît *« fade et transparent »* aux yeux des personnes que l'on croise. *« On n'est pas bien intéressant*, dit Pierre Martial, *quand on ne peut cracher ses tripes. »*

Honneurs

Les insoumis, en cavale, tentent vers 1977 de s'organiser : fumigènes et tracts sont lancés sur quelques lieux symboliques, cercles militaires ou directions de la gendarmerie. Des pétitions sur la *« légitimité de l'insoumission totale »* sont signées par quelques dizaines d'intellectuels. Rien n'y fait : la presse fait peu écho à leur combat — d'où la naissance difficile du journal de l'insoumission *Avis de recherche*. *« Ce journal*, explique Pierre Martial, *était la preuve que, même traqués et poursuivis, nous pouvions durer. »* Même la répression contre le journal, démesurée mais sytématique, est un écho à leur lutte. Des réseaux s'organisent, des chantiers sont créés, des adresses de chambres sont données, des conseils échangés sur le danger qu'il y a à se rendre aux enterrements des proches ou sur le risque que *représente le métro. L'isolement* est rompu : la « parano » du clandestin, prompt à interpréter le regard d'une logeuse ou à éviter la question d'un voisin de café est brisée.

Aujourd'hui, Pierre Martial veut sortir de la clandestinité. *« Après un engagement si dur*, dit-il, *on ne peut pas nous demander de nous soumettre. »* En clair, d'accomplir un service militaire. Pierre Martial demande l'amnistie *« avec les honneurs »* — ceux que toute armée consent à un adversaire qui, en l'occurrence, s'est battu pendant sept ans dans des conditions éprouvantes.

N. B.

Une lettre de Me Croissant

Me Klaus Croissant nous écrit :

Dans sa lettre publiée dans *le Monde* du 6 juin, M. Bernard Volker, journaliste à TF 1, croit pouvoir souligner, à mon égard, qu'*« il ne fait aucun doute que ses clients n'ont pas été assassinés »*. A titre de preuve, il s'appuie sur le rapport gouvernemental sur l'affaire Schleyer.

Si les prisonniers avaient vraiment *« dit aux autorités »* qu'ils allaient se suicider, comme paraît le croire M. Volker, comment alors le massacre de Stammheim n'a-t-il *pas été empêché ? Comment* expliquer que les installations de télévision, destinées à la surveillance des couloirs devant les cellules, soient tombées en panne, comme par hasard, cette nuit-là à Stammheim ? N'est-il pas incontesté que des agents des polices spéciales ont pu pénétrer les années précédentes, au quartier de haute sécurité à Stammheim, pour y installer et faire fonctionner des micros d'écoutes ? La mort d'Andreas Baader, de Gudrun Ensslin et de Jan Carl Raspe n'a-t-elle pas été tout de suite qualifiée par le gouvernement, avant même l'autopsie, de *« suicide collectif déguisé en assassinat exprimant le dernier moyen de combat »* ? L'instruction de la police judiciaire n'était-elle pas guidée sous le seul aspect du mot d'ordre gouvernemental ?

Dans un article publié dans *le Point* du 24 octobre 1977, un journaliste ouest-allemand, M. Peter Scholl-Latour, exigeait que tous les gens mettant en cause la version officielle du suicide devaient être poursuivis à titre de propagande pour une association terroriste. Il paraît que ce projet de tabouisation est encore aujourd'hui approuvé par M. Volker, me faisant le procès de l'apologie de terrorisme : pour non-conformisme.

JUSTICE

M. Mitterrand pourrait gracier certains condamnés qui ne bénéficieront pas de l'amnistie

Le bureau de la Ligue des droits de l'homme et son président, Me Henri Noguères, ont été reçus, le lundi 22 juin, à l'Elysée par M. Mitterrand. L'entretien, qui a duré *une heure, est l'un de ceux* que le chef de l'Etat a décidé d'accorder, selon Me Noguères, aux organisations qui se réclament de la majorité présidentielle.

Selon le président de la Ligue des droits de l'homme, M. Mitterrand a répété que la loi d'amnistie serait *« très large »*. Ses interlocuteurs ont insisté auprès du chef de l'Etat pour que cette loi porte sur les faits et non sur les peines. Actuellement, il est *prévu de n'amnistier* que les condamnés à moins de huit ans d'emprisonnement. La fixation d'un tel plafond risque d'exclure du champ de l'amnistie certains autonomistes. Selon Me Noguères, M. Mitterrand a déclaré que les cas limites pourraient « éventuellement » être réglés par la grâce présidentielle.

Protestations de plusieurs organisations bretonnes

Dans un message adressé au gouvernement, plusieurs organisations bretonnes se sont étonnées le même jour que le *projet* de loi d'amnistie ne s'applique qu'aux condamnés à moins de huit ans d'emprisonnement. Ces organisations sont les suivantes : U.D.B. (Union démocratique bretonne, *parti autonomiste et socialiste*), Skol an Emsao, le CELIB (Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons), le M.R.G.-Bretagne, ... [illegible] breton, la Ligue communiste révolutionnaire, le parti communiste marxiste-léniniste, l'Association des familles des prisonniers, le P.S.U.-Bretagne, le Conseil culturel de Bretagne, Kuzul ar Brezhoneg, Alternative 81 (association d'environnement), Ligue des droits de l'homme, C.F.D.T. et parti Bretagne-Europe. Cette prise de position *intervient après l'inquiétude manifestée récemment par les KAD* (Kuzuliou an Distaoliade), comités pour l'amnistie, qui regroupent des anciens prisonniers et leurs sympathisants (*le Monde* du 20 juin).

Le communiqué rédigé par les organisations mentionnées ci-dessus fait état de leur étonnement devant le refus du gouvernement de prendre en compte les condamnations prononcées par la Cour de sûreté de *l'Etat, juridiction dont le président de* la République a annoncé pourtant la suppression. Ces organisations demandent au *« gouvernement de la gauche de mettre en accord sans tarder sa politique et ses engagements »*.

ÉDUCATION

MISE EN PLACE PAR Mme SAUNIER-SEITÉ

La procédure de recrutement et de promotion des professeurs d'université est dénoncée par une centaine d'enseignants

Alors que le ministère de l'éducation nationale reprend peu à peu l'ensemble des prérogatives de l'ancien ministre des universités, des enseignants s'inquiètent du fait que les sections du Conseil supérieur des corps universitaires (C.S.C.U.) continuent leurs activités et doivent siéger jusqu'au mois de juillet. Les concours *créés par les décrets du 15 août 1979*, signés par Mme Alice Saunier-Seïté et organisant le recrutement ou la promotion d'enseignants — selon une procédure jugée souvent « malthusienne et pernicieuse », — sont critiqués par les syndicats (« le Monde » du 10 avril). Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup) et le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.), dans une déclaration commune, ont demandé au nouveau gouvernement « de prendre rapidement les mesures nécessaires pour abroger sans délai ces décrets ». Ces syndicats appellent leurs sections *« à intervenir massivement auprès des* commissions de spécialistes pour qu'elles proposent de pourvoir l'ensemble des postes ». Ils invitent aussi les enseignants « à participer aux interventions auprès des sections élitistes et répressives du C.S.C.U. », car, rappellent-ils, « dans l'Université les forces conservatrices et technocratiques restent en place ».

Le changement politique intervenu le 10 mai n'empêche pas les amis politiques de Mme Saunier-Seïté — dont beaucoup figurent parmi les *membres nommés dans les sections* — de poursuivre leurs œuvres. Pour eux, il s'agit, bien souvent, d'éliminer des « enseignants mal pensants » plutôt que d'examiner les travaux de recherche ou les publications d'un candidat. Dès le mois d'avril, des universitaires avaient rédigé un texte pour « dire qu'ils [étaient] scandalisés devant la procédure suivie ». Une centaine d'enseignants de Paris et de province ont signé ce texte, malgré l'atmosphère de méfiance et de crainte qui règne encore dans l'Université, un mois après le départ de Mme Saunier-Seïté.

Nous publions de larges extraits de ce texte, ainsi qu'une lettre d'un enseignant de l'université de Paris-III qui rend hommage à ses collègues du C.S.C.U.

« Un style inquisitorial »

Dans la douzième section du C.S.C.U. (langue et littérature françaises), des recherches menées depuis plusieurs années sont jugées sur : un exposé oral du candidat, suivi d'une interrogation, le tout n'excédant pas vingt minutes ; puis, en l'absence du candidat : la lecture expéditive de deux rapports sur son dossier et une délibération de quelques minutes suivie d'une décision sans recours et sans explication.

Cette procédure, au rythme précipité et d'un style inquisitorial, fait voter dans une quasi-ignorance la plus grande partie du jury. Elle retire au candidat toute possibilité de réponse ou même de simple défense.

Un nombre important des enseignants qui incarnent la volonté d'ouvrir l'Université à des méthodes ou des domaines nouveaux — ou à des recherches interdisciplinaires — se voient refuser titularisation ou promotion. Tantôt avec désinvolture et comme par mégarde, tantôt sous l'effet de menées délibérées, sont brisées des carrières d'enseignants-chercheurs, et, au-delà, des équipes pédagogiques et des départements universitaires sont frappés d'interdit.

Les méfaits d'un tel système sautent aux yeux : vassalité, clientélisme, ostracisme à l'égard de certains directeurs de recherche. On aboutit trop souvent, à l'insu parfois d'une partie du conseil, à des règlements de comptes qui mêlent rancœurs idéologiques, inimitiés personnelles, réflexes de défense à l'égard des idées nouvelles, hostilité déclarée à l'égard de certaines universités et de certains jurys de thèse.

Il est exorbitant — et incompréhensible pour nos collègues des universités étrangères — qu'un organisme national, loin de jouer un rôle de vérification et de concertation, en arrive à mettre en cause l'autonomie des universités dans le choix de leurs enseignants et des disciplines qu'elles entendent développer, en allant jusqu'à contredire les classements établis par les commissions de spécialistes qui, elles, jugent en tenant compte non seulement des qualités scientifi*ques des candidats, mais* aussi de leurs qualités pédagogiques et humaines.

Il est absurde que soient laissés non pourvus plusieurs postes de professeurs et de maîtres-assistants, et particulièrement des postes qui avaient été obtenus du ministère pour titulariser des assistants. Il est scandaleux enfin que des candidats inscrits sur les listes d'aptitude aux fonctions de maître-assistant par des jurys de composition presque identique, *n'obtiennent pas leur titularisation*, et perdent même quelquefois la possibilité d'enseigner.

L'Université ne peut vivre sans liberté de penser, de chercher, d'innover. Derrière ces éliminations individuelles, elle est atteinte dans sa vocation et son avenir même (...).

NI « COPINAGE » NI « CLIENTÉLISME »

M. Paul-Gabriel Boucé, professeur à la Sorbonne nouvelle (Paris-III) nous écrit :

Dans *le Monde* du samedi 13 juin 1981, vous attaquez avec votre violence coutumière le système des concours pour professeurs et pour maîtres-assistants, *« ces concours où, grâce à Mme Saunier-Séïté, le « clientélisme » le dispute au copinage »*. Il me semble que vous êtes non seulement injuste, mais particulièrement mal informé, ce qui est grave dans un journal qui prétend maintenir le mythe juteux d'une pseudo-impartialité.

A deux reprises j'ai été membre élu (et non-syndiqué) de l'ex-C.C.U., 53e section (anglais), et je puis affirmer sans *aucun* risque d'être contredit par mes collègues de « droite » ou de « gauche » — puisque vous vous cramponnez à ce manichéisme débile et dépassé, — que ni les clientélisme ni le copinage n'ont jamais eu cours dans notre section, pas plus, à ma connaissance, que dans l'ensemble du groupe V (langues vivantes).

En revanche, j'y ai vu des collègues accablés par des dossiers aussi nombreux que volumineux, et qui de toutes leurs forces et de toute leur compétence s'efforçaient de juger ces dossiers et ces travaux en pleine et sereine impartialité. Il ne s'agit pas pour moi de défendre un système d'une effroyable lourdeur, mais je tiens à rendre publiquement hommage au courage et au dévouement des collègues de l'ex-C.C.U., et du C.S.C.U. actuel qui ont assumé leur mission harassante — en particulier cette année — sans jamais sombrer dans le *« copinage »* ou dans le *« clientélisme »*. Que *le Monde* s'acharne à noircir et à vilipender systématiquement les travaux du C.S.C.U. relève d'une option politique d'où ni le « copinage » ni le « clientélisme » *ne* me semblent exclus...

A Nantes

LES ÉPREUVES DU BACCALAURÉAT NE SERONT PAS ANNULÉES

Le rectorat de l'académie de Nantes a annoncé, lundi 22 juin, que les épreuves d'histoire et de géographie du baccalauréat organisées dans l'académie sont « valides » et ne seront donc pas annulées. Des rumeurs de « fuites » avaient couru au lycée Guist'hau de Nantes (« le Monde » du 23 juin). Le rectorat a précisé que le seul témoignage écrit reçu par le recteur « ne permet pas d'ouvrir une enquête à partir de preuves tangibles ».

En revanche, les candidats aux *épreuves de philosophie des séries C* et D de l'académie de Besançon ont dû travailler sur des sujets de remplacement, lundi 22 juin, un quart d'heure après le début de l'examen, à la suite d'informations du rectorat de Lyon faisant état de « fortes présomption de fraude ». Les sujets de philosophie, dans l'académie de Lyon, étaient à l'origine les mêmes que dans l'académie de Besançon.

Faits et jugements

● *Une trentaine de stèles du cimetière israélite* de Delme (Moselle) ont été renversées, le samedi 20 juin. Aucune inscription n'a été tracée sur les tombes dégradées. Les gendarmes estiment qu'il s'agit d'un acte de simple vandalisme.

● *Chantal Goya gagne son son procès contre « Charlie-Hebdo »*. — 15 000 F de dommages-intérêts ont été alloués récemment à Chantal Goya, par la première chambre civile du tribunal de Paris. Me Gilles Dreyfus a expliqué que la chanteuse s'estimait victime d'une atteinte intolérable à sa personnalité en raison d'une caricature la représentant dans une posture obscène publiée le 10 décembre 1980 par *Charlie-Hebdo*. Défenseur de l'hebdomadaire, Me Claude Barbillon avait invoqué le droit pour un journal satirique de critiquer librement des chansons qu'il juge d'un niveau affligeant.

● *Pour des injures et diffamations envers l'armée*, contenues dans le journal *la Gueule ouverte*, du 3 octobre 1979, la dix-septième chambre correctionnelle de Paris a infligé, le 19 juin, 2 000 F d'amende au responsable de la publication, M. Bruno Civel. L'auteur de l'article, M. Thierry Colombier, alias Mandrin, qui ne *s'est pas présenté devant* les juges, a été condamné par défaut à deux mois d'emprisonnement pour complicité.

● *Le barreau de Paris à l'Elysée*. — M. Mitterrand a reçu mardi 23 juin une délégation du conseil de l'ordre du barreau de Paris. A sa sortie, le bâtonnier en exercice, Me Jean Couturon, a indiqué que les principales questions qui se posent à la profession d'avocat avaient été abordées au cours de l'entretien, ajoutant que le chef de l'Etat avait donné à ses interlocuteurs *« des assurances très précises suivant lesquelles l'étude de ces points serait poursuivie dans la concertation »*.

Une tradition, qui remonte à Poincaré, veut qu'un président de la République, lorsqu'il est inscrit au barreau de Paris, reçoive, après son élection, ses confrères du conseil de l'ordre (*le Monde* du 20 mai). M. Mitterrand a prêté serment le 19 mai 1954 après avoir occupé plusieurs postes ministériels.

● *Un gala contre les « interdictions professionnelles »*. — Colette Magny et Gilles Servat chanteront, ce mardi 23 juin, à 21 heures, à la Mutualité, à Paris, au *« gala de soutien aux interdits professionnels »* organisé par le Comité contre les interdictions professionnelles. Les bénéfices (droit d'entrée : 30 F) seront reversés aux personnes qui ont été sanctionnées dans leur métier en raison de leurs engagements ou de leur « non-conformisme », notamment MM. Jacques Bidalou, Jean-Pierre Bochereau, Mme Louisette Demange, MM. Edouard Guibert, Jean-Luc Lelong, Jean-Louis Mallot, Mme Colette Meynard et M. Jacques Papinski.

SCIENCES

Pionnier des greffes de cornée

LE PROFESSEUR LOUIS PAUFIQUE EST MORT

Le professeur Louis Paufique, qui fut l'un des premiers à pratiquer des greffes de la cornée, est mort à Lyon, le 22 juin, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

[Né le 22 juin 1899 à Lyon, Louis Paufique avait étudié la médecine dans cette même ville, où il devait faire toute sa carrière. Ophtalmologiste des hôpitaux (1942), agrégé d'ophtalmologie (1948), puis professeur de clinique ophtalmologique à la *faculté* de médecine de Lyon de 1956 à 1969, Louis Paufique a formé un grand nombre d'élèves qui devaient constituer l'école lyonnaise d'ophtalmologie. Louis Paufique, par ses activités personnelles et le rayonnement de son école, est à l'origine de progrès décisifs de sa discipline, notamment par ses travaux sur les implantations de cristallins artificiels, les interventions réparatrices des décollements de rétine et les greffes de cornée.

En 1969, Louis Paufique était devenu président du conseil d'administration des hospices civils de Lyon et membre de l'académie de médecine.]

ÉDUCATION

Les latinistes sont plus nombreux en quatrième qu'en terminale

La proportion de collégiens qui étudient le latin et le grec continue d'augmenter. Les dernières stastistiques publiées par le ministère de l'éducation nationale font apparaître, en effet, que le pourcentage d'élèves de quatrième et troisième étudiant le latin est passé de 20,6 % en 1974-1975 à 24,4 % cette année (24,1 % l'an dernier) dans l'enseignement public. Pour le grec, le pourcentage est passé de 0,9 % en 1974-1975 à 1,6 % cette année (1,5 % l'an dernier). Dans l'enseignement privé, on observe une évolution assez semblable : la proportion de collégiens latinistes, qui était de 24,5 % en 1974-1975, atteint cette année 26,2 %. Les hellénistes, pour la même période, passent de 1,2 % à 1,6 % — comme dans le secteur public.

L'augmentation du nombre de candidats à l'option latin ou grec en quatrième ne doit cependant pas faire illusion. Au fil des années, beaucoup de ces latinistes ou hellénistes débutants « décrochent », de sorte que leur proportion dans les lycées a au contraire tendance à diminuer. Ainsi, cette année, les élèves latinistes (tous établissements confondus en France métropolitaine) étaient 159 152 en classe de quatrième (25,8 %), 144 853 en troisième (23,7 %), mais ils ne sont plus que 33 346 en seconde (10,2 %), 20 354 en première (9,5 %) et 15 892 en terminale (6,9 %). L'hémorragie est beaucoup moins forte en grec : 10 775 en quatrième (1,7 %), 9 117 en troisième (1,5 %), 7 913 en seconde (1,5 %), 3 209 en première (1,5 %) et 2 842 en terminale (1,1 %).

Tout se passe comme si les élèves — ou leurs parents — choisissaient le latin en quatrième afin d'obtenir une « bonne classe » au collège — comme d'autres choisissent l'allemand en sixième. Au lycée, où l'on n'a plus en vue que le baccalauréat, le « goût » pour les études latines disparaît brutalement car il n'est pas « payant ». Seul le grec échappe à ce phénomène car son image dans le public est différente : il reste réservé aux « amateurs », qui sont rares. — R. C.

L'alliance française de Paris a reçu moins d'étudiants en 1980

L'Alliance française de Paris a enregistré, pour la première fois, une diminution du nombre de ses étudiants en 1980. De 32 000 à la rentrée 1979, leur nombre est tombé à 30 166 lors de la dernière rentrée. Pour le secrétaire général de l'Alliance française, M. Philippe Greffet, qui a fait le point, lors de l'assemblée générale de l'association, le 11 juin dernier, c'est là une conséquence de *« la politique malthusienne »* menée à l'encontre des étudiants étrangers par le précédent gouvernement. La nouvelle procédure de préinscription instaurée par le « décret Imbert », aurait été, selon M. Greffet, *« une atteinte directe portée à notre action »*

En revanche, le nombre total d'étudiants des Alliances françaises dans le monde continue de progresser. De 240 000 en 1979, leur effectif a atteint plus de 260 000 en 1980. La plus importante Alliance reste celle de Mexico avec 19 000 étudiants, suivie par celle de Buenos-Aires (13 000).

L'Alliance française de Paris, dont le budget, en 1950, était financé par fonds publics à 43 %, ne reçoit plus, aujourd'hui, que 3,77 % de son budget en aide publique (Etat et Ville de Paris) et 0,83 % en aide privée. Si la tendance à la baisse est considérée comme normale par certains, M. Greffet estime, cependant, qu'il est « anormal » de faire payer la quasi-totalité des frais par des étrangers appelés à porter chez eux le message de la France.

SPORTS

TENNIS

A WIMBLEDON

Herbe glissante : Noah, Lendl, Pecci tombent

De notre correspondant

Londres. — Trois têtes de série éliminées au premier tour, une nouvelle « explosion » de John McEnroe, à deux doigts de la disqualification, la victoire à l'arraché de leur champion John Lloyd : les Britanniques ont été gâtés, lundi 22 juin, pour la première journée du tournoi de Wimbledon, favorisée par un soleil d'été qui tourne la tête à ceux qui en sont privés depuis trop longtemps. Aussi de très nombreux spectateurs circulaient le torse nu le long des courts, apportant une note débraillée insolite dans ce temple de l'*establishment*...

Le jeune New-Yorkais Eric Fromm (cent vingt-quatrième au classement A.T.P.), qui jouait son premier match à Wimbledon, avec une raquette à grand tamis empruntée à son partenaire de double, n'eut aucun mal à se débarrasser (6-4, 6-4, 6-3) d'un Yannick Noah dans un de ses mauvais jours. Fromm, appliqué mais rapide, dût surtout son succès aux erreurs du champion français ratant des balles faciles, multipliant les interventions malheureuses au filet. Autre victime de marque du gazon glissant : le grand Paraguayen Victor Pecci, après un premier set perdu en tie-break, s'effondra littéralement dans les deux autres (6-7 ; 0-6, 0-6), ne réussissant que 15 points dans les douze derniers jeux contre l'Américain Bill Scalon, qui a l'occasion de rivaliser avec les meilleurs. Il est un des cinq joueurs qui ont battu Borg depuis Wimbledon de l'an dernier... Dernière grande surprise de la journée : la défaite du Tchèque Ivan Lendl, récent finaliste de Roland-Garros, qui a été battu au cinquième set par un Australien inconnu de vingt-deux ans, Charles Fancutt, cent quatre-vingt-quatorzième au classement A.T.P. Celui-ci avait soigneusement préparé son match, étudiant même à la vidéo la technique de Rosewall, l'Australien finaliste en 1954, 1956, 1970 et 1974.

Les défaites de Lendl, Pecci et Noah auraient une seule explication : l'insuffisance de leur entraînement sur gazon. Ce sont en effet leurs performances sur terre battue qui ont assuré leur classement comme têtes de série alors que, jusqu'à présent, ils n'avaient pas particulièrement brillé sur gazon.

Après la défaite de Noah et l'élimination de Pascal Portes, battu sur le poteau par un autre Australien, Pascoe (5-7, 7-6, 6-2, 7-6), la participation française est singulièrement réduite : Christophe Roger-Vasselin, vainqueur facile de l'Espagnol Lopez-Maeso (6-4, 6-4, 7-5), semble avoir peu de chances contre l'Américain John Sadri ; Thierry Tulasne, mené deux sets à un (4-6, 6-2, 6-3) par l'Australien Frawley, lorsque le match fut interrompu en raison de l'obscurité) était en difficulté ; et les chances de Gilles Moretton contre le Chilien José Filliol paraissent minces.

Reste que le grand événement de la journée fut le scandale créé par McEnroe, brisant sa raquette, contestant les décisions des juges de ligne et, finalement, traitant l'arbitre d' *« incompetent fool »* (imbécile incompétent). Il convoqua le juge arbitre et lui adressa à son tour une insulte, que le juge refusa de révéler à la presse. Ce n'était pas très grave, précisa-t-il. Fermement décidés à sévir, les officiels affirment que McEnroe a risqué très sérieusement la disqualification. Plus tard, le joueur américain s'excusa de manière inarticulée à la télévision : *« Je n'arrive pas à me contrôler »*, expliqua-t-il. En tout cas, il attire toujours la foule, non pas par son jeu, toujours brillant, mais par ses violences verbales, succédant ainsi à Connors ou à Nastase, éliminé lui aussi au premier tour, non sans avoir longuement injurié, après le match, le juge et ses adjoints.

HENRI PIERRE.

VOILE

Huit nouveaux bateaux sont arrivés à Newport

Après les trois premiers, arrivés les samedi 20 et dimanche 21 juin, huit nouveaux concurrents de la Transat en double britannique ont rallié Newport lundi 22 ; parmi eux, quatre monocoques. Leur performance est d'autant plus remarquable qu'ils n'ont pas bénéficié de vents favorables à leur allure. Le premier de cette catégorie a été l'équipage franco-italien Bacillieri-Velin, dont le bateau de plus de 20 mètres, conçu pour la prochaine course autour du monde avec huit hommes pour la manœuvre, précéda l'équipage mixte Florence Arthaud-François Boucher. La « petite fiancée de l'Atlantique » disposait pour cette course du bateau qui termina second de la Route du Rhum avec Michel Malinowski, classé cette fois onzième en association avec Jacques Charpentier.

Soixante-neuf équipages restaient en course. Les Canadiens Birch et Greene, qui ont été longtemps en seconde position, connaissaient de sérieuses difficultés, un flotteur de leur trimaran ayant été sérieusement endommagé.

Les arrivées du 22 juin

4. R. Knox-Johnson et B. King-Harman (G.-B.), catamaran *Sea-Falcon*, lundi à 6 h. 38 G.M.T. ; 5. B. Bacillieri et M. Vallin (Fr.-It.), monocoque *Faram-Serenissima*, lundi à 12 h. 25 G.M.T.; 6. F. Arthaud et F. Boucher (Fr.), monocoque *Monsieur-Meuble*, lundi à 14 h. 57 G.M.T. ; 7. P. Martinoli et E. Sala (It.), trimaran *Starpoint*, lundi à 15 h. 58 G.M.T. ; 8. E. Riguidel et J.-F. Coste (Fr.), trimaran *Lesieur-Tournesol*, lundi à 16 h. 22 G.M.T. ; 9. A. Gabbay et A. Béranger (Fr.), monocoque *Charles-Heidsieck*, lundi à 16 h. 59 G.M.T. ; 10. D. Gilard et L. Péan (Fr.), trimaran *Brittany-Ferries-FR.*, lundi à une heure non précisée; 11. M. Malinovski et J. Charpentier (Fr.), monocoque *Kritter VIII*, lundi à une heure non précisée.

CARNET

Naissances

— Mme Jacques FLOTARD,
M. et Mme Jean TAITTINGER,
M. et Mme Pierre-Emmanuel TAITTINGER,
ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille

Clémence.

Reims, le 18 juin 1981.
2, rue d'Avenay.

Mariages

— Etienne SEGRETAIN
et
Martine BIDON-GAILLARD
font part de leur mariage, qui aura lieu le 24 juin 1981, à la mairie du septième arrondissement.
36, boulevard de Latour-Maubourg, 75007 Paris.

— M. Gaston MEYER,
M. et Mme Pierre MEYER,
Mme Jean Mac KAY,
sont heureux d'annoncer le mariage de

Cécile et Colin.

Neuilly, le 3 juillet 1981.

Décès

LE PÈRE BOUILLARD

Le Père provincial de la Compagnie de Jésus,
Les Pères de sa communauté,
La famille,
font part du décès du

Père Henri BOUILLARD, s.j.,
professeur
à l'Institut catholique de Paris,

survenu le 22 juin 1981, dans sa soixante-quatorzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 26 juin, à 10 h. 30, en l'église Saint-Ignace (33, rue de Sèvres, Paris-6e).

Cet avis tient lieu de faire-part.
47, rue de Grenelle,
75007 Paris.

[Né le 13 mars 1908 à Charlieu (Loire), le Père Henri Bouillard est entré dans la Compagnie de Jésus en 1932. Il s'est orienté dès le début vers la philosophie et enseignait au scolasticat de Fourvière. Vers 1950, il fut victime avec quatre de ses collègues — dont le prestigieux Henri de Lubac — de la méfiance du pape Pie XII à l'égard des tendances de la théologie et de la philosophie en vigueur dans l'Eglise catholique en France.

Pour une petite phrase — entre autres — de sa thèse à la Grégorienne sur la vérité de l'actualité, le Père Bouillard dut quitter son enseignement à Lyon.

A Paris, le jésuite passe une thèse d'Etat (trois volumes) qui fit autorité sur Karl Barth ; il en appréciait la revalorisation de la transcendance tout en faisant des réserves sur la minimisation de la part de l'homme.

Le Père Bouillard, qui a écrit divers ouvrages, était essentiellement un homme d'étude, aux méthodes rigoureuses. Il aimait la fréquentation des philosophes notamment Maurice Blondel, Eric Weil.]

— On nous prie d'annoncer le décès de

Me Firmin COCQUEREL,

survenu le 9 juin 1981.

Selon la volonté expresse du défunt, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité, le 16 juin 1981.

— M. et Mme Jacques Devinat et leurs enfants,
M. et Mme Raymond Clappier et leurs enfants,
M. et Mme Philippe Devinat et leurs enfants,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Mme Jacques Gobilliard,
sa sœur,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul DEVINAT,
née Renée Mac Leod,

survenu le 21 juin 1981, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 25 juin, à 8 h. 30, en l'église Saint-François-Xavier (Paris-7e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, place du Président-Mithouard,
75007 Paris.

— M. et Mme Louis Puissant,
M. et Mme Jacques Dubois et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Doré et leurs enfants,
M. et Mme Olivier Rident et leurs enfants,
M. et Mme Jean Pinchon et leurs enfants,
M. et Mme Philippe Puissant et leurs enfants,
Mlle Andrée Osmont;
leurs oncles, tantes, cousins et toute la famille,
Leurs amis des fermes de Corny, de Saint-Jean-de-Frenelles,
ont la douleur de faire part des décès accidentels de

Virginie DUBOIS
et
Nathalie DORÉ

survenus le 21 juin 1981.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Notre-Dame des Andelys, le mercredi 24 juin 1981, à 10 heures.

Les inhumations auront lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.
27870 Vesly.
Corny,
27700 Les Andelys.
Boisemont,
27150 Etrepagny.

M. Philippe GAUTIER,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
est décédé le 15 juin 1981, à l'âge de soixante-neuf ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Margaux (Gironde).

Une messe sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy (10, rue de l'Annonciation, Paris-16e), le mercredi 24 juin, à 18 h. 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.
38, rue Scheffer,
75016 Paris.

— Mme Albert Girard,
Mme André Girard,
M. et Mme François Girard et leurs enfants,
M. Alain Girard,
M. et Mme Claude Girard et leur fille,
M. et Mme Jannick Provost et leurs enfants,
M. Patrice Girard,
M. et Mme Bernard Le Bec et leur fille,
M. Jean Girard,
Mme Pierre Nouyrigat,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André GIRARD,

survenu le 19 juin 1981.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 22 juin, à 16 heures, en l'église de La Daguenière (49800).

— Mme Pierre Jacquinot,
M. et Mme Jacques Jacquinot,
M. et Mme Jean-Guy Jacquinot,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre JACQUINOT,
négociant en vins de champagne,
médaille militaire,
croix de guerre 1914-1918,

survenu le 15 juin 1981, dans sa quatre-vingt-sixième année.

L'inhumation a eu lieu le 18 juin 1981, dans l'intimité familiale.
36, rue Maurice-Cerveaux,
51200 Epernay.

— « J'ai combattu le bon combat
J'ai achevé ma course
J'ai gardé la foi. »
(Saint Paul.)

Nous avons la douleur, soutenus par la foi et l'espérance, de faire part du décès de

M. Joseph KESSLER,
proviseur honoraire.

Les obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Martin de Masevaux, le lundi 22 juin 1981, à 14 h. 15.

Mme Joseph Kessler,
M. et Mme Robert Garabiol, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Philippe Kessler et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Kessler et leurs enfants,
Mlle Françoise Kessler,
Mlles Agathe et Cécile Kessler,
Les familles Blaise, Faucher, Roth, Wolff et alliées ou amies,
Selon la volonté du défunt, ni fleurs ni couronnes.
13290 Aix-en-Provence.
1, montée Fleuryval,
Niederbruck,
68290 Masevaux.

— Mme Michèle Langlade,
M. Jean-Pierre Langlade,
Mlle Marie-Florence Couches,
M. et Mme Pol Gaillard,
Le docteur Marguerite Langlade,
Les familles O'Sughrue, Gaillard, Anderson, Krämer,
font part du décès de

Mme Louise LANGLADE,
née O'Sughrue,

survenu à Créteil le 20 juin 1981.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Le présent avis tient lieu de faire-part.
70, rue du Docteur-Paul-Casalis,
94000 Créteil.

— L'Association Bernard Gregory pour l'insertion professionnelle des jeunes scientifiques formés par la recherche,
Son président,
Son conseil d'administration,
Les Bourses de l'emploi dans les universités, écoles et organismes,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Mme Danièle PAVOINE,

survenu le 17 juin 1981.

Les obsèques ont eu lieu le 19 juin 1981, à Sartrouville (Yvelines).

— M. et Mme Jacques PELPEL,
Yves, Nathalie, Mathieu,
ont le chagrin de faire part du décès de

Alexis,

survenu le 22 juin 1981.
14, rue Leverrier,
75006 Paris.

— Nous apprenons le décès de

Joseph POMMERY,
ancien sénateur.

[Né en 1904 à Fontainebleau, exploitant agricole, Joseph Pommery a été élu en 1959 maire de Ville-au-Val, en Meurthe-et-Moselle, et est devenu en 1961 sénateur de ce département en remplacement de M. Pinchard, décédé. Inscrit au groupe des républicains indépendants, il n'avait pas été réélu en 1965.]

— Le Père Michel, Pie ROPARS (o.p.),

a été rappelé à Dieu le 22 juin 1981, à l'âge de soixante-quinze ans.

Ses funérailles seront célébrées le mercredi 24 juin, à 14 h. 30, en l'église conventuelle de l'Annonciation (222, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8e).

De la part du Père provincial des Dominicains de la province de France, du Père prieur et des religieux du couvent de l'Annonciation, de sa famille.

— Mme Félix Scialom,
M. et Mme Marc Azoulai et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Bessis et leurs enfants,
M. Georges Scialom,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Félix SCIALOM,

survenu le 17 juin 1981.

On se réunira au Colombarium du Père-Lachaise, le mardi 23 juin, à 14 h. 30.

— Nous apprenons le décès de

Ernest VOYER,
ancien député.

[Né en 1895 dans les Deux-Sèvres, ingénieur à l'Electricité de France, Ernest Voyer a été maire de l'Aigle (Orne) de 1944 à 1965. Député de l'Orne à la première Assemblée nationale constituante de 1945, il a été de nouveau élu en 1961 dans la deuxième circonscription de l'Orne. Comme candidat U.N.R., il avait été battu en 1967 par M. Roland Boudet, maire de l'Aigle, et candidat du Centre démocrate. Distancé de 125 voix par ce dernier, Ernest Voyer avait — en vain — introduit un recours en annulation par le Conseil constitutionnel.]

Messes

— Une messe sera célébrée le jeudi 2 juillet 1981, à 19 heures, en la chapelle de l'église Saint-Honoré-d'Eylau (66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16e), pour le repos de l'âme de

Mme Marcel BONNICHON,
née Jeannine Villers.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ETAT

PRECISION. — M. Fouad Benhalla nous fait savoir que sa soutenance de thèse prévue pour le 24 juin (comme nous l'indiquions dans nos éditions du 17 juin) est reportée au 2 juillet à 10 heures, salle « audiovisuel » (2e étage).

هكذا من الأصل

Le Monde

MEDECINE

Les rhumatismes

Cinq mille participants, venus de soixante et onze pays, assistent, du 21 au 27 juin, au quinzième congrès international de rhumatologie, présidé par le professeur Villiaumey (Créteil) et qu'accompagne, au Centre international des congrès de Paris, une remarquable exposition sur la « rhumatologie à travers l'art et l'histoire ».

Peu de maladies sont plus répandues dans le monde, que celles, si radicalement différentes les unes des autres, que recouvre le terme générique de « rhumatisme », et qui n'ont que trois dénominateurs communs : le fait qu'elles frappent le système ostéo-articulaire, qu'elles sont douloureuses et qu'elles engendrent des invalidités trop souvent majeures.

Cinq millions de Français ont été atteints, ou souffrent de rhumatismes ; plus de vingt mille d'entre eux entrent chaque année en « maladie de longue durée », et ces affections représentent, après les maladies mentales, la cause la plus fréquente, et de loin, de mise en invalidité définitive.

Le poids social des rhumatismes ne cesse de croître, par la souffrance et les infirmités, par le coût des tentatives thérapeutiques ou de *rééducation, par le nombre considérable des* arrêts temporaires ou définitifs de travail qu'ils impliquent, et cela dans le contexte d'un vieillissement continu des populations occidentales.

Si certains des syndromes invalidants et douloureux englobés dans les rhumatismes relèvent de la traumatologie (comme les hernies discales d'effort), du vieillissement (comme nombre d'arthroses) ou de troubles métaboliques (la goutte), d'autres — les plus graves — sont, dit-on, « inflammatoires », c'est-à-dire que l'on ignore tout de leurs causes... et que leurs traitements restent encore pour le moins empiriques. Nous avons demandé aux professeurs Stanislas de Sèze et Marcel-Francis Kahn de faire, au cœur du congrès mondial dont ils sont *l'un et l'autre d'actifs organisateurs, le point* historique, géographique et clinique pour l'un, scientifique pour l'autre, de ce chapitre énigmatique, en continuel développement dans tous les pays industrialisés, de la souffrance humaine.

Dr E.-L.

Une infinie diversité

par le professeur STANISLAS DE SÈZE (*)

SI étrange que cela puisse paraître, alors que le mot « rhumatologie » a un sens bien déterminé, puisque ce mot désigne la spécialité consacrée à l'étude et au traitement des affections médicales de l'appareil locomoteur, le mot « rhumatisme » n'a pas de signification médicale absolument précise, de telle sorte que les frontières de son domaine sont elles-mêmes imprécises.

En première approximation, on pourrait dire que le terme de rhumatisme englobe deux groupes *d'affections différentes*. Les unes, caractérisées par une inflammation des articulations ou de la colonne vertébrale, à l'origine de laquelle il n'y a pas de microbes, qui ne suppure pas, une inflammation dont les mécanismes se laissent entrevoir, mais dont la cause n'est pas connue : ce sont les *arthrites*. Les autres, caractérisées par une dégénérescence, c'est-à-dire une détérioration des cartilages articulaires ou des disques fibro-cartilagineux de la colonne vertébrale, dont les causes sont, elles aussi, mal connues. On sait seulement que cette détérioration, caractéristique de *l'arthrose*, est favorisée par des conditions mécaniques telles que surcharge ou surmenage et par le vieillissement. Il n'y a pas *un* mais *des* rhumatismes puisque, d'une part, il y a des rhumatismes articulaires et des rhumatismes vertébraux et que, d'autre part, pour chacun de ces deux types de rhumatismes, il faut décortiquer ce qui est rhumatisme inflammatoire ou arthrite, et ce qui est rhumatisme « dégénératif » ou arthrose.

Le premier groupe comprend lui-même deux maladies rhumatismales tout à fait différentes. La première est une maladie aiguë, le *rhumatisme articulaire aigu*, qui est devenu très rare dans les pays industrialisés grâce au traitement systématique des infections à streptocoques (angines rouges) par la pénicilline. L'autre est une maladie articulaire inflammatoire d'évolution chronique, communément appelée *polyarthrite rhumatoïde*, et qui reste, en revanche, toujours aussi fréquente et aussi grave.

La polyarthrite rhumatoïde frappe environ 1 % à 2 % de la population, généralement des femmes, et débute souvent chez des sujets jeunes ; elle ne touche pas le cœur, mais elle est sévère pour les articulations, qu'elle peut arriver à détruire ou à enraidir complètement, pouvant ainsi conduire, après une évolution longue et douloureuse, à de pénibles infirmités. Une raideur douloureuse d'un ou des deux poignets, le matin surtout, d'un ou de plusieurs doigts, qui sont plus ou moins gonflés : tel est le début habituel et sournois d'une maladie pénible qui, si elle n'est pas soignée, va sans doute évoluer pendant de nombreuses années, s'étendre à un plus ou moins grand nombre d'articulations, pouvant y créer des déformations et des ankyloses, source de graves invalidités.

La cause de la polyarthrite rhumatoïde est encore inconnue. On sait, depuis longtemps, que les articulations enflammées ne contiennent pas de *microbes* ; on sait aussi qu'en dépit de l'action remarquable de la cortisone, qui est une hormone sécrétée par la glande surrénale, les glandes surrénales de ces malades sont normales et fonctionnent normalement, ainsi d'ailleurs que toutes le autres glandes endocrines.

Tout ce que l'on sait de positif sur les mécanismes, sinon sur les causes, *de l'inflammation rhumatoïde*, c'est qu'elle relève de mécanismes immunologiques. Ce qui veut dire que la polyarthrite rhumatoïde fait partie de ces maladies dites « auto-immunes » dues à un désordre profond du système de la défense immunitaire *: désordre en vertu duquel* certaines immuno-globulines, qui devraient, en principe, défendre l'organisme contre les agressions venues de l'extérieur, deviennent agressives pour l'organisme même auquel elles appartiennent.

Les arthroses des membres, surtout fréquentes à la hanche (coxarthrose), aux genoux (gonarthrose), aux doigts (nodosités arthrosiques des doigts), au pouce (rhizarthrose du pouce) et au gros orteil ne surviennent guère avant quarante ans, et ne deviennent fréquentes qu'à partir de cinquante ans.

Les lésions de l'arthrose consistent principalement dans une détérioration du cartilage articulaire, qui perd son élasticité, s'amincit, se fendille, s'effrite en quelque sorte et disparaît par places, laissant à nu l'os sous-jacent, lequel réagit en se durcissant, en se condensant et en fabriquant des excroissances osseuses appelées ostéophytes. Le symptôme clinique essentiel par lequel se traduit l'arthrose, c'est la douleur : douleur à la marche dans la coxarthrose, douleur à la marche, mais surtout à la montée et plus encore à la descente des escaliers pour l'arthrose des genoux, douleurs qui, en s'aggravant, peuvent entraîner une invalidité plus ou moins sévère...

Un tissu doué d'une vie très active

Qu'est-ce que l'arthrose ? On s'est longtemps contenté de parler d'usure du cartilage et d'attribuer cette usure au vieillissement. C'était une erreur. Il est vrai que l'arthrose est, dans l'ensemble, une maladie des sujets âgés. Mais si le vieillissement était la cause de l'arthrose, tous les gens âgés seraient arthrosiques ; passé cinquante ou soixante ans, il n'y aurait plus que des infirmes : ce qui n'est évidemment pas. Ce qu'on ignorait, il y a encore peu d'années, c'est qu'en réalité le cartilage, dans les conditions normales, ne s'use pas, et même ne vieillit pas. Le cartilage, en effet, loin d'être comme on le pensait naguère un tissu inerte, est au contraire un tissu doué d'une vie très active, qui lui confère un grand pouvoir de renouvellement : pendant toute la vie, le cartilage usé est aussitôt éliminé et remplacé à mesure par du cartilage neuf : et ce processus incessant de destruction et de reconstruction se poursuit tout au long de l'existence, tout juste un peu ralenti dans les âges très avancés. *C'est pourquoi le cartilage*, quand il n'est pas malade, ni soumis à des contraintes mécaniques excessives, résiste parfaitement à l'usure et ne vieillit pas.

Dans une première catégorie d'arthroses, celles qu'on appelle *arthroses « secondaires », le cartilage* se détériore en devenant arthrosique parce qu'il est soumis à des contraintes mécaniques excessives qui dépassent ses possibilités de résistance, et de réparation ; il en est ainsi, notamment, quand une malformation articulaire, *congénitale* ou acquise, aboutit à concentrer sur une surface étroite du cartilage articulaire des pressions qui normalement sont réparties sur une surface plus large... d'où résulte une surcharge permanente, un excès permanent de pression qui *entraîne alors l'usure du cartilage*.

C'est le cas pour un très grand nombre de coxarthroses qui ne sont que la conséquence plus ou moins tardive d'une malformation de la hanche remontant à l'enfance. C'est le cas, aussi, pour beaucoup d'arthroses des genoux, qui sont aussi la conséquence plus ou moins lointaine d'une malformation des genoux, *genu valgum, genu varum* ou *dysplasie fémoro-rotuleuse*. D'ingénieuses chirurgies correctives, en supprimant la malformation, stoppent l'évolution de ces arthroses secondaires.

● *L'arthrose dite primitive* ne résulte pour sa part ni d'une contrainte mécanique, ni du vieillissement, mais d'une véritable maladie du cartilage, lequel est devenu incapable de se reconstituer. Malheureusement, la cause, ou les causes, de cette maladie nous sont encore inconnues. L'une des hypothèses émises par les chercheurs qui tentent de percer le secret de cette maladie, qui serait due à l'insuffisance ou à l'excès de certains enzymes, permettra, peut-être de conduire un jour à un progrès dans le traitement médical de l'arthrose, lequel, il faut le reconnaître, est aujourd'hui très dépourvu ; d'où le succès de ces prothèses dites totales, en métal et plastique, par lesquelles les chirurgiens savent, aujourd'hui, remplacer les articulations arthrosiques que la médecine n'a pas guéries.

● *La spondylarthrite ankylosante*, qu'il est préférable d'appeler la pelvi-spondylite rhumatismale, est une maladie vertébrale inflammatoire qui frappe surtout les hommes et les hommes jeunes. Elle était naguère considérée à tort, comme une maladie très invalidante, caractérisée par une rigidité totale de toute la colonne vertébrale, souvent compliquée de déformations vertébrales irréductibles et souvent aussi par ankyloses articulaires des hanches, des épaules et des genoux.

En réalité, ces terribles infirmités ne représentaient que le stade tardif, le stade terminal, d'une maladie dont on n'avait pas su reconnaître le début, et qu'on n'avait pas su soigner faute d'un traitement efficace. Il en va tout autrement aujourd'hui, où les médecins savent soupçonner la maladie dès son début, à *un stade où elle ne se traduit* habituellement que par quelques douleurs lombaires, ou sciatiques, ou thoraciques, parfois par des douleurs au talon, ou encore par un gonflement douloureux d'un genou ou d'une cheville.

(Lire la suite page 18.)

★ Président de l'Académie nationale de médecine.

UN MAL UNIVERSEL

S'IL faut en croire les squelettes portant des traces *reconnaissables d'arthrite*, d'arthrose et de spondylarthrite ankylosante que l'on a trouvés dans les tombeaux égyptiens ou dans les cavernes des temps préhistoriques, le rhumatisme a toujours existé. Il y a relativement peu de temps que la médecine *s'en occupe, mais cela* ne prouve nullement que le fléau soit récent, ni même qu'il se vit avec une plus grande fréquence qu'autrefois, bien qu'il soit possible que la vie moderne, avec l'usage universel de l'automobile, avec l'apparition de *certains métiers fatigants pour* la colonne vertébrale, avec la vie de bureau peu favorable à la bonne qualité des muscles abdominaux, etc., ait contribué à augmenter la fréquence des douleurs vertébrales, dorsalgies, lombalgies et sciatiques, dont *on a dit qu'elles représentaient* un des fléaux de la vie moderne.

La polyarthrite rhumatoïde est plus fréquente dans les pays froids et humides, Angleterre, Pays-Bas et pays scandinaves, moins fréquente quoique *non* absente dans les pays à climat *chaud et sec*. La coxarthrose est particulièrement fréquente en Bretagne, surtout dans le Finistère, parce que les malformations congénitales de la hanche y sont extrêmement répandues ; tandis que cette même *coxarthrose* est pratiquement *inconnue* en Egypte et dans certains pays orientaux, peut-être à cause de l'usage très habituel dans ces pays de la position accroupie dite « en tailleur », qui est favorable au maintien de la hanche dans un bon état de souplesse et de relâchement.

Le rhumatisme est un mal universel, et la Ligue internationale contre le rhumatisme *réunit quatre ligues continentales* : européenne, panaméricaine, asiatique et africaine : tous les pays du monde sont intéressés par la lutte contre le fléau rhumatismal, dont les formes sont cependant inégalement réparties.

Quant au terme *« rhumatisme »*, son origine est fort ancienne, il dérive d'un mot grec, *« rheuma »*, qui signifie écoulement. Aujourd'hui encore, nous appelons *« rhume »* une affection dont le symptôme essentiel est un écoulement. Or, à la fin du dix-septième siècle, un médecin français nommé Guillaume Baillon, cherchant un mot pour désigner une maladie comportant des gonflements articulaires passagers et mobiles, passant rapidement d'une articulation à l'autre — notre *rhumatisme articulaire aigu*, — a choisi le terme de *« rhumatisme »*. Cette mobilité des fluxions articulaires évoquait-elle, pour lui, l'écoulement d'une *« humeur peccante »* se déplaçant d'une articulation vers une autre ? Ou bien n'était-ce, dans son esprit, qu'une comparaison, liée au fait que, de tout temps, l'idée de mobilité, de passage rapide, a toujours évoqué l'idée de l'eau qui coule, d'un fleuve qui passe : *« Le bonheur des méchants comme un torrent s'écoule... »* On peut en discuter.

Toujours est-il que le mot rhumatisme a tout à fait perdu son sens originel, puisqu'il désigne, aujourd'hui, tout aussi bien des atteintes articulaires passagères, comme celles du rhumatisme articulaire aigu, que *des atteintes articulaires fixes et permanentes comme celles de* la coxarthrose. — Pr. S. de S.

Hérédité, inflammation virus, immunité

par le professeur MARCEL-FRANCIS KAHN (*)

LA diversité des causes et des mécanismes qui sont à l'origine des maladies dites rhumatismales explique la diversité non moins grande des recherches entreprises à leur sujet.

Les arthroses atteignent d'abord le cartilage articulaire et sont de nature dégénérative. En dehors de quelques localisations (hanche, genou), elles sont souvent bénignes et peuvent même ne donner aucun symptôme. La dégénérescence du cartilage est *manifestement en relation avec des* phénomènes d'usure.

Cette usure peut être due au temps qui passe, comme dans n'importe quelle pièce mécanique, où les possibilités d'autoréparation sont nulles ou tout au moins insuffisantes. Elle peut être due aussi à des contraintes excessives, tels les microtraumatismes répétés de certains métiers ou de certains sports. Mais aussi à des malformations ostéo-articulaires qui réservent à une partie localisée du cartilage les contraintes normalement réparties sur l'ensemble de sa surface. Des facteurs génétiques *jouent probablement un rôle*. Ce rôle est certain dans nombre de malformations articulaires. Il est probable pour ce qui concerne la résistance du cartilage lui-même.

Une fois la lésion initiale créée, toute une série de mécanismes vicieux auto-entretenus augmentent les dégâts. Les fragments de cartilage libérés dans l'articulation aggravent l'usure mécanique. Leur absorption (comphagocytose) par l'enveloppe articulaire (synoviale) entraîne l'inflammation de cette dernière et est une cause majeure des douleurs de l'arthrose.

De toute manière, il est tentant de penser que l'arthrose, la plus fréquente des maladies humaines, a des *causes multiples* qui s'associent pour créer des lésions fondamentales du cartilage. Si la médecine ne peut rien sur ces lésions, on peut en *prévenir* l'apparition ou l'aggravation en agissant sur certaines causes : correction de certaines *malformations*, suppression des contraintes physiques exagérées. On peut aussi rompre les mécanismes vicieux, par exemple, en combattant par les anti-inflammatoires les réactions synoviales. Enfin, lorsque le combat est perdu et l'articulation détruite, le remplacement chirurgical par les prothèses composées de métaux inaltérables et de polymères plastiques résistants permet un recul souvent spectaculaire de l'invalidité.

Le bilan des lésions arthrosiques est facilité, pour certaines articulations, par le développement récent d'une méthode de vision directe : *l'arthroscopie*. Cette technique, qui utilise des optiques perfectionnées à fibres de verre, est utile pour un diagnostic précis des lésions cartilagineuses *(arthrose, modifications* traumatiques par exemple des ménisques). Mais elle permet aussi des gestes thérapeutiques (ablation de fragments cartilagineux vulnérants et peut-être dans l'avenir de petits ménisques. Elle a permis de découvrir une affection nouvelle *inconnue jusqu'ici. Certains replis* anatomiques, d'origine embryologique de la membrane entourant l'articulation peuvent, lorsqu'ils sont très développés et fibreux, être agressifs pour le cartilage. Ces « plicas » peuvent être réséqués sous arthroscopie. On guérit ainsi des *manifestations pathologiques* parfois attribuées à tort à des lésions *méniscales ou rotuliennes*.

Arthrites et agents agressifs

L'étude des arthrites, ou maladies inflammatoires des synoviales articulaires, a bénéficié des progrès récents de l'immunologie et de la biochimie. L'inflammation est une réaction tissulaire, cellulaire et humorale, visant en principe à contrôler et à éliminer un agent agressif étranger à ce tissu.

Ces agents peuvent être des cristaux de substances provenant de l'organisme lui-même, et qui, normalement, restent en solution dans le *milieu intérieur*. La goutte, due à l'acide urique, est maintenant totalement maîtrisée. Pourtant, nous ignorons encore, dans la plupart des cas, pourquoi certains individus fabriquent trop d'acide urique. Mais, grâce aux anti-inflammatoires, y compris les dérivés du colchique, les plus anciennement connus des médicaments encore utilisés, les accès *articulaires qui clouaient au lit des* membres des classes dirigeantes du dix-neuvième siècle disparaissent rapidement. Surtout, un inhibiteur de l'enzyme qui catalyse le chaînon terminal de la synthèse de l'acide urique, l'allopurinol, empêche sa formation en excès et empêche la goutte et ses complications rénales.

D'autres variétés plus récemment identifiées de microcristaux sont responsables de maladies articulaires inflammatoires. Des pyrophosphates de calcium créent les chondrocalcinoses articulaires, *fréquentes* dans le troisième âge, *parfois* responsables de destructions rapides du genou ou de la hanche ; cette affection est le plus souvent sans cause identifiée. Certaines observations montrent qu'elle peut se transmettre génétiquement. Ailleurs, plus rarement, elle semble liée à un désordre métabolique, tel l'hémochromatose, ou à un adénome de la parathyroïde.

Une autre variété — très fréquente chez les sujets jeunes, dont 6 % à 7 % sont atteints — est responsable de *tendinites* et de *bursites* aiguës, notamment à l'épaule. Dans ce cas, le cristal de calcium agressif est fait d'hydroxyapatite et donne son nom à la maladie (rhumatisme à hydroxyapatite).

L'agent agressif engendrant l'inflammation peut aussi être infectieux : l'invasion locale de l'articulation par une bactérie (tuberculose par exemple), cauchemar des thérapeutes de jadis, est à présent maîtrisée efficacement par les antibiotiques et ne laisse aucune séquelle si elle est traitée précocement.

Tout autre est le cas où des agents infectieux suscitent, à distance des articulations et par des mécanismes mal connus, leur inflammation.

● *Le rhumatisme articulaire aigu* est en voie de disparition totale, du moins dans les pays à niveau de vie relativement élevé. On est sûr que cette maladie — terreur autrefois des mères de famille à cause de ses *localisations* cardiaques — est liée à la présence dans la gorge de certains strepto*coques. Le contrôle permanent* — par la pénicilline retard — de l'infection streptococcique aiguë ou chronique, notamment des angines, a permis cette éradication.

● *Un autre groupe d'arthrites — dites réactionnelles* — suscite beaucoup de travaux. Des germes aussi variés que les shigelles, les salmonelles, les yersinias, les chlamidiaes sont responsables, chez la plupart des sujets, de diarrhées aiguës fébriles et/ou d'uréthrite semblable à l'uréthrite gonococcique.

(Lire la suite page 18.)

(*) Chef de service de rhumatologie de l'hôpital Bichat, Paris VII[e].

LE MONDE DE LA MÉDECINE

Hérédité, inflammation, virus, immunité

(Suite de la page 17.)

Mais chez les sujets appartenant à un groupe tissulaire particulier (porteurs de l'antigène d'histocompatibilité HIA B 27), l'infection produit une polyarthrite aiguë connue depuis la guerre de 1914-1918. Cette identification précise du rôle respectif d'un facteur d'environnement et du « terrain » inné, grâce, pour ce dernier, aux travaux de Jean Dausset, prix Nobel de médecine, est un pas en avant considérable, et elle s'applique aussi aux arthrites chroniques.

Celles-ci accompagnent parfois des maladies connues par exemple le psoriasis cutané ou certaines maladies intestinales chroniques (rectocolite, maladie de Crohn). Mais, ailleurs, elles se présentent de manière isolée, réalisant ce qu'on appelle les rhumatismes inflammatoires chroniques.

L'une d'elles, la *spondylarthrite*, touche surtout les hommes, et notamment ceux qui appartiennent à un groupe tissulaire dit HIA B 27. La recherche de ce groupe est devenu un test de routine diagnostique. La maladie touche surtout le rachis et les articulations proximales (les plus proches du tronc), ainsi que, pour une raison qui nous échappe, certaines structures de l'œil (*iris*).

Des lumières nouvelles

Une autre est la *polyarthrite rhumatoïde (PR)*, assez bien connue du public probablement en raison de sa fréquence (0,5 à 1 % des femmes adultes) et de sa gravité. C'est elle, notamment, qui, avec un groupe d'affections voisines et parfois associées à la polyarthrite, les connectivites — suscite la majorité des travaux fondamentaux en rhumatologie. L'origine de la P.R. reste encore inconnue. Cependant, toute une série de travaux récents — et dont certains sont présentés ou complétés lors du Congrès international de rhumatologie — sont venus apporter des lumières nouvelles. Et, là encore, nous voyons coexister l'inné et l'acquis. Il existe une prédisposition génétique à la PR. On sait maintenant qu'il existe une association entre cette maladie et l'appartenance à certains groupes Hla. Il s'agit, ici, d'antigènes portés non par toutes les cellules, mais par les lymphocytes (ou globules blancs) codés par des gènes du locus HLA-D. Les PR appartiennent souvent aux groupes HLA DW4 et DRW4.

Les gènes qui codent ces antigènes ne sont pas les gènes de la maladie. Ils peuvent simplement marquer une prédisposition, non indispensable, à son déclenchement, ou encore être associés fortuitement sur le chromosome 6, au véritable gène de prédisposition.

A côté de ces facteurs innés de prédisposition, intervient probablement un agent acquis. Tout porte à croire qu'il s'agit d'un ou de plusieurs agents infectieux, vraisemblablement viraux. Seuls, en effet, des virus sont capables de se dissimuler à l'intérieur de la machinerie interne des cellules synoviales, et d'induire le type de réaction que démontre l'étude histologique de cette structure.

Depuis trois ans, on a cru toucher au but. Des communiqués quelque peu triomphalistes de l'Association américaine du rhumatisme amplifiés par les médias d'outre-Atlantique ont laissé croire que l'agent viral de la P.R. était trouvé, et qu'il s'agissait du virus d'Epstein-Barr (E.B.V.), agent de la mononucléose infectieuse et de certaines tumeurs malignes humaines. Mais des recherches récentes indiquent que sa responsabilité serait des plus aléatoires dans l'apparition de la P.R.

Il n'en reste pas moins que l'étude anatomique des lésions de la P.R. ainsi que les anticorps qui apparaissent dans le sérum des malades qui en sont atteints suggèrent fortement une réponse irritative à un antigène extérieur. Mais il se peut que cet antigène ne soit responsable que des événements initiaux. Ensuite, à partir d'une réaction primaire vis-à-vis de l'agresseur initial se développerait une réaction secondaire complexe, où toutes les cellules de la réponse immunitaire pourraient jouer un rôle. Elles provoquent, avec les médiateurs qu'elles secrètent, l'hypertrophie de la synoviale. Celle-ci va se développer en un tissu quasi néoplasique, le pannus. *Ce pannus* attaque le cartilage, et les autres structures articulaires en libérant des enzymes protéolytiques qui vont concourir à la destruction de l'articulation. Ces enzymes commencent à être bien identifiées. L'une d'elles, la *collagénase*, semble jouer un rôle important. Sa mise en évidence est récente, car un inhibiteur présent avec elle rendait sa détection impossible.

Les globules blancs, présents, eux aussi, dans le foyer inflammatoire, libèrent aussi des enzymes destructrices et des substances pro-inflammatoires. Un intérêt tout particulier s'attache, depuis un an ou deux, à la libération d'ions superoxydes, forme hyperactive d'oxygène à action dévastatrice. Cette libération est inhibée physiologiquement par une enzyme, la superoxyde dismutase, dont les premiers essais thérapeutiques dans la P.R. et d'autres maladies voisines semblent intéressants, mais à confirmer.

Peut-on espérer disposer, dans un avenir proche, d'un ou de plusieurs agents qui stopperont définitivement l'évolution de cette grave maladie ?

Le débrouillage de l'écheveau

Ceux que nous utilisons actuellement ne sont pas inactifs. Mais leur action est incomplète, inconstante et imprévisible, et leurs effets secondaires sont souvent fort gênants. Notons que la plupart (sels d'or, cortisone, antipaludéens de synthèse, D. Pénicillamine) ont été employés au départ sur la foi d'hypothèses physiopathologiques qui se sont révélées inexactes. Leur emploi reste donc empirique. Les plus récemment introduits illustrent bien le paradoxe de cet empirisme. L'on utilise dans les P.R. graves des produits à visée immunosuppressive et des produits à visée immunostimulante. Et les deux groupes de produits sont efficaces !

En fait, l'intérêt de l'étude de la P.R. (et des maladies voisines), vient de ce qu'elle représente la quintessence de la complexité des mécanismes physiopathologiques dans les maladies inflammatoires de cause encore inconnue. Et seul le débrouillage de cet écheveau compliqué — grâce à la recherche fondamentale et à la recherche appliquée — nous munira d'armes spécifiques plus efficaces et mieux tolérées.

Pr. M.-F. K.

Une infinie diversité

(Suite de la page 17.)

Ayant pensé à la pelvi-spondylite, le médecin en fait facilement le diagnostic par une simple radiographie du bassin, qui montre, dès ce stade, l'image d'une arthrite sacro-iliaque caractéristique. Il peut dès lors opposer à la maladie un traitement efficace par la phénylbutazone ou éventuellement par d'autres anti-inflammatoires non stéroïdiens. Ainsi, contre-attaquée dès son début, par un traitement qui sera longtemps poursuivi, la maladie est de moins en moins douloureuse et n'évolue que très rarement vers l'ankylose vertébrale invalidante.

La plupart des sujets atteints de pelvi-spondylite rhumatismale ne connaîtront jamais l'invalidité de la « spondylartarite ankylosante », ils mèneront presque tous, grâce à un traitement précoce et prolongé, une vie sociale, familiale et professionnelle normale.

● *L'arthrose vertébrale* représente sans doute, quant à elle, la forme de rhumatisme la plus fréquente et la plus répandue. Appelée cervicarthrose, dorsarthrose ou lombarthrose selon qu'elle atteint la colonne cervicale, dorsale ou lombaire, l'arthrose vertébrale est la cause principale du nombre immense des cervicalgies (douleurs du cou), dorsalgies (douleurs du dos), lombalgies (« mal aux reins ») dont sont affligés des millions d'individus de tout sexe et de tout âge.

C'est le plus souvent le disque intervertébral qui, à la colonne vertébrale, subit la détérioration arthrosique. Mais chez les sujets âgés, de soixante ans ou plus, particulièrement chez les femmes, surtout si elles sont un peu obèses et fortement cambrées, ce sont souvent les articulations intervertébrales qui souffrent et présentent les lésions de l'arthrose. L'arthrose vertébrale est facile à reconnaître sur les radiographies, où elle se traduit par des images caractéristiques, en particulier par des images d'ostéophytes qu'on désigne souvent sous le nom imagé de « *becs de perroquet* ». Mais ce serait une grosse erreur de croire que toutes les arthroses vertébrales sont douloureuses : bien au contraire, l'immense majorité des arthroses, notamment des arthroses cervicales, n'entraînent jamais aucune douleur, et ne sont souvent que de simples découvertes fortuites de radiographie. En fait, presque toutes les radiographies des sujets âgés de plus de quarante ou cinquante ans montrent, ici ou là, quelque image d'arthrose, notamment des ostéophytes, que nous avons appelés un jour : les cheveux blancs de la vertèbre.

Difficiles problèmes de diagnostic

Inversement, toutes les douleurs vertébrales ne sont pas forcément liées à des lésions d'arthrose. Le plus grand nombre des dorsalgies des femmes jeunes et un grand nombre de douleurs lombaires chez des hommes et femmes jeunes ne s'accompagnent d'aucune image d'arthrose sur les radiographies. C'est alors qu'on peut parler d'insuffisance vertébrale douloureuse, et plus particulièrement d'insuffisance douloureuse de la charnière lombo-sacrée. Quant à la sciatique, elle relève souvent, surtout dans ses formes sévères et prolongées, d'une lésion des disques lombaires, différente de l'arthrose : la hernie postérieure du disque invertébral.

D'autres rhumatismes sont dits « *extra-articulaires* » ou « *péri-articulaires* ». Ils atteignent non pas les synoviales ou les cartilages articulaires, mais les tendons musculaires, les gaines tendineuses, les bourses séreuses de glissement, les formations ligamentaires, qui entourent les articulations. Fréquents au genou, au coude, au poignet, à la cheville et au talon, ces rhumatismes péri-articulaires sont particulièrement fréquents à l'épaule, où ils sont responsables de la plupart des épaules douloureuses, impotentes ou bloquées.

Il reste enfin un groupe de maladies rhumatismales, mal nommées « *collagénases* », mieux nommées « *connectivites* », et qui relèvent de l'extension de l'inflammation rhumatismale aux vaisseaux, artères et artérioles, et aux viscères tels que le rein, le cœur, le système nerveux, le poumon, bref à l'ensemble des tissus de l'organisme. Ces maladies que nous ne pouvons que nommer, lupus érythémateux disséminé, périartérite noueuse, polymyosites et polydermatomyosites, artérite temporale, sclérodermie diffuse, etc., sont relativement peu fréquentes, mais posent souvent de difficiles problèmes de diagnostic et de traitement.

Pr. S. de S.

L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

RÉUNIE A HELSINKI

La 5[e] conférence parlementaire et scientifique préconise l'établissement d'une stratégie pour le développement technologique européen

La cinquième conférence parlementaire et scientifique, organisée par le Conseil de l'Europe, s'est réunie, récemment, à Helsinki, sur le thème : Technologie et démocratie.

Dès le premier jour, M. Roger Garaudy, directeur de l'Institut international pour le dialogue des civilisations, a insisté sur la nécessité, d'une part, de se placer dans une optique mondiale et pas seulement occidentale, d'autre part, de « relativiser » le rôle de la science et des techniques européennes et d'envisager en termes nouveaux le problème des transferts de technologies. Selon lui, il y a malentendu quand on parle de transferts : *Ce que l'on transfère, ce sont les capitaux, les équipements, les techniques, c'est-à-dire de nouvelles formes de domination. Il n'y a pas de pays sous-développés et de pays développés, il y a des dominants et des dominés.* »

Pour d'autres orateurs, les transferts de technologies s'avèrent nuisibles si l'on ne tient pas compte des véritables besoins des populations locales. Ces déclarations « tiers-mondistes » ont irrité certains participants...

Autre problème soulevé par M. André Lebeau, professeur au Conservatoire des arts et métiers et directeur de la mission « musée » à l'établissement public du parc de La Villette : l'inquiétude collective diffuse que suscitent les progrès scientifiques et techniques. Préconisant la mise en place d'une structure favorisant la familiarisation du public avec le progrès technique et ses conséquences sur la société, il a attiré l'attention sur les dangers d'un « *décrochage* » entre une population insuffisamment formée et l'évolution technique à laquelle elle est exposée.

M. Rodota, juriste de l'université de Rome, s'est inquiété, pour sa part, de la vulnérabilité de l'individu face aux nouvelles formes de contrôle rendues possibles par les grandes collectes — publiques et privées — d'informations sur les individus. Certes, ces collectes peuvent jouer un rôle utile, mais chacun devrait être en mesure de contrôler l'usage que d'autres font des informations qui le concernent. Ainsi pourrait s'établir un dialogue entre les détenteurs de l'information et les intéressés.

Pour M. Mark Cantley, du projet Fast, la biotechnologie fait apparaître les risques des manipulations génétiques et aussi le spectre de l'eugénisme.

Le débat de la dernière journée a posé une question cruciale : les systèmes parlementaires sont-ils compatibles avec la concentration du savoir entre les mains d'une petite élite dépendant souvent d'intérêts privés ? Comme l'a fait remarquer M. Jean-Jacques Salomon, de l'O.C.D.E., il y a asymétrie croissante entre ceux qui décident et ceux qui font l'objet de décisions. Dans ces conditions, le désenchantement vis-à-vis de la science s'accompagne, dans le public, d'un désenchantement vis-à-vis des formes actuelles de la démocratie ; les Parlements semblent devenir le simple prolongement de la machine technico-administrative, dont la pesanteur est telle que les systèmes traditionnels de contrôle paraissent compromis.

De nombreux orateurs ont souligné l'opportunité d'une participation du public aux prises de décision. Mais comment y parvenir ? Certains ont fait valoir, à cet égard, qu'on « *n'a pas pu prouver que la qualité de la décision était améliorée par l'augmentation du nombre des décideurs* ». Pour d'autres, les nouvelles techniques sont là, l'Europe doit s'adapter : elle n'a pas le choix si elle désire réduire la distance qui la sépare du Japon et des Etats-Unis, sinon elle s'engagerait dans un processus de sous-développement. Il faut néanmoins un consensus minimum pour relever le défi.

Six recommandations

A l'issue de ses débats, la conférence a émis six recommandations :

1) Chaque assemblée parlementaire nationale et internationale d'Europe est invitée à se doter d'un système d'évaluation et d'informations scientifiques et technologiques relié à un réseau européen.

2) La Fondation européenne de la science devrait prendre l'initiative de formuler à l'intention des parlementaires le jugement collectif des scientifiques européens sur les priorités de la recherche fondamentale en Europe.

3) Un comité consultatif européen pour la sélection des priorités technologiques regroupant demandeurs et scientifiques devrait être établi.

4) Un fonds européen de la recherche devrait être créé pour que puisse être mis en place un réseau d'équipes scientifiques de haut niveau aux programmes rigoureusement définis et de durée limitée.

5) Une stratégie pour un développement technologique européen à long terme devrait être établie en tenant compte de deux exigences aussi urgentes l'une que l'autre : l'amélioration de la compétitivité industrielle et le transfert des technologies fondé sur le respect des traditions et des valeurs des pays en voie de développement.

6) Une conférence européenne des ministres responsables de la recherche et des universités devrait être organisée en vue de décider des suites à donner à ces recommandations.

PAUL PARANT.

Le Centre international de rencontres mathématiques a été inauguré à Marseille

M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, et M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, ont inauguré, vendredi 19 juin, le Centre international de rencontres mathématiques (CIRM) installé au cœur du domaine de Luminy, au sud de Marseille.

Commentant le rattachement du C.N.R.S. au ministère de la recherche et de la technologie (le C.N.R.S. dépendait auparavant des universités), M. Savary a déclaré « impossible » que cette décision conduise à séparer enseignement et recherche, « sauf à condamner l'enseignement lui-même et à priver l'ensemble de la recherche nationale de l'apport universitaire qui est considérable ».

Le CIRM veut être une structure d'accueil permettant les rencontres entre chercheurs de haut niveau, en principe pour des colloques d'une semaine, sur des thèmes précis, alors que ceux-ci sont ordinairement dispersés dans leurs universités respectives. Il pourra s'ouvrir à d'autres disciplines scientifiques (physique, biologie) si leurs rapports avec les mathématiques sont mis en lumière. Sa réalisation a nécessité dix années d'efforts à la Société mathématique de France (S. M. F.), maître d'ouvrage. Cette dernière fondée en 1972 est présidée, aujourd'hui, par M. Michel Hervé qui, dans son discours de réception a déploré la faiblesse du nombre de postes de permanents dans le centre. Le C.N.R.S. n'a pour l'instant créé qu'un seul poste et le ministère un poste de technicien.

Dans sa réponse, M. Alain Savary a affirmé son intention de suivre l'évolution du CIRM qu'il veut soutenir, et a promis de s'efforcer de remédier à la situation actuelle dès le prochain budget.

Le CIRM est lié par convention à plusieurs organismes : l'université Aix-Marseille II pour les crédits de fonctionnement (400 000 F se répartissant entre le ministère 75 %, C.N.R.S. 15 % et faculté 10 %). La délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.) soutient la mise en route par une subvention de 200 000 francs. La ville de Marseille contribue pour 150 000 F et le conseil régional a versé 900 000 francs pour la construction du centre sur un coût total de 5 900 000 francs. Les crédits d'équipement ont été répartis entre le ministère, le C.N.R.S. et la D.G.R.S.T. Ils se sont élevés à 2 170 000 francs.

Le CIRM, pour lequel la Société a désigné l'un des siens, M. André Aragnol, comme directeur pour quatre ans est immédiatement entré en fonction en recevant dans la semaine du 15 au 19 juin son premier colloque suivi du 20 au 23 juin du séminaire Bourbaki (pseudonyme collectif pris par un groupe de mathématiciens français) qui a accueilli des chercheurs étrangers de haut niveau afin de faire le point sur les recherches les plus récentes. Avant septembre, sept autres colloques internationaux s'y seront succédé et en 1982 le CIRM devrait accueillir de vingt à vingt-cinq réunions internationales.

JEAN CONTRUCCI.

هكذا من الاصل

Le Monde

culture

MUSIQUE

Les journées de France-Musique

VIENNE PAR BRENDEL

Avec la nomination de M. Alain de Chambure à la direction de France-Musique, il y a deux ans, on avait pu croire à une tardive — mais salutaire — réforme de cette chaîne. Mais les réformes annoncées n'ayant pas dépassé le stade des bonnes intentions, il est vraisemblable que, dans un avenir assez proche, on assistera à un remodelage profond de la chaîne.

Au moment du bilan, il sera tenu compte de la part prise par chacun dans la dégradation ou le maintien de la qualité des programmes. René Koering, inventeur et animateur des journées dédiées à un compositeur ou à un interprète — et à qui l'on doit la journée de samedi (1) : Vienne par Alfred Brendel — se trouve dans une situation bien particulière. A son actif il faut porter la curiosité qui le pousse à faire redécouvrir des compositeurs injustement oubliés : Weber, Onslow, Spohr, Castillon, Liszt pour certains aspects négligés de son œuvre, Busoni, Reger, Lekeu. Pourtant, musicien de formation, il n'est pas pour autant musicologue ni homme de radio. Le ton de son argumentation, l'approximation de ses présentations suffisent parfois à discréditer ses partis pris les plus audacieux.

Par son goût de l'anecdote et de la fausse polémique, il semble cultiver une image de marque qui dessert ses causes et rejaillit sur la tonalité générale de la chaîne. Dans la mesure où le premier objectif d'une réforme de France-Musique devrait être d'éliminer les producteurs qui confondent leur mission au service de la musique avec une certaine forme de vedettariat, René Koering se trouverait menacé au même titre que d'autres, ce qui ne serait pas tout à fait juste parce que, étant compositeur, il a sur beaucoup de ses confrères, l'avantage de savoir de quoi il parle, même s'il en parle souvent mal, France-Musique n'étant pas particulièrement encombré par les musiciens...

Avec Vienne et Alfred Brendel, René Koering jouait gagnant d'avance. On peut sans doute objecter que l'Orchestre de chambre de la Philharmonie de Berlin n'est pas précisément viennois, que la Symphonie n° 33, *la* Fantaisie pour piano à quatre *... le* concerto Jeune Homme *de Mozart ont été composés à Salzbourg, tandis que la* Symphonie n° 44, Funèbre, *de Haydn, était destinée à l'orchestre du prince Esterhazy, qui n'habitait pas Vienne, et que la* Fantaisie pour piano à quatre mains en fa mineur *de Schubert est dédiée à Caroline Esterhazy, une descendante indirecte de ce mécène mélomane, à laquelle le compositeur rendit plusieurs fois visite en Hongrie.*

Vienne hors de Vienne, donc, ou : la vieille recette du civet sans lièvre... Il n'en reste pas moins que les musiciens de l'Orchestre de chambre de Berlin suivent l'archet de leur premier violon Sachko Gawriloff, avec un ensemble qui ne fait regretter l'absence de chef qu'à de très rares moments, où la superposition de traits ou de batteries rapides exigerait un coordinateur extérieur, mais, d'une manière générale, il s'agit d'une performance hautement musicale, mise au service de pages relativement méconnues comme la Symphonie n° 33 *de Mozart et la* Symphonie *dite* Funèbre *de Haydn. Dans le* Concerto pour piano *de Mozart, Alfred Brendel pendant ses pauses semblait guider un peu l'orchestre, mais en toute modestie, sachant fort bien que lorsqu'il aurait les deux mains occupées au clavier, la précision n'en souffrirait pas le moins du monde. Exécution parfaite et inspirée que la* Fantaisie *de Schubert, dans laquelle Imogen Cooper occupait la partie grave du piano, ne pouvait pas dépasser ni même peut-être égaler.*

Moins célèbre sans doute que ces deux dernières pages, la Symphonie concertante pour violon et alto *de Mozart est à beaucoup d'égards une œuvre unique, une sorte de « concerto pour un violon et son ombre », à cela près que, comme au soleil couchant, l'ombre (l'alto) est beaucoup plus grande, plus profonde et finalement plus riche. On pouvait s'attendre à ce que l'orchestre, accompagnant deux cordes solistes, soit réduit au rôle de faire-valoir.*

Il n'en est rien et Mozart choisit au contraire de le traiter lui aussi de façon concertante et polyphonique. Là où une telle ambition aurait réduit un compositeur moins expérimenté à une confusion inextricable, Mozart réussit avec un naturel désarmant : comme le violon domine sans peine, il a porté toute son invention sur la partie d'alto qui, samedi soir, était tenue avec une intelligence musicale et une beauté sonore exceptionnelles. En effet, si Pierre Amoyal est l'un des grands violonistes de sa génération, l'artiste Gérard Caussé est incontestablement sans rival.

GÉRARD CONDÉ.

(1) Retransmise en direct sur France-Musique.

« LA FORCE DU DESTIN » à l'Opéra

Densité humaine

Bonne reprise le 22 juin à l'Opéra de la Force du destin, *le seul spectacle de l'ère Liebermann que Bernard Lefort ait réutilisé cette saison. Ce n'est pas l'un des meilleurs : la mise en scène de John Dexter demeure assez conventionnelle, avec cependant des tableaux de foule d'une mise au point saisissante, tandis que les décors de Jocelyn Herbert et Andrew Sanders, toujours noyés dans l'obscurité, relèvent de styles fort hétérogènes.*

On pourrait dire qu'il en est de même de l'œuvre, si la musique de Verdi ne soulevait ce tissu d'invraisemblances et de mélanges tragi-drolatiques bien au-dessus du mélo ou de la farce, et ne créait surtout une forte tension dramatique entre des personnages d'une réelle densité humaine.

Gianfranco Rivoli, qui remplace Christoph von Dohnanyi (1), en fait admirablement ressortir la vie, le galbe, la couleur, l'intensité, et l'Orchestre de l'Opéra joue avec un bonheur d'expression dont on n'avait pas l'idée naguère avec Julius Rudel, de même que les chœurs de Jean Laforge, d'une beauté et d'une discipline vraiment exceptionnelles.

Veriano Luchetti et Anna Tomowa-Sintow ne font pas oublier Domingo et Arroyo, malgré d'indéniables qualités. Le premier, un peu claironnant et tendu, témoigne cependant d'une belle vaillance. Sa voix ardente, jamais vulgaire, est empreinte d'une véritable émotion, à peine simpliste ; il a malheureusement chanté un peu bas l'air et le duo sur le brancard, une position certes peu confortable pour un ténor.

Une grande pureté

Nouvelle venue à l'Opéra, la Bulgare Anna Tomowa-Sintow est desservie dans l'opéra italien par cette technique slave du vibrato de gorge, un peu trop marqué dans le grave et le médium, mais sa superbe étoffe atteint à une grande pureté, avec de très beaux accents, dans l'aigu. Son jeu reste cependant assez conventionnel.

Débuts à l'Opéra également pour le Suédois Ingvar Wixell, Don Carlo à la tête de Danton, dont la voix terrible écrase parfois celle de son rival. Ce sera sans nul doute l'an prochain un impressionnant Scarpia, tandis que Gabriel Bacquier (autre formidable Scarpia...) brûle la scène en Fra Melitone brandissant sa louche ou sa béquille, la voix, redevenue tonnante, se coulant merveilleusement dans les mots et la musique succulente de Verdi. Quel grand acteur ! Au contraire, Paul Plinshka fait assez banale figure, malgré ses qualités vocales, en supérieur de couvent.

Une révélation pour finir : la Preziosilla de la Bulgare Alexandrina Miltcheva, cantinière ensorcelleuse à la voix rougeoyante d'un superbe métal, bien qu'elle ait paru un peu essoufflée par le fameux Ra-taplan. *Mais voilà bien des raisons de revoir cette* Force du destin.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations les 25, 27, 30 juin, 2, 7, 9 juillet à 19 h. 30.

(1) Celui-ci a refusé d'accepter les coupures pratiquées traditionnellement à l'Opéra : il n'en dirigera pas moins le concert prévu le 6 juillet avec Anja Silja, et les représentations de *Fidelio* l'an prochain.

Le Festival de Béziers

Le Festival de Béziers présentera cet été pendant une semaine (du 18 au 25 juillet) un ensemble de manifestations très originales. A côté des concerts donnés par la Philharmonique de Dresde et l'Orchestre de Lille, on pourra y voir une représentation d'« Andromaque » par le Théâtre du Nombre d'Or, dans une mise en scène de Philippe Lenael, qui tentera d'appliquer toutes les recherches actuelles sur la déclamation et la gestuelle de l'époque baroque.

Les chœurs et l'orchestre du New College d'Oxford, sous la direction d'Edward Higginbottom, interpréteront des motets du grand compositeur occitan Joseph Cassanea de Mondonville, dans une réalisation de la Société de musicologie du Languedoc, et un atelier vocal consacré à Caldara et Albinoni proposera ses travaux avec le concours de l'ensemble biterrois La Cantarela. La Compagnie de danse Dominique Bagouet, désormais implantée à Montpellier, conclura le Festival. (Renseignements : bureau des affaires culturelles, Hôtel de ville, 34200 Béziers, tél. (67) 76-98-10.)

ARTS

Le difficile règlement de l'affaire « Guernica »

Une réunion a lieu cette semaine à Paris à propos de l'affaire *Guernica* entre les enfants Picasso et deux dirigeants du Museum of modern art de New-York, (MOMA), M. Oldenburg, directeur du musée, et M. William Rubin, directeur du département des peintures et des sculptures.

Avant sa mort, Picasso avait remis une lettre à son avocat, Mᵉ Roland Dumas, déclarant que le tableau appartient au peuple espagnol et demandant qu'il lui soit restitué « *lorsque les libertés républicaines seront rétablies en Espagne* ». Ces conditions sont-elles remplies au regard des héritiers détenteurs du « *droit moral* » de l'œuvre de Picasso ? Récemment, l'une des filles du peintre, Maïa, s'est déclarée dans un premier temps opposée à l'envoi de *Guernica* à Madrid, avant de laisser entendre qu'elle se conformerait finalement à la volonté de la majorité des autres héritiers. De son côté, Claude Picasso a affirmé qu'il ne donnerait son assentiment que si l'unanimité des voix était acquise ; en attendant il a prié le musée de New-York de laisser en place la grande toile avec ses œuvres préparatoires.

En avril dernier, le MOMA avait reçu une délégation officielle madrilène venue réclamer formellement *Guernica*, qui, disait-elle, appartient à l'Espagne, le Prado voulant récupérer l'œuvre avant la fin de l'année pour célébrer le centenaire de la naissance de Picasso, en 1881 à Malaga.

Envoyer ou ne pas envoyer *Guernica* à Madrid ? Pour sa part, la direction du musée new-yorkais s'est déclarée prête à l'expédier dès que la demande lui en sera faite. Mais qui peut présenter cette demande ? Le gouvernement espagnol dont les envoyés se démènent pour faire reconnaître ses éventuels droits de propriété ou bien les héritiers qui disposent de l'irréfutable « droit moral » sur l'œuvre de Picasso ?

Cette dispute n'arrange pas les affaires de la direction du MOMA qui construit actuellement une aile nouvelle, et qui est d'autant plus embarrassée que la salle où est accroché *Guernica* (depuis que Picasso l'avait mis en dépôt peu après l'Exposition universelle de 1937 à Paris) se trouve sur le parcours de jonction de l'ancien et du nouveau bâtiment en cours d'achèvement. Il va falloir bientôt abattre des murs et, de ce fait, soit déplacer le monumental tableau, soit procéder à de coûteux détours afin de le laisser en place. La direction du MOMA a toujours dit que cette peinture est fragile et risque de ne pas résister à de multiples manipulations (il faudra à chaque déplacement la décadrer et la rouler), et elle pense qu'il serait plus raisonnable de n'avoir à le faire qu'une seule fois, lors du transfert définitif au Prado, d'où en principe elle ne devra plus bouger.

Résoudre tous ces problèmes et éventuellement amener à la raison les uns et les autres est le but de la venue à Paris des directeurs du MOMA. La situation est d'autant plus délicate que l'Espagne menace le musée new-yorkais de lui intenter un procès si *Guernica* n'est pas envoyé à Madrid, et que de leur côté les enfants Picasso en feront autant si leur volonté présente n'est pas respectée.

J. M.

CINÉMA

La chanteuse et actrice suédoise Zarah Leander est morte

La chanteuse et actrice suédoise Zarah Leander est morte, ce mardi 23 juin, à Stockholm, à l'hôpital de Danderyd. Elle était âgée de soixante-quatorze ans.

Née le 15 mars 1907 à Karlstad, en Suède, dans une famille de protestants austères, Zarah Leander épouse à vingt ans l'acteur Nils Leander, en tournée théâtrale dans la région. Elle le suit à Stockholm, puis à Riga. Il est alcoolique, et elle le quitte, part avec deux acteurs de revue musicale qui l'engagent. La Svensk Filmindustrie lui confie des petits rôles, elle triomphe sur scène dans la Veuve joyeuse *et se marie avec un journaliste venu l'interviewer, mais garde le nom de Leander.*

Max Hansen la fait venir à Vienne en 1936, où elle est la grande diva de l'opérette avec Axel à la porte du paradis. *Un envoyé de la UFA, Ernst Hugo Corell, lui offre un contrat à long terme. Elle accepte, et tourne avec le réalisateur danois Detlef Sierck des films imités des grands mélos romanesques hollywoodiens :* Paramata, bagne de femmes, *en 1936, et* la Habanera, *en 1938. Sierck s'en va aux Etats-Unis où il devient Douglas Sirk, mais Zarah Leander ne le suit pas. Elle est à Berlin lorsque se déclare la guerre ; elle y reste.*

Ceux qui étaient en âge d'aller au cinéma dans les années 40 se souviennent de sa voix grave, de sa beauté fière. Une vamp, comme on disait alors, une femme fatale au passé douteux transfigurée par l'amour fou, ou victime innocente de sa séduction. Un substitut aseptisé de Marlène et de Garbo, c'est ce qu'espèrent tirer d'elle les dirigeants de la UFA et de la propagande nazie. Ses films sont distribués dans tous les pays occupés. A l'exception de quelques rares films dont Un grand amour, *de Hansen, en 1942, dont l'action se passe à Berlin pendant un bombardement allié, elle tourne surtout des films en costumes qui conviennent au goût du temps et à son corps sculptural :* Marie Stuart, *de Froelich, en 1940,* le Chemin de la liberté, *de Hansen, en 1941, vie romancée d'une cantatrice italienne porte-drapeau des révolutionnaires autrichiens de 1848...*

Elle apparaît comme une égérie nazie ; pourtant elle évite les milieux officiels, elle préfère ceux de la bohème frelatée et des homosexuels qui ont échappé au « triangle rose » — qu'ils devaient porter comme les juifs devaient porter l'étoile jaune. Elle donne des fêtes viscontiennes qui ne plaisent pas à Goebbels, et serait peut-être tombée en disgrâce sans la défaite. Sa maison est bombardée, et elle parvient à regagner la Suède.

Elle s'installe à la campagne dans sa famille, et joue la fermière. Elle tente une nouvelle carrière, chantant dans les parcs populaire ses anciens succès, auxquels elle ajoute des tubes de Cole Porter. Mais les Suédois ne lui pardonnent pas sa gloire nazie. Elle part pour l'Autriche, où elle tourne quelques films pendant les années 50 — Gabriella, *de von Czjfra,* Cuba Cabana, *de Fritz Peter Bush,* Ave Maria, *d'Alfred Braun, — mais sa beauté fière est devenue lourde. Elle enregistre encore, ses anciens disques sont repris en album. Son vrai come back ne se fait plus qu'à travers les corps garçonniers des travestis qui miment en ply-back sur sa voix guerrière :* Cabaret d'Paris.

COLETTE GODARD.

Le Mexique au Centre Georges-Pompidou

Le concert donné par l'Ensemble Musique vivante au Centre Pompidou, au cours des six journées consacrées à la culture mexicaine, ne manquait pas d'intérêt, car on connaît fort mal, en France, cette musique dont le compositeur Julio Estrada a brossé en quelques minutes un historique fort éclairant : la musique de l'époque précolombienne complètement disparue, sauf quelques instruments et une certaine tradition vocale, a été submergée par une production hispanisée à laquelle se sont mêlées au dix-neuvième siècle, après l'indépendance, les influences de l'opéra italien et de la musique de chambre française. Le vingtième siècle a vu une recherche d'identité nationaliste, marquée surtout par les personnalités de Carlos Chavez et de Silvestre Revueltas, mais « nous n'avons pas encore touché nos racines », *dit Estrada. La quête se poursuit à travers une création contemporaine très vivante qui explore ses propres chemins, bien qu'elle reste en rapport étroit avec les avant-gardes européennes.*

Le programme, comprenant uniquement des œuvres pour cuivres, offrait une image un peu particulière, mais non pas fausse, de cette musique, car les cuivres jouent un rôle important chez Chavez et Revueltas, dont les compositions reflètent bien la volonté de rupture avec l'univers classique : œuvres sauvages, aux couleurs brutales, aux rythmes rudes et bondissants. Dans le Sextuor *tout récent d'Enrique Gonzalez (1954), on retrouve également cet univers dur et détonant, d'une force explosive à la Varèse. Non moins originale, mais plus subtile dans ses alliages sonores apparaît la* Sonata II pour trois trompettes *d'Hector Quintanar (1936), tandis que le* Canto naciente pour quatuor de cuivres *d'Estrada (1945) tisse tout autour du public comme une grande nasse de sons pour une navigation harmonieuse bord sur bord au gré des vagues, non dépourvue cependant de lourds nuages noirs et de violents paquets de mer. — J. L.*

THÉATRE

Pina Bausch et Robert Anton à Cologne

(Suite de la première page.)

On attendait le *Peer Gynt*, de Patrice Chéreau, qui n'a pu être transporté, pour des raisons de mise en place technique, et qui devait être l'événement du festival (1).

Alors où est allé l'argent ? Dans le tintouin d'une procession d'ouverture orchestrée par Jérôme Savary, qui a fait défiler ses *Onze Mille Vierges*, pour cent mille spectateurs, dans les rues de Cologne, une bagatelle de 300 000 marks ; dans une rétrospective de la chorégraphe Pina Bausch (*Café Muller, le Sacre du printemps, Barbe-Bleue, Bandonéon, Kontakhof, la Légende de la chasteté* et sa dernière création, *1980*, qui sera présentée à Avignon cet été) ; dans une création — un travail d'atelier — de Bob Wilson, *l'Homme en imperméable*, qui sera représentée les 27 et 28 juin, jour de clôture du festival. Et dans seize affichettes différentes. Un budget aussi important permet également de restreindre le nombre de spectateurs (vingt seulement pour Robert Anton, une centaine pour le Squat-Theatre), en laissant le prix des places assez bas (12 marks). Rainer-Werner Fassbinder suit cette manifestation pour la télévision allemande.

Robert Anton joue dans la fondation d'un industriel où les *ficus benjamini* voisinent avec les acryliques de Marylin par Andy Warhol. Une cave recèle cette cérémonie de *la minutie, de l'odeur, de la proximité*. Une femme du public tend son bras pour soulever le couvercle d'un accessoire. Fascinante ébullition, lentes instillations, une marionnette surgit d'un poudroiement, d'une pincée bénie de poudre de perlimpinpin — et si Anton était le diable descendu sur la terre ?

Il chatouille sa création, et c'est merveilleux de le voir s'exprimer, à la fois si riche de sa capacité d'enfance et si démuni. Les gags classiques (la marionnette qui cherche sa tête) servent à exprimer des peurs profondes, rappellent à l'ordre de la mort, qui danse en plume de boa sur un vieux gramophone.

Le groupe américain Squat-Theatre, originaire de Budapest, joue dans un magasin désaffecté, près d'une école de danse. Déjà là, à l'étage, le spectacle se trame, comme une préfiguration du *Bal*, qui a été donné à Cologne sous un chapiteau. Les couples timides s'élancent au son des sambas en osant parfois des figures plus hardies... Le spectacle, *Mr Dead and Mrs Free*, commence par la projection d'un film, d'abord très beau, en noir et blanc, puis interminable, en couleurs, qui a dû engloutir tout l'argent de la subvention. Il en reste peu pour le spectacle lui-même : à peine trois visions, « matées » de part en part par le public payant et le public de la rue. Le texte s'efface derrière l'image, une pauvre image de supermarché. Tandis que les nageuses « estherwilliamesques » plongent en corolles dans les yeux vidéo d'un gros poupon en celluloïd, les autobus rouges de la ville glissent lentement vers la gare.

Le public a fait une ovation à la mise en scène, vieillotte et sympathique, de *l'Opéra de quat' sous* par une troupe de Moscou, le Satire-Theater. Dans un café de la ville, le soir, les jeunes se plaignent du festival. Ils sont apprentis acteurs, apprenties danseuses. Ils auraient aimé voir *le Bal*, mais il est impossible d'avoir des tickets et, pour se consoler, une fille déroule une affichette hors de son sac. Un garçon qui veut devenir comédien dit : « *Je ne vais pas voir les spectacles parce qu'il n'y a pas de place. Alors je vais au McDonald's, et ce que je vois, j'imagine, est aussi intéressant que ce que je verrais au théâtre, au Squat-Theatre ou ailleurs...* » Il n'a pas tort. Mais il y a Pina Bausch.

Chez Pina Bausch, le corps doublonne la voix, l'instrument de musique, danse la douleur extrême. Pina Bausch réapprend au spectateur la noblesse des sentiments, rien de plus beau que deux corps qui ont envie de s'aimer. Pina Bausch montre ce qui devrait se passer tous les jours si notre vie n'était pas si empoisonnée.

Pour son nouveau spectacle, *Ebdomero* (qui fait suite à *Ponto di Rottura*, plus réussi), la troupe de Florence Magazzini Criminali a mis sur la scène une piste d'atterrissage, un circuit vidéo, un matériel de gymnase, des flippers, des néons, une jolie carte postale agrandie. Après *la Fièvre du samedi soir*, la troupe s'est mise au rythme *speed* des musiques du jour (Brian Eno) et joue à bloc l'horripilation de la répétition de gestes minimes qui associe leur prestation à une gymnastique insensée. D'ennui, quand même, un spectateur est monté sur la scène pour utiliser un des flippers du décor... Est-ce vraiment nécessaire de décliner une préférence entre l'archaïsme des Moscovites et le modernisme frénétique de ces Florentins ? On ne chercherait pas à départager Robert Anton et Pina Bausch. Ils sont tous les deux authentiques ; mais déjà découverts.

HERVÉ GUIBERT.

(1) A la place de *Peer Gynt*, l'Action artistique a financé le déplacement, pour une représentation le 24 juin, du spectacle d'Alfredo Rodriguez Arias créé au théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, *la Bête dans la jungle*, avec Delphine Seyrig et Sami Frey.

« Marie la Louve » au Lucernaire

Histoire de sorcellerie, dans une campagne, d'après un livre de Claude Seignolle. Les comédiens de la Compagnie de l'Elan, afin de figurer le loup, le diable, les envoûtés, les vieilles femmes qui savent bien des choses, ont opté pour un jeu théâtral familier, imagé, dont la simplicité rappelle un peu la poésie et le côté peintre naïf des anciennes illustrations des Contes de Perrault, par exemple. Beaux costumes fluides, oniriques, le masque du loup aussi est bien fait. A part deux ou trois voix trop pseudo-chevrotantes, l'interprétation a du charme.

Mais qui peut aller voir ça ? Pas les enfants, qui, dans le genre, préfèrent les soucoupes, et les femmes « bioniques » de la télévision. Pas les adultes, pour qui le diable ne hante plus les prés ou les bois, mais les laboratoires atomiques ou les allées du pouvoir. La vérité de la présence réelle des acteurs va à l'encontre du « rêve » du méchant loup : la sorcellerie, comme la peur, a besoin d'absence. Le livre, ici, convient mieux que la scène.

M. C.

★ Lucernaire, 20 h. 30.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES Jeudi 25 juin à 20 h. 30. (p.e. OAI, Valmalète)	Unique récital **Margaret PRICE** Soprano Piano : Geoffrey PARSONS
EGLISE ST-SEVERIN Tous les mardis à 21 heures. Loc. : face Eglise (Werner)	« Saison parisienne 1981 » ORCHESTRE ET CHORALE **KUENTZ** Le 30 juin : Tricentenaire TELEMANN 7 juillet : VIVALDI double chr et dble orch.
THEATRE NATIONAL DE L'OPERA Lundi 6 juillet à 21 heures. (p.e. OAI/Valmalète) Concert Hors Abdt Place de 10 à 120 F.	ORCHESTRE NATIONAL **DE L'OPÉRA** **Dir. : Christoph VON DOHNANYI** **Sol. : Anja SILJA** BARTOK SCHOENBERG SCHUMANN
VIEIL HOPITAL (13e siècle) TONNERRE (Yonne) Samedi 25 juillet à 20 h. 45. (Dandelot)	Concert exceptionnel dans un cadre prestigieux Vivaldi - Bach - Mozart YERODI **MENUHIN** Orchestre de chambre **CAMERATA LYSY (Gstaad)** Rens. : 563-47-18 et 563-20-08 Un train spécial est prévu de Paris
PRINCIPAUTE DE MONACO PALAIS PRINCIER et CENTRE de CONGRES Auditorium — Du 15 juillet au 12 août 1981 en soirée. — Renseign. : Opéra de Monte-Carlo Téléphone (93) 50-69-31 — (p.e. Dandelot)	**CONCERTS du PALAIS PRINCIER** ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE MONTE-CARLO 15-7 : Dir. Lawrence Foster (Requiem de Verdi) 19-7 : Dir. R. Frubeck de Burgos. Sol. Henryk Szeryng 22-7 : Dir. Lawrence Foster Sol. : Mstislav Rostropovitch 26-7 : Dir. Gary Bertini Sol. : Bruno-Leonardo Gelber 9-8 : Dir. : Aldo Ceccato Sol. Martha Argerich. 12-8 : Dir. M. Tilson Thomas Sol. Alexis Weissenberg. C.C.A.M. 30-7 : Dir. G. Masini Sol. Martina Arroyo et Ruggero Raimondi

CONCERTS



SAISON LYRIQUE

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES Mardi 30 juin à 20 heures.	**WAGNER : Rienzi** L. SABITCH, M. BARSCHA W. NEUMANN, V. von HALEM S. SJOESTEDT, R. MASSIS P. KOVACS, F. VASSAR CHŒURS DE RADIO FRANCE **Nouv. orch. Philharm.** **Dir. Siegfr. KOEHLEZ**

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES Mercredi 1er juillet à 20 h. 30.	**Dir. : Lorin MAAZEL** **Schumann - Bruckner**

Loc. : RADIO FRANCE, salle et agences

IRCAM
PIERRE BOULEZ eic

MUSIQUE du XXe siècle
saison 81/82
abonnements
BROCHURE-ABONNEMENTS SUR DEMANDE
EIC 9, rue de l'Echelle Paris 9e
tél. 260.94.27
M ________
adresse ________

PEPAC
3, avenue du Père-Lachaise (20e)
358-17-76

STAGE THÉATRE
pendant le festival d'
AVIGNON
Bernard AVRON
Philippe GRANDEMANGE
2 stages d'une semaine chacun
Animation par des créateurs et des participants au festival
« LE TEMPS SUR UN PLATEAU de THÉATRE »
Rens : 203.19.24 ou au PEPAC



PALAIS GARNIER
LUNDI 6 JUILLET - 21H
CONCERT
CH. VON DOHNANYI
Soliste : ANJA SILJA
ORCHESTRE NATIONAL DE L'OPÉRA
BARTOK - SCHOENBERG
SCHUMANN
CONCERT HORS ABONNEMENT
Places disponibles toutes catégories
PLACES DE 10 A 120 F
LA LOCATION EST OUVERTE
TOUS LES JOURS DE 11H A 18H30

SEUL A PARIS AU PUBLICIS ST GERMAIN
149, Bld Saint-Germain

L'histoire ne se répète jamais, elle bégaie...
Rappelle-toi Marianne :
La Marseillaise
Le Front Populaire
Léon Blum
La grève sur le tas
L'An 1 des congés payés
La semaine de 40 heures
Malraux, l'Espoir
La Grande Illusion
'36
LE GRAND TOURNANT
UN FILM DE HENRI DE TURENNE

SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Marie la Louve : Lucernaire (544-57-34). 20 h. 30.
La Strada : Carreau du Temple (274-43-11). 18 heures.
La Nuit juste avant les forêts : Petit Odéon (325-70-32). 18 h. 30.
Pauvre France : Palais-Royal (297-59-81). 20 h 45.
Festival TEM, Montreuil, salle Berthelot (858-65-33). 21 heures.
La Liaison mathématique, Théâtre En-Rond (387-88-14). 20 h 30.
Lionel Rocheman, Théâtre de Dix Heures (606-07-48). 20 h 30
Vacuum, American Center (321-42-20). 21 heures.

Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française (296-10-20), 20 h. 30 : la Locandiera
Chaillot (727-81-15), 20 h. 30 : Calderon ; salle Gémier, 20 h. 30 : la Méprise.
Théâtre de la Ville (274-11-24), 18 h. 30 : Lazar Berman, piano ; 20 h. 30 : Lindsay Kemp Company.
Théâtre musical de Paris (261-19-83), 20 h. 30 : Ballet folklorique de Mexico.
Carré Silvia Monfort (531-28-34), 20 h. 30 : les Veuves ambulantes.

Les autres salles

Antoine (208-77-71), 20 h. 30 : Potiche.
Astelle-Théâtre (202-34-21), 20 h. 30 : les Bonnes.
Atelier (606-49-24), 21 h. : les Trois Jeanne.
Athénée (742-67-27), 21 h. : Faisons un rêve.
Bouffes-du-Nord (239-34-50), 20 h. 30 : la Cerisaie.
Carreau du Temple (274-43-11), 21 h. : Comme le sexe du serpent.
Cartoucherie, Théâtre de la Tempête (328-36-36), 20 h. 30 : D'un Céline l'autre. — Chaudron (328-97-04), 20 h. 30 : Demeter II.
Centre d'art celtique (258-97-62), 20 h. 30 : Prévert Jacques, Breton André.
Cité internationale universitaire (589-33-69), Galerie, 20 h. 30 : Lotte à Weimar
Comédie italienne (321-22-22), 21 h. : la Mère confidente.
Comédie de Paris (281-00-11), 20 h. : Boris Supervian.
Croq'-Diamants (272-20-06), 22 h. : la Voix humaine ; 22 h. 15 : Mama-Hari.
Ecurie des abattoirs de Vaugirard (250-26-76), 21 h. : la Dynastie des malpropres.
Espace-Gaîté (327-95-94), 21 h. 45 : Ivres pour vivre.
Espace-Marais (271-10-19), 22 h. : The Last Laugh.
Fondation Deutsch-de-la-Meurthe (540-62-22), 20 h. 45 : Avis de rencontre.
Fontaine (874-74-40), 20 h. 30 : J'aimerais bien aller à Nevers ; 22 h. : les Aviateurs.
Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 20 h. 15 : Elle voit des nains partout ; 22 h. : Tranches de vie.
Galerie-55 (326-68-51), 20 h. 30 : le Chant du bouc.
Huchette (326-23-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h. 30 : la Leçon.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
• LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES •
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés).

Mardi 23 juin

Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir, 18 h. 30 : Ecoute Israël ; 20 h 30 : les Amis ; 22 h. 45 : Clodo de Dieu. — Théâtre rouge, 18 h 30 : Ella Telegrammes ; 22 h. 30 : Shérazade. — Petite salle, 18 h. 30 : Parlons français.
Madeleine (265-07-09), 20 h. 45 : Arsenic et vieilles dentelles.
Marigny (256-04-41), 21 h. : Domino. Salle Gabriel (225-20-74), 21 h. : le Garçon d'appartement.
Michel (265-35-02), 21 h. 15 : On dînera au lit.
Michodière (742-95-22), 21 h. : les Mystères de l'amour.
Montparnasse (320-89-90), 21 h. : Exercice de style.
Poche Montparnasse (548-92-97), 20 h. 45 : Accordez vos violons.
Roquette (805-78-51), 20 h. : Pentablogues ; 21 h. 45 : Auguste ; II, 20 h. 30 : San Antonio ; 22 h. 15 : le Fétichiste.
Studio des Champs-Elysées (723-35-10), 20 h. 45 : le Cœur sur la main.
TAI Théâtre d'Essai (278-10-79), 18 h. 30 : l'Objet aimé ; 20 h. 30 : l'Ecume des jours.
Théâtre-Atelier (977-31-85), 20 h. : l'Evangile selon Barabbas.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 30 : De quoi j'me jumelle ; 22 h. : Nous, on fait où on nous dit de faire.
Théâtre du Marais (278-03-53), 20 h. 30 : le Pique-Assiette.
Théâtre Marie-Stuart (508-17-80), 20 h. 30 : la Marelle.
Théâtre de la Mer (589-70-22), 20 h. 30 : Toi et tes nuages.
Théâtre Présent (203-02-55), 20 h. 30 : le mime Pradel ; 21 h. : l'Ile de M. Boccara.
Théâtre du Rond-Point (256-70-80), 20 h. 30 : l'Amour de l'amour. — II, 20 h. 30 : la Mort d'Ivan Illitch.
Théâtre Saint-Médard (783-50-02), 20 h. 30 : Ubu président.
Théâtre Tristan-Bernard (522-08-40), 21 h. : le Français né malin.
Variétés (233-09-92), 20 h. 45 : l'Intoxe.

Les cafés-théâtres

Au Bec-fin (296-29-35), 20 h. 30 : Jamais deux sans moi ; 21 h. 30 : Woody folies ; 22 h. 45 : la Revanche de Nana.
Blancs-Manteaux (887-17-84), 20 h. 15 : Areuh = MC2 ; 21 h. 30 : A. Didier ; 22 h. 30 : les Bulles dans l'encrier. — II, 21 h. 30 : Sardines grillées ; 21 h. 30 : Attachez vos ceintures... ; 22 h. 30 : Tempête sous deux bérets basques.
Café d'Edgar (320-85-11), 18 h. 30 : C. de Turckheim ; 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frère siamois ; 21 h. 30 : la Jacassière ; 22 h. 30 : les Suisses.
Connétable (277-41-40), 20 h. 30 : A la rencontre de M. Proust.
Coupe-Chou (272-01-73), 19 h. : le Bel Indifférent ; 20 h. 30 : le Petit Prince ; 21 h. 45 : Va-t-en, je t'aime.
Le Fanal (233-91-17), 20 h. : Pourquoi ; 21 h. 15 : Monsieur Francis Blanche.
Lucernaire (544-57-34), 22 h. 30 : Katiouchka.
Petit Casino (278-36-50), I, 20 h. 30 : Phèdre à repasser ; 22 h. 15 : T'as pas vu mes bananes ; II, 22 h. : Des bigoudis à l'intérieur de la tête.
Pied bleu (285-32-16), 20 h. : la Caisse du chat ; 21 h. 15 : Ah ! si j'avais su...
Point-Virgule (278-67-03), 20 h 30 : J. Charby ; 21 h. 30 : les Demoiselles de Rochechouart ; 22 h. 45 : Du ronron sur les blinis.
Splendid (887-33-82), 20 h. 15 : Enfin seul ; 22 h. : le Troisième Jumeau.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 21 h. 30 : la Grande Shirley ; 22 h. 30 : les Petites Filles modules ; 23 h. 30 : Moi, mes monstres sacrés et moi.
Tremplin de Paris (281-56-79), 19 h. 15 : Tirez pas sur le psychanalyste ; 20 h. 15 : D. Riey.
La Vieille Grille (707-60-93), 21 h. 30 : Une cocaïne allemande.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Sept ans de bail... bye bye.

La danse

Centre Mandapa (589-01-60), 20 h. 45 : Maitreyi.
Gymnase (246-79-79), 20 h. 45 : Kol Aviv.
Porte-Saint-Martin (607-37-53), 20 h. 30 : Ballets Peter Goss.
Théâtre 18 (226-47-47), 21 h. : Compagnie de Belleux.
Théâtre Noir (797-85-14), 20 h. 30 : la Brisante.

Les music-hall

Casino Saint-Martin (208-21-93), 21 h. : Stone et Charlotte Julian ; 22 h. : Génération Hollywood.
Lucernaire (544-57-34), 22 h. 15 : Sylvie Joly
Moderne (874-10-75), 20 h. 45 : le Chant du peuple juif assassiné.
Olympia (742-25-49), 21 h. : Djurdjura.
Palais des Glaces (607-49-93), 20 h. 30 : Baden Powell.
Montparnasse (322-77-30), 22 h. : Pepe de Cordoba.
Cité internationale (589-67-57), 21 h. : Gotan.

Les concerts

Lucernaire, 19 h. 30 : L. Petrova-Boinay, A. Perchat (arias et airs d'Opéra) ; 21 h. : O. Bornand, A.-M. Duboulоz (Mozart, Schubert, Schumann).
Ranelagh, 20 h. 30 : J. de Aguiar, M. Houlier (Ortiz, Frescobaldi, Riccio...).
Salle Gaveau, 21 h. : Orchestre de chambre de Caen (Bach, Mozart, Vivaldi).
Hôtel Saint-Aignan, 21 h. : Quatuor Elysées (Beethoven, Mahler, Brahms).
Forum des Halles, 20 h. 30 : R. Woodward, E. Chojnacka, G. Renon-McLaughlin, S Gualda (Xenakis).
Eglise de la Madeleine, 18 h. 30 : Chœurs et Ensemble instrumental de la Madeleine (Mendelssohn, Glück, Bach).
Eglise allemande, 21 h. : A. Keller, R. Steiner (Bach, de Grigny, Frescobaldi, Telemann).
Eglise Saint-Séverin, 21 h. : Orches- et chorale P. Kuentz (Mozart).

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h. 30 : G Badini Swing Machine.
Chapelle des Lombards (354-24-24), 20 h. 30 : Luther Thomas and Dizzazz ; 23 h. : Los Salseros.
Cloître des Lombards (233-54-09), 21 h. : Quartet Oki.
Dreher (233-48-41), 21 h. 30 : T. Flanagan, R. Workman.
Eglise américaine, 20 h. 30 : D. Cobbi Quartet.
Espace Gaîté (327-95-94), 20 h. 15 : E. Depardieu, F. Bernheim.
Gibus (700-78-88), 22 h. : Mbbo.
Jazz Unité (776-44-26), 21 h. : Yochk'O Seffer.
New Morning (745-82-58), 21 h. : Betty Carter
Stadium de Colombes, 20 h 30 : Bob Dylan.
Slow Club (233-84-30), 21 h. 30 : C Luter Sextet.
Théâtre de la Potinière (742-54-74) 21 h. : Bratsch.

En région parisienne

Chatou, Centre L.-Jouvet (952-20-07). 21 h. : Les étoiles de l'Opéra de Paris.
Clichy-La Garenne, Théâtre Rutebeuf (731-11-53), 21 h. : Ensemble Droubja.
Courbevoie, Maison pour tous (333-63-52), 21 h. : Boys Friends.
Malakoff, Théâtre 71 (655-43-45), 21 h. : la Fille de Rappaccini.
Versailles, Chapiteau, 21 h. : Rue des Petits-Destins

XVIIIe FESTIVAL DU MARAIS
(887-74-31)

Théâtre Essaïon, 18 h 45 : Malawika ; 20 h. 30 : Incendie au sous-sol ; 22 h. : les Nonnes. — II, 18 h. 30 : Du bout du monde au cœur de Blaise ; 20 h. 15 : Piège à Méduse ; 21 h. 45 : le Combat.
Eglise Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux, 21 h. 15 : J.-F. Heisser (d'Indy, Dukas).
Cave de l'hôtel de Beauvais, 20 h. 30 : Carlos Andreu ; 22 h. : Colporteur d'images.
Place du Marché-Sainte-Catherine, 19 h. 30 : Inde mystérieuse ; 20 h. 30 : Cotillard.
Café de la Gare, 20 h. 30 : Arcane V ; 15 h. : Histoires extraordinaires.

FOIRE SAINT-GERMAIN

Place Saint-Sulpice, 18 h. : Orchestre de chambre de Paris ; 20 h. 30 : Chorale A cœur joie.

En raison du succès du groupe « ODEURS » à l'Olympia, prolongation : 3 représentations les jeudi 25, vendredi 26 et samedi 27 juin.

EIC avis de concours

L'Ensemble InterContemporain recrute :
- **un piano** jouant également le clavecin et l'orgue
- **un basson** jouant également le contrebasson

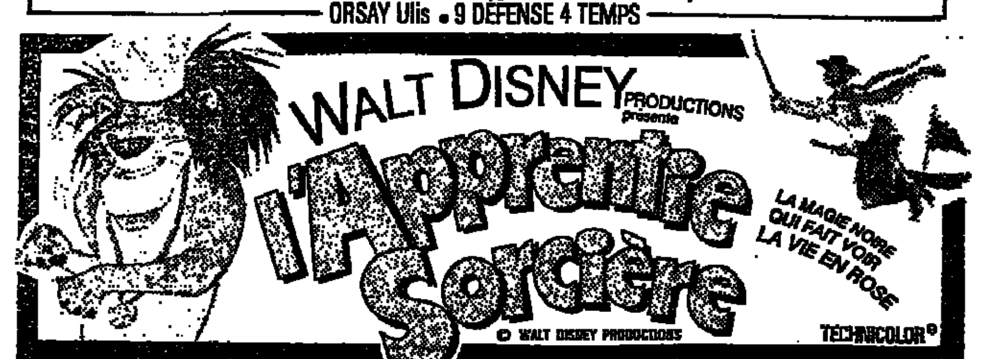
Ces deux postes sont à pourvoir à partir du 1er novembre 1981.
Les musiciens peuvent être amenés à jouer en solistes.
Les auditions auront lieu **les 16 et 17 septembre** pour le piano et **les 23 et 24 septembre** pour le basson.
Programmes communiqués à partir du 20 juillet et date limite de dépôt des candidatures fixée au 20 août 1981.
Renseignements et dépôt de candidature :
Ensemble InterContemporain Auditions 9 rue de l'Échelle
75001 Paris tél. 261.56.75.

WRTL
MIKE OLDFIELD EN FRANCE
24 juin : Paris Palais des Sports.
30 juin Strasbourg Hall Tivoli 25 juin Lille St Sauveur 28 juin La Mothe St Heray 29 juin Lyon Bourse du Travail 27 juin Concarneau Centre Culturel
Retrouvez-le dans
EPISODES
un Disque* à tirage limité qui réunit les grands thèmes musicaux de MIKE OLDFIELD dont : TUBULAR BELLS et PORTSMOUTH
Virgin
*disponible en K7

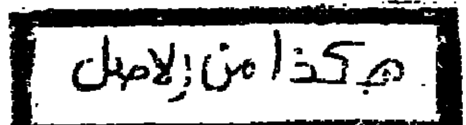
Comédie Française
SALLE RICHELIEU - 296-10-20
Mercredi 24 juin, à 14 h. 30
MATINÉE EXCEPTIONNELLE
GOLDONI
LA LOCANDIERA
Mise en scène Jacques LASSALLE
le chef-d'œuvre du Molière italien
Carlo GOLDONI

MERCREDI

MARIGNAN PATHÉ mat. v.f., soir. v.o. LA ROYALE DISNEY · GAUMONT RICHELIEU
MONTPARNASSE PATHE · GAUMONT SUD LA FAUVETTE · CLICHY PATHE MAYFAIR PATHE
VERSAILLES Cyrano • THIAIS Belle Épine Pathé • ÉVRY Gaumont • BOULOGNE Gaumont Ouest
CHAMPIGNY Multiciné Pathé • ASNIÈRES Tricycle • ENGHIEN Français • AULNAY Parinor
ORSAY Ulis • 9 DÉFENSE 4 TEMPS



VITTORIO GASSMAN ET MARIO MONICELLI
VOUS DÉFIENT
DE DEVINER CE QUI SE PASSE
DANS LEUR
CHAMBRE D'HOTEL
007
MERCREDI 24 JUIN
Gaumont



SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
15 h. : les Conquérants, de W.A. Wellman ; Le cinéma grec contemporain, 19 h. : Jamais le dimanche, de J. Dassin ; 21 h., Annecy 81 : Solitude ; le Grand Choc ; Sous l'empire de Gambrinus ; le Gâteau ; la Mort au printemps ; Métaphore...

BEAUBOURG (278-35-57)
Relâche.

Les exclusivités

LES AILES DE LA COLOMBE (Fr.) : Quintette, 5e (534-35-40).
ALLEMAGNE, MERE BLAFARDE (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
LES ANNEES LUMIERE (Suis.), v. angl. : Studio Git-Le Cœur, 6e (326-80-25). Balzac-Olympic, 8e (561-10-60), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
LE BAHUT VA CRAQUER (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33), Richelieu, 2e (233-56-70), Marignan, 8e (359-92-82), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Wepler, 18e (522-46-01). Tourelles, 20e (364-51-98).
LA BOUM (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70), Monte-Carlo, 8e (225-09-83). Richelieu, 2e (233-56-70), Monte-Carlo, 8e (225-09-83).
BREAKING GLASS (Ang., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Français, 9e (770-33-88), Parnassiens, 14e (329-83-11).
LA CAGE AUX FOLLES No 2 (Fr.), U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46).
DES GENS COMME LES AUTRES (A., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47), Marignan, 8e (359-92-82).
LE DERNIER METRO (Fr.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83). Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
DIE KINDER AUS No 67 (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
DIVA (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70).
DIVINE MADNESS (A., v.o.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
ELEPHANT MAN (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40), Ambassade, 8e (359-19-08). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33), Capri, 2e (508-11-69), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23)
EXCALIBUR (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67). — V.f. : Français, 9e (770-33-88), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Gaumont-Sud, 14e (327-84-50), Wepler, 18e (522-46-01), Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
FAME (A., v.o.) : St-Michel, 5e, (326-79-17).
FANTOME D'AMOUR (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47), Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Marignan, 8e (359-92-82).
FONDU AU NOIR (A., **, v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).
LES FRUITS DE LA PASSION (Jap. v.o., **) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23). Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; v.f. : Helder, 9e (770-11-24), Normandie, 8e (359-41-18) ; Maréville, 9e (770-72-86) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
GIMME SHELTER (A. v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
LA GUERRE DES OTAGES (A. v.f.) : Cin'Ac Italiens, 2e (296-80-27).
IN GIRUM NOCTE ET CONSUMIMUR IGNI (fr.) : Studio de la Contrescarpe, 5e, (325-78-37).
KAGEMUSHA (Jap., v.o.) : Athéna, 12e (343-00-65).
LABYRINTHES (Fr.) (F. Expér.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94).
LILI MARLEEN (All. v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22), U.G.C. - Marbeuf, 8e (225-18-45) — v. f. : Français, 9e (770-33-88).
MALEVIL (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; 14-Juillet - Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
NEIGE (Fr), (*) : Forum-Halles, 1er (297-53-74) ; Rio, 2e (742-82-54) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. - Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenue-Montparnasse, 14e (544-25-02) ; 14-Juillet - Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
LA NUIT DES EXTRA-TERRESTRES (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e, (742-56-31).
OUT OF THE BLUE (A., v.o., **) : Studio Logos, 5e (354-26-42).
LE POLICEMAN (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70); Quintette, 5e (354-35-40); Marignan, 8e (359-92-82); Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93); Berlitz, 2e (742-60-33); Cluny-Palace, 5e (354-07-76); Montparnasse-83, 6e (544-14-27); Athéna, 12e (343-00-65); Fauvette, 13e (331-56-86); Gaumont-Convention, 15e (828-42-27); Victor-Hugo, 16e (727-49-75); Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LA PORTE DU PARADIS (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38); U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22); Ambassade, 8e (359-19-08). — V.f. : Français, 9e (770-33-88).
POSSESSION (Fr.-All., v.o.) (**) : Forum, 1er (297-53-74); Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20); Colisée, 8e (359-29-46). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-Pathé, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
POURQUOI PAS NOUS ? (Fr.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62); Biarritz, 8e (723-69-23); Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52); Magic-Convention, 15e (828-20-64).
PULSIONS (A., v.o.) (**) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82); U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : Bretagne, 6e (222-57-97); Haussmann, 9e (770-47-55).
QUARTET (Ang.-Fr., v. ang.) : Quintette, 5e (354-35-40); Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80); Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88).
QUELQUE PART DANS LE TEMPS (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
LE RISQUE DE VIVRE (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04), h. sp.
LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25).
SAN MAO LE PETIT VAGABOND (Chin., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71); 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00); Olympic - Balzac, 8e (561-10-60); 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
SHOW BUS (A., v.o.) : Studio Raspail, 14e (320-38-98).
LE SOLITAIRE (A., v.o.) : U.G.C. Elysées, 8e (359-12-15).
THE ROSE (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12), Broadway, 16e (527-41-16).
TROIS FRERES (It., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Pagode, 7e (705-12-15). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare - Pasquier, 8e (387-35-43) : Gaumont-Convention, 15e (828-42-27)
UN COSMONAUTE CHEZ LE ROI ARTHUR (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Forum-Halles, 1er (297-53-74) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount - Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount - Orléans, 14e (540-45-91 ; Paramount - Montmartre, 18e (606-34-25).

FILMS NOUVEAUX

CHARULATA, film indien de Satyajit Ray. — V.o. : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; 14 - Juillet - Parnasse, 6e (326-58-00) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60); 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
Dr JEKYLL ET LES FEMMES, film français de Walerian Borowczyk (**). — Rex, 2e (236-83-95). — U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59); Murat, 16e (651-99-75); Paramount - Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
DOMINIQUE, film américain de Michaël Anderson. — V.o. : George-V, 8e (562-41-46). — V.f. : Lumière, 9e (246-49-07) ; Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Images, 18e (522-47-94).
LE GUEPIOT, film français de Joska Pilissy. — A.B.C., 2e (236-55-54) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Montparnos, 14e (327-37-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).
IDOLMAKER (Au temps du rock and roll), film américain de Taylor Hackford. — V.o. : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43); Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LE MONSTRE DU TRAIN, film américain de Roger Spottiswoode. — V.o. : Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Max - Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount - Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) : Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount - Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montparnasse, 18e (606-34-25).
L'ŒIL DU TEMOIN, film américain de Peter Yates. — V.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) : Murat, 16e (651-99-75).
SHOGUN, film américain de Jerry London. — V.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount - Bastille, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount - Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
COUSINE JE T'AIME, film espagnol de Fernando Trueba. — V.o. : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) : Gaumont-Sud, 14e (327-84-50, ; Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23).

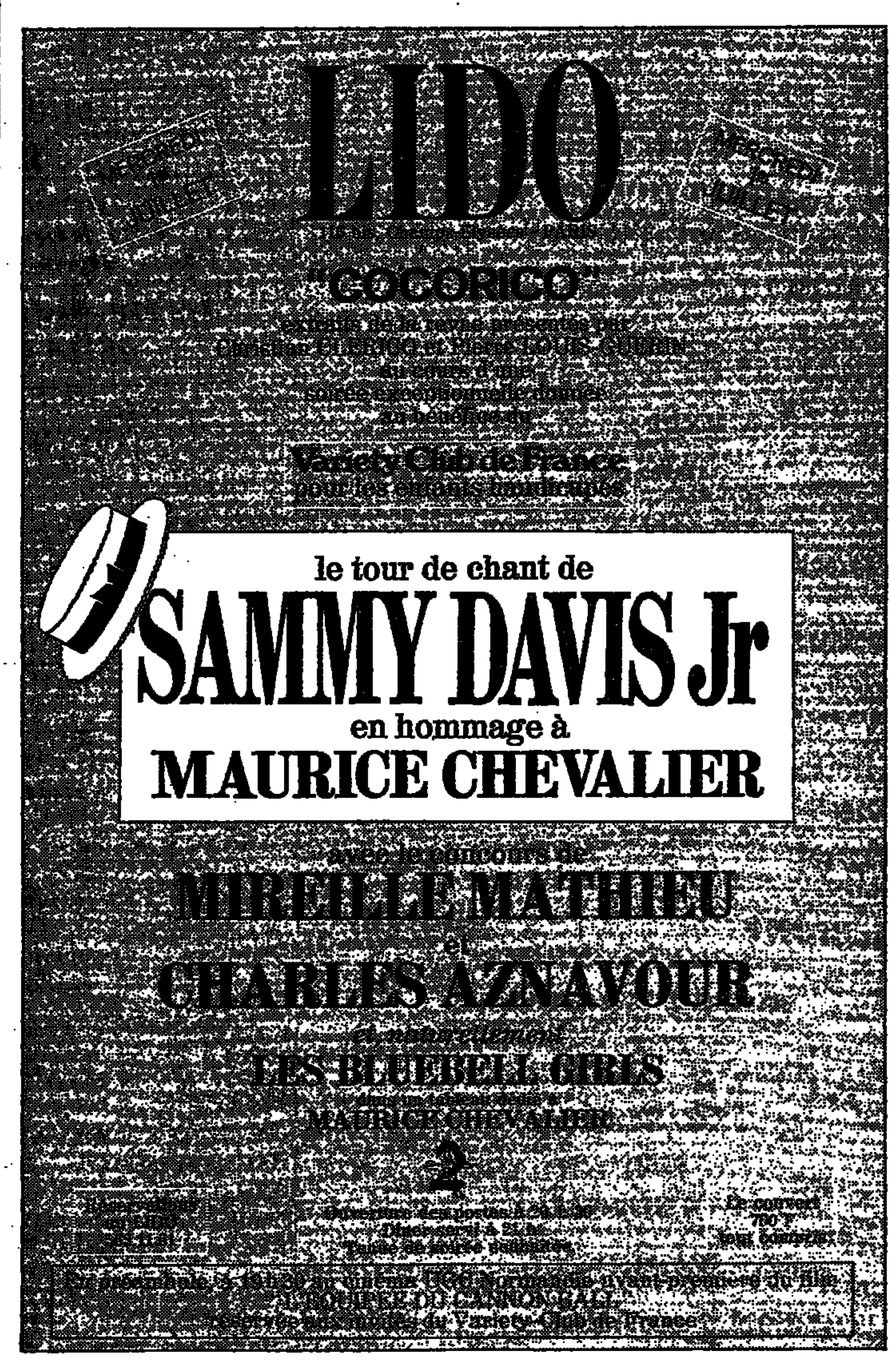
Les séances spéciales

LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI (It., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93), S., D., 20 h., Mar. 18 h., 20 h.
LE COUP DE GRACE (All., v.o.) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 15.
L'EMPIRE DES SENS (Jap. v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 0 h. 15 ; Grand Pavois, 15e (554-46-85), 22 h. 30.
LA FEMME DE L'AVIATEUR (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf S., D.).
INDIA SONG (Fr.) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 20.
MAITRESSE (Fr.) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99). V., S., 0 h. 15.
MORT A VENISE (It., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 14 h. à 20 h.
NICK'S MOVIE (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h.
PERFORMANCE (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) 18 h. (sf S., D.).
POLLET J. D., (sf M.) ; Studio 43, 9e (770-63-40), 12 h.
LE RISQUE DE VIVRE (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04), 14 h.
SCARFACE (A v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) 18 h. (sf S., D.).
LA SPLENDEUR DES AMBERSON, (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23), 12 h.
SIMONE BARBES OU LA VERTU (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h., S., D., 14 h.

Les festivals

TRANS-CINEMA EXPRESS (v.o.) : Pionniers et Héros, Centre culturel de Belgique, 4e (271-26-16) ; la Bête humaine ; Désir humain.
A. WAJDA (v.o.) : 14-Juillet - Parnasse, 6e (326-58-00) : Sans anesthésie.
HUMPHREY BOGART (v.o.), Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : le Faucon maltais.
GARY COOPER (v.o.), Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : les Proies.
CINEMA AMERICAIN (v.o.), Mac-Mahon, 17e (878-80-50) : Sylvia Scarlett.
AKIRA KUROSAWA (v.o.), Action-Christine, 6e (325-85-79) : le Château de l'araignée.
DEBAILLONNER LA T.V., St-Séverin, 5e (354-50-91) : Avoir vingt ans dans les Aurès ; la Bataille d'Alger.
SANG FILMS D'AMERIQUE DITE LATINE (v.o.), Denfert, 14e (321-41-01) : Terre en transes.
FILMS INEDITS DE JAZZ (v.o.) Ciné-Seine, 5e (325-95-99), en alternance : D. Ellington, B. Smith, L. Hampton, L. Armstrong, C. Basie, C. Hawkins...
MARX BROTHERS (v.o.) Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : les Marx au grand magasin.
HISTOIRES ITALIENNES (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : l'Affaire Matteotti.
LUIS BUNUEL (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : Simon du désert ; la Montée au ciel.
SHAKESPEARE ET LES RUSSES (v.o.), Cosmos, 6e (544-28-80), en alternance : Hamlet, la Mégère apprivoisée, Othello, le Roi Lear.







RADIO-TÉLÉVISION

LE DÉPART DE PLUSIEURS RESPONSABLES DE CHAINES ET L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES JOURNALISTES D'ANTENNE 2

M. Claude Contamine (FR 3) donne sa démission

M. Claude Contamine, président-directeur général de FR 3 depuis 1975, a annoncé, ce mardi 23 juin, qu'il avait donné, la veille, sa démission à M. Pierre Mauroy, premier ministre. Le 22 juin, M. Maurice Ulrich, président-directeur général d'Antenne 2 depuis le mois de décembre 1977, avait déjà fait connaître sa démission, remise dans l'après-midi au premier ministre qui l'avait acceptée. Le même jour, enfin, M. Roland Faure, journaliste, directeur de l'information à Radio-France depuis septembre 1979, avait annoncé qu'il avait présenté la sienne à Mme Jacqueline Baudrier, président-directeur général de Radio-France, le 30 mai dernier. Celle-ci l'avait acceptée dans une lettre datée du 6 juin.

La démission de M. Claude Contamine n'a fait l'objet à l'hôtel Matignon que d'un bref communiqué indiquant que M. Pierre Mauroy l'avait acceptée. Les services du premier ministre indiquaient le 23 juin que ce communiqué ne devrait être suivi d'aucun autre.

[Né en 1929 à Metz, M. Claude Contamine, ancien élève de l'École nationale d'administration, a commencé en 1953 sa carrière dans la diplomatie. Après plusieurs postes de conseiller au ministère des affaires étrangères, il devient en 1962 directeur de cabinet de M. Alain Peyrefitte au ministère de l'information.

En 1964, il est nommé directeur général adjoint de l'O.R.T.F., puis directeur de la télévision. Directeur de l'Union générale cinématographique (U.G.C.) de 1968 à 1971, puis consul général de France à Milan de 1971 à 1973, M. Contamine revient à l'O.R.T.F. comme directeur chargé des affaires extérieures et de la coopération. Après l'éclatement de l'O.R.T.F., il est nommé en 1975 président de FR 3 et reconduit jusqu'à présent dans cette fonction.]

En revanche, après la démission de M. Maurice Ulrich, l'hôtel Matignon a publié un communiqué le 23 juin qui précise : « *Le premier ministre, qui a reçu M. Ulrich a accepté sa démission. Il lui a indiqué qu'il appréciait son geste qui manifeste le souci de prendre en compte l'expression du suffrage universel et l'ampleur des réformes annoncées dans le domaine de l'audiovisuel.*

» *Il a remercié M. Ulrich pour la manière dont il a exercé ses fonctions et l'a prié de conserver celles-ci jusqu'à ce qu'un successeur lui soit désigné.* » (1.)

Les journalistes de la deuxième chaîne, réunis lundi soir 22 juin en assemblée générale, ont demandé dans une motion adoptée à la quasi-unanimité à être « *consultés sur le choix de leurs dirigeants dont le mandat sera de durée déterminée et renouvelable* » et à avoir un « *pouvoir de proposition à cet égard* ».

A propos de ce choix, qui ne concerne que les responsables de l'information, les journalistes souhaitent pouvoir « *s'opposer à une candidature par un droit de veto exprimé par les deux tiers de ses membres* », précise la motion.

Le texte adopté lundi soir fait partie d'un ensemble de sept propositions élaborées depuis une dizaine de jours par un groupe de travail élu au sein de la rédaction d'Antenne 2.

Après la démission de M. Roland Faure (1), l'Intersyndicale des journalistes de Radio-France pour sa part, a pris « *acte de cette démission* » et note que « *cette attitude est la seule susceptible d'éviter une dégradation de la situation dans les rédactions* ». Elle a estimé en outre, que « *la seule garantie d'un renouveau réel de l'information passe par l'unité de la rédaction non autour d'un homme ou à partir de consignes venues de l'extérieur, mais sur la volonté des journalistes de travailler ensemble dans l'intérêt du service public et de la profession* ».

Enfin, M. Dominique Pado, sénateur centriste de Paris et vice-président de la délégation parlementaire pour la radio et la télévision françaises, « *approuve*, dans une déclaration faite au Sénat, *la décision de M. Roland Faure de se démettre de son poste de directeur de l'information de Radio-France* ». M. Pado regrette « *que l'irresponsabilité de certaines déclarations ministérielles et le malaise qu'elles ont engendré ait amplement justifié la décision d'un journaliste de grand talent et de haute probité professionnelle et morale, d'abandonner une fonction qu'il avait illustrée par sa compétence, et la radio nationale dont il aura été, de l'avis de tous ses confrères, un excellent serviteur* ».

Les journalistes de TF 1, d'autre part, ont décidé de créer une commission de concertation de neuf membres élus. Cette instance devrait avoir à trancher les conflits entre les journalistes et le directeur de l'information. Trente journalistes se sont présentés.

Enfin, une assemblée générale devait rassembler l'ensemble des adhérents de l'intersyndicale des journalistes de l'audiovisuel (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T., F.O.), ce mardi à 14 heures à la Maison de la radio, quai Kennedy.

(1) Les biographies de MM. Maurice Ulrich et Roland Faure ont été publiées dans nos précédentes éditions.

Des principes, pas de putsch

Les gens d'Antenne 2 ont, à coup sûr, dans l'improvisation et la spontanéité, un sens inné, aigu, de la dramatique. On les a vus, voilà quinze jours, tenir le procès de leur patron, mais s'empêcher de jouer les procureurs, opposant la conscience et les grands principes à la fébrilité ou aux humeurs de l'instant (« le Monde » du 30 mai). Les voici maintenant, à peine orphelin de P.-D.G., qui se grisent une petite seconde des tentations d'un putsch et, aussitôt méfiants de leur propre audace, qui se gardent d'y céder.

Tout a commencé, tambours battants, par la quasi-désignation des futurs « chefs », alors même que les patrons actuels n'ont pas quitté la place. Mais, après tout, personne dans la maison ne doute plus que le sursis de Jean-Pierre Elkabbach touche à sa fin. Alors, pourquoi attendre ? Révolution de palais ? Non. Tassés dans le studio où officie d'ordinaire Patrick Poivre d'Arvor pour la messe du 20 heures, on se jouait plutôt *Potemkine*, version carton-pâte, dans le désordre aimable d'un sit-in sorbonnard.

P.P.D.A., serein, semble camper les sages, accoudé sur le gros prompteur qui, casé sous l'œil de la caméra, lui permet chaque soir de faire croire qu'il parle sans lire. En face, dos aux planches du décor, Jean-François Kahn s'est couché à la romaine, à même le sol. Descendu des cintres jusqu'au milieu de l'assemblée, un écran de contrôle diffuse le « Question de temps » du soir — en « direct » d'une P.M.E., plongée dans une France fraîchement repeinte en rose — mais nul n'y prête la moindre attention. Tout se joue dans cette coulisse que, fidèle à son image, la rédaction a ouvert — après vote — aux « curieux » de la presse écrite. Non sans quelque réticence, cette fois, parce qu'on a eu du mal, ici, à digérer les commentaires injustes sur les « *pseudo-soviets* » et autres « *comités d'épuration* » qu'une longue tradition d'ouverture a valu, ces derniers jours, à une rédaction simplement vivante et batailleuse.

D'entrée de jeu, l'un des journalistes présents à la réunion du comité d'entreprise qui, l'après-midi même, a vu M. Maurice Ulrich démissionner, donne le ton et met en garde : « *Ulrich va expédier les affaires courantes jusqu'à la nomination de son successeur*, explique-t-il, *mais, en confidence, il nous a assuré que, dès son arrivée, le prochain P.-D.G. remercierait Elkabbach. Si on veut éviter que, comme d'habitude, le vide ne soit très vite occupé par des gens de l'extérieur qui se bousculent déjà sur la ligne de départ, avec leurs petits copains dans les valises, il faut se protéger (...). Nous risquons d'être pris de vitesse par les événements. Nous devons montrer que nous pouvons faire marcher la baraque nous-mêmes et choisir parmi nous des gens qui jouissent déjà d'un véritable consensus.* »

Le ton, un peu trop « forteresse assiégée » ne fait pas l'unanimité mais, çà et là, on s'inquiète surtout de voir brûler quelques étapes au risque de pâtir bientôt d'une inutile précipitation. On avance pourtant quelques noms qui, au moins à titre provisoire, pourraient se répartir les responsabilités jusque-là assumées par le seul Jean-Pierre Elkabbach. Celui de Noël Copin, chef du service politique, qui depuis plusieurs jours court les couloirs, flotte maintenant sous les cintres. On le sait pondéré mais aussi suffisamment inflexible pour être « monté au feu » quand les patrons d'hier « *voulaient servir un peu trop de soupe à Giscard...* »

Pour la majorité, c'est cependant aller un peu vite en besogne. Pourquoi, encore une fois, ne pas s'en tenir aux principes, les affirmer haut et fort et lier le futur P.-D. G. à la détermination de l'équipe ? Des propositions formulées par un « groupe de travail » élu qui, depuis quinze jours, travaille sur la « refonte de l'audiovisuel », l'assemblée extirpe un point jugé d'actualité immédiate et le met aux voix. Ainsi, à l'unanimité — moins deux contre et cinq abstentions — la rédaction exige dès maintenant d'être consultée sur le choix de ses dirigeants, se donne le droit de proposer elle-même des noms et d'opposer, à la majorité des deux tiers, un veto contre ceux que d'autres avanceraient.

Est-ce suffisant ? Le vrai débat, en fait, suivra le vote au lieu de le précéder. Quelques syndicalistes craignent, en effet, que le texte adopté ne convient surtout au moyen terme, dans le cadre du futur statut, mais ne soit sans réelle portée sur l'imminente vacance de pouvoir. Un genou à terre, le geste à la supplique et le ton à la harangue, Jean-François Kahn veut les dissuader d'aller plus loin : « *On vient de voter un texte fondamental. Personne encore n'est allé jusque-là et certains ne semblent pas en apprécier vraiment l'importance. Nous sommes beaucoup plus forts, face au P.-D.G de demain, armés de ces résolutions et de ces principes, qu'avec en poche une liste de noms qui donnerait de nous l'image de gens qui placent leurs petits copains...* » « *Quand on approche d'une négociation*, renchérit Jean Lanzi, *on ne dévoile pas ses cartouches, on affiche ses principes...* »

La sagesse, présentée comme un surcroît de fermeté, l'emportera aisément. Personne n'est vraiment déçu, sinon peut-être cet ancien de la maison — vingt ans de télé — qui a vu d'autres frondes et connu d'autres désillusions : « *Sous la quatrième*, raconte-t-il, *quand ils nommaient un ministre de l'information, on guettait l'étiquette. Un M.R.P. ? On disait* « bof ». *Un « rad-soc. » ? On disait* « bon ». *Un socialiste ? On disait* « nom de Dieu !... ». *Espérons qu'ils ont changé...* »

DOMINIQUE POUCHIN.

Mardi 23 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h Journal.
20 h 30 Les mardis de l'information : Les mémoires de « la Méduse ».
Un reportage de Roch Pezadere, avec J.-Y Blot et la participation du Grem (Groupe pour la recherche, l'identification et l'exploration de « la Méduse »).

21 h 30 Soirée Obaldia.
Deux pièces du grand poète et écrivain de théâtre : « le Défunt » et « le Banquet des méduses », mises en scène par M.-J. Robin.
22 h 20 Portrait : Visages d'Obaldia.
23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h. Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
20 h 40 Les dossiers de l'écran : Si Paris nous était conté.
Film français de Sacha Guitry (1955), avec P. Arnoul, D. Darrieux, S. Guitry, R. Lamoureux, J. Marais, L. Marconi. (Rediffusion.)
Les grandes heures et les grands personnages de Paris depuis le quinzième siècle, selon la fantaisie, l'imagination et les idées personnelles de Sacha Guitry sur l'histoire.
22 h Débat : Paris (en direct d'un bateau-mouche).
Avec Mmes Juliette Gréco, Mireille Mathieu, Catherine Sauvage, Colette Renard, Cora Vaucaire et Patachou ; MM. Francis Lemarque, Tino Rossi, Enrico Macias, Jacques Dutronc.
0 h 3 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma : le Fils d'un hors-la-loi.
Film hispano-américain de P. Landres (1966), avec R. Tamblyn, K. Moore, J. Philbrook, F. Rey, M. Ganada. (Rediffusion.)
Un jeune homme, pour des raisons qu'il garde secrètes, accompagne un shérif et son adjoint escortant une diligence chargée d'or et guettée par des bandits.
Scénario confus, avalanche de poncifs, paysages espagnols et fausse atmosphère de western. A ignorer.
22 h Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h, Dialogues franco-espagnols : La création musicale aujourd'hui, avec L. de Pablo et J.-C. Eloy.
21 h 15, Musiques de notre temps : E. Carter Takemitsu.
22 h 30, Nuits magnétiques : Festival des nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert « Prestige de la musique » (Salle Pleyel, 8 janvier 1981) : « les Hébrides », ouverture, « Concerto pour violon et orchestre n° 2 » de Mendelssohn ; « Symphonie n° 3 », de Beethoven, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. E. Bergel, avec P. Amoyal, Violon ; 22 h 30, Les chants de la terre : musiques traditionnelles.
23 h, Ouvert la nuit : Des livres de musique pour vos vacances (Couperin, Mozart, Haendel, Berlioz, Janacek, Webern, Bartok, Moussorgski, Lutoslavski)

Mercredi 24 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

13 h 55 Les visiteurs du mercredi.
18 h 5 Auto-mag.
18 h 25 Un, rue Sésame.
18 h 50 Avis de recherche.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
19 h 50 Tirage de la Loterie nationale.
20 h Journal.
20 h 30 Tirage du Loto.
20 h 35 Série : Femmes, femmes, femmes.
2. Le mari, la femme et le cosmos. Réalisation : M. Cloche, avec Amarande, M. Le Royer, V. Monnier...
22 h La rage de lire.
Magazine littéraire de G. Suffert. « *Autour des impressionnistes* », *avec J.-M. Dallet* (Je, Ganghin), *Mme S. Monneret* (le Dictionnaire des impressionnistes), *M. J. Dutourd et Mme F. Cachin, conservateur du musée d'Orsay).*
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

12 h Spécial cinéma : Vingt-quatre heures de cinéma non stop.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Spécial cinéma : « Zazie dans le métro ».
Film français de L. Malle (1960), avec C. Demongeot, P. Noiret, H. Deschamps, A. Roblot, Y. Clech.
La folle visite à Paris d'une gamine de neuf ans, qui ne peut pas voyager dans le métro en grève. Le roman de Queneau virant au noir dans des recherches formelles très élaborées.
15 h 10 Spécial cinéma : L'année 1960.
Entretien avec M. Casarès.
15 h 25 Spécial cinéma : « la Chartreuse de Parme ».
Film français de Christian-Jaque (1947), avec G. Philipe, R. Faure, M. Casarès, L. Salou, T. Carminati. (N. Redif.)
Les mésaventures d'un jeune homme en quête de plaisir, de bonheur et d'amour, à la cour de Parme, en 1821.
18 h 15 Fenêtre sur... Nathalie Baye.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Hommage à René Clair.
19 h 45 Dessins animés : Tex Avery.
20 h Journal.
20 h 35 Spécial cinéma : « les Fêtes galantes ».
Film français de R. Clair (1960), avec J.-P. Cassel, P. Avron, J. Richard, G. Casile, M. Dubois, C. Baratier. (Redif.)
Un soldat débrouillard, grand amateur de jolies femmes et un paysan enrôlé de force, pris dans les remous de « la guerre en dentelles ».
22 h 5 Débat : Le cinéma et son public.
En direct du Musée du cinéma.
23 h 20 Journal.
23 h 40 Spécial cinéma : Chansons-souvenirs, Jeanne Moreau.
23 h 55 Interview de José Giovanni.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Syndicat des écrivains de langue française.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé : les Misérables.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma : « A chacun son dû ».
Film italien d'E. Petri (1967), avec G.M. Volonte, I. Papas, G. Ferzetti, S. Randone, L. Nucci, F. Tranchina.
Dans une bourgade de Sicile, un professeur, d'opinions libérales, flaire une affaire politique derrière un double meurtre inexplicable.
D'après un roman de Leonardo Sciascia.
22 h Journal.

FRANCE-CULTURE

15 h 2, Points d'interrogation : Les Etats-Unis ; Les multinationales.
16 h 20, Actualité : la mortalité infantile.
16 h 50, Départementale : à Parthenay.
17 h 32, Libre parcours jazz : Mike Zwerin Quartett.
18 h 30, Sabine Legrand, d'après L. Weiss.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, La science en marche : Raconter la science.
20 h, La musique et les hommes : le War Requiem, de B. Britten.
22 h 30, Nuits magnétiques : Festival des nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

14 h 30, Microcosmos : Les études à l'étude ; 18 h, Kaléidoscope : rencontre d'une classe de C.E.S. « les Bartavelles » (Debussy, Chopin, Franck) ; 15 h 50, Jeu des énigmes ; 16 h 10, Galerie de portraits : Emmanuel Schikaneder (Mozart) ; 16 h 40, Feuilleton (Debussy) ; 17 h, Haute infidélité.
18 h 2, Le club du jazz : Les irréfutables altistes (Bowman, Desmond, Williams, Waller, Mulligan).
18 h 30, Quotidien-Concert (en direct de l'Auditorium 105) : « Chants sacrés orthodoxes », « Duos », « Musique folklorique russe », par le Chœur Tchaïkowski, dir. G. Grigorieva ; 20 h 5, Les chants de la terre.
20 h 30, Concerts (échanges internationaux) : « Sinfonie en ré mineur », de Corelli ; « Jubilate Deo, motet pour alto, deux violons, violoncelle et orchestre », de Fiocco ; « Oratorio », de Torri, par la Musica Antiqua de Cologne et les Chœurs Rundadinella, dir. R. Goebel, avec E. Kirkby, A.-M. Dur, sopranos, R. Jacobs, alto, D. Thomas, basse (Festival des Flandres 1980).
23 h, Ouvert la nuit : Les Mémoires de la musique : Maria Callas à travers ses enregistrements, « les plus belles images d'une voix » (Verdi, Giordano, Donizetti, Bellini, Rossini, Cherubini).

Les journalistes C.F.D.T. dénoncent « le slogan suspect : pas de chasse aux sorcières »

Le Syndicat des journalistes français C.F.D.T., dans un communiqué appelant « *à libérer l'information* » dans toutes les formes de presse, dénonce « *la campagne menée sous le slogan suspect : pas de chasse aux sorcières* ». Cette prise de position, arrêtée par le conseil national de ce syndicat, réuni samedi 20 juin — mais qui n'a été rendue publique que lundi 22, — affirme que ladite campagne tend « *à maintenir en place des hommes ayant failli à l'intégrité professionnelle et à perpétuer des mœurs et des statuts réels inadmissibles* ».

« *Une nouvelle information, conforme aux vœux et aux intérêts des usagers de l'information, propice à un débat démocratique permanent, ne peut être confondue avec des pratiques de propagande, de servilité ou de désinformation* », souligne le syndicat.

Dans ses propositions pratiques pour atteindre cet objectif, le Syndicat des journalistes C.F.D.T. demande notamment :

— Un statut de l'entreprise de presse « *qui donne au comité d'entreprise une voix déterminante dans toutes les grandes décisions conditionnant la vie et l'avenir de l'entreprise, y compris la désignation du directeur de la publication* » ;

— La protection de l'identité de l'équipe rédactionnelle « *par une commission de l'emploi contrôlant l'embauche, les mutations, les promotions et les licenciements* » ;

— La « *négociation d'un grand accord sur les emplois, les qualifications, le recours aux pigistes, aux actuels hors-statut ou aux contrats à durée déterminée* ».

Le syndicat C.F.D.T. demande, d'autre part, l'application rapide de l'ordonnance du 26 août 1944 au groupe Hersant comme à tout autre groupe « *et son extension aux groupes de radio et télévision privés* ».

Il souhaite « *la création d'un conseil national de la presse, chargé de veiller au respect du droit à l'information* ». Il demande que « *le fonctionnement de l'A.F.P. soit corrigé* », proposant une modification dans la représentation du personnel au conseil d'administration, un autre mode de désignation du P.-D. G., ainsi que de nouvelles règles garantissant « *l'indépendance financière* ».

Enfin, dans le domaine de l'audio-visuel, les journalistes C.F.D.T. « *défendent l'application de la convention collective nationale* » et réclament « *une radio et une télévision impartiales, créatives, de meilleure qualité, d'audience internationale, et indépendantes du pouvoir politique* ».

Pour les radios libres, la C.F.D.T. préconise « *la libération des ondes sous réserve d'un cahier des charges comportant notamment l'application de la convention collective des journalistes professionnels* ».

PRESSE

Nouvelle grève du Livre au quotidien « Nice-Matin »

De notre correspondant régional

Nice. — Pour la troisième fois en moins de quinze jours, le quotidien *Nice-Matin* n'a pas paru mardi 23 juin à la suite d'un arrêt de travail décidé par le personnel technique à l'appel de la Chambre syndicale typographique niçoise (C. S. T. N.). Le conflit qui oppose la direction du journal aux ouvriers du livre C.G.T. porte essentiellement sur la réduction d utemps de travail hebdomadaire. Dans un communiqué publié lundi 22 juin, la C.S.T.N. en rejette la responsabilité sur la direction de *Nice-Matin* qu'elle accuse de se refuser à confirmer par écrit, un accord verbal de principe qu'elle aurait donné le 17 juin.

La conclusion des négociations semble avoir achoppé sur les conditions de règlement d'une série de litiges annexes relatifs à l'application des textes et conventions en vigueur, principalement dans les domaines de l'embauche, des contrats de travail et des libertés syndicales. La direction de *Nice-Matin* a fait une mise au point dans laquelle elle expose les « *multiples avantages* » qu'elle offre au personnel concerné et l'« *effort financier important* » qu'elle se propose de réaliser « *dans le cadre d'un accord global* ».

De son côté, le Livre C.G.T. a déposé la liste des revendications — comportant une trentaine de points — à la direction départementale du travail dont le rôle, estime-t-elle, est d'arbitrer entre les parties, parallèlement aux instances syndicales patronales et ouvrières. — G. P.

UN COMITÉ DE RÉDACTION A EUROPE 1

L'ensemble des salariés de la rédaction d'Europe 1 a voté, lundi 22 juin, la création d'un comité de rédaction, par soixante-seize voix contre vingt et une. Au total, le comité comprendra sept personnes. Deux personnes représenteront les correspondants en province et à l'étranger et les personnels non journalistes.

Ce comité, mis en place pour six mois, à partir du 1er juillet, représenterait, selon le communiqué d'intention distribué à Europe 1, la rédaction auprès de la direction. Il participerait à l'élaboration de la politique de l'information, à la définition du style, de la ligne, du contenu, à la préparation des grilles d'information, à la mise au point des conditions de travail de la rédaction, de la gestion de son budget, de la politique salariale et de l'emploi.

Selon la rédaction, M. Jean-Luc Lagardère, vice-président délégué d'Europe 1, ne serait pas hostile au projet.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 23 JUIN

— *M. René Rémond*, professeur de science politique, parle du nouveau pouvoir et des institutions de la Ve République, au cours du « Téléphone sonne » de France Inter, à 19 h 10.

MERCREDI 24 JUIN

— *M. Henri Krasucki*, secrétaire confédéral de la C.G.T., est l'invité de « Face au public », de France Inter, à 19 h 10.

هكذا من الأصل

pas de putsch

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

SECTEUR ALIMENTAIRE — CAMEROUN

Société multinationale de transformation de produits à base végétale destinés à l'industrie alimentaire, leader sur son marché, recherche pour ses usines au CAMEROUN :

Directeur général usine

450.000 +

Responsable d'un établissement de 350 personnes il répondra devant la Présidence en France, de la rentabilité et de la profitabilité de son usine.
40 ans au moins, c'est un homme de forte envergure très perméable à la technique. Une double formation : école supérieure commerciale + ingénieur serait idéale, ainsi qu'une bonne connaissance du domaine agro-alimentaire.

Directeur technique

390.000 +

Il interviendra en responsable dans une unité de 300 personnes traitant des produits finis.
Ce manager est un ingénieur de haut niveau (AM, ENSIA, HEI,...). Il a une expérience d'au moins 5 ans dans la Direction Technique d'une unité de production similaire : huilerie, savonnerie, engrais...
Ces deux postes font l'objet de contrats d'expatriation français : régimes sociaux et de retraite, 2 mois de congés, villa de fonction, etc.

Notre conseil vous garantit la plus totale discrétion à l'égard de votre candidature. Merci de lui écrire sous référence M 950

ims
international management selection

Yves BARUCHEL - Cabinet IMS
3, rue de Penthièvre -
75008 PARIS.

---

responsable d'une unité de production

Cette entreprise de confection recherche son patron sur place en TUNISIE. Il dirigera une unité de 50 personnes avec tout ce que cela comporte : assurer les approvisionnements et la production, gérer les stocks, s'acquitter des formalités administratives, douanières notamment, tenir une comptabilité simplifiée. Il sera largement assisté dans sa fonction au niveau de la métropole.
Le poste conviendrait à un homme ayant l'expérience de gestion d'atelier et de "méthodes" et désireux de vivre en Tunisie pour une longue durée. La rémunération est intéressante et s'y ajoutent de nombreux avantages en natures. Poste à pourvoir au plus tôt. La prise de fonction ne s'effectuera toutefois qu'après une période de formation en France.

Faire offre de manière précise à M. Patrick SUATON sous la référence C 601-M

CEP annecy
37 av. gambetta
74000 annecy
tél (50) 23.10.19

grenoble, lyon

Importante société recherche pour mission longue durée
Département Outre-Mer

INGENIEUR ET TECHNICIEN ELECTRONICIENS
Diplômés

Spécialistes en maintenance appareils de mesure : dépannage et calibration d'appareils de mesure, notamment dans le domaine des hyperfréquences (Analyseurs de spectres, générateurs SHF, fréquencemètre...)
4 à 5 ans d'expérience souhaité.
Anglais technique indispensable. — *Réf. 5321 A*

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Responsable d'une équipe chargée de l'exploitation et de la maintenance de réseaux interphones, télévision, radio fixe et mobile, télécommande. Sens des responsabilités, autorité naturelle, bon gestionnaire, disponibilité et rigueur. — *Réf. 5321 B*

Adresser CV, photo et prétentions en précisant la référence choisie à Média System 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

Entreprise Française de TRAVAUX PUBLICS SPECIALISES
recherche son

directeur des opérations internationales

Il sera en charge de l'ensemble des activités de services de l'entreprise, intervenant le plus souvent en Afrique et au Moyen-Orient (CA supérieur à 50 millions de francs HT).
Ingénieur de formation, bon animateur et bon gestionnaire, il aura également la responsabilité de la prospection commerciale.
Résidence : MIDI de la France.
REMUNERATION : 250 000 francs

Envoyer C.V. et lettre manuscrite sous réf. 4557 à :
ORGANISATION et PUBLICITE
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.
Les conseils en recrutement, à qui cette recherche a été confiée, répondent de la totale discrétion des candidatures.

Importante entreprise
secteur électromécanique
recherche

INGÉNIEURS et CONDUCTEURS TRVX

pour mission immédiate de 2 ans en Arabie Saoudite et *déplacements ultérieurs* FRANCE et ÉTRANGER.
Anglais lu, parlé, écrit exigé.
Adresser C.V. et prét. à SIETAM (réf. 1178), 42-48, av. du Président-Kennedy, 91170 VIRY-CHATILLON

Recherchons, urgent
pour déplacement

CAMEROUN
(YAOUNDÉ)

UN INGÉNIEUR BA
DEUX PROJETEURS BA

Tél. 824-94-67.

CADRE EXPATRIÉ
POUR
COTE-D'IVOIRE

2 à 3 ans d'expérience professionnelle, bases comptables, gestion indispensables. Diplôme ESSEC, EDHEC, DECS.

Envoyer C.V. manuscrit avec prétent. à SOCOLIA, 14, rue Clément-Marot, 75008 Paris.

HOMME DE TERRAIN

30 ANS MINIMUM
120-144.000 F
pour direction d'agence d'une société exportatrice de pièces détachées, engins T.P. Lieu de travail : MAROC.
Profil souh. : VENDEUR biens d'équipement ou services, aptitude à l'encadrement. DISPONIBILITÉ TOTALE IMMÉDIATE.
Téléphoner pour R.-V. : 797-41-43.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

GDE CHAINE INTERNATION.
recherche
POUR HOTEL 4 ÉTOILES LUXE
à **Riyadh** (Arabie Saoudite)

SON DIRECTEUR
DE LA
RESTAURATION

ayant occupé poste similaire, libre de suite. Anglais indispensable. Tél. : 360-02-10, Poste 19-03, pour interview les 24 et 25 juin à PARIS.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

RECRUTEMENT DE PROFESSEURS

MATHÉMATIQUES, SCIENCES PHYSIQUES.

RÉPUBLIQUE DE COTE-D'IVOIRE

Le Ministère de l'Education Nationale recherche pour servir dans ses établissements secondaires au 1er octobre 1981, des enseignants en mathématiques et sciences physiques.

Formation : P.E.G.C., Licence, Maîtrise, CAPES. Préférence accordée à expérience pédagogique.

Dossier : demande de poste + curriculum vitae + photocopie diplômes + casier judiciaire + certificat résidence + 2 photos d'identité + état civil + certificat médical, (Service culturel) à l'Ambassade de Côte-d'Ivoire, 102, av. Raymond-Poincaré, 75116 Paris. Tél. : 501-53-10, qui fournira tout renseignement complémentaire.

Finance for Industry

Importante Société de financement de petites et moyennes entreprises au Royaume-Uni, par émissions d'actions ou crédit à long terme, offre situation intéressante à banquier européen dynamique dont la tâche sera l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique destinée à développer ses activités en Europe. Le candidat retenu sera de préférence Européen, 35-45 ans et possédera une connaissance parfaite de l'anglais et du français et si possible une autre langue.

Le candidat choisi sera de préférence en fonctions dans une institution financière et aura déjà une expérience confirmée dans l'appréciation des risques ainsi que de solides qualités de jugement dans le domaine financier.

Le candidat devra, d'autre part, posséder les qualités nécessaires pour traiter avec des chefs d'entreprise et établir des contacts appropriés avec les secteurs industriel, commercial et public.

Toutefois, des personnes exerçant leur activité dans le domaine commercial sont également invitées à présenter leur candidature.

Après un stage initial à Londres, le candidat choisi opérera de Paris.

Salaire en relation avec les normes européennes, avec des avantages importants.

Un curriculum vitae détaillé est nécessaire.

J.H. Stewart, Group Personnel Manager,
Finance for Industry Limited
91 Waterloo Road, London SE1 8XP.

---

ru

Rijksuniversiteit Utrecht
La *Universidad* Estatal de Utrecht (Holanda) convoca a concurso para cubrir la vacante de

catedratico de literatura espanola

Se dara preferencia a *los* candidatos/as
- dedicados/as al estudio de la literatura espanola contemporanea (siglos XVIII-XX) ;
- familiarizados/as con la teoria literaria de los ultimos decenios ;
- interesados/as en cuestiones metodologicas ;
- con experiencia en funciones directivas y capacidad de organizacion ;— con cualidades de contacto y don de gentes.

Se espera que al futuro catedratico contribuya a perfilar cientificamente el Instituto de Estudios Hispanicos de esta Universidad y pueda estimular la cooperacion con otros centros de la Facultad de Letras.

Los/las interesados/as que no conozcan el idioma holandés, deberan estar dispuestos/as a aprender a expresarse en él dentro del plazo de dos anos.

El sueldo se determinara con arreglo a las normas oficiales, variando inicialmente de 6.166 a 8.808 florines holandeses mensuales brutos.

Las solicitudes, acompanadas de curriculum vitae y lista de publicaciones, asi como eventuales sugerencias de posibles candidatos, deberan enviarse dentro *del plazo de tres semanas a partir* de la aparicion de este anuncio, al presidente de la Comision Asesora :

Prof. Dr. J. Plessen
Frans en Occitaans Instituut
Drift 15
3512 BR Utrecht (Holanda)

a quien se podra solicitar mas informacion al respecto.

NOTA. – Este es un segundo anuncio, *publicado en area limitada,* que no implica en modo alguno la exclusion de los candidatos que envieron solicitud con motivo del primero, y no hayan recibido comunicacion en sentido contrario.



emplois régionaux

emplois régionaux



RESPONSABLES REGIONAUX
comptabilité et conseil de gestion
NANTES-PERIGUEUX

LE SERVICE INTERCONSULAIRE DE COMPTABILITE ET DE GESTION recherche 2 Responsables Régionaux, l'un pour NANTES l'autre pour la région PERIGUEUX Sud-Ouest.

Ils seront chargés de missions permanentes de contrôle et d'assistance auprès de plusieurs Organismes Consulaires de leur région respective en relation avec le Secrétaire Général et le Chef Comptable de chaque établissement. De plus ils auront à participer au développement des activités du S.I.C.CO.GE.

Ces postes, dynamiques et évolutifs conviendraient à des candidats expérimentés (*Cabinet ou entreprise*) de formation comptable supérieure (DUT, DECS ...) recherchant initiatives et responsabilités.

Des connaissances en fiscalité et traitement de l'information seraient vivement appréciées ainsi qu'une aptitude à diriger une petite équipe.

Adressez votre dossier de candidature sous référence 81.97-M en indiquant vos prétentions ainsi que la région souhaitée à Danièle DERREY

ouest recrutement Le Tertre au Jau - Route de Canteney Epinard - 49000 Angers qui le traitera confidentiellement.

SEP

ACHETEUR INDUSTRIEL
CONTRATS INTERNATIONAUX

La Société Européenne de Propulsion, une des premières sociétés françaises du secteur aérospatial, développe de nombreuses activités nouvelles, ce qui *l'amène à renforcer* son département Achats Approvisionnements.

Elle crée un poste d'Acheteur confirmé à l'établissement de Vernon (27).

Directement rattaché au chef du département, il est responsable de la négociation d'importants contrats internationaux d'industrialisation. Il participe à la définition des besoins avec les services techniques et les Bureaux d'Etudes de la Société.

Nous souhaitons rencontrer un acheteur confirmé, rompu aux négociations internationales et possédant au moins la langue anglaise.

Une formation supérieure et une connaissance des techniques avancées représentent un atout supplémentaire.

De larges perspectives d'avenir sont envisageables.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 10152 Q à

egor industrie
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

ENTREPRISE SUD-OUEST
Secteur mécanique de précision
recherche

SON P.D.G.

Ingénieur CNAM ou similaire
35 ans minimum
Capable de promouvoir, dans tous les domaines de la gestion, une entreprise à taille humaine de 100 personnes.
Fixe important + intéressement aux résultats.

Adresser C.V. + photo s/réf. n° T 027816 M, à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

THOMSON-BRANDT

division électro-industrie
Usine de CHAUNY (02)

recrute

1) UN INGÉNIEUR DE FABRICATION

(A.M. ou équivalent)
pour diriger un atelier de tréfilage (70 P)
- 2/3 ans d'expérience sont nécessaires en électromécanique si possible ;
- la connaissance d'une langue étrangère est nécessaire.

2) UN CADRE D'ADMINISTRATION COMMERCIALE

- responsable des services expéditions et de l'administration commerciale export ;
- ce poste peut convenir à un jeune E.S.C. d'environ 30 ans qui, après mise au courant, assurera le remplacement du titulaire ;
- connaissance de deux langues étrangères nécessaire, dont une courante.

Postes à pourvoir dans une petite ville animée et possédant une infrastructure locale (logement, scolarité, etc.).

Pour ces deux postes, les candidats devront envoyer leur C.V. + photo et prétentions à

A.I.S. 12, bd Roosevelt 02100 SAINT-QUENTIN.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Directeur commercial en Provence Méditerranée

Ne retenez pas de ce titre que le soleil et la bonne humeur. Voyons ensemble les différents termes. Directeur, signifie totalement co-responsable du développement du CA, de l'adaptation des produits industriels que nous fabriquons, de la gestion des cinq dépôts (personnel, stocks, matériel, tableaux de bord). Commercial veut dire seul responsable d'une force de vente de vingt personnes (recrutement, rémunération, animation, formation), de l'organisation méthodique de la prospection, du quadrillage des secteurs, des nouvelles implantations, des accords particuliers de distribution, de l'administration des ventes, du respect des objectifs de CA et de rentabilité, etc... Enfin, Provence Méditerranée parce que nous y sommes mais nous travaillons également le Languedoc, Midi-Pyrénées, l'Aquitaine. Peut-être nous aiderez-vous à passer la frontière...

Autrement dit, nous ne voulons ni un débutant, ni un futur retraité. Pensez que votre prédécesseur nous a quittés pour créer sa propre affaire! Nous vous paierons comme un cadre supérieur, parce que nous voulons un vrai Directeur Commercial de formation au moins Sup. de Co. Il devra faire découvrir à ses collaborateurs l'intérêt de méthodes originales appliquées avec systématisme, rigueur et souci d'exécution. Nous vendons aux particuliers dans le domaine du second œuvre. Donc, des ventes basées sur la technicité, la confiance et le sérieux. Nous aurons à évoluer vers d'autres types de produits et de commercialisation. Vous devrez donc savoir mettre en place, en temps utile, les hommes et les outils pour les adapter aux marchés.

Notre PMI est filiale d'un grand groupe marqué par la qualité de ses ingénieurs qui ont acquis une audience mondiale. Nous ne saurons donc pas tolérer des amateurs ou des fantaisistes. Si ce style d'efficacité rejoint le vôtre, pourquoi n'écrivez-vous pas aux Conseils en recrutement Sirca sous réf. 814 589 M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

JOURNEES

INGÉNIEUR RADIO - CHIMISTE

Première entreprise française d'ingénierie, nos compétences et notre expérience dans le domaine électronucléaire nous ont permis d'accroître rapidement nos activités, en France et à l'étranger.

Pour renforcer notre potentiel d'études et d'innovation nous recrutons un Ingénieur de formation physico-chimiste ayant 4 années d'expérience industrielle. Des connaissances en neutronique et en mécanique seraient en outre souhaitées.

Participant au suivi d'exploitation du combustible nucléaire, il sera chargé de collecter et traiter les informations afin de préparer et orienter les décisions techniques.
Une connaissance pratique de l'informatique est à ce titre nécessaire.

Ces premières fonctions, aux aspects relationnels importants, pourront déboucher à court terme sur la prise en charge d'une équipe de techniciens.

L'anglais est indispensable, l'allemand serait apprécié.
Des déplacements de courte durée sont à prévoir à partir de notre établissement de Lyon.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 71963 M à

MILO G.R.H Place de l'Église, 06810 Auribeau-sur-Siagne.

HAVAS CONTACT

chef bureau d'études outillages

Aéronautique - Toulouse

Pour faire face à son développement lié à sa très forte pénétration sur les marchés internationaux, un important constructeur aéronautique recherche un Ingénieur de haut niveau, créatif et organisateur, pour le bureau d'études Outillages de son unité "Assemblages d'Avions"

Sous l'autorité du chef de préparation de l'unité opérationnelle, il aura pour mission de rationaliser les procédures et optimiser les cadences de la chaîne d'assemblage en concevant des outillages de montage perfectionnés, en contrôlant leur réalisation et en suivant leur mise en œuvre. Il dirigera et animera une équipe expérimentée de 20 techniciens.

Ce poste convient à un ingénieur A. et M possédant de solides connaissances en mécanique, hydraulique et automatismes ainsi qu'une expérience industrielle de plusieurs années, acquise à un poste identique dans un secteur similaire ou proche (engins, automobiles). Une bonne maîtrise de l'anglais sera un atout supplémentaire.
Rémunération de l'ordre de **140.000 F.**

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 8011/M à Mle A. Biebuyck, Sema-Sélection: 54 bis, rue d'Alsace 31000 TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris - Lille - Lyon Marseille - Toulouse

COMBUSTIBLE NUCLEAIRE
SUIVI DES PROGRAMMES INTERNATIONAUX DE RECHERCHE

Cette entreprise d'ingénierie, filiale d'un des premiers groupes industriels français, est mondialement connue pour ses *réalisations dans le domaine électronucléaire.*

Elle souhaite intégrer à l'une de ses Divisions, basée à LYON, un **Ingénieur Grande Ecole** familiarisé avec le nucléaire depuis au moins 3 ans (calculs thermiques et/ou mécaniques) et, connaissant nécessairement le crayon combustile.

Au sein d'une équipe d'étude de conception des crayons de combustible, il sera particulièrement chargé de définir et de suivre les programmes internationaux de recherche et d'essais. Il entretiendra pour cela des contacts avec l'ensemble des organismes intervenant dans ce domaine, en France et à l'étranger (Europe et USA principalement).

La maîtrise de l'anglais est donc indispensable.

Les dimensions et le développement de l'entreprise ouvriront à partir de ce poste de larges perspectives d'évolution.

Un dossier de candidature est à adresser sous réf. 72020 M à

MILO G.R.H Place de l'Église, 06810 Auribeau-sur-Siagne.

HAVAS CONTACT

hutchinson-mapa

recherche pour usines dans un rayon de 150 km de Paris

Chefs d'entretien et matériel

Ces postes nécessitent une formation Grande Ecole Mécanique et l'expérience de postes similaires. De bonnes connaissances en électromécanique et électricité sont indispensables.

Ecrire avec CV et prétentions sous référence 236 à la Direction des Relations Sociales - 2, rue Balzac - 75008 PARIS.

ncg carrières

Karl Suss-France

MACHINES POUR LA MICRO-ELECTRONIQUE
engage immédiatement pour commercialiser sa gamme d'appareils importés de :
R.F.A., GRANDE-BRETAGNE, ETATS-UNIS

ingénieur technico-commercial

Secteur :
principalement SUD-EST — MEDITERRANEE et Région Parisienne (Sud).
Expérience Technique 3 à 5 ans.
Connaissances souhaitées : physique - électronique - mécanique - optique.
Anglais indispensable (Allemand apprécié).
Envoyer photo, C.V. manuscrit et rémunération actuelle, à : KARL SUSS FRANCE
(Madame HENNEQUIN)
5, rue Dolinier 91320 WISSOUS Tél. (6) 930-11-50.

dupd

CREDIT AGRICOLE
MUTUEL DU SUD-EST
recherche pour LYON

UN ADJOINT AU RESPONSABLE DES AFFAIRES INTERNATIONALES

Il sera chargé : des opérations de change, du montage des crédits documentaires, du suivi de la clientèle entreprises.

Le poste conviendrait à un candidat : **formation supérieure,** expérience probante **(mini 3 ans)** dans le domaine des affaires internationales au sein **d'un établissement bancaire ou assimilé, aptitude à la négociation, qualités relationnelles.**

Adresser CV manuscrit avec photo et prétentions à la : CRCAM du Sud-Est B.P. 9156 - 69263 Lyon cédex 1

GROUPE NATIONAL EN EXPANSION
PRODUITS D'EPARGNE
Fortement implanté dans la région en milieu d'entreprises
(Assurances groupe - retraite - gestion de l'épargne - produits financiers)
recherche pour sa DELEGATION de NANCY

LE

Directeur Régional

- Formation supérieure économique et financière.
- Expérience bancaire souhaitée.
- Apte à créer et développer une délégation régionale avec la responsabilité d'un personnel.
- Sens aigu du marketing (produits financiers) et des relations publiques.
- Une pratique des contacts à tous niveaux.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous N° 6430 à

PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

HASLER Frères S.A.
RHONE-ALPES

filiale d'un groupe suisse spécialisé dans la construction d'installations industrielles de pesage, dosage automatiques et de régulation de process, recherche

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

pour prendre la responsabilité en grande autonomie de projets de conception et développement de logiciel :
- mise au point du cahier des charges,
- conception du système,
- définition des équipements,
- développement des logiciels,
- assistance à la mise en service.

Le poste sera confié à un jeune ingénieur électronicien (INPG, Centrale, INSA, ICPI ou équivalent), possédant une première expérience en automatisme et microinformatique. L'anglais est un atout important.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 622 M, à notre conseil,

ALGOE 9 bis route de Champagne 69130 ECULLY

MEMBRE DE SYNTEC

média-system

SUD DE LA FRANCE

chef du département relations humaines

Notre Groupe très connu au plan national, souhaite mettre en place dans une de ses filiales de production (1000 personnes) située dans une grande ville du Sud de la France un Chef du Département Relations Humaines.

En liaison directe avec le Directeur de l'établissement il prendra progressivement en charge l'ensemble de la fonction : gestion, prévisions, législation, climat.

*Il devra en particulier décharger le D*irecteur des aspects ANIMATION et NEGOCIATIONS et participera à l'élaboration des politiques.

Seule une forte personnalité pourra se situer d'emblée au niveau nécessaire.

Le candidat retenu aura : 35 ans minimum, une formation supérieure sanctionnée, au minimum 5 ans d'expérience dans un poste similaire dans une unité de production.

Il sera à la fois un Organisateur et un Négociateur.

Nous vous demandons d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et C.V.) sous référence 2063-M en précisant le niveau de votre rémunération et vous garantissons bien entendu une totale discrétion.

a et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Nous sommes la Filiale d'un Groupe Industriel de renommée internationale spécialisée dans les biens d'équipements mettant en œuvre des techniques de pointe (commande numérique, CAO).

Nous recherchons pour notre Usine située en

région lyonnaise

des

ingénieurs d'études machine-outil

Chargés dans une premier temps de suivre l'évolution des techniques d'usinage et de construction, de proposer de nouvelles *solutions et de conseiller les clients, ils prendront rapidement la* responsabilité complète d'un produit (rectifieuse verticale, tours verticaux de grande capacité).

Nous souhaitons confier ces postes évolutifs à des ingénieurs mécaniciens confirmés, ayant 3 à 5 ans d'expérience en bureau d'études, de préférence dans des secteurs proches de la machine-outil.

Merci d'adresser lettre, C.V. et prétentions sous référence 2134
CONTESSE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra,
75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE FINANCIER NATIONAL
fortement implanté en milieu d'entreprises (assurance groupe - retraite - gestion d'épargne - Produits financiers)
recherche pour chacune de ses directions régionales de
LILLE - STRASBOURG - MONTPELLIER - *CHOLET - RENNES - PARIS*

RESPONSABLE COMMERCIAL

- Dynamique, de formation supérieure (Économique et financière).
- *Une pratique des contacts à tous* niveaux.
- Une expérience bancaire (vente de Produits financiers) de 2 ou 3 ans serait souhaitable.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée sous N° 6429 à

PARFRANCE Annonces
4 rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

Littoral varois
constructions navales et industrielles de la Méditerranée
recherche un cadre

ACHETEUR INDUSTRIEL DE MÉTIER

- Nos achats représentent 350 M.F.
- Le service compte plus de 40 personnes.
- Le poste offert comporte la responsabilité d'une section de 4 à 5 personnes passant 1500 commandes/an (montant moyen 45.000 F).
- *Si vous avez une formation supérieure, une expérience réussie d'au moins 3 ans,*
- Si vous êtes apte à négocier en anglais,
  DITES NOUS COMMENT VOUS VIVEZ VOTRE MÉTIER
- Si vous avez réalisé une étude de Marché à l'achat ou une monographie.

JOIGNEZ LA à votre CV, mentionnant vos prétentions et adressez à :

CNIM Service du Personnel BP 161
83501 LA SEYNE SUR MER

deb's



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ORGANISATION ET INFORMATIQUE

De formation **INGENIEUR** ou **ESSEC, ESCP** vous avez acquis une première expérience de deux ans environ. L'Organisation, l'Informatique et la Gestion vous attirent. Vous voulez poursuivre dans cette voie en vivant activement la croissance d'une jeune Société où tout est à créer.

« La Maison de La Redoute », filiale du Groupe Redoute, développe depuis quatre ans une formule originale de Distribution de produits « équipement et décoration de la maison ». Son responsable Organisation et Développement recherche un adjoint qui devra analyser les besoins des utilisateurs (acheteurs, magasins...) pour concevoir et mettre en œuvre les applications de gestion nécessaires.

Basé à ROUBAIX ce poste très opérationnel permettra de connaître parfaitement la Société et constitue donc une excellente opportunité de formation et d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature (lettre avec CV, photo et prétentions) sous réf. 81.36.08 LM
à Gilles WOILLEZ
57, rue de Blanchemaille
59100 ROUBAIX.

La Redoute

SOPRA, Grenoble
devenez le moteur du développement de notre division « automatismes »

Vous assistez son directeur, orientez la politique commerciale, veillez au réalisme des propositions, assurez le suivi des affaires en liaison avec le BE, les appros et la fabrication. Ceci fait de vous la cheville ouvrière de la division que vous représentez auprès des autres partenaires du groupe.

Ingénieur Grande École, vous avez acquis en 6 à 8 ans une solide compétence d'ingénieur d'affaires en traitant avec des industriels chez qui vous installez, parfois, des moutons à cinq pattes, conçus à base d'électronique et d'automatisme et désirez élargir notablement vos responsabilités.

Notre consultant, Jean THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4017 LM) à **« Carrières de l'Informatique »**.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANTE ENTREPRISE D'ELECTRICITE
(6.000 personnes), recherche pour développer une nouvelle activité
ECONOMIE D'ENERGIE

2 ingénieurs thermiciens

Agés au minimum de 30 ans, de formation supérieure, ils posséderont une expérience réussie en génie climatique acquise en bureau d'études, en direction d'opérations, développée par la pratique d'une action commerciale. A partir de leur maîtrise technique de l'aérolique, de l'hydraulique, des automatismes, des systèmes de régulations, les candidats auront à prospecter une clientèle essentiellement industrielle, l'un sur le Sud Est, l'autre sur le Sud Ouest de la France. Ils devront concevoir des solutions originales répondant aux besoins d'économie d'énergie des entreprises et auront la responsabilité totale des projets (conception technique, financement, mise en œuvre). Ces postes évolutifs sont basés respectivement à LYON et TOULOUSE.
Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions en précisant la référence RA 111 M sur l'enveloppe au :



Cabinet J.C.M. Rhône-Alpes
"La Belle Cordière"
63, rue Baraban - 69003 LYON.

GRANDE BANQUE DE PROVINCE
recherche pour son
CENTRE DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

UN INGENIEUR EN ORGANISATION
Expérience banque nécessaire.

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR
3 à 5 ans d'expérience acquise si possible en milieu bancaire.

UN INGENIEUR DEBUTANT
Formation Grande Ecole option informatique.

Adressez c.v., lettre manuscrite, photo et prétentions en précisant le poste choisi à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS.

Plain Champs

(cacharel)

Une marque de réputation internationale dans le prêt-à-porter, mais aussi une société industrielle (5 usines) employant 1.400 personnes et réalisant 180 millions de C.A.
Notre Directeur Financier recherche un chef comptable qui lui sera directement rattaché

chef comptable

Vous assumerez la responsabilité opérationnelle du service comptable (27 personnes dont 3 chefs de groupe). Outre les activités classiques liées à ce poste (comptabilité générale, fiscalité, consolidation), vous interviendrez au niveau des méthodes comptables, de l'élaboration des procédures et de leur contrôle.

Vous bénéficierez d'une large autonomie, incluant des contacts avec commissaire aux comptes, conseil fiscal, expert comptable. Vous travaillerez en liaisons étroites avec les services Contrôle de Gestion et Informatique (comptabilité tenue en temps réel).

Jeune, de formation supérieure complétée par un perfectionnement comptable et fiscal niveau expertise, vous avez une expérience de plusieurs années en entreprise ou cabinet.

Rigueur, méthode et bonne adaptation à la surchauffe sont indispensables pour réussir chez nous.
Poste basé à notre centre de gestion près de Nîmes, quelques déplacements de courte durée.

Nous vous remercions d'adresser lettre, C.V. et rémunération, sous référence M 509 à Mme Bernié, Résonance, 80 rue Taitbout, 75009 Paris, qui vous assure réponse et discrétion.

La filiale française d'un des premiers groupes pharmaceutiques et chimiques mondiaux recherche, pour son unité de fabrication située en proche banlieue de Strasbourg (600 pers - 600 M.F.)

Chef du Service Comptabilité Analytique *HF*

HEC, ESSEC, ESCP, et pouvant faire état d'une première expérience de la fonction en milieu industriel multinational. Il animera un service de 7 personnes, chargées de l'analyse des coûts, l'interprétation des écarts, du reporting ...

Le responsable sera particulièrement attentif à l'amélioration des systèmes d'information comptable et financière (gestion de production informatisée par ligne de produits).

Jeune Contrôleur de Gestion *HF*

de formation supérieure (ESC) et justifiant d'une pratique concrète (2 ans) en environnement multinational, il *participera à l'élaboration et au suivi des plans, budgets* et tableaux de bord, ainsi qu'à la réalisation d'études financières ponctuelles.

Homme de communication autant que de système, il développera les meilleures relations avec l'informatique, la hiérarchie supérieure, ainsi qu'avec les autres filiales du Groupe.

Chacun de ces postes aux perspectives de carrière motivantes pour des collaborateurs performants, nécessite la maîtrise de **l'Anglais**.

En cas d'intérêt, nous vous suggérons de faire parvenir votre dossier de candidature complet à l'attention de M. J-F. JARDINI, Service du Personnel, qui vous garantit réponse et discrétion.

ELI LILLY FRANCE - Zone Industrielle - 67640 FEGERSHEIM.

MEDIA PA

---

informatique
LYON

Nous sommes un important organisme du secteur para public pour lequel notre Réseau Informatique est à la fois un outil de production et de gestion. Nous recherchons pour notre Centre de Lyon, un :

SPECIALISTE SYSTEME

ayant une bonne connaissance des matériels CII-HB, des procédures de télétransmissions et des logiciels TDS et IDS2 ou TOTAL.

Ce poste très formateur conviendrait à un Ingénieur ayant quelques années d'expérience d'informatique orientée système et qui, intéressé par le développement de systèmes élaborés à forte composante réseau, trouverait là l'occasion d'une valorisation professionnelle de premier plan.

Envoyer C.V. détaillé sous référence 4290-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

---

*annonce parlée**

COMEX INDUSTRIES

Ingénierie, réalisation et commercialisation d'équipements d'interventions sous-marines.
Formation des utilisateurs.
Poste à Marseille Anglais pratique impératif.

Ingénieur d'études
asservissement hydraulique

H ou F - 26 ans mini - ENSTA, ENSMN, ENSEMM ou éq
ayant de bonnes connaissances en génie maritime et l'expérience des études d'automatismes et de circuits hydrauliques

* Merci d'adresser votre dossier (en précisant niveau de rémunération). Avant de faire acte de candidature vous pouvez prendre connaissance par téléphone du descriptif détaillé de cette offre conçu pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et notre rencontre s'en trouvera accélérée. Appelez le (91) 54.92.55, référence M329.

SVP Information Carrière
48, rue Grignan 13001 Marseille

CENTRE D'ETUDES TECHNIQUES
DE L'EQUIPEMENT
NORMANDIE CENTRE
ORGANISME PUBLIC
à vocation interrégionale
recherche

UN PAYSAGISTE
(réf. V 01)

de formation supérieure spécialisée.

Intégré au sein d'une équipe pluridisciplinaire d'ingénierie, il aura à prendre en compte et à promouvoir les données paysagères au travers des actes d'aménagements.

Envoyer C.V. manuscrit, s/ référence au :
C.E.T.E. Normandie Centre - Service Recrutement
BP 247 — 76120 GRAND QUEVILLY

4, rue Massenet 75016 Paris



Discrétion absolue

UNE SOCIETE INDUSTRIELLE (300 millions de CA) filiale d'un des premiers groupes français, activités de mécanique fine, hydraulique, électronique, clientèle Défense, Aéronautique, propose trois postes dans son usine principale (700 personnes)

• Responsable méthodes

Cette fonction essentielle dans une activité de petite et moyenne série comprend l'animation d'un service d'une trentaine de personnes chargées de toute la préparation des fabrications (gamme, "standard", études d'outillage et d'investissements).
Le poste nécessite une solide pratique des méthodes (usinage et montage) dans une industrie à dominante mécanique, et conviendrait à un candidat de formation Ingénieur (AM ou équivalent), dix ans d'expérience ou autodidacte très confirmé et solidement formé sur le plan technique.

référence NU 571 AM

• Responsable de section achats

A partir des spécifications établies par les services techniques, il sera chargé de la recherche des fournisseurs, des négociations d'achat de pièces, composants ou sous-ensembles destinés à la fabrication. Le poste implique l'encadrement d'une quinzaine de personnes.
Cette fonction nécessite une expérience confirmée des achats techniques (une dizaine d'années), la pratique de la gestion informatisée et de l'anglais (lu, parlé).

référence OV 572 AM

• Jeune ingénieur de production

Dans le cadre d'une organisation par unités autonomes comprenant planification, méthodes, fabrication, essais, il est destiné, après formation, à prendre en charge un secteur (40 à 50 personnes) de fabrication d'équipements pour l'aéronautique (mécanique, hydraulique, électrique).
Ce poste représente une possibilité de prise de responsabilités techniques et d'encadrement pour un jeune ingénieur ENI, INSA, équivalent (début d'expérience souhaité) réellement motivé par la production.
Anglais exigé (lu, parlé).

référence PW 573 AM

Postes : petite ville région Normandie – Ecrire en précisant la référ.

SUD-OUEST

CANDIDATS DÉBUTANTS :
80 000 F +
AVEC 2 A 3 ANS D EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE :
100 000 F +

Si vous êtes **ambitieux et efficace**, capable de vous donner à fond pour un métier passionnant, **une grande chaîne d'hypermarchés française** vous propose de faire carrière et de jouer un rôle important dans la distribution moderne en étant **RESPONSABLE COMMERCIAL** (formation et début activité dans ses magasins de BORDEAUX).

PROFIL DU CANDIDAT:
Formation supérieure.
Commerciale: ESC, etc.
Universitaire: Sciences Eco, Droit, etc.
Ecole d'ingénieurs: AM, ISA, etc.

QUALITÉS ESSENTIELLES POUR RÉUSSIR:
- enthousiasme et combativité,
- goût du commerce,
- sens des responsabilités.
- aptitudes à former et à animer du personnel,
- *gestionnaire consciencieux et méthodique.*

Nous recherchons immédiatement
10 CANDIDATS DE VALEUR

qui, après avoir fait leurs preuves dans cette fonction, se verront confier rapidement des responsabilités importantes.

Réelles perspectives d'avenir.
Rémunération élevée liée à l'évolution des résultats.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à:

Téléformation
52, RUE DE DOUAI - 59000 LILLE
DISCRÉTION ABSOLUE



le Crédit Mutuel de SAVOIE
recherche
2 Responsables
du développement d'une clientèle privée

Capacités de gestion et d'organisation indispensables.
Ecrire à la Fédération du Crédit Mutuel de Savoie
11, rue Jean Jaurès 74000 ANNECY - en joignant CV et photo

Les Tournay Pub

POMPES SALMSON - THOMSON



Société de 800 personnes fabriquant et commercialisant des pompes industrielles et domestiques recherche son

Responsable Organisation

Ce poste serait volontiers confié à un ingénieur confirmé, mais jeune, ayant par exemple fait ses premières armes dans la production et évolué vers une responsabilité élargie dans l'Organisation et/ou l'Informatique.

Un rôle de conseil opérationnel
- *conception et mise en oeuvre de l'organisation générale de la société*
- *coordination de l'ensemble des activités de l'informatique*
- *définition des structures*

serait pour lui l'opportunité d'acquérir une vue globale de l'entreprise (production et domaines commerciaux) permettant d'intéressantes évolutions de carrière.
Une forte personnalité, des qualités de créativité et de contact alliées à une solide expérience lui donneront toutes ses chances.
- Lieu de travail : SAINT CLOUD (92).

Claude LAMY vous remercie de lui adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) sous réf. 106119.

ORION 35 rue du Rocher 75008 Paris



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Composants Electroniques - Informatique
Aéronautique - Aérospatiale -

CHEF B. E. INDUSTRIALISATION

Améliorer, modifier, rendre performant notre outil et matériel de production est une tâche importante MAIS...
Penser, étudier, concevoir, innover et réaliser nos moyens d'industrialisation et veiller à promouvoir des techniques nouvelles qui nous permettent de garder notre longueur d'avance sur le marché,
C'EST VOTRE RESPONSABILITE.
Votre souci d'une saine organisation, de la rentabilité, du respect des délais et de la concertation avec les autres sera constant.
Nous vous proposons ce «job» très ouvert à moyen terme dans une équipe (âge moyen 35 ans) au sein d'une entreprise (130 Personnes) qui se développe à + 40% l'an. Elle a des promesses et des projets d'avenir ainsi que les moyens humains et économiques de les réaliser.
Il vous faut être âgé de 30 ans min. être INGÉNIEUR INSA, SUDRIA, VIOLET. GRENOBLE option électro-technique ou électromécanique et avoir passé 5 ans min. à la Direction d'un B.E Industrialisation ou Travaux Neufs et Techniques Nouvelles dans des industries à process à lignes automatisées.
Et puis, il vous faut, ainsi que votre épouse, aimer le grand air pour résider dans une petite ville agréable à 1h Est de Paris, aux structures d'accueil pour adultes et enfants existantes.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et salaire actuel sous référence 3740 à notre Conseil
17 rue Courmeaux B.P 111 - 51054 REIMS CEDEX
58 avenue de Wagram - 75017 PARIS.

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication





COMEX INDUSTRIES

Ingénierie, réalisation et commercialisation d'équipements d'interventions sous-marines
Formation des utilisateurs

Ingénieur commercial

futur spécialiste des contrats à l'exportation

Basé à Marseille - voyages fréquents
AM ou éq. - 30 ans mini - bilingue anglais

Ayant l'expérience de la vente à l'exportation de biens d'équipements ou d'ingénierie, il s'intégrera à notre équipe commerciale, et sera en charge de la conduite de ses affaires de la prospection à la conclusion, pour un secteur géographique ou un type de clientèle.

Merci d'adresser votre dossier (en précisant niveau de rémunération) sous réf. M328 à

SVP RESSOURCES HUMAINES
48 rue Grignan 13001 Marseille

SECRETAIRE GENERAL

pour une importante Société du secteur tertiaire, implantée en Alsace, effectifs: 1700 personnes. Chiffre d'Affaires: plusieurs centaines de millions de francs. Ce collaborateur de haut niveau interviendra en assistance du Directeur Général Adjoint dans l'ensemble de ses attributions directes (le service du Personnel, l'Administration, la Gestion, la Comptabilité, la Trésorerie, l'Informatique) et indirectes (Direction technique, Direction commerciale). Age minimum: 40 ans. Ce candidat possèdera une très bonne culture générale et sera de formation supérieure, type: Ecole Supérieure de Commerce, HEC, ESSEC, Science PO, ou Ecole d'Ingénieurs complétée par une Business School américaine, CPA ou équivalent. Il sera requis une expérience professionnelle polyvalente de 10 ans minimum, réussie dans la fonction administrative et financière, acquise dans des sociétés du domaine tertiaire (banque, publicité, société de services, presse, etc.). Il possèdera d'excellentes connaissances en informatique. La pratique de la langue allemande est souhaitée. Ce collaborateur, une fois ses qualités reconnues, aura bien entendu toute latitude pour mener à bien ses actions au sein d'une Direction Générale qui désire sa réussite, pour une promotion importante au bout de quelques années de présence dans l'entreprise.
Adresser C.V. + photo sous réf. 71085 B.

SEOB
Jean WEGBECHER
11, allée de la Robertsau
67000 STRASBOURG

DUSSELDORF – LONDRES – MADRID – PARIS

Vilmorin

Dans le cadre de son développement en France et à l'étranger offre à de jeunes

INGÉNIEURS
agronomes ou horticoles

des responsabilités de terrain dans les domaines de la **PRODUCTION** et de la **COMMERCIALISATION** des semences potagères.

Ces postes, destinés à des ingénieurs débutants ou ayant une première expérience, permettront aux candidats de bon potentiel d'évoluer rapidement dans des fonctions plus larges.

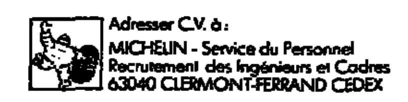
Basés dans différents départements, notamment le Maine-et-Loire et le Gard, ces emplois requièrent des qualités de contact et la capacité d'animer à terme une équipe.
La connaissance de l'anglais serait appréciée.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer un C.V. détaillé sous **référence 190** à **VILMORIN** - LA MÉNITRE - 49250 BEAUFORT-EN-VALLÉE.

MICHELIN
recherche un

INGÉNIEUR DE PRODUCTION

Après quelques années de formation à Clermont-Ferrand, il prendra la responsabilité des fabrications de l'une de nos usines (en France ou à l'étranger) : il devra assurer la Production, la Qualité des produits mais aussi la Formation et la Gestion de plusieurs centaines de personnes.
Ce poste convient à un ingénieur grande école, débutant ou ayant quelques années d'expérience. Le candidat retenu sera un homme de terrain, ayant le goût du concret, du travail en équipe, des relations humaines.
Larges possibilités d'évolution ultérieure en France et à l'étranger.



Adresser C.V. à :
MICHELIN - Service du Personnel
Recrutement des Ingénieurs et Cadres
63040 CLERMONT-FERRAND CEDEX

13-81502 OF

Important Groupe de biens d'équipement électrique
recherche

JEUNES INGENIEURS

POUR LEUR CONFIER :

- poste technico-commercial, responsable d'affaires. Bonnes connaissances en installations B.T. Allemand - anglais apprécié.
- poste service technique transformateurs. Bonnes connaissances en électricité, électrodynamique et thermodynamique.

Lieu de travail : LE HAVRE.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous No 2.397 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

MATERIEL T.P. *BOURGOGNE*

Entreprise industrielle en forte expansion fabriquant du gros matériel de Travaux Publics recherche

jeunes ingénieurs
organisation industrielle

diplômés Grande Ecole (A.M., ou équivalent), débutants ou ayant une première expérience acquise si possible dans une fonction METHODES ou ORGANISATION DE PRODUCTION.
Entièrement responsables de projets d'organisation industrielle (implantation d'ateliers, d'installations industrielles, de magasins de pièces détachées, etc . . .), ils devront assurer les études préliminaires et la mise en route de ces implantations dans le cadre de budgets, de délais et de procédures d'équipements, qu'ils auront préalablement conçus et présentés.
Ces premières missions ouvriront la voie vers une responsabilité opérationnelle au sein de l'entreprise ou du Groupe de renommée internationale.
Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 865 M (à préciser sur l'enveloppe) au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

INGENIEURS INFORMATICIENS

Vous avez une formation universitaire ou vous êtes ingénieur (option informatique).

Vous avez de bonnes connaissances en anglais.

Vous voulez travailler dans les domaines suivants : logiciel de base, théorie des langages, télétraitement, définition synthèse et développement d'applications (bancaires en particulier).

La société Burroughs vous offre la possibilité de participer au sein de la division logiciel du centre d'études de Villers Ecalles (près de Rouen) au développement d'équipements péri-informatiques.

Possibilité de logement.

Plusieurs postes d'ingénieurs débutants et d'ingénieurs expérimentés sont à pourvoir.

Envoyer C.V., photo et prétentions de salaire ainsi qu'une description détaillée de l'expérience et des stages se rapportant aux domaines cités ci-dessus à

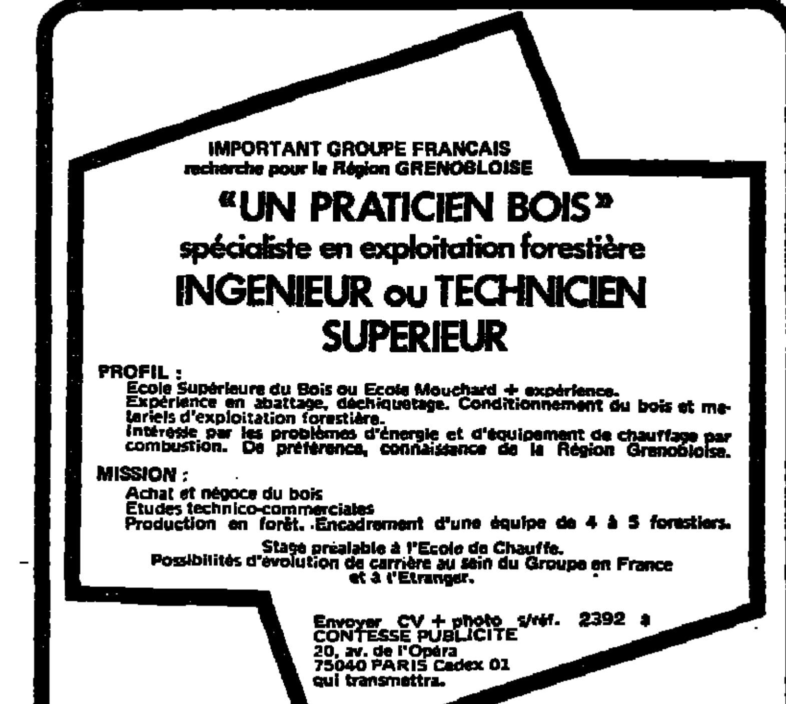
Mme B. LAHON
S.A. BURROUGHS
B.P. 5
76360 BARENTIN.

Burroughs

PHARMACIEN
chef du service conditionnement

Nous sommes un très important Laboratoire Pharmaceutique, Filiale d'un puissant Groupe International, et nous recherchons un **PHARMACIEN** pour lui confier la responsabilité du Service Conditionnement de notre Société.
Ce poste s'adresse de préférence à un homme possédant une expérience d'au moins 3 années de la fonction. Il dirigera et animera une équipe d'une centaine de personnes. Il sera responsable de l'exécution des plannings dans le cadre du respect des B.P.F., de l'optimalisation des coûts et de l'amélioration des standards. Il participera au choix et à la recherche de nouvelles techniques et matériel de conditionnement et établira et gérera ses budgets.
Lieu de travail : ville universitaire à 2 h par autoroute et trains rapides de Paris Ouest.
Envoyer lettre manuscrite C.V. détaillé et photo récente, sous référence 408-M à

sélor
29, rue Tronchet - 75008 Paris



IMPORTANT GROUPE FRANCAIS
recherche pour la Région GRENOBLOISE

«UN PRATICIEN BOIS»
spécialiste en exploitation forestière
INGENIEUR ou TECHNICIEN SUPERIEUR

PROFIL :
Ecole Supérieure du Bois ou Ecole Mouchard + expérience.
Expérience en abattage, déchiquetage. Conditionnement du bois et materiels d'exploitation forestière.
Intéressé par les problèmes d'énergie et d'équipement de chauffage par combustion. De préférence, connaissance de la Région Grenobloise.

MISSION :
Achat et négoce du bois
Etudes technico-commerciales
Production en forêt. Encadrement d'une équipe de 4 à 5 forestiers.

Stage préalable à l'Ecole de Chauffe.
Possibilités d'évolution de carrière au sein du Groupe en France et à l'Etranger.

Envoyer CV + photo s/réf. 2392 à
CONTESSE PUBLICITE
20, av. de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01
qui transmettra.

MICHELIN
recherche un

JEUNE INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE
(Centrale - Mines - A et M - ENSI...)

pour ses services de Maintenance et Réalisation d'installations nouvelles...

Il sera chargé d'assurer la maintenance d'équipements complexes, la réalisation d'installations sophistiquées, ainsi que la gestion du personnel qualifié placé sous sa responsabilité.
Ce poste convient à un ingénieur grande école, débutant ou ayant quelques années d'expérience. Le candidat retenu aura le goût du concret, de l'action, du contact et du travail en équipe.
Larges possibilités d'évolution ultérieure en France et à l'étranger.

Adresser C.V. à :
MICHELIN - Service du Personnel
Recrutement des Ingénieurs et Cadres
63040 CLERMONT-FERRAND CEDEX

13-81503 OF

chef du département logistique
180.000 F +

Un important laboratoire pharmaceutique français, situé dans une ville universitaire, filiale d'un groupe international, cherche un chef de département logistique.

Ce chef de département dirige trois services: achat, planning ordonnancement, et magasin/expédition, soit environ cinquante personnes.

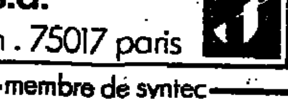
Il a pour missions essentielles d'assurer:

— la planification de la production et de l'approvisionnement
— un niveau de stock conforme aux normes de l'industrie pharmaceutique et la livraison impérative des produits finis dans les délais demandés
— la rationalisation et le bon fonctionnement du département "achat"
— l'informatisation des systèmes de planning et d'approvisionnement.

L'homme que nous cherchons, 30 ans minimum, de formation supérieure (Arts et Métiers, Sup de Co ou équivalent), a déjà une expérience d'au moins cinq ans dans une fonction similaire doublée d'une bonne connaissance pratique de l'informatique. C'est avant tout un homme pragmatique, concret et capable de produire des efforts considérables pour livrer dans les délais. La connaissance de l'anglais est un atout supplémentaire.

Résidence ouest de la France.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la référence 223 LM.



membre de syntec

هكذا من الأصل

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



LE CRÉDIT AGRICOLE DE LOT-ET-GARONNE
recherche
POUR SON SERVICE DES AFFAIRES INTERNATIONALES

SPÉCIALISTE EN COMMERCE INTERNATIONAL

100.000 F +

MAITRISANT PARFAITEMENT LES TECHNIQUES BANCAIRES

Sa mission consistera à DIRIGER le service existant et à le PROMOUVOIR par une action auprès des agents du réseau et par des contacts commerciaux fréquents avec les entreprises.

CE POSTE EST ÉVOLUTIF POUR UN CANDIDAT DE VALEUR

Adr. lettre manuscr. indiquant prétent. + C.V. + photo à : Monsieur le directeur de la C.R.C.A.M. de Lot-et-Garonne - B.P. 249 - 47006 AGEN CEDEX.

GROUPE INDUSTRIEL
recherche

DIRECTEUR D'EXPLOITATION

Responsable de la production et de l'animation commerciale de l'une de ses filiales spécialisées en biens d'équipement pour l'industrie chimique.

- Le candidat, ingénieur diplômé (A.-M., Centrale) bénéficiera de 10 à 15 ans d'expérience de la vente à l'industrie et de la direction générale d'unités autonomes.
- Il aura l'appui d'un groupe industriel solide et diversifié et pourra, si sa réussite à la tête de cette filiale est satisfaisante, prétendre à un poste plus important au sein d'un groupe en croissance.
- Compte tenu de la nature des problèmes à traiter, ce poste ne peut concerner que des candidats à très fort potentiel.
- Le poste est à pourvoir dans la région Nord.

Ecrire s/nº T 027.768 M, à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

CENTRE D'ETUDES ET DE CONSTRUCTION DE PROTOTYPES
intégré dans un
ORGANISME PUBLIC
recherche

UN INGENIEUR EN ELECTRONIQUE

(réf. E 30)

Débutant ou petite expérience, ayant une bonne connaissance des micro-processeurs et de la physique générale.

Il participera, au sein d'une équipe en tant que chef de projets, au développement de la partie électronique de systèmes de mesures dans le domaine des routes et des transports.

Envoyer CV manuscrit, s/ référence, au :
C.E.T.E. Normandie Centre
Service Recrutement - BP 247
76120 GRAND QUEVILLY

Société internationale
TRANSPORT/TRANSIT
conforte sa position

Futurs directeurs d'agences

28 ans mini - anglais pratique impératif.

De formation commerciale supérieure et ayant de préférence la pratique de ce métier ou de services, ils sont autant des gestionnaires que des Hommes de terrain et de développement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence M330, à

SVP RESSOURCES HUMAINES
48 rue Grignan 13001 Marseille.

BUREAU D'ETUDES PUBLIC
de 600 personnes
recherche

UN CHEF COMPTABLE

(réf. S10)

qui aura à assurer la coordination et le fonctionnement des services comptables.

En fonction de ses capacités, il pourra développer son rôle en matière de gestion.

Il sera de formation DECS ou équivalent, ayant quelques années d'expérience ou un autodidacte confirmé ayant une très solide expérience.

Envoyer CV manuscrit, s/référence au
C.E.T.E. Normandie Centre - Service Recrutement
BP 247 — 76120 GRAND QUEVILLY

CENTRE-OUEST
Société industrielle de l'ameublement
C.A. 500 millions de francs
recherche

L'ADJOINT DIRECT DU DIRECTEUR INDUSTRIEL

Formation Arts et Métiers ou équivalent. Le candidat devra avoir *une expérience de 5 à 10 ans dans un ou* plusieurs des domaines suivants :

- Fabrication.
- Méthodes, organisation du travail.
- Entretien, travaux neufs.
- *Contrôle de qualité.*
- Comptabilité industrielle.

Poste à pourvoir à proximité d'une ville universitaire.

Adresser candidature sous référence 10054 à :
P. LICHAU S.A., Boîte Postale 220,
75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

Administration recherche

INGÉNIEURS DIPLOMÉS

expérience quelques années ou débutants pour occuper postes suivants :

a) Études, évaluations systèmes à composants *électroniques et informatiques.*
b) Études, réalisations et maintenance de logiciel système sur calculateur UNIVAC 1100/61.
c) Études, évaluations et essais de matériels de radio-télécommunications (formation électronique, spécialisation télécommunications).

Adresser candidature, curriculum vitae et prétentions financières au CELAR, 35170 BRUZ (tél. (99) 01-91-37 ou (99) 01-90-11, poste 81-34).

Leader européen à taille humaine
Nouveaux types de MACHINES SPÉCIALES et CHAINES D'ASSEMBLAGE ou d'USINAGE

Pour son récent département à forte croissance situé *dans une grande ville du*
SUD-OUEST
poste à fortes responsabilités
GESTION TECHNIQUE et COMMERCIALE

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

GRANDE ÉCOLE - E.C.P. - A.M. ou équivalent

PROFIL :
- 35 ans. 8 ans d'expérience dans biens d'équipement et département outillages type aéronautique (*cellules*) ou automobile ou productions de séries automatisées.
- Esprit *créatif.*
- Novation technique.
- S'identifiant totalement au Chef d'entreprise avec l'autonomie et les contraintes de la moyenne industrie.

Avenir :
Direction générale ou intéressement.

Écrire avec C.V. et prét. s/nº 2312, CONTESSE Pu*blicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01,* qui transmettra.

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS DE MARSEILLE
recherche un

COORDINATEUR DES ENSEIGNEMENTS DE FORMATION INITIALE

Il aura pour mission :
- d'assister le directeur de la pédagogie dans l'organisation et la mise en œuvre du programme d'enseignement ;
- de contribuer à la formation pédagogique des enseignants, à l'évaluation des formations, et à leur amélioration ;
- de participer au développement de nouveaux programmes et de nouvelles méthodes pédagogiques.

Ingénieur Grande École, âgé de 30 à 35 ans, ayant une expérience diversifiée et réussie d'entreprise, il aura à assurer la fiabilité du fonctionnement d'une activité reposant sur cinq départements techniques et près de deux cents ingénieurs jouant à temps partiel le rôle de formateurs.

Homme de contact, sachant faire valoir son point de vue, capable d'obtenir d'eux la mise en œuvre efficace d'une politique pédagogique innovante, il doit avoir le goût et si possible une expérience de la formation et du contact avec les jeunes.

La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat.

Adresser lettre, C.V. et photo à
ESIM, Service Recrutement,
28, rue des Électriciens, 13012 MARSEILLE.

Développement Transports Urbains

Ville Sud-Est

Très important Groupe **TRANSPORTS COLLECTIFS** recherche pour son activité **TRANSPORTS PUBLICS URBAINS, FONCTIONNEL DEVELOPPEMENT** *chargé :*

1°) d'assister les sociétés du Groupe pour la conception des enquêtes, sondages et études.

2°) de promouvoir les services du Groupe auprès des Collectivités locales.

Il faut avoir un solide bagage technique avec une expérience travail auprès des Collectivités locales dans le domaine du Transport Collectivité et de la *Circulation.*

Selecom
Ecrire manuscrit (+ photo) à Service J
225 rue du Fbg St-Honoré
75008 PARIS

MEDIA BA

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche pour sa filiale de
CREDIT BAIL MATERIEL
REGION CENTRE-EST

Délégué Régional

responsable de l'antenne locale couvrant plusieurs départements.
- Animation de réseau.
- Montage des dossiers de Crédit Bail.
- Expérience bancaire sur le plan «risques» et «commercial» demandée.

Fréquents déplacements dans les départements dépendant de sa délégation.

Les candidats seront reçus à Paris.

Adr. CV, phot., sal. et prét. sous réf. 8267 à CNCA Recrutement Carrières Cedex 26 - 75300 Paris Brune

---

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION ÉLECTROMÉCANIQUE
située à 100 KM OUEST DE PARIS
RECHERCHE pour son BUREAU D'ÉTUDES

INGÉNIEURS

en mécanique de précision en électromécanique

Notions anglais appréciées.

Adresser CV et photo s/nº 8692 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 PARIS qui transmettra.

Société dynamique recherche pour AMIENS

UN RESPONSABLE DE DÉLÉGATION RÉGIONALE

pour animer 3 commerciaux et 15 administratifs

Profil recherché :
- 30 ans minimum.
- Formation supérieure.
- Une expérience réussie dans la vente et l'animation commerciale.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo s/nº 8688 *le Monde* Publicité 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

VILLE DE MIRAMAS
recherche
- 1 Responsable pour action 3e âge ayant une expérience en gérontologie, maintien à domi*cile, animation association re*traités.
- 1 Directeur Centre social ayant une expérience et formation au travail social communautaire.
- 1 Animateur Centre social ayant expérience et formation animation jeunes.

Rémunération et statuts suivant accords collectifs S.N.A.E.C.S.O.

Adresser C.V. à B. CORNET, Centre social J.-GIONO, place des Baladins, 13140 MIRAMAS. Tél. : (90) 50-12-63.

Groupement d'Exportation vers l'U.R.S.S.
recherche
son Directeur parfaitement bilingue (français-russe) spécialisé dans les problèmes d'exportation, d'une trentaine d'années et prêt à séjourner en U.R.S.S. environ 150 jours par an.
Les candidatures devront être adressées à la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie « Languedoc-Roussillon », B.P. 6076, Saint-Clément, 34030 MONTPELLIER

DECOBECQ
ASSISTANCE TECHNIQUE
recrute pour SUD-EST

UN INGENIEUR THERMICIEN

Calculs sur ordinateur.
Envoyer C.V. : Quartier des Cavaliers, 06270 VILLENEUVE-LOUBET

Une société du Sud-Est
(150 personnes)
recherche son

CHEF DU PERSONNEL

Responsable de la gestion et de l'administration du personnel, il assurera les relations avec les partenaires sociaux et les organisateurs extérieurs.
Ce poste nécessitant, un sens développé des contacts, s'adresse à un homme de 35 ans environ, de formation supérieure possédant 5 années d'expérience *dans un poste similaire.*
Merci d'adresser votre dossier de candidature (avec photo et rémunération actuelle) s/réf. C 606 à :

herbin cabinet conseil
147, rue de France - 06000 Nice
Tél. : (93) 86-81-34 - 86.06.37.

Importante Société
à vocation de Recherche Scientifique et Technique,
leader dans son secteur,
rayonnement international
recherche pour ville province proximité Paris :

LE RESPONSABLE DE SES SERVICES TECHNIQUES

qui sera *chargé* de la Direction avec fonctions de gestion, d'animation et de coordination :
- de l'atelier de réparation de mécanique générale (avec modification d'engins de *chantier*).
- de l'atelier de conception, fabrication, mise au point de prototypes et d'appareils de laboratoire et de mesure.

La poste conviendrait à un ingénieur de formation grande école, type ENSAM ou équivalente, justifiant d'une réelle expérience d'encadrement en atelier et en Bureau d'Etudes dans l'un des domaines suivants : mécanique, électromécanique, électronique et automatisme.

Age minimum 40 ans.

Adresser lettre de candidature avec C.V., références et *prétentions, à nº 6430,* Emplois et Entreprises, 19, rue Volney, 75002 PARIS.

ECA AUTOMATION
SSCI en forte expansion
(500 personnes) recherche

INGENIEURS Informaticiens

- Expérience de 1 à 3 ans :
- pour son département TELEMATIQUE
- Poste à pourvoir en BRETAGNE

Adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous réf. 1002. Service du Personnel, 315, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD Cedex.

LE CENTRE D'ACTION CULTURELLE
de Saint-Brieuc embauche un

ANIMATEUR

chargé du
SECTEUR EXPOSITION
à compter du 1er octobre 1981
Renseignements et candidatures au C.A.C. - 9 rue du 71 • R. I. 22000 SAINT-BRIEUC.
Tél. : (96) 61-29-33.

L'U.N.M.J.C. recherche

2 DIRECTEURS

dipl. DEFA ou en fin form. pour pourvoir postes de dir. M.J.C. *Grâce-de-Dieu, Caen (14)* et M.J.C. Vimoutiers (61).

Transmettre C.V. et demande écrite : U.N.M.J.C., 9, av. Albert-Sorel, CAEN 14000, avant *le* 27-6-1981.

Un concours sur titres est ouvert pour le recrutement d'un Directeur à la Cinémathèque.
Diplôme exigé : Bac + 2.
Date limite de dépôt des candidatures : 6 juillet 1981.
Renseignements et candidatures : Mairie de Saint-Étienne, Service du Personnel. Tél : (77) 25-11-42, *Poste* 352.

DREUX 28107
35.000 habitants. Lycées, C.E.S., C.E.T., recrute Animateurs ou Animatrices de quartier devant exercer, à partir d'équipements sociaux éducatifs, dans milieux sociaux culturels défavorisés, capables de s'insérer dans une équipe déjà très structurée.
Conditions requises :
- Être en possession du D.E.F.A. ou formation du cycle *de ce diplôme ou celle d'éducateur.*

Libre dès que possible.
Envoyer C.V. au service du personnel, Mairie de DREUX, 28107 DREUX.

LA RÉGIE DÉPARTEMENTALE DU LIORAN (CANTAL)

Station de sports d'hiver et d'été (25 *remontées mécaniques*, 42 pistes, un centre école de ski de fond, une patinoire, courts de tennis)

recherche

SON DIRECTEUR

Homme d'expérience,
bon gestionnaire,
30 ans minimum.

Ecr. sous pli confidentiel, lettre man., prét. et C.V. avec photo à Monsieur le Directeur de la Régie Départementale du Lioran, 15300 Super-Lioran

---

Vous dirigez depuis 3 ans une agence *d'installation de lignes* électriques B.T., M.T., éclairage public. Vous êtes de niveau ingénieur INSA. Nous proposons poste de PATRON, Pays de Loire, 140.000 F (+ voiture fournie). *Ecrire C.V. et prét. à J.-L. FONS,* 6, rue L.-Maître, 69300 CALUIRE.

Important constructeur matériel filature région touristique de l'Est
Forte position exportatrice

recherche

INGÉNIEUR TEXTILE TECHNICO COMMERCIAL

Mission :
projets d'installation et devis, après formation, négociations avec clientèle France et étranger.

Ce poste pourrait convenir soit à un Ingénieur Textile débutant, soit à un Technicien Supérieur textile avec pratique fibres longues.

Anglais efficace, parlé + écrit indispensable.

Logement facilité.

Adresser C.V. détaillé sous référence 954 à

SELETEC
Conseil
67009 STRASBOURG CEDEX

Importante Industrie
en expansion
produits moderne
pour le bâtiment
À STRASBOURG

recherche

JEUNE CADRE EXPORT

ESC- ESCE ou similaire

1 à 2 ans expér. exportation
parlant bien anglais
2e langue souhaitée :
allemand, italien
ou espagnol.

MISSION :
- Assistance au responsable de l'exportation pour développer des marchés d'exportation déjà actifs.
- Etudes de débouchés, de canaux de distribution.
- Organisation de réseaux.

Adr. C.V. dét. sous réf. 953 à

SELETEC
CONSEIL
67009 STRASBOURG CEDEX.

Important constructeur matériel filature forte position exportatrice région touristique de l'Est

recherche

INGÉNIEUR TEXTILE TECHNICO-COMMERCIAL

ITR - ESITM - ENSAIT
ou similaire

Études projets
et relations clientèle
France et étranger.

Très bonne pratique de l'espagnol parlé et écrit.

Expérience filature ou peignage fibres longues nécessaire.

Logement facilité.

Adr. C.V. détaillé sous référence 955 à

SELETEC
Conseil
67009 STRASBOURG CEDEX

Amélioration de l'habitat ARIM Franche-Comté
Organisme spécialisé dans l'amélioration de l'habitat
(13 salariés)
recherche son

DIRECTEUR

Profil souhaité :
- Formation supérieure ;
- Expérience professionnelle dans organisme similaire :
  - gestion, organisation, développement ;
  - relation avec collectivité locale ; animation d'une politique de l'habitat ;
  - réhabilitation : opérations programmées, financements, techniques.

Dispon. immédiate souhaitée.
Env. C.V. détaillé, prét., photo à ANPE, M. NEVEU,
21, rue de la République
25000 BESANÇON

Agence de publicité à Grenoble
recherche

CHEF DE PUBLICITE

pour assurer, gérer des budgets.
Connaissance du marché Rhône-Alpes souhaitée.

C.V. à EDIPRESS
10, bd Joffre, 38000 Grenoble

OFFRES D'EMPLOIS

Valeo

puissant Groupe industriel Français
C.A. 6, 7 Milliards, 30 000 personnes

Dans le cadre de notre politique de promotion interne, nous privilégions le recrutement de jeunes diplomés de grandes écoles et à fort potentiel d'évolution. Notre gestion prévisionnelle des ingénieurs et cadres ouvre de larges possibilités de carrières dans le Groupe à des

INGENIEURS DEBUTANTS

1) Diplomé A et M, INSA, ENSI Mécanique... vous acquerrez pendant environ 1 an une formation et une expérience technique dans le domaine des études et du développement de nos produits d'équipement thermique automobile. Ensuite vous élargirez cette expérience en assurant les relations techniques et commerciales pour des projets nouveaux auprès de certains de nos clients constructeurs européens. Très bon niveau en allemand indispensable.
Poste à La Verrière (78) **Réf. 41382/1**

2) Une formation en gestion complète votre diplôme d'ingénieur. Au sein de notre Direction chargée de l'Audit Interne pour l'ensemble du Groupe, vous assurerez, après formation, des missions d'études et de contrôle pouvant concerner toutes les fonctions de l'entreprise et comporter des aspects techniques ou de gestion. Cette expérience variée vous permettra, après quelques années, d'évoluer en fonction de vos goûts et aptitudes. Déplacements fréquents : France, Espagne, Italie. Poste à Paris 17e **Réf. 41382/2**

Adresser C.V., prétentions et photo en indiquant la référence du poste choisi à VALEO Service Recrutement I & C
43, rue Bayen - 75017 Paris

---

habitat

recherche pour sa DIRECTION ETUDES ET INFORMATIQUE

ASSISTANT en ORGANISATION

De formation supérieure, il aura 2 années d'expérience minimum.
Sa 1ère mission sera la mise en place du *système comptable.*
Il participera, d'autre part, à la définition des procédures des autres systèmes de gestion de la Société.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

pour travailler dans un contexte base de *données/temps réel.*
Expérience en analyse programmation GAP II exigée.

Pour ces 2 postes le lieu de travail est ORGEVAL.

Adresser C.V., photo et prétentions à
HABITAT - RN 13
78630 ORGEVAL

amp

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-CSF TÉLÉPHONE

SPECIALISTES LOGICIEL TELEPHONE

SPECIALISTES LOGICIEL DE COMMUTATION

SPECIALISTES RESEAUX

SPECIALISTES MICRO-PROCESSING

SPECIALISTES BASES DE DONNEES

SPECIALISTES GESTION INTEGRATION QUALIFICATION DE LOGICIELS

SPECIALISTES METHODOLOGIES OUTILS DE DEVELOPPEMENT DE LOGICIELS

SPECIALISTES ARCHITECTURE ET MESURE DE PERFORMANCES DE SYSTEMES

Dans le cadre de son développement à l'exportation et de l'évolution de son potentiel technologique, le groupe recherche **DES INGENIEURS LOGICIELS SPECIALISTES ET FUTURS SPECIALISTES** pour le développement de systèmes temps réel de commutation téléphonique temporelle, de systèmes de commutation de messages et péri-téléphoniques.

Michel PONSY, Directeur de la Division Informatique et Communication, du **Groupe Bernard Krief Consultants**, chargé de cette recherche, attend votre candidature. Il vous demande de la lui adresser, sous la réf. 7755 accompagnée d'un curriculum vitae détaillé, d'une photo d'identité et de vos prétentions.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS - département informatique -

1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

BKC



FILIALE THOMSON CSF

offre les postes suivants dans son DEPARTEMENT DES APPLICATIONS INDUSTRIELLES DANS LE DOMAINE DU CONTROLE NON DESTRUCTIF situé à ISSY-LES-MOULINEAUX (92)

responsable service système engineering

(réf. DRI.A)

Pour animer une équipe de 5 techniciens HARD + SOFT.

Pour systèmes d'acquisition de données et traitement en temps réel d'installations industrielles de CND automatiques et structuration des études SOFT.

5 ans minimum d'expérience industrielle sur mini ordinateur, connaissances matériel DEC PDP 11 appréciées.

analyste-programmeur

(Réf. DRI.B)

Ayant expérience 3 à 4 ans SOFT et PROCESS.

Chargé de la réalisation de SOFT pour installations industrielles de CND automatiques, PROCESS temps réel.

Connaissances souhaitées matériel DEC PDP 11 FORTRAN.

Nous vous remercions d'adresser vos C.V., photo et prétentions au Service du Personnel, CGR, B.P. 45 - 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX.
Nous vous assurons d'une réponse rapide et de notre discrétion.

Une importante Société livrant des usines et installations dans le monde entier et appartenant à l'un des plus grands groupes industriels français recherche pour son Siège à PARIS

CHEFS de PROJETS
diplômés grandes écoles ingénieurs

- Expérience industrielle d'au moins 5 années dans un grand service Informatique.
- Réalisation EN TANT QUE CHEF DE PROJET d'applications relatives soit aux activités de gestion de production, soit aux domaines comptable et contrôle de gestion.
- Maîtrise de la conception des bases de données et des techniques du temps réel (utilisation de CICS et DL1).
- Connaissance du matériel 4341 IBM.
- Pratique du COBOL structuré et du FORTRAN.
- Acquisition d'une formation complémentaire en gestion d'Entreprise.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous No 2420, CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

LA FILIALE FRANCAISE D'UN GROUPE MULTINATIONAL AU PREMIER RANG EN EUROPE, C.A. en FRANCE 1,5 milliard de F.F.
engage

son directeur de la distribution physique

qui sera un homme de contact et de réalisation, à l'aise dans les relations commerciales et pourra se déplacer fréquemment sur le territoire français.

Faisant partie du groupe de la Direction Générale et responsable d'un effectif de 160 personnes, il aura pour mission :

- la gestion logistique des livraisons clients, des transports et des stocks,
- la gestion administrative et financière de son service,
- l'organisation et la gestion du planning de distribution,
- l'animation d'une section organisation et méthodes de distribution.

Le candidat devra avoir au minimum 35 ans, un diplôme d'études supérieures techniques, une expérience de 3 à 5 ans dans un service de distribution physique, une bonne connaissance dans les domaines du transport routier, des livraisons clientèle, de la gestion des stocks et d'un parc de moyens de transport ainsi qu'une bonne approche de l'informatique de gestion.

La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand est souhaitée.

Sa rémunération sera négociée suivant l'expérience et les qualifications présentées.

Lieu de travail : siège social banlieue parisienne.

Veuillez adresser votre lettre manuscrite (curriculum vitae, photo et prétentions) sous référence 31337 M à ***projets publicité*** 12 rue des Pyramides 75001 Paris qui la transmettra sous pli confidentiel.

THOMSON-CSF
Direction Informatique Interne

La Direction de l'Informatique Interne recherche pour son secteur «Applications de Gestion» :

Ingénieurs Informaticiens

De formation Grandes Ecoles, MIAGE ou équivalent, ils posséderont une expérience de 2 à 5 ans, acquise en partie dans l'informatique de gestion. (Réf. I.M)

Analystes-Programmeurs

Pour travailler sur gros matériel (IBM 30 33).

Ils posséderont 2 à 3 ans d'expérience et une formation IUT. La connaissance du Cobol est indispensable. (Réf. A.P.M)

Postes très nombreux intéressant candidats hommes et femmes.

Pour ces postes très formateurs, les candidats justifieront de bonnes connaissances dans le domaine des applications de gestion.

A des éléments de valeur THOMSON CSF offrira des perspectives d'évolution liées à l'expansion des services informatiques et à la croissance constante du GROUPE.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi à Monsieur GALY - THOMSON DIS - 33, rue de Vouillé - 75015 PARIS

THOMSON-CSF

MEDIA PA

PERCKIN-ELMER, compagnie multinationale américaine, leader mondial en instrumentation, informatique et technologie de l'électronique, société en pleine expansion, recherche pour la division Semiconductor Operations de sa nouvelle agence lyonnaise :

techniciens supérieurs

pour après-vente, niveau B.T.S.

L'un sera responsable de la mise en route et de l'entretien du matériel Micralign, machines de projection et d'alignement de masques pour la fabrication des circuits intégrés.
Il aura une expérience de l'électronique et si possible de la mécanique de précision et de l'optique.

Le deuxième sera responsable de la mise en route et de l'entretien des appareils de dépot de couches-minces.
Il aura une expérience de l'électronique et si possible des techniques du vide.

Aussi nous aimerions que les deux postulants soient aptes à se déplacer dans toute la France et si nécessaire en Europe, et qu'ils lisent et parlent l'anglais.

Afin de se familiariser avec les équipements Perkin-Elmer, une formation de six semaines leur sera prodiguée aux Etats-Unis.

Nous offrons de réelles possibilités de promotion, une rémunération motivante, une voiture de fonction.

Veuillez envoyer C.V. en anglais ou téléphoner à notre direction européenne. à l'attention de Myriam Heyligers,

PERKIN-ELMER
Semiconductor Operations
Hanzeweg 16 P.O. Box 490
2800 AL GOUDA (Pays-Bas)
Tél : (01820) 28122

TECHNIP

La qualité de nos études et réalisations d'ensembles industriels dans les domaines du pétrole, du gaz, de la chimie ainsi que dans d'autres domaines industriels est reconnue en France et dans le monde entier. Pour ces réalisations, nous faisons appel à une informatique de pointe. Nous proposons deux postes de haut niveau :

Chef de projet CAO (Réf. 325 M)

Directement rattaché au Directeur de l'Informatique interne, vous aurez à mener la conduite d'un projet de grande envergure pour l'implantation d'un système graphique au sein de notre B.E.
Ingénieur Grande Ecole ou équivalent, vous avez déjà eu une expérience de conduite de projets et acquis une compétence approfondie sur les logiciels CAO (spécifications internes et externes) ainsi que sur les bases de données et le télétraitement.

Chef de projet informatique industrielle (Réf. 326 M)

Dans le cadre de projets comportant l'installation de systèmes d'automatisation par ordinateur, vous aurez la responsabilité de l'étude, de la conception et de la réalisation de ces installations jusqu'au démarrage sur le site. Vous assurerez les relations avec les clients, les fournisseurs et avec les autres départements participant à la réalisation de ces contrats.
La connaissance du process-control, des calculateurs industriels (hardware et software), des problèmes de régulation et d'instrumentation vous sera bien sûr nécessaire.
Ingénieur diplômé Grande Ecole, homme de contact, bon gestionnaire et animateur d'équipe, vous aurez conduit pendant plusieurs années des missions analogues. Des voyages de courte durée sont à prévoir.

Adressez CV, photo et prétentions en précisant la référence aux Consultants d'ALPHA CDI.

ALPHA CDI
59, rue St Didier - 75116 PARIS.

LESIEUR

rech[illegible]on

DIRECTEUR E[illegible]TION GROUPE

De formation supérieure, aya[illegible] une [illegible] du Commerce International.

LE CANDIDAT :

— formule et met en [illegible] d'expo[illegible] du groupe (LESIEUR, WILLIAM SAURIN, PI[illegible])

— rattaché au Directeur Géné[illegible] Di[illegible] participe activement au développement du groupe à l'étran[illegible]

— anime les services de l'export : Ch[illegible] [illegible]ting et Administration des Ventes.

Anglais indispe[illegible] souhaitable.

Adresser lettre manuscrite, C.V., + [illegible] à LESIEUR Recrutement Cadres, 122 avenue du Général Leclerc - [illegible]103 BOULOGNE.

NOUS SOMMES UNE SOCIETE FRANÇAISE

Solidement implantée en France et aux U.S.A.

Notre C.A. de 130 MF progresse constamment depuis 16 ans.

NOTRE DIVISION ELECTRONIQUE

souhaite s'adjoindre pour faire face à son expansion rapide et continue dans le domaine de la

SIMULATION AERONAUTIQUE :

2 INGENIEURS LOGICIEL

(SUP'AERO, ESE, ECP, ISEP, IDN, ou équivalent)

pour des études de modélisation de systèmes temps réel. Une première expérience ou des connaissances en Aéronautique (pilotage automatique, systèmes d'armes, générations hydraulique et électrique) seraient appréciées mais ne sont pas indispensables. (Référence 7729/A)

INGENIEUR ELECTRONICIEN

(ESE, ENST, ISEP, ou équivalent, débutant à 3 ans d'expérience)

pour définition, étude, intégration et mise au point d'ensembles électroniques complexes faisant appel à des technologies de pointe. (Référence 7729/B)

COORDINATEUR DE PROJET

de formation ingénieur électronicien, 2 à 5 ans d'expérience, ayant des connaissances en aéronautique. (Référence 7729/C)

PROJETEUR 1

expérience petites mécaniques générales; poste comportant relations techniques avec fournisseurs et montage/mise au point de prototypes. (Référence 7729/D)

REDACTEUR TECHNIQUE AERONAUTIQUE

ayant des connaissances en électronique, pour rédaction de notices techniques et de maintenance de simulateurs. (Référence 7729/E)

ACHETEUR

pour assister le responsable de notre service achats dans le suivi des approvisionnements et la relance des fournisseurs. Ce poste nécessite la connaissance des composants électroniques et électromécaniques. (Référence 7729/F)

PREPARATEUR MAQUETTISTE

pour élaborer et compléter les dossiers de fabrication (plans et nomenclatures) lors de la réalisation de prototypes en production. (Référence 7729/G)

LIEU DE TRAVAIL : PARIS OUEST

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions, sous référence correspondante, à : JEAN REGNIER PUBLICITE - 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.



Directeur
Centre de Formation Commerciale Groupe d'Assurances

Diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, Siences Po, ...), âgé d'au moins 35 ans, vous justifiez d'une réelle expérience de la formation commerciale et technique de préférence en milieu assurances ou banques. Cette expérience vous l'avez acquise dans des fonctions analogues au siège et/ou sur le terrain comme responsable d'une force de vente, ou en tant que conseiller au sein d'un cabinet de consultants spécialisés.

Garant de la qualité des connaissances techniques et de la compétence commerciale d'une très importante force de vente et de son encadrement, vous travaillerez à l'échelon du Groupe, en liaisons directes avec des responsables opérationnels qui attendent de votre part des approches novatrices. Vous animerez et coordonnerez la mise en œuvre de programmes que vous aurez contribué à créer et/ou améliorer.

Votre équipe qui pourra se développer comprend actuellement quatre formateurs spécialisés et vous pourrez faire appel aux techniciens du Groupe ainsi qu'éventuellement à des intervenants extérieurs. La rémunération annuelle de départ, importante, sera en fonction du niveau d'expérience acquis. Merci d'adresser votre candidature sous réf. 81610 M. Elle sera examinée confidentiellement par Michel BARBEY qui vous contactera rapidement.

EMPLOI centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél : 285.15.53

TOTAL
Compagnie Française des Pétroles

recherche pour son *Siège Social* - PARIS 16ème

UN INGENIEUR SYSTEME

Adjoint au responsable du Service Système, il sera chargé plus particulièrement de l'installation et de l'évolution des logiciels de base dans un environnement composé de deux ordinateurs IBM 4341 interconnectés, d'un réseau de télétraitement important sous CICS et de bases de données DL1.

Il assistera et conseillera le Service Etudes sur les problèmes liés au développement des applications et effectuera des missions d'assistance auprès des filiales du Groupe à l'étranger.

Il aura environ 10 ans d'expérience en informatique dont un minimum de 3 ans dans la fonction Système dans un environnement semblable (DOS, CICS/DL1 et VM si possible). L'anglais courant est indispensable.

Si ces perspectives vous intéressent, envoyez lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo au Service Recrutement - 5, rue Michel Ange 75781 PARIS CEDEX 16, sous référence 1MO77

4, rue Massenet 75016 Paris



Écrire en précisant la référence. - Discrétion absolue

Directeur général de groupe de filiales

référence SZ 575 AM

UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL (10 000 personnes) sur le plan national étoffe son implantation par filiales dans le Nord de la France et recherche un **Directeur Général de Groupe de Filiales.**

Il s'agit d'animer, gérer, développer un ensemble de sociétés existantes : centres de profits autonomes de 50 à 200 personnes, et de prendre en charge la création de nouvelles implantations.

Ce poste convient à un candidat ingénieur grande école : Mines, ENSTA, Centrale... 35 ans minimum, ayant déjà assumé des responsabilités opérationnelles (gestion de société, de division, de centre de profit), manifestant de réelles qualités d'animateur et apte à la négociation avec de grands clients ou de grandes administrations.

Poste basé à Lille.

Responsable service marketing publicité et promotion

référence RI 574 AM

LIMAGRAIN, GROUPE AGRO-INDUSTRIEL FRANÇAIS IMPORTANCE INTERNATIONALE, nombreuses filiales (CA 1 milliard) offre au sein de sa Direction Commerciale un poste de **Responsable Service Marketing Publicité et Promotion** à un Ingénieur agronome (+ si possible INM ou CESMA) ou à diplômé HEC, ESSEC, ESCP connaissant le marché agricole.

Ce responsable devra disposer d'une expérience marketing de 8 ans environ acquise de préférence dans les produits grande culture : phytosanitaire, semences, engrais... ou domaine proche.

Sa mission comprendra :

- la définition des objectifs globaux avec la Direction Commerciale et la répartition des moyens,
- l'animation et la coordination du travail de deux chefs de produits
- l'élaboration du plan de communication : promotion, publicité, documentation...
- analyse de la concurrence, étude de prix et des circuits de distribution.

Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Poste ville Centre France.

HEC, ESSEC, ESCP, pour responsabilités marketing et gestion

référence MT 570 AM

UN GROUPE DE PREMIER PLAN EN DÉVELOPPEMENT CONTINU crée, au sein d'une de ses filiales, un poste offrant de réelles opportunités à un HEC, ESSEC, ESCP ayant 5 ans d'expérience professionnelle.

Rattaché au Directeur de la Filiale, il sera chargé :

- de définir et appliquer les politiques commerciales et de développement
- de la conception des "produits"
- de l'établissement et de la gestion des budgets,
- de la formation et de la direction de l'équipe de vente.

Poste : grande ville Normandie.



SODERN

SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE NUCLEAIRE-ESPACE-AUTOMATISME

Banlieue SUD-EST, recherche

ingénieurs mécaniciens

(ENSAM - ECAM - ENSM - ICAM)

pour conception mécanique, thermique et études technologiques de matériels embarqués.

ingénieurs opticiens

pour conception équipements embarqués.

ingénieurs électroniciens analogiciens

(ESE - ENSI - ISEP)

Ayant expérience des mesures en laboratoire)

ingénieurs systèmes

(Télécom., ESE, Sup Aéro)

pour conception équipements embarqués.

ingénieurs électroniciens

ayant de solides connaissances en circuits électriques HT pour mesures physiques.

ingénieurs électroniciens logiciens

(ESE, ENSI, ISEP)

ayant quelques années d'expérience dans le développement de matériels informatiques et de logiciels sur microprocesseurs.

La pratique courante de la langue Anglaise est indispensable.

Adresser C.V. manuscrit et photo au Service du Personnel - 1, avenue Descartes 94450 LIMEIL BREVANNES.

LESIEUR

rech[illegible] son

DEPARTEMENT [illegible]RMATIQUE

UN RESPONSA[illegible] TRAITEMENT

(Ordinateurs, télécommuni[illegible] applications opérationnelles).

— pour gérer un ense[illegible] com[illegible] 2 ordinateurs centraux et des mini-ordinat[illegible]
— pour définir et faire a[illegible]tation
— pour coordonner les ac[illegible]rents utilisateurs
— pour animer l'équipe d'e[illegible].

Ce poste s'adresse à un candid[illegible] [illegible]mation supérieure et une solide expérience de la production infor[illegible] d'encadrement.

Rémunération non inférieure à 160.[illegible]

Larges possibilités d'évolution au sein d[illegible] fonction des résultats.

Adresser lettre manuscrite, C.V. e[illegible] à LESIEUR - Recrutement Cadres 122, avenue du Général L[illegible]erc - 92103 BOULOGNE.

NOS PROJETS SONT DE GRANDE ENVERGURE...

Nos réalisations, probantes !
Des succès répétés, des ambitions plus importantes nous amènent à étoffer nos équipes, plus précisément dans le domaine de la Télématique et de la Gestion.
Nous recherchons aujourd'hui

DES CHEFS DE PROJETS. DES INGENIEURS CONFIRMES ET DEBUTANTS

Il s'agit d'opportunités réelles, puisque, dans tous les cas, les perspectives d'évolution sont certaines.

Appelez dès aujourd'hui M. KALTENBACHER au

544 38 98

Si vous préférez écrire, adressez CV et prétentions à TELESYSTEMES, 115 rue du Bac 75007 PARIS.

Associez votre avenir au succès



rseg carrières

UNION CARBIDE FRANCE
gaz industriels

Nous sommes l'une des plus grandes Sociétés mondiales spécialisées dans les gaz industriels, grâce à notre technologie extrêmement avancée.
Nous exerçons cette activité dans le monde entier depuis plus d'un demi-siècle et en France depuis 12 ans.

Pour développer nos ventes dans l'industrie alimentaire, nous recherchons des

INGENIEURS DE VENTE
à l'industrie alimentaire

de formation supérieure AGRO., IAA ou équivalent, âgés de 28 ans minimum et ayant acquis une première expérience industrielle si possible dans la vente d'équipements ou de produits destinés à l'industrie alimentaire.

Après une formation complémentaire à nos équipements et produits, ils seront chargés de promouvoir auprès d'importantes Sociétés de l'industrie alimentaire française les applications de l'azote en tant que fluide cryogénique (recherche de marchés, rédaction de propositions technico-économiques, démonstrations, négociations à très haut niveau).

Ces postes évolutifs ne pourront être confiés qu'à des personnalités affirmées, mobiles, combatives, douées d'une très grande initiative et ayant de bonnes connaissances de la langue anglaise.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à :
M. Le Directeur du Personnel UNION CARBIDE FRANCE
4, place des États-Unis - Silic 214 - 94518 RUNGIS CEDEX

Emplois et Entreprises

ETABLISSEMENT PUBLIC
Centre de Paris, recherche pour son
DEPARTEMENT AUDIOVISUEL

responsable technique
du studio et de la régie vidéo

Il aura pour tâches l'exploitation technique de l'ensemble des équipements BROADCAST de production et de post - production VIDEO, ainsi que la coordination des travaux des membres de l'équipe.
Formation de technicien supérieur ou ingénieur-électronicien + 5 ans d'expérience en VIDEO BROADCAST exigée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous référence 4518 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA

DIRECTEUR COMMERCIAL TRAVAUX PUBLICS

X, E.C.P., E.N.P.C., E.N.S.A.M. — 400.000 F

Fixer les objectifs commerciaux avec la Direction Générale. Négocier avec les Administrations. Assurer les prises de commande nécessaires. Animer une équipe d'ingénieurs commerciaux. Telle sera la mission qui lui sera confiée, au sein d'une entreprise française de Travaux Publics.

Le poste convient à un ingénieur de formation Grande Ecole, ayant déjà l'expérience de ces responsabilités ou désireux d'évoluer vers le Commercial, après quelques années en opérationnel sur des chantiers Grands Ouvrages.

Veuillez adresser votre candidature à Monsieur MEUNIER, 149 rue St-Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra. Réponse et discrétion assurées. Vous pouvez mentionner sous double enveloppe les entreprises auxquelles vous souhaitez que votre dossier ne soit pas transmis.

INSPECTEURS DE MAINTENANCE 65000 / 90000 F
INGENIEURS LOGICIEL 91000 / 105000 F
MINI INFORMATIQUE BANLIEUE OUEST PARIS

La Société SYSTEMS (40 personnes en 1979, → 100 en 1981 - CA 75 millions), filiale d'un groupe internationale GOULD Inc., spécialisée dans la commercialisation de mini-ordinateurs 32 bits à vocation industrielle et scientifique, poursuit son développement et recherche :

8 INSPECTEURS DE MAINTENANCE pour ses services installation, maintenance, support technique
Les candidats retenus âgés d'au moins 25 ans, de formation technique supérieure (B.T.S. - D.U.T.), possèderont une 1ère expérience en mini informatique chez un constructeur ou un ensemblier.

2 INGENIEURS POUR SON SERVICE LOGICIEL.
Les candidats retenus de formation technique supérieure (D.U.T. ou Faculté Sciences), possèderont une 1ère expérience en informatique chez un constructeur ou une société de services.
Une expérience des logiciels «temps réel» sera un atout supplémentaire. Des déplacements en province sont à prévoir.

Tous les candidats devront avoir une bonne connaissance de l'anglais technique.

prendre contact par téléphone au 462.62.32 avec :
- Jean Claude GUYON pour la maintenance
- Christian FRANCOIS pour le logiciel
ou adresser C.V. à SYSTEMS - 29, RUE DE NOISY - 78870 BAILLY

SYSTEMS
ENGINEERING LABORATORIES S.A.

Important établissement financier recrute, pour son siège à Paris, de

JEUNES DÉBUTANTS
Diplômés en informatique (Miage, INSA, IDN, ENSET,...)

Après acquisition de la connaissance des procédures et des équipements de l'entreprise (informatique de pointe, réseau implanté sur tout le territoire national), leurs activités s'orienteront vers la **Formation** ou le **Télétraitement**, spécialisations pour lesquelles ils recevront une formation complémentaire.

Ils pourront ainsi accéder à de larges responsabilités techniques et/ou fonctionnelles.

Une candidature est à adresser sous réf. 72003 LM à

GROUPE ETHNOS
Conseil en recrutement
Membre de syntec informatique
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

SOCIETE D'INGENIEURS CONSEILS
recherche

INGENIEUR CIVIL

Grande Ecole, 5 à 10 ans d'expérience, pour études d'aménagements portuaires.

INGENIEUR ELECTRICIEN

Minimum 5 ans d'expérience, pour études d'installations électriques. Connaissances en mécanique (notamment stations de pompage) et/ou climatisation appréciées.

Les deux postes sont basés à Paris et impliquent de courtes missions à l'étranger. Bonne connaissance de la langue anglaise indispensable.

Adresser CV. détaillé et salaire actuel à no 17179 - COFAP
40, rue de Chabrol - 75010 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE,
PRODUCTEUR DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION,
C.A. 700 MILLIONS DE F.
Recherche pour sa DIRECTION MARKETING

un chargé d'études de marchés

Il réalisera, en liaison avec les ingénieurs «Produits» et les forces de vente, des études consacrées aux produits existants ainsi que des recherches pour l'élargissement des activités de l'entreprise.

Formation souhaitée : universitaire ou grande école commerciale, solides bases en économétrie et statistiques, connaissance d'un langage informatique, connaissance de l'anglais.

Débutant accepté ou première expérience d'études de marchés, de préférence dans le bâtiment.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 02422 à
CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

THOMSON-CSF

INGENIEURS D'ETUDES
(ENSAE - ENST - ESE - ENSI - ISEP - ISEN ...)

En expansion, en proche banlieue sud,

La Division Avionique

souhaite renforcer le potentiel de ses équipes techniques en y intégrant des

ELECTRONICIENS DEBUTANTS

pour leur confier des travaux de
Conception et Réalisation d'Equipements Aéroportés.

A - PLUSIEURS postes sont offerts dans des secteurs variés de technologies avancées

I - traitement du signal (algorithmes, numérique, analogique)

II - MICRO-ONDES
- antennes : d'intéressantes contributions, sur le plan théorique accompagnent des réalisations concrètes, dans ce secteur en plein développement.
- circuits : conception et réalisation en microélectronique performante

B - ENSEMBLES RADARS
conception et essais de systèmes, coordination et suivi de projets complexes, évolution vers des responsabilités de maîtrise d'œuvre impliquant le goût des contacts et le sens de l'organisation.

Envoyer C.V. et photo à THOMSON CSF - Service du Personnel 68, avenue Pierre Brossolette 92242 Malakoff Cedex.

---

constructeur informatique
leader dans son domaine, recrute

un ingénieur informaticien
supelec, télécomm, centrale...

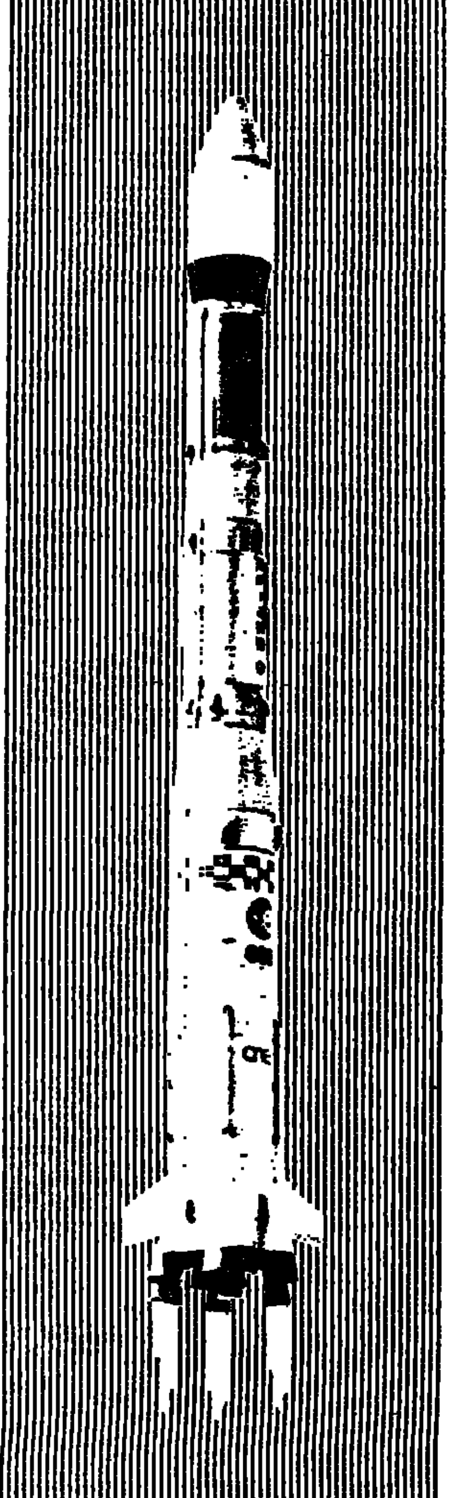
Le candidat aura quelques années d'expérience en développement logiciel. Des connaissances dans le domaine de « la messagerie » seront un atout supplémentaire mais non indispensables. Il participera à l'élaboration d'un grand projet bureautique. Réf.ISTC

des ingénieurs informaticiens
grandes écoles

pour participer à un développement logiciel sur microprocesseurs 16 BITS pour un grand projet bureautique. Les candidats seront débutants ou auront une première expérience. Réf.IGE

Ces postes offrent à des candidats ambitieux et de valeur de réelles perspectives d'évolution.

Envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) en rappelant la référence du poste à PROJETS PUBLICITÉ 12 rue des Pyramides 75001 Paris qui le transmettra.



il y a de l'espace pour les meilleurs

Après le succès d'ARIANE, la Société Européenne de Propulsion (SEP), maître-d'œuvre des trois étages du lanceur, réunit toutes les conditions humaines et technologiques pour répondre au défi de l'espace, et recrute pour ses établissements de Puteaux et Vernon :

Ingénieurs d'Etude

De formation X, Centrale, Sup-Aéro, débutants ou confirmés (jusqu'à 5 ans d'expérience), ils seront intégrés aux équipes chargées de développer les nouveaux projets et systèmes de propulsion.
Une première spécialisation dans les domaines de la propulsion ou de l'espace serait appréciée.

Ces postes sont basés à Vernon. Réf. 299

Ingénieurs Programme

De formation Grandes Ecoles, débutants ou confirmés, ils seront chargés, sous l'autorité des Chefs de Projet :
— de l'évaluation et du contrôle des coûts,
— de l'établissement et du suivi des plans de développement
— des relations avec les sous-contractants et le client.

Ces postes sont basés à Vernon. Réf. 300

Ingénieurs Spécialistes

en **Aérodynamique**
Mécanique du vol
Asservissements
Mathématiques-Calcul Numérique
Débutants ou confirmés, ayant un très bon niveau de culture scientifique, intéressés par l'approche théorique des problèmes.

Ces postes sont basés à Vernon. Réf. 301

Ingénieurs Qualité

De formation Grandes Ecoles, avec quelques années d'expérience en assurance ou ingénierie qualité, si possible en milieu aéronautique ou spatial.

Ces postes sont basés à Vernon. Réf. 302

Fiabiliste

De formation Grande Ecole ou Docteur en Physique, statistique, mathématiques, informatique, il sera chargé d'études de fiabilité prévisionnelle et opérationnelle (Sens du Concret).
Le poste est à pourvoir à Vernon. Réf. 303

Ingénieurs Mesures-Instrumentation

De formation Grande Ecole électronique, informatique, débutants ou ayant quelques années d'expérience, ils seront chargés de l'étude et de la mise en œuvre de chaines de mesure (capteurs et moyens d'acquisition et traitement de mesures).
Ces postes sont basés à Vernon. Réf. 304

Chefs de Projet Logiciel

Diplômés d'une grande Ecole et ayant une expérience d'au moins 8 ans du développement de grands systèmes informatiques, ils ont déjà participé à la direction d'un grand projet et connaissent les mini-calculateurs (Solar, Vax...).
Ils auront la responsabilité de grands logiciels (spécifications de définition et de conception, production, intégration et validation).
Un poste est à pourvoir à Puteaux, un autre à Vernon. Réf. 305

Ingénieurs Logiciel

De formation X, ESE, ENST, ENSIMAG..., ils ont une première expérience du développement de logiciels temps réel.
Ils participeront, au sein du groupe logiciel du département Stations, à la réalisation des grands systèmes informatiques d'acquisition et de traitement des images reçues des satellites.
Ces postes sont à pourvoir à Puteaux et à Vernon. Réf. 306

Ingénieurs Projeteurs Projeteurs Principaux

Pour études mécaniques et micro-mécaniques, études d'aménagement d'ensembles propulsifs, études d'installations.
Ces postes sont à pourvoir à Vernon. Réf. 307

Adresser lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un CV détaillé,



sous la référence correspondante, à Société Européenne de Propulsion, B.P. 802, 27207 VERNON.

HAVAS CONTACT



ROCHE BIOELECTRONIQUE
KONTRON
Divisions ultra sons

INGENIEUR ELECTRONICIEN MICROPROCESSEURS

Roche Bioélectronique Kontron est un des leaders mondiaux de l'électronique médicale appliquée aux sciences de la vie.
Les performances du Groupe reposent en grande partie sur la qualité technique de ses appareils.

Pour renforcer son potentiel technique, il est créé au sein du Groupe Etudes et Développement, un poste d'Ingénieur Electronicien responsable du développement des applications des microprocesseurs à la gamme d'échographes.

Nous souhaitons rencontrer un spécialiste ayant au minimum 2 ans d'expérience professionnelle des aspects matériel et logiciel des microprocesseurs 8 bits.

Le poste est basé dans un cadre particulièrement agréable à Montigny-le-Bretonneux (78).

Nous remercions les ingénieurs intéressés par cette proposition de bien vouloir nous faire parvenir sous référence M 4209 R leur dossier manuscrit de candidature.

egor industrie
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

IMPORTANTE
BANQUE INTERNATIONALE
recherche

COMPTABLE
CCB ET BANQUE DE FRANCE

Ce collaborateur sera chargé d'organiser et de mettre en place toutes les structures comptables, d'établir les rapports périodiques de la Commission de Contrôle des Banques et de la Banque de France. Il devra aussi fournir au Service Informatique tous les éléments devant faciliter la programmation.

Ce poste conviendrait à un professionnel de la Banque ayant une position cadre.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet et salaire actuel sous référence M 11466 A à

egor promotion
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

---

unilever france services

recrute pour une de ses sociétés spécialisées dans l'imprimerie et le cartonnage un

JEUNE INGENIEUR EN ORGANISATION TECHNIQUE

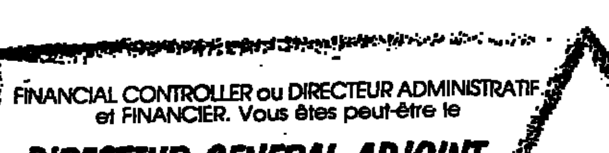
Mission :
Sous l'autorité du Responsable du planning Central, le candidat retenu aura à réaliser des études d'organisation et de rationnalisation et à participer à leur mise en place dans le secteur de la production de la société.

Profil recherché :
- Jeune diplômé d'une grande école scientifique, généraliste ou mécanicien
- Expérience souhaitée dans l'organisation
- Anglais indispensable

Le poste, basé à BEAUVAIS (60), permet des possibilités d'évolution de carrière.



Adresser C.V., photo et prétentions (réef. VIII/81)
au Département Central du Personnel
UNILEVER FRANCE SERVICES - 8, avenue Delcassé
75384 PARIS Cedex 08.



FINANCIAL CONTROLLER ou DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER. Vous êtes peut-être le

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

300 000 +

que je recherche :

Si votre formation supérieure (ESSEC + DECS ou expertise comptable + ICG ou IAE) vous a permis de vous familiariser rapidement avec les méthodes de gestion et les outils d'organisation moderne (informatique, contrôle budgétaire et de gestion) et si votre poste actuel vous permet de maîtriser l'ensemble des circuits administratifs et les fonctions « économiques » de l'entreprise.

Je dirige la filiale française d'un groupe européen de tout premier plan, et je réalise en France 350 millions de C.A. avec un taux d'expansion de 20 % l'an, sur un marché très concurrencé (produits de grande consommation à forte rotation).

Votre mission sera d'optimiser l'ensemble des fonctions administratives (y compris la fonction personnel), comptables et financières, et la logistique de l'exploitation (lancement des programmes de fabrication, gestion des dépôts et contrôle des stocks, organisation des transports et distribution physique).

Si vous avez l'ambition et l'envergure pour accepter un challenge au niveau de la **DIRECTION GENERALE** en « manageant » une équipe de plus de 60 personnes et en dynamisant les structures d'une société en pleine mutation, envoyez moi un dossier complet de candidature précisant votre salaire actuel, vos fonctions, vos performances et vos souhaits sous référence 102 M (à préciser sur l'enveloppe) à :

PUBLISCOPE JUNIOR, 11 rue Royale 75008 Paris.

Le salaire sera fonction de votre expérience et de vos talents.

IMPORTANTE SOCIETE
AERONAUTIQUE
au Sud Ouest de la Région Parisienne
recherche

INGENIEUR d'ATELIER

ARTS ET METIERS ou EQUIVALENT

Quelques années d'expérience

Envoyer C.V., lettre manuscrite sous réf. 98871
CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.



GLAENZER SPICER

Filiale d'un important GROUPE INTERNATIONAL de mécanique automobile situé à POISSY (78)
recherche

SECRETAIRE DE DIRECTION

TRILINGUE ALLEMAND - ANGLAIS

de formation supérieure
et connaissant la sténo française.

Le poste exige expérience et stabilité.

Rémunération intéressante.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions au Chef du Personnel, 10, rue J.P. Timbaud 78301 POISSY.

Spécialiste des fluides d'utilités
INGENIEUR PROCESS

La Division SPIE spécialisée en entreprise générale et en travaux électromécaniques recherche cet ingénieur pour son département "Entreprises Générales Industrielles" qui exerce un rôle de coordinateur dans la réalisation d'unités industrielles (centrales thermiques, usines d'engrais, stockage et conditionnement de gaz, raffineries, usines agro-alimentaires...).

Il définira les équipements de production et de distribution des fluides (eaux, vapeur, combustibles...) à partir des besoins quantitatifs et qualitatifs fournis par les utilisateurs ou les bailleurs de licence.

Il assurera le suivi des phases d'étude et de démarrage.

De formation, Ecole centrale, Arts et Métiers, INSA, ENSP, le candidat aura une première expérience en ingénierie thermique, écoulement des fluides.

La pratique de l'Anglais et une disponibilité pour des déplacements à l'étranger sont nécessaires.



Ecrire à Service du Personnel E.G.I. sous réf. 158 à
SPIE BATIGNOLLES Tour Anjou 33, Quai de Dion Bouton
92814 Puteaux Cedex.

SPIE BATIGNOLLES

média-system

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

attaché d'études actuarielles

Le poste est à pourvoir dans la Division des Etudes Actuarielles d'un important organisme d'ASSURANCES. La fonction consiste à mener des études variées en matière d'assurance-vie. Elle implique la connaissance des techniques d'Actuariat (Diplôme ISFA - ENSAE ou ISUP (options Actuariat) - CNAM...ou expérience professionnelle en Actuariat-vie) et des notions de programmation (FORTRAN - APL).

Merci d'écrire en joignant C.V., prétentions et photo sous référence K 162 à

PAJ Conseil
2, rue des Dardanelles 75017 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

TRES IMPORTANT ETABLISSEMENT PUBLIC FINANCIER NATIONAL
recherche pour PARIS

jeunes cadres de gestion

pour deux postes d'Attaché (e)s d'Etudes dans un Service de Gestion Financière (valeurs mobilières). Ils devront assurer, au niveau conception de projets informatiques et études d'organisation, la liaison entre utilisateurs et informaticiens, et l'animation de groupes de travail. Formation Supérieure en Gestion (Centrale, Grandes Ecoles Commerciales, Maitrise...) Ils disposent d'une expérience professionnelle, de préférence dans Direction Comptable ou Financière.
Seraient très appréciées : connaissance du marché financier Français (pour un poste) et international (pour l'autre) ainsi qu'une expérience en projets informatiques sur valeurs mobilières.
Rémunération selon références. Valorisation de carrière assurée.

Merci d'écrire en joignant C.V., photo et prétentions, sous référence L 162 à

P.A.J. CONSEIL, 2, rue des Dardanelles 75017 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

IMPORTANTE SOCIETE
recherche pour

transports matériel pétrolier
spécialiste haut niveau commission de transport

Nous recherchons 1 Cadre 1er Plan, a qui nous pouvons offrir un salaire élevé s'il répond aux caractéristiques suivantes :
- 40 ans minimum
- expérience approfondie de la commission de transport
- très bien introduit dans les milieux pétroliers
- bilingue français-anglais.

Nous vous remercions de faire parvenir C.V., photo et prétent. à No 1845, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

---

le responsable des études informatiques d'un important site IBM/MVS.

Une entreprise du secteur tertiaire, à vocation nationale, disposant à Paris d'un 303X supportant un réseau de plus de 100 terminaux, vous propose de prendre en main les destinées de son service études.

Vous secondez le directeur informatique, dirigez et animez une cinquantaine d'informaticiens dans un esprit de génie logiciel, en mettant l'accent sur l'«industrialisation» des nouvelles applications, négociez et contrôlez la sous-traitance occasionnelle. Enfin, vous êtes soucieux de la fiabilité et du degré d'automatisation des traitements que vous transférez à la production.

Ingénieur de formation, vous avez acquis, en huit à dix ans, l'expérience de la conduite d'importantes équipes de développement, éventuellement en SSCI, dans un environnement gros système, IBM principalement, et disposez, aujourd'hui, d'une solide compétence DB, sur IMS de préférence.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4016 LM) à **«Carrières de l'Informatique».**



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

BANQUE FRANÇAISE DE TAILLE INTERNATIONALE
recrute pour son
Groupe de Recherche Opérationnelle

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
(X, ECP, Mines...)
1re Expérience ou Débutants

Fonction :

– prendre en charge d'importantes études touchant à divers domaines d'activités de la banque au sein d'une équipe de haut niveau directement rattachée à la Direction Générale;
– développer et promouvoir des outils de gestion et d'aide à la décision pour les autres secteurs de l'Établissement.

Aptitudes requises :

– connaissance approfondie des techniques quantitatives ; formation complémentaire en informatique ou en gestion appréciés ;
– aptitude pour des contacts à haut niveau, goût du travail en équipe, dynamisme certain.

Très larges possibilités de carrière pour candidat de valeur.

Les postes sont à pourvoir à Paris.

Les candidatures, accompagnées d'un CV détaillé indiquant la rémunération souhaitée, sont à adresser sous référence 71992 à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Tout ce qui est nouveau nous est familier !

La division des systèmes de bureautique de **RANK XEROX FRANCE** commercialise un nouveau produit à très haut degré technologique : **l'imprimante à laser XEROX 9700.**

Dans ce contexte, elle recherche pour renforcer son équipe

Ingénieur Technico-Cial
Imprimante à laser XEROX 9700

Le candidat que nous recherchons possède une expérience de 2 ou 3 ans en informatique et, si possible, une bonne connaissance des operating systems des gros matériels IBM.

Son aptitude à la négociation et sa souplesse d'adaptation lui permettent d'assurer un rôle d'assistance à l'équipe commerciale et de support au client. (Réf. 248/2)

Ingénieur Commercial
Imprimante à laser XEROX 9700

Le candidat que nous recherchons a nécessairement une expérience de la vente de matériels informatiques (moyens et gros systèmes et/ou périphériques lourds).

Il est de formation supérieure commerciale ou ingénieur. (Réf. 248/3)

Ces deux postes sont des créations. Ils sont situés à **LA DEFENSE.** La rémunération sera fonction de l'expérience.

Enfin, nous souhaitons trouver en eux un réel potentiel leur permettant d'évoluer au sein du groupe.

Jean-Louis MUTTE, à qui la société **RANK XEROX** a confié cette recherche, vous remercie de lui adresser votre dossier complet de candidature, en indiquant la référence du poste choisi et vos prétentions.

Beckwell
9, rue Beaujon - 75009 PARIS
Amsterdam, Francfort, Hambourg, Londres, Los Angeles, New York, Paris

MEDIA PA

Vous êtes un battant !

actif, entreprenant, un bon contact humain et l'esprit d'équipe

et vous êtes aussi un ingénieur diplômé

véritable technicien, capable d'assurer la responsabilité technique de contrats d'études et ayant acquis une forte expérience dans l'une des spécialités suivantes :

STOCKAGE ET MANUTENTION
(un profil marqué par les méthodes, l'expérience du stockage de matières premières ou de produits finis et le sens de l'organisation des stockages et de la manutention).

MONTAGE
(travaux de montage de sous-ensembles et de produits manufacturés, organisation des ateliers, machines de montage automatique).

USINAGE
(métaux sous toutes ses formes, commande numérique des machines outils et automatisation des ateliers).

MÉTAUX EN FEUILLE
(travaux des métaux, assemblage, soudure, brasure et le traitement surface et peinture).

Si vous avez 35 ans environ, l'expérience des services méthodes et l'esprit d'entreprendre,

UNE GRANDE SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGÉNIERIE EN PLEIN DÉVELOPPEMENT VOUS ATTEND

Ecrire au Cabinet

jacques r.e. poirier

38, rue de Lisbonne 75008 PARIS, sous référence 18104 M.

Redéploiement énergétique

Un nouveau métier. En effet il ne s'agit pas de proposer un autre combustible, de conseiller une autre installation, de vendre un autre type d'appareil aux consommateurs d'énergie. Déjà beaucoup le font.

L'équipe que nous sommes en train de constituer aura une mission plus globale, un rôle d'ensemblier. Ses chargés d'affaire, chacun sur un créneau bien particulier : les grandes résidences ou la maison individuelle, les collectivités locales ou les industries, proposeront un service complet pour une utilisation optimale de l'énergie. Après avoir identifié les projets, ils réaliseront la coordination et la mise en œuvre des moyens indispensables : études, travaux, gestion technique, financement permettant d'atteindre le résultat sur lequel ils se seront préalablement engagés.

Notre réussite sera facilitée par le prestige attaché au groupe auquel nous appartenons, sa puissance industrielle, mais nous la devrons surtout à la compétence et aux qualités des hommes qui vont rejoindre notre équipe. Nous sommes très rapidement intéressés par les candidatures d'ingénieurs ou de gestionnaires ayant une expérience professionnelle de plusieurs années dans le milieu du bâtiment, de l'équipement ou de l'environnement, ayant touché aux problèmes de développement urbain et rural, à ceux de l'utilisation de l'énergie dans l'industrie,...Nous attendons beaucoup aussi de leurs qualités de personnalité : dynamisme, imagination, sens du dialogue, rigueur.

Nous avons demandé à Claude Egnell de nous assister dans la constitution de notre équipe. Ecrivez-lui sous référence 1822 M, en précisant le numéro de téléphone où l'on peut vous joindre aisément.

CLEAS
6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS



THOMSON-CSF INFORMATIQUE

Dans le cadre du développement de sa gamme de terminaux programmables et de systèmes transactionnels d'informatique répartie, le Département des Activités Péri-informatiques de **THOMSON CSF** recrute

- **2 responsables affaires systèmes**
- **2 ingénieurs technico-commerciaux (Position II)**
- **2 ingénieurs marketing chargés de la politique produit (Position II)**
- **1 ingénieur marketing chargé de la promotion des ventes (Position II)**

Ces postes sont à pourvoir en proche banlieue Sud dans une petite unité à dimension humaine (200 personnes).

Pour des candidats de valeur, notre forte expansion autorise de bonnes perspectives d'avenir au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée) sous la référence M 300 à Michel GILBERT - **THOMSON CSF DAP** - RN 186, La Boursidière (Porte E) - 92357 LE PLESSIS ROBINSON CEDEX.



Pour un complément d'information sur ces postes, veuillez téléphoner au 630.21.71 poste 3114.

MEDIA PA

BANQUE ÉTRANGÈRE
recherche pous sa succursale en France :

RESPONSABLE COMPTABLE et ADMINISTRATIF

Avec une bonne expérience
de la comptabilité bancaire,
de la réglementation bancaire
et des traitements informatiques.
La connaissance de la législation sociale,
de la réglementation des changes
et du droit bancaire sera appréciée.

Env. lettre manuscrite et C.V. à OCBP, 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 Paris, qui trans. ss réf. 5020 M.

Important Groupe d'Edition Presse et Librairie PARIS recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE

Collaborateur envir. 40 ans
ayant des connaissances approfondies
et l'expérience de tous les problèmes techniques
concernant l'imprimerie et les métiers graphiques
Dirigerait les services techniques du groupe
et serait responsable des achats et des prix de revient
Les candidats intéressés par ce poste
sont priés d'adresser un C.V. détaillé
à PUBLIART Ref. 1501[illegible]
27, rue Garnier 92200 NEUILLY qui transmettra

SVP Information Carrière Grandes Ecoles

"SPÉCIAL JEUNES"

*annonces parlées** 763.11.15

entreprises	postes à pourvoir	lieux	expériences	langues	formations	réf.
SODETEG	INGENIEURS chargés d'affaires exportation	Le Plessis-Robinson (92) Immédiat	2 ans minimum	anglais	Grande école d'Ingénieurs	157A9
STRAFOR	INGENIEUR ORGANISATION	Strasbourg Immédiat	Débutant et +	anglais et allemand	Grande école de Commerce et de Gestion	104A1
STRAFOR	ETUDES MARKETING	Strasbourg Immédiat	Débutant et +	anglais et allemand	Grande école de Commerce	104A2
THOMSON-CSF SIMULATEURS	INGENIEUR ELECTRONICIEN Chargé d'études	Trappes (78) Immédiat	1 à 2 ans conduite d'équipes	anglais	G. é. d'ingénieurs. connais. inform. temps réel.	122E6
FLOPETROL	INGENIEUR Support technique aux affaires	Melun (77) Immédiat	1 à 2 ans	anglais	G. é. d'Ingénieurs mécaniciens ou électromécaniciens	110A2
PROMODES	CADRES DE DISTRIBUTION	France entière	Débutants à 2 ans		E. de Commerce et école de Gestion	145B1
DOWELL SCHLUMBERGER	ING. DE CHANTIER PETROLIER	Monde entier Immédiat	Débutant à + 2 ans	anglais	Ecole d'Ingénieurs généralistes	147A2
Groupe TRT	ING. AFFAIRES INTERNATIONALES	Paris Immédiat	Débutant ou première expérience	anglais	Ecole d'Ingénieurs	156C5
EDF	ING. EXPLOITATION Centrales thermiques et nucléaires	Toute l'année France entière	Débutants à 3 ans		Mines. ECP. ESE. ENSIEG. ENSAM. ENSEM	151B7
COFLEXIP	TRAVAUX A LA MER Pétrole offshore	Déplacements monde entier 6 mois/an	Débutants et +	anglais	Ecole d'Ingénieurs généralistes et mécaniciens	109A2
COFLEXIP	INGENIEUR ETUDES INDUSTRIELLES	Normandie et Paris	Débutant à 2 ans expérience "projet"	anglais	Ecole d'Ingénieurs mécaniciens et généralistes	109A3
THOMSON-CSF Téléphone	INGENIEURS DES VENTES	Paris. Compiègne. Angers. Le Mans. Immédiat	Débutants à 2 ans vente systèmes électroniques. informat.		ESC. ENI	138A2
RANK XEROX	CADRES FINANCIERS	Paris	Débutants et +	anglais	ESSEC. HEC. ESCP. ESCAE	129B3
TECHNIP	INGENIEURS ETUDE MECANIQUE	La Défense. Lyon. St-Nazaire	Débutants à 2 ans en mécanique	anglais	Grande école d'Ingénieurs	127A4
TECHNIP	INGENIEURS ETUDE INSTRUMENTATION	La Défense. Lyon. St-Nazaire	Débutants à 2 ans	anglais	Grande école d'Ingénieurs	127A5
TECHNIP	INFORMATISER L'INGENIERIE CAO-DAO scient.-tech.	La Défense Immédiat	Débutants ou +	anglais	Ingénieurs toutes spécialités + informatique	127C1
SG2 Conseil et réalisation Informatique	INGENIEURS concept. et réalisation logiciels de gestion	Région parisienne Immédiat	Débutants ou +		Grande école d'Ingénieurs	108A6
SCHLUMBERGER EHS Wireline	INGENIEURS INTERNATIONAUX (terrain)	Monde entier Immédiat	Débutants	anglais	G. é.. solides connais. électron. informat. électricité	155A4
Groupe DROUOT	FUTURS RESPONSABLES après tour d'entreprise	Marly-le-Roi (78)	Débutants		HEC. ESSEC. ESCP	154B3
SEP	INGENIEURS Techniques de pointe	Vernon (27) Immédiat	Débutants ou confirmés	anglais	Grande école	153E6

* Avant de faire acte de candidature prenez connaissance par téléphone des descriptifs détaillés des offres qui vous intéressent, ils ont été conçus pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et votre rencontre avec l'entreprise s'en trouvera accélérée. Appelez 763.11.15 en rappelant la référence.

SVP Information Carrière
7, rue de Logelbach 75017 Paris.

OSMCR

marketing

conseiller du président

250000F +

Le Président d'une Société leader dans le domaine du CONFORT de la MAISON (CA 500MF), recherche son CONSEILLER EN MARKETING.

Il contribue à l'élaboration de la politique générale du Groupe en matière de marketing.
Dans le cadre de missions il est chargé, au sein des Divisions du Groupe, de l'application de certaines des orientations décidées.
Il propose au Président de nouveaux axes de recherche.

Ce poste, de haute responsabilité et très évolutif conviendrait à un CHEF DE GROUPE MARKETING, âgé de 32 ans au moins, HEC ou équivalent, parlant couramment Anglais et si possible Allemand. Une très forte expérience — acquise dans des entreprises ayant une politique marketing structurée dans le domaine des biens de consommation — est nécessaire.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2213 M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

NOUS SOMMES UNE IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE DE MECANIQUE DE PRECISION

QUI RENFORCE SON

DEPARTEMENT INFORMATIQUE

ET RECHERCHE POUR SES CENTRES INFORMATIQUES TRAVAILLANT SUR IBM 370/158 - 3031 - 3033, MVS, IMS IMPLANTES DANS LA REGION SUD DE PARIS

ingénieurs exploitation scientifique

(REF. A)

- UN CHEF D'EXPLOITATION
- UN INGENIEUR SYSTEME

Expérience d'au moins 2 ans demandée.

ingénieurs d'analyse programmation scientifique

DANS LES DOMAINES

(REF. B)

- DEPOUILLEMENTS D'ESSAIS DE MATERIELS EN DEVELOPPEMENT
- ANALYSE NUMERIQUE
- PHYSIQUE APPLIQUEE

Dans chacun de ces domaines, des connaissances de base sont nécessaires.

ingénieurs d'études de gestion

(REF. C)

- UN CHEF DE PROJET
- DES ANALYSTES PROGRAMMEURS

Expérience des techniques de développement de programmes structurées souhaitée.

Pour ces postes, nous demandons des diplômes écoles de gestion ou ingénieurs grandes écoles ayant une formation et/ou une *expérience du secteur informatique.*
La pratique de l'anglais sera appréciée.

Adresser lettre manuscrite, CV, en précisant la référence du poste choisi à No 2.152 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

BISCUITS BELIN

EVRY 91
recherche

ADJOINT AU DIRECTEUR DES VENTES

Chargé des Centrales et Grands Clients.

Il aura la responsabilité de Centrales d'achats et de Grands Clients.

IL DEVRA :
- négocier les accords
- analyser les résultats
- coordonner les actions commerciales en liaison avec les responsables régionaux et les adhérents des Centrales.

Nous recherchons un candidat d'environ 35 ans, ayant impérativement une expérience des négociations avec les Centrales d'achats dans le domaine des produits de grande consommation.

La rémunération tiendra compte de l'expérience.
Voiture fournie.

Envoyer CV + photo + prétentions au Service Emploi Formation sous référence ML.
BISCUITS BELIN - BP. 93 - 91003 EVRY CEDEX

BANQUE D'AFFAIRES

(PARIS-8e)

Filiale de deux groupes importants européens

recherche pour développer
sa DIRECTION INTERNATIONALE
(zone Amérique latine, Espagne, Portugal)

UN EXPLOITANT CONFIRMÉ NIVEAU FONDÉ DE POUVOIRS

LE POSTE :

Sous l'autorité du responsable de zone :
- rechercher et négocier les financements export et les crédits financiers à réaliser dans la zone concernée.
- en étudier le risque et en superviser le montage en s'appuyant sur des spécialistes fonctionnels.
- animer les relations avec les correspondants et les représentants locaux.

LE PROFIL :
- expérience bancaire d'au moins 5 ans.
- bonne maîtrise des techniques de financement internationales.
- parfaite maîtrise de l'espagnol et anglais courant.
- pouvant voyager fréquemment.

Evolution possible au sein de la direction internationale ou à l'étranger.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. précis, photo et prétentions sous réf. 7191 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 Paris, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE BIENS D'EQUIPEMENT ELECTRIQUES
recherche pour son Siège - PARIS 8ème

CONTROLEUR DE GESTION

35 ans environ

Travaillant avec l'aide d'un collaborateur, il aura pour mission :
- de contrôler les comptes des organismes et filiales du groupe (partiellement en province)
- de participer éventuellement à l'étude de dossiers ou à des opérations de restructuration.

PROFIL :
- MAITRISE DE LA FISCALITE. Formation expertise comptable
- expérience environ de 5 ans en cabinet ou dans un service de contrôle comptable d'une société industrielle
- familiarisé avec les procédures informatiques
- esprit de synthèse nécessaire à la présentation de rapports clairs.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous No 2.395 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE
FILIALE D'UN GRAND CONSTRUCTEUR EUROPEEN
(BANLIEUE SUD DE PARIS)
recherche

CONSEILLER DE GESTION

28/30 ans

Niveau ESC - DECS

Bonne formation comptable, fiscale et juridique pour assistance auprès de son réseau de concessionnaires.

Une expérience de 2 ans minimum sera exigée.

Déplacements fréquents.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous No 1811
CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01
qui transm.

BUREAU D'ÉTUDES BATIMENT

(C.A. 12.000.000 F)

recherche

pour activité Région Parisienne

INGÉNIEUR

Diplômé, Spécialiste Bâtiment

5 ans expérience minimum. Une bonne connaissance GROS ŒUVRE et BA est nécessaire, des connaissances annexes de SECOND ŒUVRE seraient appréciées.

Il aura pour mission de coordonner les études de logements, établir les descriptifs autres que ceux des C.E. techniques, passer les marchés et assurer le suivi des travaux.

Ecrire sous n° T027808 M, à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Telesystemes, Société de Télécommunications et d'Informatique
recherche pour ses centres de TORCY et MASSY (accès direct RER), équipés de matériel CDC CYBER

2 JEUNES INGENIEURS SYSTEME

Leur formation (Ecole d'Ingénieur, MIAGE ou Maîtrise orientée Système), autant que leur potentiel personnel doivent leur permettre de maîtriser une fonction technique où l'aspect relationnel reste prédominant (conseils aux utilisateurs, relations clients...).
Plan de formation important aux matériels et logiciels utilisés. Nombreux avantages sociaux, possibilités vacances été 81.
SSCI, cabinet conseil en recrutement, étudiera votre candidature sous référence 3881. Adressez lui - 47 rue de la Chaussée d'Antin 75009 PARIS.
Tél. 526.11.44

Associez votre avenir au succès — telesystemes

ricq carrières

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

A produits leaders... Chef de produits senior ...

Notre marque, notre gamme, nos produits, recherchent un Chef de Produits.
Il faut être senior car nous sommes leaders de notre marché dans un secteur alimentaire pourtant difficile ; et nous voulons le rester en nous améliorant sur tous les plans : ventes, pub, promos, marges, développements, emballages, etc..
Tempérament de gagneur, formation «marketing» incontestable, expérience de vente même courte en début de carrière, goût du concret et des faits vous caractérisent ; écrivez-le aux consultants de Sirca qui se passionneront pour vous comme ils le sont pour nous. Réf. 813 950M.


Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC



DIVISION SCIENCE ET INDUSTRIE
recherche

inspecteur de maintenance

Niveau Ingénieur
pour systèmes et appareils d'instrumentation programmables à base de microprocesseurs.

Connaissances exigées :
- instrumentation de mesure électronique;
- programmation (au moins BASIC);
- maintenance de micro-ordinateurs;
- langue anglaise.

Nous offrons :
- la formation technique complémentaire adaptée au matériel;
- des possibilités d'évolution pour élément de valeur;
- de nombreux avantages sociaux.

Poste à pourvoir immédiatement.

Envoyer CV et prétentions à S.A. PHILIPS Division Science et Industrie 105, rue de Paris 93002 BOBIGNY Cedex ou téléphoner au 830.11.11 - poste 626.

L'irremplaçable D.A.F.

Prendre la succession de notre Responsable Administratif, Comptable et Financier, qui après plus de trente années d'activité dans notre groupe familial nous quittera en 1983, une gageure.

Non. Plutôt une opportunité fantastique pour qui, formé dans les directions comptables et financières de grandes sociétés, ou rôdé à toutes les techniques administratives, comptables et fiscales grâce à ses années en cabinet, souhaite vivre de très près les réflexions, les préoccupations et les initiatives de dirigeants préparant par le jeu de fusions, acquisitions et innovations la nécessaire mutation, à 10 - 15 ans, de leur industrie.

Et en poste à l'Etoile, s'il est breton, de souche ou de cœur, il appréciera d'avoir à se déplacer régulièrement à Lorient.

Outre sa compétence dans les domaines juridiques, administratifs, comptables et financiers, l'on attend de lui qu'avec souplesse et fermeté à la fois il soit capable d'être un trait d'union entre les dirigeants et les exploitants au niveau du contrôle, de l'organisation, de la poursuite des actions de recherche et développement, qu'il puisse les représenter auprès des pouvoirs publics.

Nous avons confié à Claude Egnell le soin de nous présenter les candidats à cette délicate succession. Elle ne s'arrêtera pas uniquement aux diplômes (droit, IEP, DECS) mais attachera une grande importance aux qualités de personnalité. Ecrivez-lui sous référence 1821 M.

CLEAS
6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS.

---

ingénieurs logiciel

Sema informatique recherche des ingénieurs logiciel pour leur confier, suivant leurs affinités et leur expérience, des projets mettant en œuvre :

— le calcul scientifique
— les bases de données techniques
— l'informatique graphique.
— la simulation numérique.

Le développement actuel de l'informatique scientifique et technique au sein de sema informatique leur offre de réelles possibilités de carrières.

Adresser votre curriculum vitae, avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 10289/M à J. Hajage, Sema-Sélection : Centre Metra, 16-18, rue Barbès 92126 MONTROUGE

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection — Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SITUÉE QUARTIER MONTPARNASSE
recherche pour 1 an

AGENT ADMINISTRATIF

Titulaire du BTS secrétariat ou équivalent.
Ayant une bonne pratique de la sténodactylo et une expérience dans la gestion administrative et juridique des sociétés.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 20186 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel
94300 VINCENNES

DIRECTEUR COMMERCIAL et technique

Nous sommes la filiale d'une société américaine concevant et fabriquant des systèmes thérapeutiques médicaux, basée à PARIS.
Nous souhaitons rencontrer pour ce poste un candidat ayant un niveau d'études supérieures ainsi qu'une expérience d'environ 5 ans pour diriger des hommes de terrain.
En rapport direct avec le Directeur Général Européen il sera chargé des responsabilités commerciales, du service après-vente et du support clinique pour la France.
Une formation technique ainsi qu'une connaissance des appareils médicaux sont souhaitées pour ce poste qui requiert une maîtrise parfaite de l'anglais.

Merci d'adresser votre C.V. et vos références professionnelles en Anglais au
DIRECTEUR GENERAL EUROPE,
COBE LABORATORIES INC.
33 avenue des Erables
1640 RHODE ST-GENESE, Belgique.

COBE France

média-system

IMPORTANTE SOCIETE D'INFORMATIQUE
recrute

2 TECHNICIENS ELECTRONIQUE EXPERIMENTES

- **maintenance en analogique :** dépannage de matériels utilisant les techniques vidéo, infrarouge, hyperfréquences; connaissance souhaitée des microprocesseurs
- **formation d'utilisateurs**
- **gestion de magasin de pièces.**

Chacun assurera une responsabilité complète du suivi des systèmes électroniques installés par l'entreprise.

Déplacements de courte durée en France à partir du siège (proche banlieue Sud-Ouest).

Adresser CV détaillé No 1.551 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---

MODERNISER LA FONCTION COMPTABLE tout en participant au quotidien.
SE COMPORTER EN UTILISATEUR *EXIGEANT vis-à-vis d'une équipe informatique de qualité*

telle est la mission que

bail équipement

l'un des «trois grands» du crédit bail mobilier souhaite confier à un jeune

EXPERT COMPTABLE ou MEMORIALISTE

titulaire du Certificat Supérieur de Traitement des Données et de l'Information qui apporterait son concours au Directeur de la Comptabilité.

Ecrire avec C.V. manuscrit, photo et prétentions Service du Personnel B.P. 35 - 75021 Paris Cedex.

GROUPE FABRICATION ET NÉGOCE MATÉRIEL DE TUYAUTERIE
pour l'industrie du pétrole, pétrochimie, chimie
recherche
pour son département ingénierie

ATTACHÉ COMMERCIAL

pour analyse et traitement des dossiers offres de prix et gestion des commandes.
Connaissance en tuyauterie et chaudronnerie souhaitée anglais courant indispensable.

Poste à pourvoir rapidement.

Envoyer curriculum vitae sous n° 889591 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

GÉNIE CHIMIQUE

KRAUSS MAFFEI FRANCE
FILIALE D'UN GROUPE ALLEMAND PUISSANT
ayant récemment intégré la diffusion de matériels GÉNIE CHIMIQUE connus en France depuis 15 ans
recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL FRANCE-NORD

pour VENTE DE MACHINES DE NOTORIÉTÉ MONDIALE (CENTRIFUGEUSES, SÉCHOIRS, FILTRES...) à l'industrie chimique et aux bureaux d'engineering.

FIXE + INTÉRESSEMENT + VOITURE FOURNIE + FRAIS

INDISPENSABLE
- Bonnes connaissances techniques de ces matériels
- Expérience VENTE ou réelle aptitude. Allemand apprécié • Résidence PARIS de préférence.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 4680 à 4.690 à

sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

---

câblerie technique

directeur d'usine

ECP, AM ou équivalent. Bilingue Anglais. 37 ans minimum. Rémunération ouverte.

Un important groupe industriel français à vocation internationale, en forte croissance, développant des produits de technologie avancée faisant appel aux techniques de la câblerie souhaite rencontrer un ingénieur de haut niveau technique ayant plusieurs années de pratique de fonctions de direction, de fabrication, d'organisation et de gestion industrielle pour lui confier, à brève échéance, la direction d'une usine en province, ayant vocation à traiter les commandes spéciales. La fonction implique donc des qualités particulières d'adaptabilité et de rigueur.

Adresser CV détaillé sous réf. 5286 à Média System 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

L'annonceur garantit une réponse. Discrétion réciproque de rigueur.

média-system

Henkel France

Filiale d'un des premiers groupes chimiques européens, recherche pour sa division colles et adhésifs

UN CHEF DE VENTES

Réf 2067

Il gérera un centre de profits et animera une unité composée d'un service intérieur et d'une force de vente.

Il est ingénieur chimiste et a une expérience d'une dizaine d'années dans la vente de produits chimiques aux industries, de préférence dans le domaine des polymères, colles, peintures, papiers, cartons.
Il a déjà dirigé une force de vente.

UN CHEF DE MARCHÉ

réf 2068

Il assurera, au niveau du siège, les relations technico-commerciales avec la clientèle, la force de vente et les laboratoires de recherche appliquée.

Il procédera en permanence à l'analyse du marché et gérera les produits.

Il a une expérience de 3 à 5 ans dans la vente ou l'application de produits chimiques industriels.

Pour ces 2 postes, la connaissance de l'allemand est souhaitée.

Écrire HENKEL FRANCE, Direction des Relations Humaines, (en précisant la référence du poste souhaité) BP 111, 94250 GENTILLY

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'EDITION FRANÇAISE
Filiale d'une Société Internationale (proche Banlieue Sud) recherche

assistant(e) chef de produit

Il (ou elle) participera à l'élaboration de campagnes de ventes par correspondance pour les livres édités par cette Société.

PROFIL du (de la) candidat(e).
— formation: Sciences ÉCO, ESC ou équivalent;
— âge 25 ans minimum;
— expérience souhaitée, mais non indispensable dans le secteur vente par correspondance;
— anglais indispensable.

QUALITÉS:
• rigueur et méthode;
• dynamisme et initiative;
• esprit d'analyse;
• goût du travail en équipe.

Si possible, libre rapidement.

Envoyer CV, photo et prétentions à HAVAS CONTACT 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, sous référence 37818.

HAVAS CONTACT

GROUPE SG2

SOCIETE GENERALE DE SERVICE ET DE GESTION

recherche des

Ingénieurs Confirmés

justifiant d'une solide expérience en CICS ou IMS, DL1 et PL1.
Ils participeront à de grands projets utilisant ces techniques et leur offrant :
- des contacts à haut niveau dans les entreprises les plus importantes,
- une évolution vers des responsabilités réelles,
- une rémunération motivante.

Adresser C.V et prétentions sous référence YR 02/81 à SG2 12/14 Avenue Vion Whitcomb - 75016 PARIS.

MEDIA PA

SOCIETE D'INGENIERIE PETROLE ET PETROCHIMIE
à vocation internationale
recherche pour renforcer son département
CONTROLE DES PROJETS

JEUNES INGENIEURS

FORMATION A.M., INSA OU EQUIVALENT

2 à 3 ans d'expérience professionnelle

Les candidats devront être intéressés par les problèmes de contrôle budgétaire et de planification de réalisations industrielles.

Ces postes impliquent :
- le goût des contacts humains
- une bonne connaissance de la langue anglaise

Séjours sur chantiers à envisager.

EXPERIENCE INGENIERIE SOUHAITEE

Envoyer CV, photo et prétentions s/réf. 02335 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



هكذا من الاصل



SOCIETE ANONYME DE TELECOMMUNICATIONS
41, rue Cantagrel - 75013 PARIS
recherche pour ses LABORATOIRES D'ETUDE :

- dans le cadre du développement de ses activités en COMMUTATION et TELEMATIQUE

ingénieurs-électroniciens

Débutants ou confirmés.
Formation préférée : ESE - ENST - ENSTB - ENSERG
pour étude et développement d'équipements utilisant les techniques numériques.
Lieu de travail : DOURDAN (Essonne) ou LANNION (Côtes-du-Nord). (Réf. 11)

ingénieurs-informaticiens

Débutants ou confirmés.
Formation préférée : Grandes Ecoles, OPTION INFORMATIQUE.
pour participation à la réalisation de projets logiciels temps réel de grande dimension.
Lieu de travail : DOURDAN ou MASSY (Essonne). (Réf. 12)

- dans le cadre du développement de ses activités en TELECOMMUNICATIONS PAR FIBRES OPTIQUES

ingénieur-électronicien

ESE - ENSI ou équivalent
intéressé par l'étude et la réalisation d'équipements entrant dans la composition des liaisons par fibres optiques.
Lieu de travail : PARIS. (Réf. 13)

Ecrire avec C.V. et références, à l'adresse ci-dessus en indiquant le poste choisi.

Pompes Salmson - Groupe THOMSON

Société fabriquant et commercialisant des pompes industrielles et domestiques, recherche pour son unité de production de LAVAL (600 personnes) un

Ingénieur méthodes

A.M. ou équivalent

Après une période de familiarisation au cours de laquelle des missions ponctuelles lui seront confiées (lancement produits nouveaux, réduction des coûts et, d'une façon générale, recherches d'économie relatives à l'usinage et assemblage) il sera l'adjoint du Chef des Méthodes Industrielles pour :
1- l'étude et le contrôle de l'exécution des projets d'investissement
2- la direction d'un groupe de préparateurs en usinage et assemblage.
- *expérience de quelques années dans l'électromécanique*
- *goût des responsabilités et qualités d'animateur*

Pour ce poste basé à *Laval en Mayenne*, adresser à C. LAMY lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 105122.

ORION 35 rue du Rocher 75008 Paris

L'homme ou la femme d'un marketing opérationnel

Puissant groupe chimique (4 000 personnes, 1,6 milliard de CA), l'une de nos Divisions, crée au sein de sa direction marketing, un poste de haut niveau pour prendre en main et animer les services marketing/gestion de la Division.

Outre certaines fonctions classiques du Chef de Produit, le poste englobera également les responsabilités de la logistique/coordination des filiales, la gestion (prévisions, programmes, budgets) des ventes, *et l'animation au siège parisien, des services concernés.*

Dans la jeune trentaine, de formation scientifique, ou commerciale si possible institut de gestion, vous avez une expérience réelle de la fonction dont vous voulez nous faire profiter en envisageant pour vous-même un développement de responsabilités immédiat et un développement de carrière très probable dans un secteur en vue au sein du groupe. Vous parlez nécessairement l'anglais et peut-être l'allemand. Vous savez pouvoir compter sur votre personnalité ouverte, «pétillante», créative et méthodique pour intégrer et diriger une organisation nouvellement en place, avant que vous n'évoluiez heureusement avec nous.

Jean Bousser vous remercie de lui écrire, en précisant la rémunération souhaitée, sous réf. 2316M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

CONTROLEUR
rattaché à la direction générale

Importante Société à vocation internationale, nous recherchons un collaborateur de haut niveau, bilingue Français - Anglais, possédant une solide formation ADMINISTRATIVE et COMPTABLE, ou éventuellement Economique.

Agé de 35 ans environ, il pourra faire preuve d'une expérience réussie dans un poste à responsabilité, (exercée de préférence dans une entreprise fabriquant du MATERIEL d'INSTRUMENTATION).

Sa pratique du contrôle budgétaire, de l'analyse des coûts et de la gestion (inventaires) s'accompagnera d'une bonne maîtrise de la fiscalité.

Conseil auprès des différentes sociétés du groupe, en France et à l'Etranger, il saura identifier rapidement les problèmes et proposer les solutions les plus adaptées.

Intelligent, organisé, possédant l'autorité naturelle lui permettant d'imposer ses options, il assurera une liaison efficace entre nos différentes directions dans un environnement rodé aux méthodes ANGLO-SAXONNES.

Lieu de travail : GARGES les GONESSE.
La rémunération et les avantages sont à la mesure de cette fonction.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous référence 4539 à :

OP organisation et publicité 2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

Société prestataire de services pour maintenance et gestion techniques d'immeubles, filiale d'un important groupe français de bâtiment.

PARIS

120000

Jeune directeur administratif et financier

Rattaché au Directeur Général pour

Animer une petite équipe, superviser le fonctionnement de la comptabilité générale, des services administratifs (juridique - paie etc...) et assurer la préparation des plans et budgets.

Expérience similaire de 2 ans minimum à justifier.

Connaissance impérative des techniques informatiques.
Pratique du secteur bâtiment très appréciée.

Formation supérieure : Sup. de Co - HEC - ESSEC, option finance/comptabilité + DECS.

25 ans minimum - Poste évolutif par la variété des fonctions.

Ecrire avec C.V., photo, salaire actuel, téléphone privé sous référence 19824 à

MRI conseil
Danièle Chapuis
13, rue Madeleine Michelis - 92522 Neuilly

PARIS - GENEVE - LONDRES - MADRID - MILAN

ENTREPRISE NETTOYAGE INDUSTRIEL
recherche pour RÉGION PARISIENNE

CHEF D'AGENCE

capable d'organiser, contrôler, gérer son Agence.
Expérience de 3 à 5 ans minimum.

Envoyez C.V. détaillé et prétentions à LA RAYONNANTE, 26, rue des Petits-Champs, 75002 Paris.

Société Informatique en pleine expansion, commercialisant un logiciel américain, s'adressant aux «decisions makers» du Marketing et de la Finance recherche pour PARIS :

JEUNES INGENIEURS

100.000 +

Diplômés de Centrale, Sup Elec, Télécom. — ou similaire.

Les candidats présenteront un réel intérêt pour le management et l'informatique.

Leur aptitude commerciale leur permettra de créer des liens privilégiés avec la clientèle.

La variété des problèmes à appréhender ne leur fait pas peur. Ils assumeront des tâches de conseil et d'assistance technique.

L'anglais parlé couramment est indispensable. L'espagnol ou l'allemand serait apprécié.

La formation est assurée par l'entreprise.



Adresser CV, photo et salaire actuel au Cabinet Claude VITET 20, rue de la Trémoille 75008 PARIS sous la réf. 8130.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

FILIALE IMPORTANT GROUPE NATIONAL
(banlieue Nord Paris)
recherche

RESPONSABLE PRODUIT CHIMIE FINE ET BIOLOGIE

Gestionnaire et animateur d'une ligne de produits renommée. Ce poste conviendra à un cadre ayant acquis quelques années d'expérience et un bon niveau de compétence dans la gestion technique et commerciale de ce type de produits.
Anglais courant nécessaire.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et salaire actuel s/réf. n° T 027.783 M, à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

ERIA ECA AUTOMATION

SOCIETE DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
(500 personnes, C.A. 100 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :

d'INGENIEURS INFORMATICIENS

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...
De 0 à 5 ans d'expérience,
désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- SYSTEMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE DONNEES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référ. 1001 à ERIA ECA AUTOMATION - Service du Personnel
315 Bureaux de la Colline
92213 SAINT CLOUD Cedex

---

*annonce parlée**

FLEXSERVICE
GROUPE COFLEXIP

Ingénieurs confirmés travaux pétroliers à la mer

Réf. 1099.

Anglais parlé. Déplacement 6 mois par an.

Groupe industriel et de services international nous avons pour vocation de fournir à l'industrie pétrolière des installations complètes dont la phase "chantier" est dirigée, à partir de nos propres navires, par des ingénieurs "managers" alliant à une excellente connaissance des techniques du "pipe laying", une réelle pratique du travail à la mer. La fonction sera confiée à des spécialistes confirmés; ils seront assistés par de Jeunes Ingénieurs généralistes.

Jeunes ingénieurs généralistes

Réf. 1100.

parlant anglais et décidés à se former à nos techniques à travers une succession de missions embarquées.
(déplacement 6 mois par an).

*Avant de faire acte de candidature, prenez connaissance par téléphone du descriptif détaillé de cette offre conçu pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et notre rencontre s'en trouvera accélérée. Appelez le 763.11.15, référence correspondante.

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

La Société Européenne de Propulsion, Maître d'Oeuvre des trois étages du Lanceur ARIANE, souhaite intégrer à ses équipes travaillant sur la production et le traitement des images par satellite des

INFORMATICIENS

maîtrisant le Fortran et connaissant l'anglais technique.

L'expérience de un ou plusieurs projets informatiques temps réel, ainsi que la connaissance du matériel logiciel «Digital Equipment» (VAX/VMS; PDP II/RSX-11.M) ou SEMS (SOLAR/MPES) seraient appréciées.

SEP Energie Propulsion Industrie.

Envoyer cv et prétentions sous réf. 298
SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION
BP 802, 27207 VERNON.

HAVAS CONTACT



THOMSON-BRANDT
GROUPE ELECTRO-INDUSTRIES
souhaite recruter

UNE COLLABORATRICE

ayant une expérience confirmée :
— des mécanismes boursiers,
— du commerce international des matières premières,
— des couvertures de change et des opérations sur devises,
— gestion de budget.
— Diplômée de l'enseignement supérieur,
— Bonne pratique de l'anglais indispensable.

Disponible rapidement.

Lieu de travail : proche banlieue Ouest de Paris dans un cadre agréable.

Avantages sociaux - Vacances été 1981 assurées.

Bonnes possibilités d'évolution de carrière.

Envoyer CV, prétentions et photo à No 1.543 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Ingénierie

Société assurant 80 % de son C.A. à l'exportation offre un poste de

RESPONSABLE DE CHANTIER

Spécialisés dans la construction d'usines "clés en main" nous avons réalisé des opérations dans de nombreux pays (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, Amérique du Sud).

Pour ce poste, nous recherchons un Ingénieur diplômé, de 32 ans minimum, ayant une expérience de chantiers à l'étranger de plusieurs années.

Il aura l'entière responsabilité d'un programme de montage des matériels et de supervision du Génie Civil : direction, exécution, coordination et gestion.
La pratique de l'anglais est indispensable.

Adresser CV, photo et prétentions à n° 6420
EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

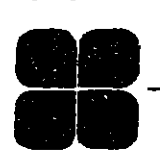
OFFRES D'EMPLOIS

Arts graphiques - Edition — Nous sommes une importante société (1 milliard de C.A.), filiale d'un grand groupe. Notre activité concerne essentiellement la vente d'espaces et la réalisation d'insertions publicitaires. Nous avons la volonté d'intégrer progressivement la fabrication proprement dite faisant appel aux techniques d'arts graphiques et de photocomposition... et de leur gestion informatisée. Par ailleurs, nous ambitionnons de développer une activité "édition" aujourd'hui embryonnaire et non structurée. Nous avons donc décidé de créer une fonction édition au sein de notre direction technique (250 personnes) et nous recherchons notre

FUTUR DIRECTEUR ADJOINT
branche édition

Vous êtes ingénieur de formation et vous avez 10 à 15 ans d'expérience professionnelle acquise dans les domaines livres, presse... arts graphiques. Votre développement de carrière vous a permis d'acquérir un vécu large des problèmes liés à l'édition: direction de fabrication, gestion de production, gestion informatisée, photocomposition sur gros systèmes, liaisons avec les imprimeurs. Vous exercez actuellement une importante responsabilité où vos qualités de meneur d'hommes ont pu se concrétiser. Vous serez responsable du développement de cette activité dans une entreprise en pleine expansion. Votre devenir est donc très ouvert et dépendra des qualités techniques et humaines dont vous ferez la preuve.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Roland Gardeux sous réf. 5503 M; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
38, RUE DE LISBONNE — 75008 PARIS
TELEPHONE : 563-03-10

MEMBRE DE SYNTEC

Plan Chamos

Jeunes Diplômés

ET SI VOUS DEBUTIEZ PAR LA VENTE ?

C'est la vente qui vous permettra de « brûler » les étapes de votre carrière.

C'est grâce à la vente que vous accéderez dans quelques années aux postes de commande.

Si de plus, vous entrez chez un leader dont la réputation de constructeur, de distributeur, de formateur n'est plus à faire, vous aurez fait le meilleur choix pour débuter votre carrière.

C'est ce choix qui vous permettra de prendre très tôt des responsabilités, d'avoir la possibilité d'occuper des postes dans le marketing, la gestion, la finance...

Quand à vos possibilités de rémunération, elles vous feront oublier que c'est votre premier job !

On se rencontre rapidement ?

Des postes sont à pourvoir à **PARIS** et dans **LES GRANDES VILLES DE PROVINCE.**

Adresser votre lettre manuscrite, C.V., sous réf. 866 M à



(Réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

---

volvic
attaché commercial exportation

Il sera chargé de prospecter les commerces de gros et de détail dans les pays voisins (Allemagne principalement) pour assurer l'implantation et la promotion de nos boissons (eaux minérales, oasis). De formation commerciale supérieure, le candidat retenu aura si possible quelques années d'expérience et devra maîtriser l'Allemand, l'Anglais et/ou l'Italien. Par ailleurs, la réussite dans ce poste évolutif nécessite un réel esprit terrain et une capacité de contact à tous niveaux. Point d'attache à Bourg la Reine (92) et déplacements fréquents.

Envoyer C.V., photo et prétentions en mentionnant la référence 877 M sur l'enveloppe au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

SFENA
DIVISION DES SYSTEMES D'INFORMATIQUE

Constructeur français de mini-ordinateurs.
Spécialiste des systèmes d'informatique distribuée.

recherche pour son activité RESEAUX

chef de projet

- Formation supérieure grande école ou université.
- 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine des miniordinateurs appliqués au télétraitement.
- Pratique de l'**Assembleur** appréciée.

Les projets concernés mettent en œuvre des matériels de péri-informatique et utilisent les techniques de télécommunication les plus avancées.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. I/101 à SFENA - Gestion des Cadres - B.P. 59, 78141 Vélizy-Villacoublay Cédex.

média-system

---

un ingénieur acheteur

Nous sommes une entreprise importante dans le secteur de la construction électronique, leader dans les domaines de la vidéo grand public et de la péritélévision.

Nous recherchons :

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN

ayant de bonnes connaissances du marché des composants électroniques et électriques.
Homme de contact, bon négociateur, le titulaire du poste effectuera de nombreux déplacements de courte durée en Europe, aux U.S.A., en Extrême-Orient.

Une bonne pratique de l'anglais est nécessaire.

Si vous pensez répondre à ce profil, nous vous remercions d'écrire à

LA RADIOTECHNIQUE

à l'attention de M. Beron, Chef du Personnel
B.P. 301 - 92156 SURESNES CEDEX.

Charles of the Ritz
Parfums
YVES SAINT LAURENT

recherche pour son usine de LASSIGNY (OISE)

INGENIEUR DE CONDITIONNEMENT

Le candidat : âge 25 ans minimum
- *formation* : BTS - DUT + Ingénieur - CESI
- *expérience* : 2 années minimum dans ateliers et industrie de conditionnement (cosmétique de préférence, ou alimentaire, pharmacies, produits d'entretien, etc...)
- *L'homme* :
  - organisé, c'est un animateur
  - technicien, il sait convaincre, mais il sait écouter
  - gestionnaire, il a une approche humaniste de la gestion des ateliers.

La fonction : sous la responsabilité du Chef des Services de production,
- animer et gérer la fonction conditionnement (plusieurs ateliers, 200 personnes).

Les perspectives d'évolution sont réelles.
Poste à pourvoir rapidement.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions s/réf. 02203 à Direction des Affaires Sociales
Service du développement
CHARLES OF THE RITZ S.A.
28/34, Bd du Parc
92521 NEUILLY CEDEX

IMPORTANT
CENTRE TECHNIQUE
Grande Banlieue Nord de Paris
recherche pour son Département
CALCUL DE STRUCTURES

UN INGENIEUR MECANICIEN

Débutant ou ayant une première expérience.

Il travaillera plus spécialement sur les applications informatiques : pré et post processeurs de logiciels éléments finis, implantation de logiciels sur micro-ordinateurs, ...

Une bonne connaissance du langage Fortran et de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V. photo et prétentions à no 02062
CONTESSE & Cie
20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01,
qui transmettra.

Société d'Instrumentation Scientifique
recherche

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Formation supérieure technique ou scientifique et expérience de la vente de matériel de Laboratoire industriel souhaitée.
Responsable d'un secteur géographique — basé à PARIS — déplacements fréquents.
Anglais apprécié — Réf. SCL/001

UN AGENT TECHNIQUE

pour Service CONTROLE
Niveau BTS Electronique ou DUT Mesures physiques ou Electroniques.
2/3 ans d'expérience industrielle. Réf. SC/002.

Lieu de travail : IVRY-SUR-SEINE

Env. lettre manuscr., C.V. photo et prét. à n° 2.393 Contesse Pub., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01.

LNE

LABORATOIRE NATIONAL D'ESSAIS
recherche

UNE INFIRMIÈRE D.E.

pour tenir l'infirmerie et assister le médecin du travail.
Expérience en médecine du travail souhaitée.

Env. C.V. photo (retournés) et prét. s/réf. 81/DAC-01
1, rue Gaston-BOISSIER, 75015 PARIS.

CEMCO Industries
16, Avenue Raspail 94100 SAINT-MAUR

RECHERCHE

INGENIEURS ELECTRONICIENS diplômés

âgés de 30 à 35 ans, connaissant techniques analogiques, numériques et microprocesseurs.

Notions de radioélectricité appréciées.

Envoyer CV détaillé et prétentions
à l'attention du Service du Personnel.

dupl

DIRECTEUR D'USINE
280 000 + /an

La filiale française d'un Groupe International Alimentaire de tout premier plan offre à un « manager » confirmé la possibilité de diriger l'une de ses unités de fabrication : il s'agit d'une unité moderne, comprenant 4 chaines automatisées (emboîtage et embouteillage), et occupant 200 personnes environ. Ce poste exige des compétences d'organisation et de rationalisation du travail dans le cadre d'objectifs annuels et contrôle budgétaire de la production.

Outre une formation technique solide (Grande Ecole ou Arts & Métiers), le candidat doit justifier d'une expérience positive du « management » à la tête d'une unité similaire au sein d'un groupe important (de préférence multinational). La connaissance de l'anglais est vivement souhaitée.

Envoyez C.V., photo, salaire actuel pour faire acte de candidature auprès de PUBLISCOPE, 11 rue Royale 75008 PARIS (Réf. 103 M).

IMPORTANTE SOCIETE ELECTRONIQUE
recherche

Ingénieur financier à l'exportation

FONCTIONS :
- administration des ventes et recouvrement des créances à l'exportation
- mise en place et utilisation des instruments de paiement ,
- suivi et relances clients et actions de recouvrement,
- cautions, garanties COFACE, assurances.

PROFIL :
- 5 ans minimum d'expérience dont 3 au moins dans la banque,
- formation grandes écoles de commerce, Sciences Po ou formation équivalente
- connaissance des techniques financières
- goût des contacts, de la négociation et du commandement
- pratique courante de l'anglais.

Adresser C.V., photo et prétentions sous No 2066, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q.tr.

L'un des premiers groupes pharmaceutiques français recherche pour son laboratoire de

PHARMACOTECHNIE
PHARMACIEN GALENISTE
HF

ayant :
- soit une formation universitaire de 3e cycle en galénique industrielle,
- soit une formation pratique acquise sur le terrain au cours d'une première expérience dans l'industrie pharmaceutique.

Le candidat exercera ses fonctions au sein de la section formulation du laboratoire de pharmacotechnie dont les tâches sont :
- la mise au point de nouvelles formulations,
- la préparation des produits destinés aux expérimentations cliniques,
- l'extrapolation des procédés au niveau industriel.

Lieu de travail : proche banlieue Sud.

Envoyer CV et photo sous réf. 5346 M à Média System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

Société financière française à vocation internationale, nous réalisons un CA de plus de 3 milliards de francs dans les différentes parties du monde et nous sommes les premiers en France dans notre activité.

Chef de projet informatique

Vous prenez la responsabilité d'un projet d'organisation administrative et gestion de l'un de nos départements.

Avec l'équipe des utilisateurs, vous définissez le cahier des charges, vous procédez à l'analyse fonctionnelle et assurez la mise en œuvre en dirigeant une équipe d'analystes programmeurs dans le respect du planning et du plan informatique de notre société.

Vous avez une première expérience de conduite de projets. Notre équipement informatique IBM 4341, d'une capacité de 2 milliards d'octets et notre réseau télétraitement de près de 50 terminaux vous garantissent l'assistance des moyens nécessaires à la réalisation du projet

Michel Collet vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous réf. 3303M, 1, rue de Berri, 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Importante banque (Paris 2ème)
recrute

Jeunes Gens
(libérés O.M.), titulaires

BTS de Comptabilité ou DUT de Gestion des Entreprises et des Administrations

Les candidats retenus exerceront leur activité dans un contexte de travail informatisé.

Un bon niveau d'anglais est souhaité.

Merci d'écrire avec C.V. en précisant sur l'enveloppe la réf. 873 M à MEDIA P.A. 9, Boulevard des Italiens 75002 PARIS, qui transmettra. (Réponse et discrétion assurées).

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141.12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS



ECONOMIE D'ENERGIE

Mis au point par l'une des Sociétés du Groupe Américain UNITED TECHNOLOGIES CORPORATION (CA 10 milliards $-200 000 p.) le système E.M.S. en faisant appel aux technologies avancées permet de réaliser 25 à 30% d'économie d'énergie dans les grands ensembles immobiliers (tours, hôpitaux, aéroports...). Pour promouvoir en France et en Europe ce système exclusif, la Société OTIS recherche un

ingénieur d'affaires

HAUT NIVEAU 220 000 +

Après une formation spécifique de plusieurs mois - en partie aux Etats-Unis - il sera responsable, avec une large autonomie, du développement, de la commercialisation de ce système performant. Il négociera des contrats importants et à haut niveau.

Un ingénieur ayant déjà réussi dans la vente de gros équipements (usines, process, grands systèmes informatiques) et parlant couramment anglais, rompu à une activité à l'échelle européenne serait le candidat idéal.

Soderhu — Ecrire sous référence 112M, 11, rue La Boétie, 75008 PARIS



groupe cic — CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Le CIC recherche pour son **Département Commercial**

UN CHEF DE PRODUITS PME

Responsable de tous les produits destinés au marché des entreprises (adaptation de produits existants, conception de nouveaux produits).

- Formation supérieure (préférence pour grande École commerciale avec option Marketing).
- Expérience de quelques années comme cadre financier responsable des relations avec les banques, en P.M.E. (50 à 200 M. de CA).
- Connaissances requises: maîtrise des techniques bancaires existantes et des besoins des entreprises (crédits et services bancaires: ingénierie, assistance financière, exportation, informatique).

RÉMUNÉRATION 140 KF, + suivant expérience

(Débutants s'abstenir)

Envoyer CV photo et prétentions à CIC RESSOURCES HUMAINES 75452 PARIS CEDEX 09

HAVAS CONTACT

Important Laboratoire Pharmaceutique
Filiale d'un Groupe Américain

recherche pour sa Direction EXPORTATION un

CADRE MARKETING *HF*

dont l'activité comportera essentiellement
- les études marketing quantitatives;
- la mise au point de plans de lancement;
- la coordination et le suivi de toutes les opérations liées au lancement de nouveaux produits.

Ce poste conviendrait à un(e):

Diplômé(e) d'études supérieures commerciales possédant cinq ans d'expérience environ dans une fonction similaire.
Une très bonne maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Ecrire avec CV + photo + lettre manuscrite, en indiquant rémunération actuelle ou souhaitée, sous réf. 72.000 à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES
proche banlieue Ouest Paris
recherchent

PHARMACIEN
CHEF DE FABRICATION

Chargé de la supervision :
- de la fabrication.
- du laboratoire de contrôle

Le candidat :
- est âgé de 35 ans minimum,
- justifie d'une solide expérience de la production pharmaceutique.

Adr. lettre de candidature manuscrite avec photo et C.V., à PARIS RÉGIES (réf. DP 2651), 28, rue du Sentier, 75002 PARIS, qui transmettra.

FILIALE FINANCIÈRE GROUPE AUTOMOBILE
recherche pour son département crédit

SENIOR ANALYSTE

(de formation supérieure ESC - DECS ou équivalent)

qui sera chargé, entre autres :
- des analyses financières et comptables;
- des missions d'audit externe.

Une expérience de conseiller de gestion dans une société automobile serait appréciée.

La fonction requiert des déplacements en province.

Poste basé à Paris.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 1999 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Association s'occupant de personnes âgées, rech. pour :

- VERSAILLES
  UN CORESPONSABLE
  chargé de la mise en place d'un projet d'animation à domicile
- LA BANLIEUE SUD
  UN RESPONSABLE
  chargé d'élaborer un projet d'animation bénévole dans un centre d'hébergement collectif.
- LE 92 NORD
  UN CORESPONSABLE
  pour un centre d'écoute et d'accueil des personnes âgées.

Ils seront chargés de recruter, coordonner, former un groupe de bénévoles, suivre les personnes âgées, assurer les relations extérieures.

- ET POUR LES 92-93-94
  UN RESPONSABLE
  des relations avec des groupes autonomes.

Tous ces postes nécessitent une expérience des personnes âgées et de la vie associative. Ils supposent une certaine autonomie sur le plan de l'activité locale en liaison avec l'équipe travaillant sur les trois départements périphériques parisiens.
Ecrire avec C.V. s/réf. n° T 027.814 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE
cherche

CHEF DE PUBLICITÉ

pour supports presse spécialisés photo, connaissance de la distribution de ce secteur (importateurs et revendeurs) appréciée.
Tempérament vendeur requis.

Envoyer C.V. photo et prétentions Sous référence 833 M. RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur 75002 - PARIS

Compagnie Générale de Géophysique

Une des premières sociétés mondiales de Géophysique appliquée à la recherche minière et pétrolière

recrute

UN INGENIEUR DE RECHERCHE PHYSICIEN

NORMALE SUP. ou X + TELECOM ou ENSTA

ayant :
- des connaissances approfondies en ELECTROMAGNETISME
- une expérience des TECHNIQUES MATHEMATIQUES MODERNES appliquées à la physique
- une expérience de plusieurs années dans la recherche.

Envoyer C.V. à C.G.G. 6, rue Galvani 91301 MASSY.



UNIVERSITÉ PARIS-NORD
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE DE VILLETANEUSE

PROFESSIONNELS DE L'INFORMATIQUE

COMMUNIQUEZ VOTRE EXPÉRIENCE EN ENSEIGNANT A TEMPS PARTIEL A L'I.U.T. DANS L'UNE DES SPÉCIALITÉS SUIVANTES :

1. Algorithmique et langage Pascal.
2. Programmation structurée en Cobol et en Fortran, assembleur, structure et technologie de base des ordinateurs.
3. Télétraitement et Socrate.
4. Initiation en Basic et en Cobol classiques.
5. Méthodes et outils classiques de l'analyse.
6. Méthodes et outils nouveaux de l'analyse (dont conception d'une base de donnée).
7. Systèmes d'exploitation.

Téléphone : 821-61-70, poste 48-03.

MORS JEAN et BOUCHON AUTOMATION

recherche
pour son siège à MONTESSON (78)

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

3 ans d'expérience, bonne connaissance SOLAR et système exploitation, RTES-D pour applications industrielles "temps réel".

Envoyer C.V. et prétentions à :
Société M.J.B. Automation
280, rue du 8 Mai 1945
78360 MONTESSON

DIGU

UNION COOPÉRATIVE ALIMENT DU BÉTAIL
recherche

INGÉNIEUR

Ayant formation chimique et biologique, pour assurer responsabilité labo analyses et exploitation résultats.

Ecr. s/n° T 027.803 M, à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

L'UNION NATIONALE DES CAISSES d'EPARGNE de FRANCE
recherche un

cadre débutant
maîtrise de droit

Il sera chargé de la gestion de contrats d'assurance (une connaissance du droit des assurances est souhaitée).

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à UNCEF Service du Personnel - 5, rue Masseran 75007 PARIS

PARIS-FRANCE

dames de france — PARUNIS

Nous sommes un important groupe de distribution exploitant 55 grands magasins et magasins populaires.
Nous recherchons un

conseiller technique électricité

Rattaché au Directeur du Développement et des Services Techniques pour le Groupe, ce spécialiste de la Distribution Electrique aura à élaborer la méthodologie technique applicable aux magasins, à négocier avec les principaux prestataires de service qu'il aura sélectionnés et qu'il contrôlera, à vérifier la conformité technique des magasins pour tout ce qui concerne la distribution électrique (HT, BT, TBT), mais également pour l'éclairage, les engins de levage, la sonorisation, le téléphone, etc.
Ce poste pourrait convenir à un ingénieur de 28 ans minimum possédant une première expérience professionnelle de 2 à 3 ans.
Le poste, basé à Paris, nécessite des déplacements en Province environ un jour par semaine.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et prétentions à PARIS-FRANCE Service du Personnel - 137, boulevard Voltaire - 75551 PARIS CEDEX 11

GROUPE SG2

SOCIETE GENERALE DE SERVICE ET DE GESTION

Dans le cadre de l'informatisation d'un réseau bancaire à l'étranger, SG2 recherche

3 Ingénieurs Chefs de Projet expérimentés

Ils bénéficieront d'une formation théorique et pratique poussée des systèmes envisagés tant au niveau bancaire qu'informatique.

Ils se verront confier la responsabilité de l'étude et de la mise en place de ces systèmes, en liaison avec les responsables du siège et leurs équipes.

Tout en s'enrichissant d'une expérience professionnelle exceptionnelle, ils pourront envisager d'importantes possibilités d'évolution.

Anglais indispensable. Des déplacements sont à prévoir.
Adresser candidatures, C.V. et prétentions sous référence YR 01/81 à SG2 - 12-14, Avenue Vion-Whitcomb - 75016 PARIS

MEDIA PA

LE MINISTERE DE LA DEFENSE
GROUPEMENT INDUSTRIEL DES ARMEMENTS TERRESTRES
recherche

INGENIEURS

Maximum 30 ans, dégagés des obligations militaires.

SPECIALITE MECANIQUE
Disposant si possible, d'une expérience dans le domaine des essais de moteurs, pour animer une équipe d'essais au sein du Département «Moteurs et Turbines». (Réf. S)

SPECIALITE ELECTROMECANIQUE
Pour assurer la gestion technique d'un programme de véhicules et exercer pour ces matériels le rôle d'ingénieur qualité. (Réf. IC 10)

Salaires mensuels nets de départ de 7000 à 8000 F selon diplômes.

TECHNICIENS

Maximum 35 ans, dégagés des obligations militaires. BTS ou DUT exigé.

SPECIALITE ELECTROMECANIQUE
Pour etdes de systèmes et ensembles mécaniques. (Réf. P 7)

SPECIALITE ELECTRONIQUE OU ELECTROTECHNIQUE
Pour assister Ingénieur dans le cadre d'études et de mises au point de circuits logiques, asservissements et logique programmée. (Réf. P 8)

SPECIALITE ELECTRONIQUE
Pour essais de mise au point, et d'évaluation d'équipements électriques et électroniques. Connaissances Microprocesseurs souhaitées. (Réf. S 7)

SPECIALITE ELECTROTECHNIQUE
Pour études de projets de travaux immobiliers (neuf et entretien) et suivi de chantier dans la branche électricité industrielle MT, BT et TBT. (Réf. BM 3)

SPECIALITE MECANIQUE, ELECTRONIQUE OU OPTIQUE
Pour assurer le suivi technique et le soutien de véhicules de combat en service. (ref. SDP)

Salaires mensuels nets de depart supérieurs à 5750 F.

Adresser candidatures avec C.V. et photo, en précisant la référence du poste choisi, au lieu de travail :
ETABLISSEMENT D'ARMEMENT AMX - APX
Route de la Minière - SATORY - RP 1342 - 78013 VERSAILLES Cédex

---

QUOTIDIEN
cherche
PHOTOGRAPHE
LABO et CLASSEMENT.
Pour R.-V. : 805-17-46, de 13 h. à 16 h.

Organisme de formation recherche

ANIMATEUR SPÉCIALISÉ EN BUREAUTIQUE et en TRAITEMENT DE TEXTE

Env. C.V. DEMOS 20, rue de l'Arcade, 75008 Paris.

POSTE DE FORMATEUR

Pour banque de données juridiques
- Maîtrise de Droit privé de préférence.
- Expérience formation adultes.

Envoyer C.V. au CEDIJ, Immeuble International, 2, rue Stephenson, 78181 St-Quentin-en-Yvelines Cedex.

SCCI
recrute

ANALYSTE

Expér. minimum requise 3 ans. Matériel IBM-VM/CMS.

Adresser C.V. et prétentions s/n° T027853M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DISTRIBUTEUR PAPETIER PARISIEN
recherche

UN CHEF DES VENTES
UN COMMERCIAL

Exp. branche et sect. imprim. souh. Larges possibilités. Tél. 270-31-75.

ADMINISTRATION CENTRALE
Politique de développement et d'aménagement

recherche

- **UN X + Formation économique ou aménagement**
- **Un agrégé Histoire-Géo ou Sciences Sociales**

Idées, dynamisme, capacité de synthèse et de travail en équipe, 30 ans environ.

Envoyer C.V. + Photo + prétentions s/réf. n° 889.710 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
Recherche
Pour son département d'électronique et physique

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN DE HAUT NIVEAU

Pour participer à ses activités en CAO (développement logiciel et gestion des équipements de CAO)
Expérience souhaitée dans le domaine des circuits intégrés.

Env. C.V., lettre manus., photo et prét. avant le 20 juillet 1981 au Secrétariat général de L'ENST 46, rue Barrault, 75634 Paris Cedex 13.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.	La mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

FINANCIAL COMPTROLLER

A Paris trading company, associated with a major international group, is looking for its Financial Comptroller.

He will be responsible for setting up and operating all accounting, financial and administrative systems in accordance with group principles.

The successful candidate should hold a recognised business or accounting qualification and/or degree and will demonstrate a solid experience gained in a similar position in soft commodity trading environment. He will obviously be fluent in English and French.

The profile will be that of a young and dynamic person who will grow with a fast moving company.

Remunerations offered are excellent.

Applications should be made in writing accompanied by a detailed curriculum vitae to P. LICHAU S.A., réf. 5408, BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02 who will forward.

CENTRE DE RECHERCHE
DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE
propose des POSTES de

CHARGÉS (ÉES) D'ÉTUDES

Formation exigée:
Enseignement supérieur niveau 3e cycle ou grandes écoles.

Expérience professionnelle:
2 ans minimum souhaité.

Aptitudes:
formation approfondie en statistiques et en informatique.

Adresser CV et prétentions à HAVAS CONTACT
156, bd Haussmann - 75008 PARIS.
sous référence 37826

HAVAS CONTACT

Chef du Service Après-Vente

Sèvres

Filiale d'une société allemande de systèmes de mesures électroniques pour machines outils recherche un **INGENIEUR ELECTRONICIEN parlant allemand** pour le poste du **CHEF DU SERVICE APRES-VENTE.**

Ce poste nécessite une solide formation et une expérience professionnelle de 3 à 5 ans de la technique digitale de comptage et des microprocesseurs.

Ce spécialiste bien organisé, autonome et efficace, aimant un travail de « fouineur », dirigera et animera une équipe de 5 techniciens. Un travail intéressant l'attend.

Veuillez adresser C.V., lettre manuscrite et photo sous réf. 2138 à

Deutsch-französische Unternehmensberatung Klaus W. Hertarich
44, rue La Boétie
75008 Paris
Tél. : 563.49.24

interconseil

MEDIA PA

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
RECRUTE POUR SA DIVISION
TRANSPORT INTERNATIONAL, des

JEUNES DIPLOMES D'ECOLES SUPERIEURES DE COMMERCE

en vue d'assumer, à moyen terme, des fonctions opérationnelles d'encadrement.

Une formation spécifique aux activités auxiliaires du transport international (transit maritime - fret aérien - activités portuaires ...), sera dispensée durant 12 mois.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.
Ces postes s'adressent avant tout à des candidats attirés par une carrière internationale et désireux d'assumer des responsabilités concrètes et motivantes en France ou à l'étranger.

Ecrire avec C.V. et photo sous référence 8368 à P. LICHAU S.A., BP 220 - 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

FILIALE IMPORTANT GROUPE NATIONAL
(banlieue Nord Paris)
recherche

RESPONSABLE PRODUIT CHIMIE FINE ET BIOLOGIE

Gestionnaire et animateur d'une ligne de produits renommée. Ce poste conviendra à un cadre ayant acquis quelques années d'expérience et un bon niveau de compétence dans la gestion technique et commerciale de ce type de produits.
Anglais courant nécessaire.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et salaire actuel s/réf. n° T 027.783 M, à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Gestionnaire Informaticien : un poste offert à une femme.

Nous sommes une P.M.E parisienne, créée en 1956, et notre activité se situe dans le secteur de la prestation de services en matière d'hygiène et de désinfection.

L'introduction de l'outil informatique (mini-ordinateur, informatique répartie), nous conduit à rechercher une collaboratrice qui :

- en étroite liaison avec notre société de conseil en informatique participera à l'exploitation des systèmes mis en place;
- sera chargée de l'exploitation des données de gestion (diagnostic).

Les candidates diplômées d'une Ecole Supérieure de Commerce, posséderont de solides connaissances en informatique et une expérience professionnelle de 2 ans minimum (analyste ou chef de projet).

Un excellent esprit d'analyse, un sens de l'organisation, une réelle aisance dans les contacts et des qualités de pédagogue sont des atouts majeurs dans cette fonction. Des déplacements fréquents et une charge de travail importante dans les deux prochaines années requièrent une grande disponibilité.



Nous avons chargé les consultants du cabinet **INFRAPLAN** de vous présenter cette opportunité.

Merci de leur écrire s/réf. AC5.

INFRAPLAN 83, Bld Raspail 75006 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

MEDIA PA



Le Groupe bancaire
crédit universel
souhaite intégrer rapidement quelques

JEUNES DIPLOMES ESSEC, ESCP, EDHEC, ET GRANDES ECOLES DE GESTION

Débutants dans la vie professionnelle, vous recherchez avant tout l'opportunité de prouver vos capacités à assumer des responsabilités de direction d'agence.
Volonté d'entreprendre, tempérament décideur, dynamisme commercial et rigueur de gestionnaire sont les atouts de votre réussite.

Pour recevoir, par retour, un dossier d'information sur cette offre faites nous connaître les raisons qui vous amènent à rechercher une telle opportunité.

Groupe du Crédit Universel
- Recrutement Agences,
152 Bld Haussmann, 75008 PARIS

IMPORTANTE BANQUE AMERICAINE
PARIS
recherche :

Cambiste

Opérations à terme «swaps»

Le candidat retenu aura :
- expérience de 3 ans minimum dans la fonction proposée
- parfaite connaissance de la langue anglaise (lue, parlée, écrite)
- esprit d'équipe, réelles aptitudes au commandement.

Le poste est à pourvoir rapidement au sein d'un service Trésorerie.

D'importantes perspectives d'avenir seront offertes à un candidat dynamique et de valeur.

Rémunération motivante (liée à l'expérience).

Adresser C.V., photo et prétentions à no 02106
CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.
Discrétion assurée.
Réponse à toutes les candidatures.

ORGANISME CRÉDIT BAIL
D'UNE BANQUE INTERNATIONALE
(PARIS) recherche

FONDE de POUVOIR

Gérer et développer un portefeuille existant (entreprises, professions libérales, etc...) telle est sa mission.

Nous recherchons un candidat entreprenant, ambitieux et motivé par la finance. De formation supérieure, il maîtrisera bien les mécanismes bancaires et plus particulièrement le crédit bail. Il aura une expérience réussie dans la vente de produits financiers à haut niveau. Une bonne connaissance de l'Anglais serait appréciée.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. BI 11 à :
COGEPLAN SELECTION
Tour de Lyon - 185, rue de Bercy - 75012 PARIS

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT
COGEPLAN

JEUMONT-SCHNEIDER
LA PLAINE ST DENIS (93)
recherche

UN TECHNICO-COMMERCIAL

Titulaire d'un BTS d'assistant technique d'ingénieur ou formation en électronique ou expérience équivalente.

L'intéressé participera à la commercialisation de produits industriels à l'exportation.

Pratique courante de l'anglais exigée.

Adresser C.V. avec prétentions à :
JEUMONT SCHNEIDER
M. COURTEAUX,
194, av. du Président Wilson
93212 LA PLAINE ST DENIS.

CORNING MEDICAL
LE VÉSINET
recherche
pour son département technique

électronicien

BTS - IUT ou équivalent

pour lui confier la maintenance de ses matériels auprès des clients de la Région Parisienne.
- expérience souhaitable
- formation assurée.

Envoyer c. v., photo, lettre manuscrite à
CORNING MEDICAL B. P. 36
78110 Le Vésinet

PA SVP

A un analyste-programmeur disposant de temps libre

Petite société de services, équipée d'un APPLE II recherche un INFORMATICIEN.

Il prendra en charge l'analyse et la programmation préalables à la mise en route sur APPLE II de :
- la facturation,
- la comptabilité (clients, fournisseurs et générale),
- la gestion d'un fichier commercial avec traitement de texte et mailing,
- diverses statistiques.

Ce «job» à TEMPS DETERMINE conviendrait à un Informaticien expérimenté et connaissant parfaitement le BASIC.

Pour un premier contact, écrire à M. Mispelaere 132, rue Montmartre - 75002 PARIS, qui transmettra. (Réponse et discrétion assurées).



GLAENZER SPICER

Filiale d'un important groupe international
de MÉCANIQUE AUTOMOBILE
située à POISSY (78)

recrute pour son Département
Recherche appliquée - Développement

INGÉNIEURS

Grande Ecole (Centrale, X, etc.)
De formation technique et scientifique, intéressés par :
– Calculs de mécanismes (cinématique, dynamique, résistance, etc.)
– Dessin de conception, mise au point, essais.

Le poste est évolutif pour un candidat fortement motivé.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions au Chef du Personnel, 10, rue J.-P.-Timbaud, 78301 POISSY.

ANALYSTES ANALYSTES PROGRAMMEURS

NOUS SOMMES LA FILIALE INFORMATIQUE
D'UN IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

Nous souhaitons recruter des personnes de formation supérieure (DUT, MAITRISE, INGENIEUR...) ou équivalent, ayant une réelle expérience sur des applications de gestion.

Ces postes sont à pourvoir sur les matériels suivants :
– I.B.M. 370/148-4341 sous V.M. et DOS/VSE (connaissances P.L.1 et/ou COBOL, S.G.B.D.) ;
– MINI-ORDINATEURS (COBOL) ;
– MATRA DATAPOINT (DATASHARE).

La connaissance de la méthode de développement I.P.T. serait appréciée.

LIEU DE TRAVAIL : 91 ÉVRY

Adresser curriculum vitae complet, photo et prétentions à

Slys
B.P. 130
91004 EVRY CEDEX

LA COMPAGNIE DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE
SULZER
recherche :
pour son département « GÉNIE CHIMIQUE »

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Fonction :
Vente d'appareils de génie chimique.

Missions :
- Visites fréquentes de la clientèle Chimie et Engineerings.
- Établissement des devis.

Profil souhaité :
- Ingénieur diplômé, avec spécialisation en génie chimique
- Quelques années d'expérience dans la vente de biens d'équipement industriels.
- Si possible, connaissance de la langue allemande.

Poste basé à Paris, mais nécessitant d'assez nombreux déplacements de courte durée, surtout en France.

Écrire avec C.V. et prétentions au service du personnel de la CCM SULZER, 51, bd Brune 75669, Paris-Brune.

THOMSON-CSF
recherche pour
CENTRE DE CORBEVILLE, ORSAY

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Formation ISEP ou équivalent.
2 ans d'expérience en laboratoire.

Domaine d'activités : travaux de caractérisation ou d'application sur transistors hyperfréquence.
— Contacts avec le client
— Anglais lu, écrit, parlé.

Adresser lettre, photo, C.V. au Service Recrutement - THOMSON CSF - B.P. 10
91401 ORSAY CEDEX.

---

responsable commercial

INFORMATIQUE GRAPHIQUE...

Souhaitez-vous participer à notre très grande expansion ?
Filiale d'un Groupe Européen, nos activités s'exercent dans le domaine des services en matière de C.A.O. Nous voulons confier à un ingénieur ayant une expérience de la vente d'au moins 3 ans, la responsabilité de notre activité commerciale. La nature de nos prestations implique de solides compétences en informatique scientifique, de bonnes connaissances des milieux électroniques ou électrotechniques ou mécaniques.
Une connaissance de la C.A.O. ou de l'informatique graphique serait, bien sûr, appréciée.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous référence 33.66/RC/388 à ADEQUATION 62/64 Avenue Emile Zola - 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

SOCIETE AGRO-ALIMENTAIRE
Produits de grande consommation
recherche

chef de produit confirmé

- 30 ans minimum. Formation supérieure commerciale ou marketing (HEC, ESSEC ou similaire). Expérience d'au moins 5 ans à des postes opérationnels. Connaissance des biens de grande consommation, de préférence, alimentaires,
- dépendant du Directeur Marketing, son rôle sera de prendre en charge une gamme de produits, d'en assurer la gestion classique, mais dans un esprit permanent de développement,
- il gérera un budget propre publi-promotionnel, travaillera en relation étroite avec la force de vente, les clientèles et les usines, ainsi qu'avec ses interlocuteurs périphériques,
- on attend de lui un travail suivi, constructif, rapide, créatif et concret.

Ecrire avec C.V. détaillé et rémunération actuelle sous réf. 883-M à GUILLON Sélection (Réponse et discrétion assurées).

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

guillon sélection
33, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS

Filiale d'un groupe anglo-saxon proche banlieue Nord
recherche

DIRECTEUR COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

Outre la responsabilité de la comptabilité, du budget et du reporting, il assurera l'ensemble des fonctions administratives, notamment la gestion du personnel et la coordination des services généraux.

Agé d'au moins 30 ans, de niveau DECS et parlant correctement l'anglais, il aura l'expérience d'un poste similaire en entreprise.

Au sein d'une petite équipe dirigeante, il sera amené à participer à la gestion générale de l'entreprise.

Envoyer curriculum vitae avec lettre manuscrite et prétentions sous référence 856 à l'attention de :
V.W.H. Greenway, Partner
523, avenue Louise - Boîte Postale 30
B-1050 Bruxelles, Belgique.

Les entretiens auront lieu à Paris
Discrétion totale assurée.

GROUPE DE 1er PLAN DANS SA BRANCHE
recherche
POUR RENFORCER L'ÉQUIPE DE L'USINE PARISIENNE

UN (E) RESPONSABLE D'EXPLOITATION
« GAGNANT »

La fonction, directement dépendante de la direction, a la charge de la mise en œuvre de techniques de gestions nouvelles et parfois sophistiquées qui la rendent responsable du « Processus » de la fabrication à l'expédition. Sa responsabilité n'est pas seulement technique, mais aussi humaine. Il faut animer, motiver, former et diriger les équipes sur le terrain afin d'améliorer les performances déjà obtenues.

Les qualités nécessaires sont :
- Une très bonne formation de base avec de solides notions de gestion et une expérience professionnelle démontrant la capacité face aux problèmes concrets de la fonction ;
- Un sens développé de l'organisation avec le tempérament d'un chef ouvert et curieux de la nouveauté ;
- Un excellent contact qui sera déterminant pour être agréé et réussir dans la fonction.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions, références et date de disponibilité probable sous le n° 8657, *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.
DISCRÉTION TOTALE ASSURÉE

IMPORTANTE, NOTRE SSCI L'EST DEJA

Performante, ses succès et ses ambitions lui assurent un développement constant.
Ces perspectives nécessitent l'intégration de nouveaux

ANALYSTES PROGRAMMEURS D'APPLICATION

qui, travaillant sur gros et mini-ordinateurs, doivent envisager une réelle évolution de carrière au sein de l'une des plus performantes SSCI.
Appelez dès aujourd'hui M. KALTENBACHER au
544 38 98
Si vous préférez écrire, adressez CV et prétentions à TELESYSTEMES - 115 rue du Bac - 75007 PARIS.

Associez votre avenir au succès



DIRECTION RÉGIONALE DE L'ÉQUIPEMENT D'ILE-DE-FRANCE
recherche

INGÉNIEUR DÉBUTANT

ou première expérience formation Grande École

pour études et réalisations d'équipements de régulation de trafic routier.
- Connaissances en électronique et informatique exigées.
- Lieu de travail : CRÉTEIL

Adresser C.V. et prétentions à :
DREIF - DESRET
M. LE DIEU DE VILLE Dominique
79 B, Avenue du Mal de Lattre de Tassigny
94010 CRÉTEIL

Jeunes Conquérants..



Le Vent Nouveau !

Au diable la modestie, nous sommes les «grosses têtes» de l'informatique.
C'est d'ailleurs pour ne vexer personne que nous restons anonymes.
Nous aimerions bien que nos jeunes camarades, sortant comme nous de l'X, Centrale, Sup'elec, Télécom, les Mines ... viennent inventer avec nous l'informatique de demain ...
Si vous appartenez à cette élite, écrivez-nous sous réf. 601, L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 PARIS CEDEX 02 nous transmettra votre courrier.

LTM Consultants recherche pour une société de transports implantée en France et à l'étranger, un

DIRECTEUR TRANSPORT NATIONAL
(PARIS)

Responsable devant la DG de l'animation commerciale et de la gestion administrative d'agences décentralisées (rayon 200 km de Paris). Activités : messagerie express, lots, affrètement. Une expérience est indispensable, acquise dans une société de transport à un poste de responsabilité alliant des aptitudes commerciales, des qualités d'ascendance et de gestionnaire.

Vos candidatures seront traitées confidentiellement sous référence 680 M par

LTM CONSULTANTS
63, avenue de Villiers — 75017 Paris.

Banque d'affaires internationale
recherche

UN ORGANISATEUR BANCAIRE

Il participera, au sein du Service ORGANISATION, au développement et à la mise en place d'une application de gestion automatisée des crédits et garanties.

La maturité dans les contacts, le goût du travail en équipe et une bonne connaissance en informatique de gestion sont les éléments indispensables de réussite dans le poste.

Si vous possédez ces qualités acquises au cours d'une première expérience d'organisation en milieu bancaire, envoyez votre C.V. en indiquant vos prétentions à :

B.A.I.I. - 12, place Vendôme, PARIS (1er)

---

chef de service informatique

Nous sommes une importante Société d'Ingénierie intervenant dans de nombreux secteurs et connaissant un taux de croissance satisfaisant. Nous recherchons le responsable de notre Secteur Informatique qui devra :
- assurer la bonne marche du service couvrant à la fois les problèmes de gestion de l'entreprise et des traitements scientifiques
- développer l'informatique vers les Divisions opérationnelles en imaginant ou en trouvant des "outils" applicables aux techniques de ces Divisions.

Cette seconde mission sera prépondérante.

Agé de 30 ans environ, le candidat recherché sera diplômé d'une grande école (ESE, ECP, X, Ponts...). Praticien de l'informatique scientifique, il aura eu à maitriser les problèmes de l'outil informatique d'aide à l'ingénieur (si possible au sein d'une société d'ingénierie).

Forte possibilité d'évolution pour un candidat de valeur.
Lieu de travail : Banlieue Ouest.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous référence 66.20/CS/380 à ADEQUATION 62/64 avenue Emile Zola - 75015 Paris.

Adequation

Importante Société Mécanique Générale
ENGRENAGES et REDUCTEURS
3, rue Latécoère 78140
VÉLIZY VILLACOUBLAY
recherche pour son Siège Social

comptable

Titulaire DECS - 25/28 ans
Problème exportation et financement.
Relations avec Administration et banques. Application Informatique comptable. Rattaché directement au Directeur Financier. Anglais souhaité.
Tél. 946.96.55
postes 214
ou 210.

STÉ D'EXPERT. COMPTABLE
recherche

RÉVISEUR COMPTABLE

confirmé, pratique dans la fonction exigée. Titulaire du D.E.C.S., déplacements de courte durée. Libre rapidement. 5 X 8, avantages sociaux. Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions au C.G.P. réf. (F9), 14, rue Jean-Mermoz, 75008 Paris qui trans.

BANQUE DE CRÉDIT
MOYEN et LONG TERME
à vocation internationale
quartier OPÉRA

recherche pour étoffer son équipe administrative

UN COMPTABLE BANCAIRE
NIVEAU BTS ou DECS
de préférence avec expérience comptabilité anglo-saxonne

3 COLLABORATEURS
(TRICES)
ayant expérience : gestion crédit rollover francs et devises, expérience crédits acheteurs, gestion administrative, opérations sur marché, Euro-obligations, gestion administrative, opérations arbitrage.

Envoyer C.V. et prétentions n° 8138 Francecip, 17, rue de la Banque, Paris-2e.

SATI S.A., 4, rue de l'Arcade, 8e, rech. NÉGOCIATEUR-TRICE place stable. T. 742-32-52.

Importante firme d'installations de stands
recherche

2 CONCEPTEURS MAQUETTISTES
CONFIRMÉS

pour créations de stands d'expositions. Ne pas se présenter. Écr. avec C.V., références et prétent. + photo (retournée). Structures internationales. Boîte postale 101. 93102 Montreuil Cedex.

Importante Sté de Services
BANLIEUE OUEST
recherche

CADRE COMPTABLE
(niveau D.E.C.S. indispensable)
pouvant devenir chef-comptable.

Libre rapidement.
Ec. s/n° 8.862 *le Monde Pub.*, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

La Municipalité de Malakoff recherche d'urgence une PUERICULTRICE D.E. pour poste de Directrice crèche familiale.
Ecr. à M. le Maire
Place du Onze-Novembre,
92240 MALAKOFF.

IMPTE SOCIÉTÉ TRANSIT ET CONSIGNATION MARITIME recherche

DIRECTEUR AGENCE PORTUAIRE
(effectif 70 personnes)

Expérience transports internationaux, consignation lignes régulières, tramping et affrètement exigée.
Sens commercial, autorité et rigueur dans gestion vivement souhaités.
Connaissance et pratique langue anglaise indispensables.
Age mini 35 ans.
Adr. C.V., photo et prét. n° 89.960 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01.

Centre de Calcul du CNRS
(IBM 370/168 & V7, MVS, TSO)
recherche

JEUNES INGÉNIEURS INFORMATICIENS (H.F.)

pour s'intégrer au groupe de services aux utilisateurs (assistance, formation, documentation).

INGÉNIEUR SYSTÈME IBM - MVS - (H.F.)

débutant pour maint., adapt. mesures de perf. sur réseaux convers. sous TSO et WYLBUR, VTAM et TCAM
Diplômes : ingénieur ou maîtrise informatiq. Dég. OM, nat. franç. Adr. C.V. + prétent. Secrétariat du CIRCE, bâtiment 506, 91405 ORSAY Cedex.

SOCIÉTÉ EXPERTISE COMPTABLE
PORTE DE BAGNOLET
recherche

ASSISTANT (E)

BTS-DECS ou équivalent.
Diplômé Etudes Supérieures.
Connaissance de l'anglais appréciée. Expér. Cabinet indispens.
Poste évolutif.
Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions, A.M.P. sous réf. 3154/JN, 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transm.

SOCIÉTÉ
en PLEINE EXPANSION
FABRIQUANT ET COMMERCIALISANT DES

BIENS D'ÉQUIPEMENT HAUT DE GAMME

cherche pour
PARIS et RÉGION PARISIENNE

CADRE TECHNIQUE DE VENTE

LE CANDIDAT DEVRA :
- Avoir un bon niveau technique de base (I.U.T. ou B.T.S.).
- Justifier *d'une réussite basée sur des résultats concrets.*
- Être en mesure d'apporter des introductions efficaces (sociétés industrielles ou de second œuvre).

NOUS OFFRONS :
- la représentation d'un matériel performant et très compétitif dans un créneau en pleine expansion.
- Une importante clientèle préexistante.
- Une rémunération stimulante (fixe important + intéressement).

Écrire avec C.V. et prétentions à Madame D'ORNANT
FIDAL - PARIS
18 bis, rue de Villiers
92300 - LEVALLOIS

ORGANISME
LOISIRS SPORTIFS
à vocation sociale
recherche pour siège Paris

UN RESPONSABLE DU SERVICE RELATIONS PUBLIQUES PRESSE

Apte à entreprendre une action dynamique d'information, propagande avec presse et médias, à promouvoir l'image de marque et accroître la notoriété extérieure de l'association chargé de définir les actions à mener de toutes natures (communiqués, publicités, mailings, conférences de presse), assurer relations permanentes presse, gérer le budget attribué.
Ce poste nécessite : bon niveau d'études supérieures, expérience professionnelle probante min. 3 ans, qualités relations et contacts naturels, élocution aisée, personnalité affirmée et représentative, capacités rédactionnelles indiscutables, créativité, dynamisme, sens developpé de l'organisation, complété par compétences minima de gestion.
Une motivation personnelle pour activités sportives de plein-air est indispensable.
Ce poste nécessite *nombreux* déplacements province.
Position cadre

Ecr. avec C.V. + photo + prétentions à n° 48214 P.A. SVP, 37, r. Général-Foy, 75008 Paris

---

GESTION 2000
pour Paris

INGÉNIEUR
TUYAUTERIE NUCLÉAIRE
Parlant allemand.
Tél. 246-42-01.

Laboratoire acoustique d'Etat
recherche

INGÉNIEUR CHARGÉ DU MATÉRIEL

pour développement, entretien, mise en œuvre matériel de mesure électro-acoustique et informatique.
Connaissances mini-calculateur, micro processeur exigées. Env. C.V. s/n° 8890, *le Monde Pub.*, 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

LA DIVISION CHIMIE FINE D'UN DES PLUS IMPORTANTS GROUPES PHARMACEUTIQUES
recherche

UN RESPONSABLE D'ÉTUDES MARKETING

Le candidat peut être diplômé d'une grande école commerciale et/ou pharmacien ou chimiste

Il devra posséder une expérience de quelques années dans le marketing pharmaceutique ou dans le marketing d'intermédiaires de synthèse et de principes actifs.
Anglais écrit et parlé indispensable.
Le poste basé à Paris est à pourvoir rapidement.
Ecrire n° 48079 P.A. SVP,
37, rue du Général-Foy, 75008 Paris, qui transmettra

INGÉNIEURS COMMERCIAUX PHOTOCOMPOSITION

Une expérience confirmée (5/10 ans) de la vente dans le domaine de l'imprimerie ainsi qu'une solide formation technique notamment dans les applications de l'informatique font de vous un

véritable professionnel des ARTS GRAPHIQUES

Nous sommes la filiale française d'un important groupe mondial leader dans la construction de matériels électriques et électroniques.

Si l'opportunité de venir rejoindre notre force de vente vous intéresse, merci d'adresser votre candidature avec C.V. détaillé, références et prétentions, sous double enveloppe, en indiquant les sociétés auxquelles elle ne doit pas être transmise à Monsieur ALBERT - C.A.E - (réf MICP) 2, rue de Toulouse Lautrec - 75017 Paris, qui transmettra. Discrétion et réponse assurées

OFFRES D'EMPLOIS

Société Agro-Alimentaire de renommée internationale
Fabriquant et commercialisant des produits de grande consommation
recherche
UN CHEF DE PRODUITS JUNIOR
Formation Ecole Supérieure de Commerce

Ce poste s'adresse à un candidat aimant la négociation et les contacts.
- Aura en charge la gestion d'un budget de publicité et de promotion régionale.
- Devra mettre en application, sur le terrain, la publicité et la promotion des ventes conçues à l'échelon national.
- Devra étudier, analyser, contrôler les différentes études promotionnelles.

Lieu de travail : proche banlieue de PARIS.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prét. à n° 2.060 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

GULF AIR
Recr. à plein temps
UNE EMPLOYÉE
Parlant couramment l'Arabe littéraire, l'Anglais et le Français pour son service ticketing réservation à Paris. Connaissance du transport aérien et bonne présentation impératives. Permis de travail indispensable.
Env. C.V. en Anglais 9,bd de la Madeleine, Paris 1er

BUREAU VÉRITAS recherche
UN INGÉNIEUR en CONSTRUCTION NAVALE
(débutant ou 2 ou 3 années d'expérience). Formation : ENSTA, ENSM ou similaire pour réalisation d'essais et de mesures à bord de navires et installations marines.
Nombreux déplacements à prévoir.
Anglais indispensable.
Emplois à PARIS.
Env. C.V. sous réf. n° 38 à BUREAU VÉRITAS Services Maritimes Division Recherches et Développements RD3 31, rue Henri-Rochefort, 75017 PARIS.

ÉCOLE PRIVÉE rech. pour rentrée Septembre
PROFESSEURS HAUTEMENT QUALIFIÉ
1er et 2e cycles : Français, Maths, Ph.-Ch., Sc. Eco.,Sc. Nat., Hist-Géo., Angl., Allem., Espagnol.
SURVEILLANT GÉNÉRAL
CONFIRMÉ. Expér. pédagogique et administrative acquise.
Adresser C.v. + photo à : AMP sous réf. 3138/JN 40, rue Olivier de Serres PARIS 15e qui transmettra.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE recherche ING. TECHN. CCIAL
ADJOINT DIRECTION
Formation ingénieur ou équivalent. Expér. vente de prod. industriels, export, administrative et de gestion. Anglais courant. Rémunération selon expérience.
Env. C.V. + photo sous réf. 2791 à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS cedex 09.

POSTE DE FORMATEUR
Pour banque de données juridiques
— Maîtrise de Droit privé de préférence.
— Expérience formation adultes.
Envoyer C.V. au CEDIJ, Immeuble International, 2, rue Stephenson, 78181 St-Quentin-en-Yvelines Cedex.

GROUPE PHARMACEUTIQUE banlieue parisienne recherche
BIOCHIMISTE
B.T.S ou I.U.T. exclusivement
Env. C.V. et prétent. à n° 2133 Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er qui transmettra.

Amblyope cherche lectrice pour lecture et écriture de son courrier, 1 heure ou 1 heure et demie, plusieurs fois par semaine, rémunérée. Envoyer C.V.manuscrit à M. Etienne ISTILLART, 4, rue Dupin, 75006 Paris. Téléphone : 222-18-58.

ETABLISSEMENT ENFANCE INADAPTÉE avec scolarité sous contrat d'association recevant garçons intelligents 11-15 ans ayant troubles de comportement recherche
PROFESSEUR DESSIN E.M.T.
POUR CLASSES 6e et 4e
Expér. profession. souhaitée.
Ecr. I.P.P. 60740 ST-MAXIMIN. ou tél. 16 (4) 424-06-10 h. bur.

ÉTABLISSEMENT
Internat de semaine, recevant garçons intelligents 11-15 ans ayant troubles de comportement rech. pour rentrée 17-9-1981
1 MONITEUR-ÉDUCATEUR (TRICE)
DIPLOMÉ
1 ÉDUCATEUR (TRICE)
SPÉCIALISÉ
2 STAGIAIRES
Ecr. I.P.P., 60740 ST-MAXIMIN ou tél. 16 (4) 424-06-10, h.b.

Sté implantée Porte de Pantin recherche
COMPTABLE
pour s'occuper de la comptabilité clients.
Ecrire sous/réf. D3 ou Tél.
COMELOG
9, rue Sainte-Anne, 75001 Paris. Tél. 260-33-32.

LE CENTRE HOSPITALIER D'ORSAY recherche
1 SURVEILLANT D.E.
Cadre ayant une expérience en service de réanimation.
1 INFIRMIER
De secteur psychiatrique.
Pour tous renseignements, tél. 907-78-38, poste 1116.

Commissaire aux comptes recherche
COLLABORATEURS
ayant bonne expérience révision comptable.
Ecr. s/n° T027792M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur. 75002 Paris.

SOCIÉTÉ PRÉMAMAN
recrute
POUR SURVILLIERS (95)
1) ANALYSTE-PROGRAMMEUR
Connaissances souhaitées :
PL1. COBOL. C.I.C.S.
3 à 4 ans d'expérience.
Position cadre.
2) OPÉRATEUR-PUPITREUR
connaissances : DOS/VSE, POWER
Envoyer C.V., photo et prétentions à PRÉMAMAN - Service Informatique - Z.I. de Fosses-St-Witz - B.P. 8 95470 FOSSES.

LE CENTRE DE FORMATION ASTER INFORMATIQUE
recherche
DE FUTURS ANALYSTES PROGRAMMEURS
Qui à l'issue d'une formation privée très complète (Cobol, Basic, télétraitement) de quatre mois se verront proposer un poste au sein de la société ou d'entreprises clientes.

Bac + 2 minimum.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et disponibilité au responsable de la formation CABINET ASTER INFORMATIQUE, 6/8, imp. des Deux-Cousins, 75017 PARIS.

Importante société Paris 8e recherche pour expertises de prix de revient de biens d'équipements :
DIPLOMÉ ÉTUDES SUPÉRIEURES
+ Niveau DECS
Expérience professionnelle d'1 à 2 ans en comptabilité analytique ou contrôle budgétaire.
Lieu de travail : Paris-8e.
Possibilité acquérir expérience dans techniques exportation.
5 X 8 - Salaire X 15
Participation.
Restaurant d'entreprise.
Envoyer C.V. détaillé manuscrit, photo et prét., s/réf. 7588 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout, Paris-9e, qui transmettra.

ERIN
recherche pour développement logiciel de base contrôle de processus industriels (sur mini et micro-ordinateurs).
- **DES INGÉNIEURS** (Grandes Ecoles option Informatique ou Universitaires).
- **DES ANALYSTES PROGRAMMEURS.** minimum DUT Informatique. Complém. format. assuré.

Ecr. avec C.V. s/réf. 7433 à Axial Publicité, 27, rue Taitbout, 75009 Paris qui transmettra.

OPÉRATION 2.000 INFORMATICIENS
renseignements sur emplois et formations
Citi Centre International de Traitement Informatique
Tél. 206-24-63+. 238-14-65+.

Etablissement Financier recherche
RECEPTIONNISTE-STANDARDISTE
expérimentée, bon niveau dactylo, parfaitement bilingue anglais, bonne culture générale et excellente présentation.
Envoyer C.V. manuscrit + photo (retournée) à M. PHAN, 6, rue de Berri, 75008 Paris.

Importante Société recherche
TECHNICIEN
BTS ou DUT ou équivalent débutant ou 2 à 3 ans d'expérience en chantier métallique.
Bonnes connaissances en anglais et en résistance des matériaux. Intéressé par la programmation sur ordinateur.
Dégagé obligations militaires.
Emplois à PARIS.
Ecr. avec C.V. photo et prétent. sous référence n° 39 à : BUREAU VÉRITAS Services Maritimes Division des Constructions Neuves CNI - 31, r. H.-Rochefort, 75017 PARIS.

AT3
Ingénieur test contrôle 277-62-22.

LA VILLE DE MENNECY (91) 10.000 habitants Recrute
EDUCATEUR expérimenté et diplômé pour club ado. type prévention.
ANIMATEURS (TRICES) SOCIO-CULTURELS CAPASE ou équivalence pour maison pour tous.
Env. C.V. avant le 11 juillet à M. TESSON, service culturel, mairie, 91540 MENNECY.

UNIVERSITÉ PARIS-XII CRÉTEIL
pour son centre de calcul équipé de 2 Solar 16-65 (M.P.E.S.-T.S.M.)
UN(E) RESPONSABLE SYSTÈME EXPLOITATION
Ce poste est à pourvoir à compter du 1er septembre 1981. Il conviendrait à un(e) candidat(e) ayant choisi une orientation SYSTÈME/EXPLOITATION et possédant une expérience de 2 à 3 ans d'ingénieur système. DIPLOME INGÉNIEUR C.N.A.M. souhaité
Conn. du mat. Solar appréciée. Contacter Mme FUCHS au 899-55-69 ou 898-91-44.

SOCIÉTÉ DE PRESSE
recherche
COMPTABLE
B.T.S., certificat comptable DECS. Goût des responsabilités et des contacts humains, 5 ans expérience.
Envoyer C.V. s/réf. 889.693 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Commissaire aux comptes recherche
COLLABORATEURS
ayant bonne expérience révision comptable.
Ecr. s/n° T027792M, R.-Presse, avec C.V. et prétentions 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

secrétaires secrétaires

THOMSON-BRANDT
GROUPE ELECTRO INDUSTRIES
recrute
SECRETAIRE DE DIRECTION
Ayant une solide expérience à un poste similaire
Sténodactylo
Langues anglaise et allemande
Formation : BTS ou équivalent
Lieu de travail : proche banlieue Ouest de Paris dans un cadre agréable
Avantages sociaux
Possibilité de vacances été 1981
Adresser CV, photo et prétentions à THOMSON-BRANDT 50, rue Jean-Pierre TIMBAUD 92405 COURBEVOIE

Secrétaire confirmée excellente sténo-dactylo
(Trocadéro) env. 100 000
Auprès d'un architecte de renom, vous assurerez un secrétariat de qualité.
Gestion rigoureuse d'un planning précis, prise de courrier et frappe de qualité sont des points que vous maîtrisez parfaitement. Une grande habitude de contacts téléphoniques avec des interlocuteurs de haut niveau, aura également caractérisé vos fonctions précédentes.
Enfin, vous avez eu des responsabilités de facturation de gestion, et de suivi quotidien d'un portefeuille de clientèle.
Des horaires fixes, un environnement agréable vous seront assurés.
Jean Masson vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous réf. 1319M, Bernard Julhiet Psycom 1 rue de Berri - 75008 Paris.

P.M.I. SECTEUR AÉRONAUTIQUE recherche pour son service IMPORT EXPORT
SECRÉTAIRE EXPÉRIMENTÉE
Sténodactylo bilingue, anglais courant exigé. Une expérience en gestion commerciale de produits industriels serait très appréciée.
Env. C.V. et prét. à RECOULES, B.P. 28, 77330 OZOIR-LA-FERRIERE.

Etablissement financier recherche
COLLABORATRICE
trilingue : FRANÇAIS ANGLAIS - JAPONAIS pour suivi service Banque-titres : exécution - règlements et litiges réclamation aisance dans contacts téléphoniques. Excellent esprit CLIENT, SERVICE et bonnes qualités humaines nécessaires. Formation complémentaire assurée.
Envoyez curiculum vitæ manuscrit + photo (retournée) à M. PHAN, 6, rue de Berri, 75008 - PARIS.

Société distribution automobiles recherche
SECRÉTAIRE-VENDEUSE
Bonne présentation, dynamique. FIXE + INTERESSEMENT
Envoyer C.V. à : Sté FERRY-MALTE 136, bd Suchet, 75016 Paris.

---

les annonces classées du **Monde** sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 à 12 h. 30, de 13 h. 30 à 18 heures au **296-15-01**

conseils de carrières

CADRES A LA RECHERCHE DE VOTRE 2e SOUFFLE

Le poste que vous avez accepté hier, le reprendriez-vous aujourd'hui ? Si, au fond de vous-même, c'est non, ne vous y résignez pas.
Nous aidons les cadres dirigeants à trouver leur deuxième souffle. Nous sommes les conseils en orientation les plus expérimentés en Europe.
Notre méthode consiste tout d'abord en une analyse en profondeur de votre cas. Puis nous vous aidons à obtenir les contacts qui vous conduiront à l'emploi le plus conforme à vos désirs.
Pour une évaluation, confidentielle et sans frais, de vos propres possibilités de redéploiement, prenez un rendez-vous par téléphone ou par lettre avec un de nos conseils en orientation :
Frederick Chusid, 50, rue Saint-Ferdinand, 75017 Paris. Tél. 574.24.24 - 574.25.20.
Nous ne recrutons pas. Meeting in English welcome.
FREDERICK CHUSID & CO
Vous cherchez, nous vous aidons à trouver.

capitaux propositions commerciales

Importateur Micro-ordinateurs hautement compétitif recherche PARTENAIRE FINANCIER 562-41-51 et 562-52-92.

Société Services
APPORT, D'AFFAIRES ET COMMERCIAUX
Commissions intéressantes. BIO. Téléphone : 577-93-66.

Entreprise d'import. et de distribut. ch. petits produits franç. pour distribut. et vente en Suisse. Faire offre MS Boîte postale 15, 1245, Genève (Suisse).

occasions

ACHAT BRILLANTS
Toutes pierres précieuses, bijoux or etc., argenterie. Perrono Joailliers orfèvres. A l'Opéra, 4, Chaussée-d'Antin. Vente en occasion. Échange.

A céder nombreux fauteuils cuir-bureaux-copieurs-mach à écrire-armoire réfractaire. Etat neuf. Tél. (1) 247-13-31.

formation professionnelle

FORMATIONS INFORMATIQUES POUR INGÉNIEURS
Citi Centre International de Traitement Informatique
206-24-63 + Tous langages.
241-83-83 + Scientifique.
238-14-55 + et gestion.

FORMATION DE SECRÉTAIRE DE DIRECTION
600 h octobre 81/mai 82. LYCÉE DE LEVALLOIS. 758-64-18 - 758-64-53. Métro Pont-de-Levallois.

enseignement

Apprendre l'américain à
L'AMERICAN CENTER
261, bd Raspail, PARIS 75014.
633-67-28
Session intensive du 29 juin au 10 juillet pour : gens pressés. Lycéens en mal d'Anglais touristes
Méthode orale, cours dans la journée et le soir. Inscriptions du 9 au 25 juin.

information divers

POUR **TROUVER** UN **EMPLOI**
LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages) :
- Les 3 types de C.V. : exemples.
- Bonnes réponses aux tests.
- Graphologie : ses pièges.
- 12 méthodes détaillées, etc.

Pour informations, écr. CIDEMM, 5, sq. Mondow, 78 Le Chesnay.

Pour bien choisir votre métier FRANCE-CARRIÈRES chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

STAGE AFIPEC
RECHERCHE D'EMPLOI C.V., lettre, entretien, PA
Téléphone : 281-13-44.

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger (Australie, Afrique, Amériques, Asie) demandez la revue spéciale. MIGRATIONS (LM) 3, rue Montyon, 75429 Paris Cédex 09.

Emplois outre-mer, étranger MIGRATIONS chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

travaux à façon

ENTREPRISE, sér. référ. effectue rapidement travaux peinture, menuiserie, décorat., coordinat. tous corps d'Etat. Devis gratuit. Tél. : 358-47-84 - 893-30-02.

villégiature

STUDIO, F2, à louer St-Tropez, tt cft. A partir de 1.200 F/sem. Téléphone : (94) 58-14-79.

Loue VOILIER JOUET 32. Juillet août Saint-Raphaël (56) 81-52-92 soir.

La Plagne juillet/août part. loue appt. 2 pièces soleil. Téléphone : H.B. - 608-22-24.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.
Part. vend Golf GL Diesel 1978, 74.000 km. Bon état. Prix 24.000 F à débattre. Téléphone : 848-89-65.

divers

PARIS-SACAM
LE PLUS IMPORTANT CENTRE TALBOT DE PARIS
PRIX CHOC !
SUR TALBOT TAGORA D'EXPOSITION 0 KM
M. DENOLF - 270-35-82.

achats

FRANCE AUTOS
recherche pour OPÉRATIONS TTES MARQUES
VÉHICULES 74 à 80
PAIEMENT COMPT mm GAGÉS
LA SOCIÉTÉ FAIT Achat-vente-échange-dépôt
368-08-75.

boxes - parking

PARKING BRISTOL 106, r. du Fg-St-Honoré, Paris-8e. Ouvert ts les jrs 24 h/24. Places dispon. à louer au mois ou à l'année. Pour ts rens. 266-91-45.

DEMANDES D'EMPLOIS

DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES
d'un Groupe industriel de 3.500 personnes, vingt ans d'expérience de la fonction personnel et de l'administration générale de groupes leaders dans leur secteur d'activité, adjoint du Président d'une entreprise qui vient de réaliser une forte expansion, recherche :
Direction des Relations Humaines ou Secrétariat Général d'un Groupe performant.
Merci d'adresser les propositions s/réf. 4445, à ORGANISATION et PUBLICITÉ, 2, rue de Marengo, 75001 PARIS, qui transmettra.

CADRE SUPÉRIEUR POLYVALENT
Gestion, administration, marketing international
42 ans, expériences diversifiées en 15 ans de direction de PME et filiales de groupes multinationaux. (Meubles, textiles, PAP, Emballages)
Bilingue français/italien, anglais et allemand, disponible rapidement, déplacements ou transferts de courte ou longue durée acceptés.
Étudierait toutes propositions de collaboration même à temps partiel
Écrire s/n° 3485 *le Monde* Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Etudiante anglaise, 20 ans, parle français, cherche du travail pendant les grandes vacances, au pair/pareil : juillet, août, septembre.
Ecrire s/n° 6140 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JOURNALISTE 28 ans, en poste mais disponible rapidement, recherche emploi fixe ou collaboration régulière, espagnol courant, anglais, bonnes notions de portugais, pratique recherche iconographique, disposée à rester à Paris tout l'été.
Ecrire s/n° 3482 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JOURNALISTE FEMME SECRÉTAIRE DE RÉDACTION très bonne rédactrice, étudie toutes propositions, accepterait remplacements été.
Ecrire s/n° 6144 *le Monde* Publ., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ÉTUDIANT EN DROIT
Trilingue (anglais, espagnol, italien), ayant une expérience dans le secteur bancaire, cherche emploi pour les vacances immédiatement dans secteur banque, assurances ou P.M.E., etc., à Paris. Pour ts contacts, tél. 421-03-82, le matin ou heures repas.

SPÉCIALISTE TRÉSORERIE
Financement francs et devises. 31 ans. Sup. de Co, anglais, espagnol, cherche poste dans entreprises individuelles, commerc., bancaires, 5 ans d'expérience. Ecr. n° 1833, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

Secrét. Dir., 31 ans, dipl. univ., bil. angl., ch. poste resp. Accept. déplac. étrang. Tél. 011-97-52.

Sec. dir., bil. ang., sténo 2 lang., 34 ans, 15 a. exp., rech. emploi de direct. comm., tech. ou pers. de gde et moyenne entr. Paris, Est, Centre. Salaire annuel propose 78.000-80.000 F/an. Libre suite. Tél. ou écr. Mme A. Ambou, 3, allée Suffren, 93330 Neuilly-sur-Marne - Tél : 308-67-97.

J.F. - 27 ans
LICENCE DROIT PRIVÉ MAITRISE DROIT PUBLIC
connaiss. anglais, espagnol, ch. situat. de service jurid. ou social. Ecr. s n° 8.695 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens 75009, Paris.

J. H., 32 ans. maîtrise droit D.E.S. droit publ. et sc. po., exp., enseign. sup., ang., esp. Sérieux, méthod., qualités rédaction, étud. ttes propos. Ecr. s/n° 3156 M à Régie Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. F., 30 ans, célibt., diplômée SC. PO, maîtrise d'histoire Beaux-Arts (peinture), 4 ans exp. administ. dans dom. culturel, étud. ttes propositions d'emploi niveau équivalent de théâtres, éditions, presse. Ecr. s/n° O 27740 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H., 32 ans, célib., maîtrise en droit, 6 ans pratique profess., expér. notariale, rédact. d'actes et contrats, étud. toutes propos. dans service juridique, établiss. banc. ou d'entrepr. contentieux ou conseil juridique. Ecrire s/n° T 027847 M à Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur. 75002 Paris.

Jeune Architecte D.P.L.G. Expérience d'agence d'architecture et de sa gestion. Maîtrisant Français et Arabe. Cherche emploi région parisienne et province.

J.F., secrét. expér., quadrilingue, cherche emploi ambassades, organism. officiels. Mme du Quercy - Tél. : 287-06-77

CADRE SUPERIEUR
Hme 56 ans niv. doct. en droit, 30 ans dans même grpe fin., princ. collab. du dir. gén., rompu aux aff. de gestion haut niv., licenc. motif écon., ch. sit. en rapp. PARIS, VERNON, ROUEN. Ecr. n° 3221 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Cadre recherche emploi attaché commercial ou V.R.P. pour diffusion produits dans industrie alimentaire ou édition. Préférence Paris, région parisienne. Étudierait toutes propositions dans autres régions. Ecrire N° 66441 Havas Contact, 156 boulevard Haussmann. 75008 Paris.

J.H., 30 a., expér. variée, étud. DUT techn. de commercialisation, option marketing, étud. tte propos. France ou export. Ecrire : M. GUEYE, 89, rue des Alouettes, 92000 Nanterre.

Professeur CAPESSIEN, lettres, cherche travail de rédaction Tél. : 825-55-28

Ingénieur 3 A, 31 ans, chef d'unité de 150 pers., fabrication mécanique générale, mécanique lourde, formation complémentaire gestion et analyse de la valeur, étudierait tte propos. de respons. de production offrant autonomie, respons. et nécessitant sens des relations humaines, dynamisme. Ecr. Régie-Presse n° T 027864 M 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

H. cinquantaine, bonne présentation, recherche place dans restauration pour seconder patron, sérieuses références. Ballester. Tél. 608-07-44, à partir de 19 h.

ICG ORGANISATEUR INFORMATICIEN - 44 ans
Réorganisation mécanisation gest. production (MAPICS)
Redressement d'entreprises
Ecr. n° T027848 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

F. 35 ans, SECRETAIRE DE DIRECTION, anglais, notions espag. comm. traitement de texte, télex ch. poste intér. évolutif ds secteurs presse, pub. ou activités de pointe. Statut cadre, sal. élevé, temps partiel poss. 344-01-87

J.H. 25 ans
DIPL. ECOLE DES AFFAIRES de Paris (E.A.P.) option finances. engl., all., recherche poste service financier, analyste fin., anal. éco. 19, rue Cernuschi, 75017 PARIS - Tél. : 763-58-92

J. F. 25 ans diplom. Enseig. Sup. Marketing, Anglais, 4 ans responsabilités. Etudes de marchés, analyses stratégiques, cherche poste chargé d'études Paris ou proche. Tél. : 557-58-43

RESPONSABLE FONCTION PERSONNEL
GESTION - FORMATION RELATIONS HUMAINES
40 ans - Formation technique
Solide expérience en relations humaines dans sociétés importantes : gestion prévisionnelle des cadres, recrutement, formation, communication, relations syndicales,
recherche poste niveau DIRECTION DU PERSONNEL
région parisienne ou sud de la France
Libre rapidement
Ecr. n° 2.771 CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

JNE FME ch. emploi, préf. cont. humains, parl. espag. portugais. Tél. le matin 583-21-76.

Et., DEA Géologie cherche job 01-7 au 31-9, si poss. dans ce domaine. T. 16(88)28-56-06.

Rédacteur indépendant, expérience Téléphone : 435.51.03.

Cadre féminin
45 ans, excel. présentat., dynamique, aim. respons., esp. initiat., sens relat. humaines. 10a. expér. ds direct. serv. com. Ch. poste commerc. av. respons. de gérance de commerce, assist. ou direct., magasin ou fonctions de E.N.S.E. Dynamique pr relat. extér. et contact clientèle, gde disponibilité. Possib. déplac., libre immédiatement. Ecrire s/n° 3489, le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H.E.C., expert comptable, cél.. ch. situation Arabie Saoudite, pays du Golfe.
Ecr. s n° 8.684 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens 75009, Paris.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

PALAIS-ROYAL
Restauration petit immeuble asc., appartements 2, 3, 4 P. DUPLEX aménagés, charme, 261-27-46.

2e arrdt

OPÉRA MONSIGNY
Studios et 2 pièces aménagés dans bel immeuble restauré, calme, soleil, asc., 261-27-46.

3e arrdt

Prox. PARC ROYAL 354-42-70
DUPLEX 100 m², gd standing
TERRASSE Sur jardin.

BEAUBOURG, IDÉAL PLACEMENT
petit 2 p. aménagé CHARME
Px 259.000 F. T. 325-83-00.

MARAIS, dans imm. cours réhabilitation, au DERNIER Étage.
GD GRENIER aménagé charme.
Living + chbre, cuis., bains.
580.000 F. 325-83-00.

LIBRES ET OCCUPÉS
Dans immeuble pierre de taille, studios, 2 p. et 3 p., investisseurs. C.W.I., tél. 240-23-66.

RUE GRENIER-ST-LAZARE
DUPLEX 3-4 P. 90 m²
Ravissante TERRASSE 15 m² parking. DORESSAY 548-43-94.

4e arrdt

Prox. VOSGES 354-42-70
MAISON Jardin terrasse
150 m², triplex, soleil, calme.

Saint-Paul. 354-95-10. Calme
RÉNOVATION LUXE
45 m², gd séjour + mezzanine.

ST-LOUIS-EN-L'ILE imm. 17e
beau duplex 90 m² tt cft, park.
274-51-29 et 546-26-25.

5e arrdt

NOTRE-DAME (près)
imm. classé, 70 m², séj. + chbre décoration raffinée.
VUE, VERDURE.
GARBI, 567-22-88.

GOBELINS idéal placement beau 2 pièces
Confort 40 m². 544-88-38.

6e arrdt

Prox. ST-PLACIDE 354-95-10
95 m² Luxe, asc. box, soleil
VUE tout Paris 2 terrasses

JARD. LUXEMBOURG
GUYNEMER 200 m²
Gdes baies, 354-95-10.

80, rue du Cherche-Midi, STUDIO JARDIN, 155.000, sur place mercredi 16-19 h.

BEAUX-ARTS
Très beaux appts restaurés 2/3 p., calmes, soleil, vue sur jardin. 261-27-46.

A DÉBATTRE URGENT
salon, salle à manger, 1 chambre dernier étage, asc., 2 grandes terrasses, vue calme, soleil, box. Téléphone 633-08-11, le matin.

DUROC, 34 m², magnifique studio, imm. récent., 4e ét. GARBI, 567-22-88.

FACE LUXEMBOURG
Appartement luxueux, 175 m², 6 p. + chbre bonne, imm. pierre de taille. Px élevé rapp. stand. PROGRESCO 563-28-17.

VAVIN - STUDETTE
cuis. équipée, s. d'eau avec w.-c.
Tél. : 633-38-94.

7e arrdt

ÉCOLE MILITAIRE
VUE SUR VILLAGE SUISSE
4 PIÈCES (entrée, cuisine, BAINS, W.-C.)
A RÉNOVER
PX 1.125.000 F
CHAMBRE SERVICE
ASCENS., CH. CTR., 2e ÉTG.
PRIX 80.000 F.
Mardi, Mercredi, 14 h. à 18 h.
52, AVENUE DE LA MOTTE-PICQUET, ESCALIER D. OU TÉL. 723-91-28

LUMINEUX 6 P. Bel imm.
CHAMP-DE-MARS 680-34-00.

RUE DE LILLE 170 m² dans Hôtel XVIIe 3 P. dépend. DORESSAY 548-43-94.

8e arrdt

FAUB. ST-HONORÉ
Près ELYSÉE, SUP. 230 m² dans hôtel XVIIIe. Décoration except. de raffinement. park., serv. DORESSAY 548-43-94.

9e arrdt

PRÈS TRUDAINE, combles aménagés imm. rénové asc. 80 m². 650.000 F. 281-33-01.

TRUDAINE. Imm. P.d.T. splend. 5 pièces + serv. tt cft, soleil. Exceptionnel 878-41-65.

DOUAI propriétaire vend dans immeuble pierre de t., 2 appt., living + 2 chambres rénovés et équipés gd stand., habitation et placement de qualité net d'impôts 5 ans. 723-41-00.

RUE SAINT-LAZARE (4e étage). 2 CHAMBRES à rénover. 89.000 F. 575-23-75.

10e arrdt

RÉPUBLIQUE
CANAL SAINT-MARTIN
BELLE RÉHABILITATION
Ancien entrepôt style Loft de 48 à 123 m². Calme, lumineux, gdes terrasses au dern. étage.
S.P.E.I. 680-32-92.

La Fayette prop. vd splend. Studio caract. ref. tt cft 6e asc. vue. Tél. 878-41-65.

11e arrdt

PARIS-XIe
Rue Saint-Maur, pr. République, 4e et avant-dern. ét. (asc.) donnant s/jard. int. 30 m² hab. (Sud). 1 pce + 1 s. de bns + 1 vt. cuis. éq. Rang. + cave, parf. état. Apr. 19 h. 750-21-45.

APPTS DE CARACTÈRE
entièrement rénové, TT CONFT, Style « MARAIS », ptres d'origines 4 p., rez-de-jardin, 3/4 p., 2e étg., très ensoleillé. S/place 128, RUE SAINT-MAUR, 11 h. à 19 h. ou 805-21-79.

GONCOURT
Dans tr. bel imm. pierre de tail. ravalé, asc., concierge, 6e ét., liv. dble + ch., cuis. s.d.bns, gde entrée, chf. cent. indiv. Et. nf., moquet. Px 400.000 F. Vr pptaire mardi, mercr. 14 h. 30 à 19 h. 720-89-18. 151, rue St-MAUR.

NATION, 6e ét., asc. Beau 3 p., entrée, cuis., s. bns, w.-c., chauffage central individuel. Soleil. 465.000. Tél. : 345-82-72.

AVENUE PARMENTIER
Beau 4/5 pièces, 116 m², immeuble récent, standing, 8e ét., double exposition, 3 chambres, séjour double, cuisine équipée, lingerie, placards, 2 salles de bains, 2 w.-c., 2 caves, park. 1.000.000 F à débattre. Tél. : 369-75-44.

12e arrdt

AV. DE SAINT-MANDÉ
séj. + 3 chbres, s. de bns, s. d'eau. perkg décoré, ét. élevé, Px 1.250.000 F. T. 340-72-06.

50 m bois Vincennes CHARENTON pr. métro. belle rénov. en cours 14 STUD. ET 6 DEUX P. EN DUPLEX vendus équip. tt cft. gest. assur. grat. par nos fil., net d'impôts 5 ans. 723-41-00.

18, RUE BECCARIA, je vends libre 2e étage sur rue, appartement 3 pièces, à rénover, possib. division. Px 300.000 F. Tél. : 557-70-08.

AVENUE A.-NETTER
Séjour, 3 ch., 2 bains, cuis. équipée, balcons, soleil s/jardin, parking, immeuble standing. Prix très intéressant. Tél. 340-72-06.

13e arrdt

NATIONALE Plein ciel, 2 pièces tout confort, balcon, parking. Px 430.000 F. T. 322-81-35.

PLACE D'ITALIE, 4 p. tt cft., plein soleil, bon état, 73 m². Px 580.000 F. T. 500-47-03.

PORTE D'ITALIE, IMM. récent. gd 3 pces, 80 m² tt cft, soleil, balc., parking. Tél. 588-54-73.

14e arrdt

BOBINO rénovation gd standing
GD 2 P. EN DUPLEX
dernier ét., asc., tt équipé luxe. Le propriétaire. 723-41-00.

SAINT-JACQUES. Imm. pierre de taille, studette équipée. Bas prix vu urgence. 526-00-35.

PORTE D'ORLÉANS
Beau 5 p., 10e et dernier étage. Prix intéressant : 550.000 F. Jean Feuillade, 566-00-75.

15e arrdt

LOURMEL Magnifique 5 P. cft, 2 bains, 2 w-c
2 Parkgs. BALCON FLEURI VUE EXCEPTIONNELLE. 1.350.000 F. Tél. 577-96-85 Poste 2.

CAMBRONNE, bel imm., studio tout confort. Bas prix vu urgence. 526-00-35.

R. Dr-FINLAY 6 Pces, 2 w-c 125 m², 5e ét. sans asc. 920.000 F. 577-96-85.

16e arrdt

TROCADÉRO
Gd et élégant 5 P. 2 bains service matin : 567-47-47.

PRÈS PL. VICTOR-HUGO
PPTAIRE Vd APPTS 3 PCES CALME s/jardin 1er et 4e ét. sans asc. LUNDI, MARDI 12h/17 h. 148, RUE DE LA POMPE.

A 300 mètres **ÉTOILE** près av. V.-HUGO
sur de calmes jardins intérieurs, restauration luxueuse de 16 APPARTEMENTS, du studio au 5 pièces DUPLEX et TRIPLEX. Tél. : 281-27-46.

LONGCHAMP 5e étage grand stand. 155 m² + balcon. Parking. Frank Arthur Téléphone : 562.01.69

DR BLANCHE 4e étage grand luxe
magnifique 5 p. Balcon. Parfait état – Prix : 1.950.000 F. FRANK ARTHUR – 562.01.69

Mo PASSY. Square d'Alboni, part. vend immeuble bourgeois, BEAU 4 pces, tt cft, ETAT NEUF + serv., r.-de-ch., plein soleil. 865.000 F. Tél. : 325-76-42.

Métro RANELAGH Face O.R.T.F.
Imm. récent, tt cft. 10e étage, LIV. + S. A MANGER, 2 chbres, entrée, cuis., bains, BALCON. PRIX INTÉRESSANT. Box. 11, r. de BOULAINVILLIERS, esc. C. Mardi, mercredi, 15 à 18 h.

AVENUE V.-HUGO PRÈS ÉTOILE
Immeuble pierre de taille, grand standing, double living, soleil, chambre sur jardin, 2 w.-c., box, 1.400.000 F. Tél. : 505-62-82.

TROCADERO
GD 5 P. 2 bains, 1.700.000 Matin : 567-47-47.

17e arrdt

Sur Levallois (50 m Neuilly) 150 m Mo et 17e, bel.-pet. rénov. en cours 4 STUDIOS ET 1 PETIT 2 P. équipés tt cft gest. assur. grat. par nos filiales, net d'impôts 5 ans. 723-41-00.

AVENUE NIEL (près) 2 p., entrée, cuisine, w.-c., avec ou sans travaux. URGENT. 328-76-42.

VILLIERS BEL IMMEUB. 2 APPRTS de 103 m², 4 p., parf. état. Chaque : 770.000 F. A.M.I., 742-80-22.

18e arrdt

CAULAINCOURT
Immeuble pierre de taille
STUDIO ET GRAND 2 PIÈCES tout confort, magnifique, rénovés PTAIRE. S/PL. Mardi 14-19 h. 113, RUE CAULAINCOURT.

RUE LAMARCK
PLUSIEURS 2 ET 3 PIÈCES, tt confort LIBRES ET OCCUPÉS. Bel immeuble pierre de taille. PROPRIÉTAIRE, 280-26-23.

CHATEAU-ROUGE s/jardin STUDIO 20 m² environ. Px 100.000 F. Tél. PAS. 34-80.

BUTTE-MONTMARTRE
Av. Junot, TRIPLEX, Atelier + 3 chbres, cuis., w.-c., bains, chauff. centr., sur verdure. 1.250.000 F. 255-66-18.

VILLA ORNANO bel imm. pierre de t., 1er ét., 3 p., cuis., entr., w.-c., bains, s/rue, ch. centr., état impecc. Prix : 425.000 F. Tél.: 255-66-18.

19e arrdt

BUTTES-CHAUMONT sur parc
5 p., gds rangements, parking. Sam/lun. 14-18 h. 35, r. Manin.

20e arrdt

A rénover Maison de 2 logements 110 m², 6 p. 300.000 F. 120 m², 6 p. 350.000 F. cour, gar. résident. Tél. 543-81-47.

118, av. Pasteur. Les Lilas. pptaire vd 1) 2 p., cuis., bns, 230.000 F, 2) 3 p., cuis., bns, 285.000 F, immeuble 1920, bon état. Sam. dim., lundi 15 à 20 h.

Métro BUZENVAL, Imm. 74, gd studio tout confort, excellent état, 2e ét., s/r., vue dégagée, 240.000. MICOT 344-43-87.

78 - Yvelines

VERSAILLES, av. de Paris, p.d.t., grand 3 p., 76 m², standing, parking. Except. 630.000 F. 705-83-92.

VERSAILLES ST-LOUIS, dans imm. ancien, 18e s., bel appt 105 m². 885.000 F. 950-14-60

BUC, 5' VERSAILLES, pavillon individuel neuf 5 p. 3 ch., séj. dble, terrasse, 40 m², gar. cellier, jardin 500 m². Px 680.000 F (FNR). Ag. Royale 950.14.60

VERSAILLES, Bel imm. 17e s., ap. 60 m², 3 p., cuisine équip., parfait état. Prix : 445.000 F. Exclus. Ag. Royale. 950-14-60

91 - Essonne

Verrières-Le-Buisson, F3 de parc, 67 m², loggias + cave, parking. Px 340.000 F. Tél. 920-49-46.

92 Hauts-de-Seine

Meudon centre 80 m² 4 p. 4e et dern. ét. ss asc. cuis. éq., loggia, park., verd., calme. 626-38-30.

BOURG-LA-REINE Mo
Magnif. living, dble terrasse SUD + 3 ch., gd cft. JARDINS. Prix 690.000 F – 660-44-65.

NEUILLY BAGATELLE
240 m². Appt exceptionnel, vaste récept., s. à manger, 4 chbres, terrasse 150 m², chbre de serv., 2 parkings. GARBI - 567-22-88.

NEUILLY-CHATEAU superbe imm. pierre de taille, élégant living, CHAMBRE, PARKING. S.A. LE CLAIR 359-69-36 ou 270-67-05, soir et week-end.

NEUILLY-PERRONET
5 pièces, 3 bains, balcon, service. BON PLAN, gd standing, ét. élevé. 633-08-11 le matin.

NEUILLY-SABLONS
Mod. Séjour, 3 ch., 2 bains. 2e étage. 115 m², impeccable. MICHEL ET REYL, 265-90-05.

ASNIÈRES
Près mairie, ds bel imm., 2 p. cuis., entr., s. d'eau, w.-c., ch. cent. 2e ét. s/rue. 195.000 F. Téléphoner bur. : 376-77-20 ; domicile au : 376-21-56.

NEUILLY Bois, sur jardin, 108 m², parking. calme, soleil, 637-08-31.

94 Val-de-Marne

CHARENTON Ctre 1er ét., Imm. réc. stand. stud. tt cft. Px 240.000 F. Tél. 893-27-86.

Province

CALIFORNIE
Investissez dans l'immobilier : plus-values importantes.
A. Kristof, pob 1588, Beverly Hills, 90213 ca-USA.
Téléph. : (213) - 274 - 1002.

Grande-Motte (Hérault). Part. vd très bel appt 180 m², vue sur port, 8e ét., gd stdg. gdes terrasses, très bonne expos. (poss. de le div. en un appt de 106 m² et un de 74 m²). Prix intéressant. Tél. (16-67) 56-63-93 ou écrire Mme Rey, l'Éden, 112, av. Navigarde, 34280 La Grande-Motte.

DEAUVILLE
Emplacement exceptionnel, quartier calme et résidentiel, plein sud, dans une belle petite maison rénovée avec jardins privatifs.
– Studio ...... 190.000 F
– 3 pièces ..... 231.000 F
– 4 pièces ..... 323.000 F
Groupe Charlus, Palais des Congrès, place de la Cathédrale, 76000 Rouen. (35) 98-56-94.

Part. vd STUDIO, 42 m², loggia, cave, dans résidence-club, LA JANSONNE Nice, conviendrait à personne âgées pour retraite heureuse. Tél. : (94) 96-11-22 à Sainte-Maxime, entre 11-12 h. et entre 19-20 h.

CHATEL : ÉTÉ-HIVER
Studio 4 pers., 28 m² + balcon, avec 40.000 cpt + crédit. 2-3 p., location ass. GRG, 76, Champs-Elysées, PARIS-8e. (1) 359-68-04/(50) 71-76-49.

EVIAN. Très beau studio dans immeuble neuf, proximité lac et centre, grand balcon avec jolie vue. Prix 240.000 F. Agence Baud, Evian. Téléphone (50) 75-12-58.

appartements achats

JEAN FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet, 15e, 566-00-75, recherche Paris 15e et 7e pour bons clients appts ttes surfaces et immeubles. Paiement compt.

RECH. 2 à 4 pièces, Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIEM. CPT CHEZ NOTAIRE. Tél. 873-23-55, même le soir.

ACHÈTE Studio/2 pièces, Paris.
Mme LEULIER, : 281-39-78 ou le soir : 900-56-51.

SCEAUX AV. LE NOTRE
Const. 1934. Belle maison sur ss-sol, 6 p., terrasse, garage.
S/1.000 m² JARDIN
1.950.000 F. Tél. 577-96-85.

appartements occupés

Mo JEAN-JAURÈS
Bel imm. pierre de t. ravalé, parfait état, 2 pces, entrée, cuis., w.-c. Possib. s. d'eau, débarras. Occupé dame âgée. 115.000 F, crédit. Voir propriét. mercredi, 14 h 30/19 h, 4, av. J.-Jaurès.

locations non meublées offres

Paris

9e, résidentiel, calme, dans immeuble caractère, 5e étage, ascenseur. 45 m², entrée, salle de bains, cuisine équipée, grand living, alcôve, chauffage central, téléph. Téléphoner de 9 heures à 11 heures au 551-66-54.

13e Immeuble 1980, 30 m² env. studio, bains, cuis. équipée, park., 1.480 net. 727-34-80.

PRÈS BOIS 7-8 PIÈCES
GRAND STANDING
PEINTURES A REVOIR.
8.000 F. BAIL 633-38-94.

CHAMP-DE-MARS LUXUEUX
6-7 P. 250 m² VUE DÉGAG. Parf. état, 11.250 F. + ch. Reprise just. 548-43-94.

Région parisienne

78-VIROFLAY à céder bail 8 ans, magnif. appt 6 grdes Pces + 2 petites 130 m², 2e ét. sans asc., près toutes comm. Libre. Possibilité profession libérale. 4.350 F ch. compr. Tél. 024-41-94.

locations non meublées demandes

Paris

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons, pour CADRES. Durée 2 à 6 ans. 283-57-02.

PPTAIRES Louez vos appts sous 24 heures. nous garantissons vos loyers. services gratuits. 272-02-62.

locations meublées offres

Paris

BAC. Charme, soleil, agréable 4 pièces, confort, mi-meublé. Prix : 3.800 F. Tél. 229-52-98

Province

ALSACE, à louer maison individ., 5 personnes, du 27/6-11/7, 25/7-1/8 et a partir du 22/8 (800 F). Tél. (88) 48-31-19.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL
rech. pour sa direction beaux appts de stand. 4 pces et plus. Tél. : 285-11-08.

bureaux

8e ET CHAMPS-ÉLYSÉES
Domiciliation RM RC SARL
A partir de 150 F.
CONSTITUTION SOCIÉTÉS
Tél., télex, ttes démarches
C 2 E - 582-42-12.

SIÈGES DE SOCIÉTÉS
av. secrétariat, tél., télex.
CRÉATIONS D'ENTREPRISES
ACTE S.A. 261-80-88 +

CONSTITUTION de S.A.R.L.
TÉLEX Secrétariat téléphonique.
Domiciliations artisanales et commerciales.
Tous services **355-17-50**

Près 80 m² **CHAMPS-ÉLYSÉES**
3 bureaux, tél., télex, hôtesse, park. Rest., idéal siège sociétés. Tél. 705-48-60 le matin.

SIÈGE SOCIÉTÉ
R.C. - R.M. - Secrétariat
Bureaux modernes, salle de réunions. 341-81-81 + 150, av. Daumesnil, Paris -12e.

NOUVEAU !
PERMANENCE TÉLÉPHONIQUE 24 h. sur 24 - Siège de Stés - TOUS SERVICES
Contacts 2000 - Tél. 545-49-82

RUEIL-MALMAISON
Société cède bail dans immeuble récent pour cause déménagement 420 m² bureaux sur deux niveaux, 2e et 3e étage, entièrement cloisonnés + 8 parkings, prix location annuelle 450 F le m², extension possible sur immeuble attenant en fin construction. Locaux libres de suite. Téléphone : 024-20-21.

Prox. PLACE de la CONCORDE à céder Bureaux 110 m² 5 P. calme, libre de suite. 563-49-66.

VILLA D'ORNANO XVIIIe
dans bel immeuble pierre, r.-de-ch., 134 m², tout confort.
AGENCE DE LA GARE
PIERREFITTE. Tél. 826-24-43.

CONSTITUTION de SOCIÉTÉS – télex-secrétariat – tous services
BUR. MEUBLÉS 8e, 9e, 15e
ASPAC PARIS-8e 293-60-50+
votre SIÈGE SOCIAL
délais rapides – prix compétitifs

locaux commerciaux

Grande ville Sud-Est
à vendre murs commerciaux 2.500.000 F. rapport annuel 200.000 F.
Ec. s/no T027.842 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

fonds de commerce

05 Htes-Alpes. S/piste ski de fond, lic. 4, s/4 niv. Hôtel bar restaurant en bordure torrent à truites, 1.200 m² terr. + parkg. 10 ch., gde s. à m. + cheminée, grill, terrasse, lingerie, cave et de jdin four à pizza + grill (poss. pisciculture, canoë-kayak), chff. central bois, charbon, mazout. 1,5 million. T. (92) 21-08-27.

Cab. d'ARCHITECTE à reprendre. Centre ville de Bordeaux. Téléphone : (56) 45-57-12.

Vends hôtel S.A. 36 no 1 et. T. 627-37-33, bonne clientèle. Possibil. vends actions (70 %).

A vendre Pyrénées raison santé Hôtel-Restaurant-Bar. Ecrire MIQUEU, 9, avenue Adolphe-Thiers, 65400 ARGELES-GAZOST.

boutiques

4e RUE DES ROSIERS, à louer bout. tous comm. 110 m² + ss-sol 200 m² (ss droit au bail) TREVAL, 277-62-23.

LEVALLOIS. limite Neuilly direct., murs bar-restaurant. Rap. 60.000 F/an. Px 80.000 F net d'impôts 5 ans. 723-41-00.

immeubles

MONTMARTRE vue tour Paris R + 5 à rénover en hôtel ou appts. Except. urgent 878-41-65.

URGENT PARIS ACHETONS
Bel. imm. Locatif. 563-83-33.

hôtels particuliers

Près TROCADÉRO
hôtel particulier, sous-sol R + 2. 10 pièces, jardin de 80 m².
BOURDAIS 562-51-32.

MONTROUGE 3' à pied, PTE D'ORLEANS, grand pavillon réception + 6 chambres 200 m² jardin 1.270.000 F 328-63-98 après 18 h.

URGENT
recherche pour Ambassade
HOTEL PARTICULIER de PRESTIGE
NEUILLY, 16e ou 8e, avec jardin. Très belles réceptions, 5 à 6 chambres de maître + salle de bains, 5 chambres de service, parking pour 5 voitures. Tél. : 723-78-08, post. 24-52.

usines

SUISSE ROMANDE
USINE A VENDRE

Fabrique spécialisée dans la production d'articles micromécaniques, entièrement équipée, **sise à Lausanne (sur les bords du lac Léman).**

Serait offerte en priorité à tout industriel susceptible d'engager dans les mois à venir l'ensemble de la plus grande partie du personnel qui y est occupé, soit 110 personnes.

Surface utile des locaux : 2.000 m².

Volume 14.000 m³, terrain (parcellable) y compris surfaces bâties : 6.700 m².

Prix 4,5 millions de francs suisses (équipement compris).

Écrire s/chiffre 06-115297 à **PUBLICITAS S.A.**
Serv. Intern., kirschgartenstrasse 14-4010 BASEL

Discrétion assurée

terrains

En Roussillon, sur le flanc des Albères
LES CHARTREUSES DU BOULOU
TERRAINS à BÂTIR de 1000 à 3000 m²
de 50 F à 120 F le m²
et quelques 2 et 3 pièces disponibles dans petits collectifs de 5 appartements.
dans un cadre naturel de forêt méditerranéenne avec tennis, piscine, restaurant de classe
Documentation S.I. de MOULAS S.A.
Les Chartreuses du Boulou, 66160 Le Boulou. Tél.(68)83.17.68

Particulier vend en Normandie 3 belles parcelles viabilisées de 1.450 m² env. dans agréable village près des Andelys (Eure) 100 km de Paris, 25 km de Rouen. Proximité autoroute. Tél. (47) 05-28-21 (47) 27-27-78

SUCY-EN-BRIE
LIEUDIT LES BRUYÈRES
Part. vend terrain 2.400 m². Lisière forêt domaniale à 100 mètres, tennis, piscine et club hippique. Calme bucolique. Téléphoner le soir après 20 h. : 207-15-53.

maisons individuelles

Particul. vend MAISON en pierre 4 p. pr. à CAEN (Calv.) bonne exp. tt cft, jdin d'agrément 60 m², gd gar. 54 m², pourrait convenir à ARTISAN. Quart. commer., près lycées à 1/4 d'heure de la mer et de la forêt. Prix : 300.000 F + F.N. CHAUVIÈRE, 1, r. de l'Ecureuil, 14300 CAEN. Tél. de 8 h. à 14 h. du lundi au vend (no 94-81-12, p. 4832).

pavillons

FONTENAY- SS-BOIS, RUE DES RIEUX
Zone pavillon. S/terr. 2.000 m². 4 p., cuis., s. bns, w.-c., ss-sol total. Parf. état. 550.000 F. 893-27-86.

ANTONY. Centre pavil. 8 p., jard., conv. prof., libér. 580.000 -Peschard, 666-00-27

SAINT-MAUR Bord MARNE
résid., séjour triple + 5 chbres, parfait état, s/sol aménagé, gar., jardin paysagé, tél. 340-72-06.

CHEVREUSE luxueux pav. living triple, 4 chbres, bur., cuis installée, garage, jardin, 600 m². Prix 985.000 F. MONAL 050-28-15.

ANTONY
Part. vend pavillon sur sous-sol, grand séjour + 3 chbres, tt cft, terrain 650 m². Prix 650.000 F. Téléphone : 645-22-94.

LE MESNIL ST-DENIS pav. récent, séjour dble, avec cheminée, 3 chbres, 2 bains, cuis. installée, garage, jardin. Prix 595.000 F. Tél. 050-28-15.

domaines

Achète grand DOMAINE
à vocation forestière
de chasse, préf. départements 45 - 41 - 18 - 89 - 58.
Ecrire Havas Paris No 200280, 146, av. Ch.-de-Gaulle 92522 NEUILLY-SUR-SEINE.

châteaux

A vendre petit château XVIIIe s., Normandie b. ét. Prix à débattre. 747-50-06 - 561-11-93.

CHATEAU XVIIIe 30 km Toulouse
bord Tarn. 20 pces, bon état, dépend., pavillon gardien 4 pces, parc. 3 ha. 1.550.000 F. Tél. H.M. (61) 52-85-85.

chalets

LOT-ET-GARONNE
CHALET 6 p., très bon état sur terrain 6.000 m², planté en pins PRIX : 450.000 francs.
Ag. THOULOUSE, 5, r. L.-Faye. 47200 MARMANDE
Tél. : (58) 64-26-14.

viagers

ABBESSES: 2 p. cft. Imm. 1900. Prix : 32.000 F + 2.150 F occupé, femme 83 ans.
VIAGERS F. CRUZ,
8, rue La Boétie - 266-19-00

Société spécialiste viagers.
F. CRUZ 8, rue La Boétie. Téléph. : 266-19-00.
Prix indexation et garantie.
Étude gratuite discrète.

AV. FOCH (PRÈS) Luxueux 3/4 p. + serv. Occ. femme 75 ans. 500.000 F. + 9.300 F/mensuel.
F. CRUZ 8, rue La Boétie. 266-19-00

maisons de campagne

A vendre MEDOC
(Bords Gironde, 10km Lesparre)
1 Maison princ. (140 m²) : séj., cuis., 2 ch., s. de bains + 1 pet. mais. (60 m²) : 2 chbres, douche, donnant sur petite cour intér. Anne Guéneau, St-Christoly-en-Médoc, 33340 LESPARRE. Tél. (56) 41-54-39 ou (56) 41-06-09 Px : 280.000 F.

A vdre Douillet-le-Joly (Sarthe). 2 h. Paris, rég. Alpes mancelles. 1 maison dans bourg. 6 pièces + dépendances, cave, jardin. 1 maison proximité bourg, plain-pieds sur 1.400 m² terrain, cave, jardin. Prix à débattre. Tous renseignements M. Léon Martin, 72590 St-Georges-le-Gaultier. Téléph. (16-43) 97-31-05.

villas

Retraité, VEND SETE
(quartier résidentiel)
MAISON BOURGEOISE.
125 m² environ habitables, tt cft, terrain de 750 m² environ clôturé.
Prix 850.000 F.
REP'TRANSACTIONS, 7, av. Pasteur, 74100 ANNEMASSE. Tél. : (50) 92-21-90.

VEND : EXCENEVEX (Bord du Léman), 50 m de la plage, VILLA de caractère, tout confort. 4 chambres, séjour + salon (cheminées), cuisine aménagée, intérieur rustique. 1 800 m² de terrain arboré et clôturé.
Prix : 840.000 F.
REP'TRANSACTIONS,
7, av. Pasteur,
74100 ANNEMASSE.
Tél. (50) 92-21-90.

10 KM DE VERSAILLES
Belle maison récente, plain-pied, 135 m², séj. double, cheminée, 3 chbres., 2 bns, jdin 750 m². 710.000 F. Tél. : 954-68-00.

SCEAUX AV. LE NOTRE
Const. 1934. Belle maison sur ss-sol, 6 p., terrasse, garage.
S/1.000 m² JARDIN
1.950.000 F. Tél. 577-96-85.

COTE D'AZUR - CROIX-VALMER dans lotissement résidentiel, mas provençal récent, + de 180 m² habitables, 4 chambres, 3 salles de bains avec w.-c., salle séjour, cuisine, cellier, cave, abri voiture, terrain 3600 m². Vue sur la mer. Téléphone : 261-61-54.

RUEIL- MALMAISON près LYCÉE et ÉCOLES
Solide maison 7 pces. Grand studio indépendant. PLEIN SUD, 206 m² habit. Parc 1500 m². IDÉAL pr PROFESSION LIBÉRALE ou CO-HABITATION plusieurs MÉNAGES. LIBRE IMMÉDIAT. 1.600.000 F. Tél. 751-56-97.

propriétés

PLACEMENT AU SOLEIL
en Drôme, Ardèche ou Vaucluse, disposons choix exclusif de belles propriétes, mas, bastides et châteaux. Large eventail de prix. Documentation illustree sur demande.
J. BOURDREL et J.-P. FOUGEIROL
MAISONS DE HAUTE PROVENCE
22, bd du Pêcher - 26200 MONTELIMAR
Tél. : (75) 01.86.33

SEPTEUIL
50 km ouest. Maison style rustique, living, 5 ch., tt cft., parfait état, 6.500 m².
VUE PANORAMIQUE
MICHEL & **REYL** 265.90.05

100 km de Paris entre Pithiviers et Sully/Loire. Particulier vend belle propriété sur 12.000 m² terrain environ. Living, 5 chambres, piscine. Cause départ sacrifié 820.000 F. Téléphone H.B. 575-22-97, après 19 h 898-55-35.

BOURDONNÉ Près Gambais
SPLENDIDE MAISON
Vaste réception, poutres, cheminée, salle à manger, bibliothèque, 5/6 chambres, tt cft, 4.000 m² jardin, maison gardien 2.200.000 F.
GARBI 567-22-88.

Propriétaire vend demeure à restaurer complètement. 4 ha 1/2 - 100 km Ouest Paris. Tél. 651-61-01.

Espagne - Javea, à vendre
PROPRIÉTÉ
2.000 m² de terrain
avec vue panoramique
et imprenable sur mer.
Belle villa avec piscine,
(grand living avec cheminée et sol en marbre,
4 chambres à coucher,
3 bains, cuisine équipée,
garage, cave,
grande terrasse couverte).
Construction de première qualité.
Prix de vente : Fr. S. 265.000
Event. meublée : Fr. S. 280.000
Ecrire sous chiffre 17-600635,
PUBLICITAS - C-1630 BULLE.

TOURAINE RÉGION AMBOISE
Belle propriété parfait état.
proximité autoroute.
Tél. : 16 (54) 77-17-81.

MENTON, propriété dans parc classé, 400 mètres mer. 1 villa 20 pièces, plus 1 villa 6 pièces, sur 3.200 m², calme, parfait, sans vis-à-vis, le tout divisible en appart. Ecr. ou tél. Me Devoos, chez Me Millier, notaire, 5, rue Auber, 75008 Paris. Téléphone 742-02-03.

80 KM OUEST
près des Andelys
magnifique propriété normande surface habitable 260 m² 7-8 pièces, tout confort sur parc de 5.000 m². Téléphone : (32) 54-21-74.

LOIRET
Luxueuse ferme aménagée sur 25 ha, possibilité augmenter superficie jusqu'à 40 ha étang, possibilité location chasse 160 ha attenants. Écrire HAVAS MONTARGIS, no 200.279.

YONNE, moins de 2 h de Paris par autoroute Sud, région étang, forêt, limite de hameau, vend très belle ferme Payaudine, 8 pièces, cuisine, s. de bns, tél. 2 cheminées, poutres, garage, sur 1200 m² terrain. 500.000 F. Tél. à DE GOUBERVILLE 374-11-55, P. 34-17. - 374-32-81 le soir.

80 km Paris-Ouest, Propr. vend ds site except. face église romane, maison ancienne complètement restaurée, tt cft, 5 pces princ., 2 bns, jard. payé. 1200 m² 625.000 F. Tél. (37) 82-61-93.

SAINT-LEGER EN YVELINES
Luxueuse propriété 7/8 Pièces, 400 m², sur terrain 3 ha, étang, tennis. Prix 2.300.000 f. Vis. samedi 14 h 30 à 17 h, chemin de Nogent ou Tél. 705-39-10.

POIGNY-LA-FORET
VILLA 200 m² + dépendances sur 3.000 m² de terrain boisé, excellent état, tout confort. 1.150.000 F. Visite samedi de 14 h 30 à 17 h. « La Bohème » ; route St-Léger ou 705-39-10.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MODE

La veste de l'été

Du mardi 23 juin au dimanche 28 juin, Marc Miller propose, dans une boîte de nuit des Champs-Elysées, louée à cette occasion, un « produit » dont on a sans doute pas fini de parler. Il s'agit de quinze mille vestes d'été pour hommes et femmes, dans les couleurs des vacances, et vendues au prix exceptionnel de 250 francs.

Du mardi 23 au dimanche 28 juin, Marc Miller présente en vedette extraordinaire au « 78 », boîte de nuit à ce numéro des Champs-Elysées, quinze mille vestes d'été, dans les couleurs de vacances, au prix également vedette de 250 F.

Marc Miller, fils de tailleur et tailleur lui-même, est devenu à vingt-neuf ans styliste industriel, après avoir acquis une maîtrise complète dans la confection. A partir de la pièce de base qu'est la veste d'homme ou de femme, il a défini un nouveau produit destiné à la production industrielle. Il assemble en une seule matière, le tissu de dessus, l'entoilage et la doublure. Ces trois couches encollées sont découpées ensemble, et le montage du vêtement peut ainsi être exécuté en un temps record, donc à un prix très compétitif.

On a, dans le milieu, montré beaucoup d'intérêt pour ce procédé, mais seul le groupe Boussac-Saint-Frères, dans les Vosges, a accepté de se lancer dans la fabrication des vestes d'été. A partir de la collection d'hiver, Marc Miller deviendra son propre fabricant, ayant racheté à ce groupe une usine située à Dombasle-sur-Meurthe, dans la Meurthe-et-Moselle, et qui emploie cent vingt personnes.

Ce seront donc uniquement les modèles d'été qui seront vendus aux Champs-Elysées. Deux coupes sont proposées, une masculine, l'autre féminine, en cinq matières et quinze coloris. Ces vêtements, à la fois souples et structurés, se présentent comme des réversibles, à poche intérieure, coutures invisibles et bonne finition. Ils sont aussi lavables en machine et existent en velours à trois cents ou cinq cents raies, en toile rustique, en seersucker uni et en jean.

NATHALIE MONT-SERVAN.

★ 78, Champs-Elysées, 75008 Paris, de 10 à 20 heures.



MARC MILLER : veste en velours 300 raies, à couture « bretelle » décentrée, épaules carrées, col et revers moyens, à deux boutons repris sur la manche, 250 F.

PARIS EN VISITES

JEUDI 25 JUIN

« La Sainte Chapelle », 12 h. 30, entrée, Mme Guillier.

« Place des Victoires », 14 h. 30, au centre de la place, Mme Colin.

« Musée Maurice-Denis », 15 h., 2 bis, rue Maurice-Denis à Saint-Germain-en-Laye, Mme Bachelier.

« L'Orangerie », 15 h., cour du château de Versailles, statue de Louis XIV, Mme Bouquet des Chaux.

« Rue de Sèvres », 15 h., 42, rue de Sèvres, Mme Pennec (Caisse nationale des monuments historiques).

« La Conciergerie », 14 h. 30, 1, quai de l'Horloge (Approche de l'art).

« Notre-Dame », 15 h., portail central (Arcus).

« Les Invalides », 15 h., statue de Napoléon (L'Art pour tous).

« L'Assemblée nationale », 15 h., 33, quai d'Orsay (P.-Y. Jaslet).

« Saint-Germain-des-Prés », 14 h. 30, façade de l'église (Paris pittoresque et insolite).

« Les Gobelins », 15 h., 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).

« L'Ile Saint-Louis », 14 h. 30, 12, boulevard Henri-IV (le Vieux Paris).

« L'Ile Saint-Louis », 15 h., métro Pont-Marie (Résurrection du passé).

CONFÉRENCES

« Modigliani », 15 h., 11, avenue du Président-Wilson (Visages de Paris).

TOURISME

DEUXIÈME JOURNÉE NATIONALE DE LA RANDONNÉE

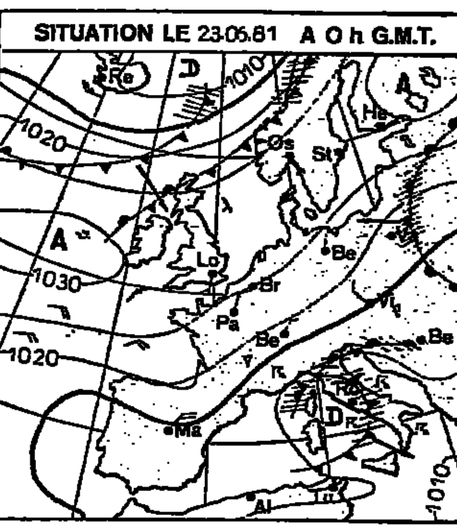
L'Institut géographique national (I.G.N.) organise le 28 juin, pour la deuxième année consécutive, une journée nationale de la randonnée pédestre. L'I.G.N. s'est associée avec la Fédération française de randonnée pédestre et les directions régionales de la S.N.C.F. Plusieurs itinéraires sont proposés aux marcheurs : le premier dans le Quercy, le second dans le Hurepoix et le troisième dans les monts de Flandres.

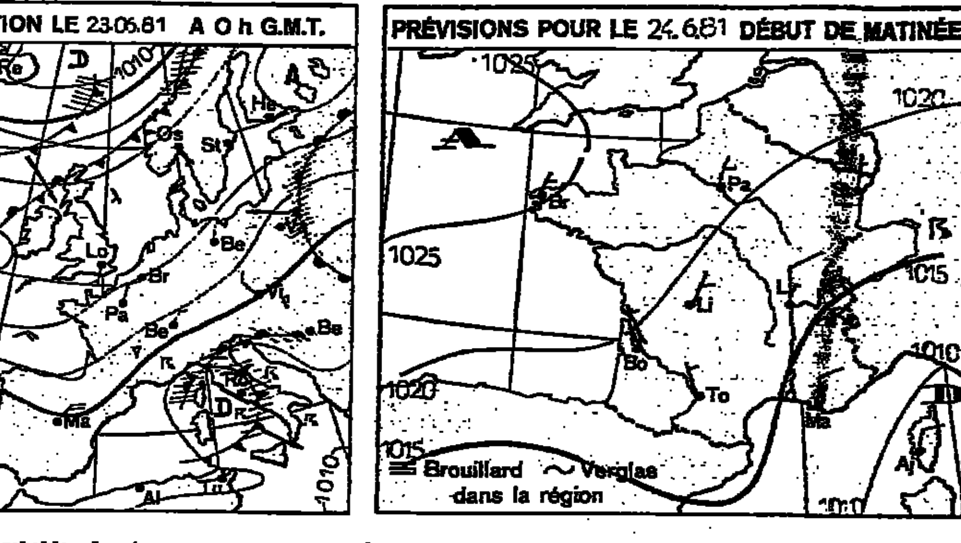
Pour l'ensemble de ces itinéraires, 80 variantes de 7 à 35 kilomètres ont été dessinées.

A cette occasion, la S.N.C.F. propose aux intéressés des billets forfaitaires aller-retour à tarif réduit (30 % minimum) pour se rendre à Cahors, Dourdan ou Boeschèpe, les trois centres de concentration principaux où sont prévues diverses manifestations et fêtes.

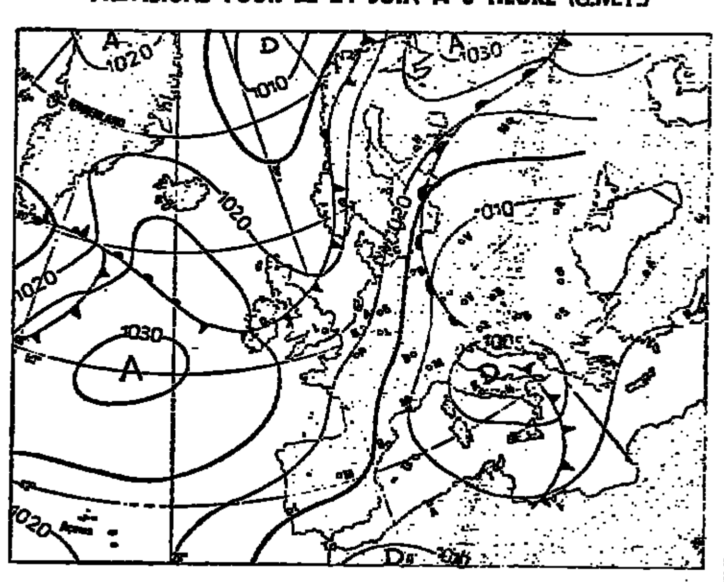
★ Pour tous renseignements concernant les itinéraires, les horaires, les transports, les cartes : pour toute la France, téléphone (1) 225-87-90 ; pour Cahors, téléphone (61) 21-65-87 ou 35-07-09 ; pour Boeschèpe, téléphone (20) 56-92-88 ou 57-35-23 ; pour Dourdan, téléphone (1) 545-31-02.

MÉTÉOROLOGIE





PRÉVISIONS POUR LE 24 JUIN A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le mardi 23 juin à 0 heure et le mercredi 24 juin à 24 heures :

Des vents de nord-est à nord persisteront en France et ils maintiendront un temps ensoleillé sur la majeure partie du pays. Toutefois, nos régions du sud-est seront encore en bordure d'une perturbation orageuse évoluant lentement en Italie, et une autre perturbation, venant d'Europe centrale, s'approchera de nos régions du nord-est.

Mercredi 24 juin, il y aura encore des nuages abondants, des pluies intermittentes et des orages des Alpes à la Corse. Sur le reste de la France, le temps sera bien ensoleillé avec un ciel dégagé le matin et seulement quelques nuages passagers l'après-midi. En fin de journée, des nuages plus nombreux, venant de l'est, s'étendront sur l'Alsace, les Vosges et la Lorraine ; ils donneront un peu de pluie dans la nuit. Il y aura aussi des nuages abondants le soir près de la Manche, mais pas de pluie. Les températures matinales resteront au-dessous de la normale, mais les maximums, l'après-midi, seront en hausse par rapport à ceux de mardi.

Le mardi 23 juin, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 023,2 millibars, soit 767,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 22 juin ; le second le minimum de la nuit du 22 au 23) : Ajaccio, 24 et 11 degrés ; Biarritz, 20 et 12 ; Bordeaux, 21 et 10 ; Bourges, 17 et 10 ; Brest, 20 et 10 ; Caen, 15 et 8 ; Cherbourg, 17 et 8 ; Clermont-Ferrand, 18 et 10 ; Dijon, 17 et 11 ; Grenoble, 19 et 9 ; Lille, 18 et 7 ; Lyon, 19 et 9 ; Marseille, 24 et 14 ; Nancy, 16 et 10 ; Nantes, 21 et 11 ; Nice, 21 et 13 ; Paris-Le Bourget, 20 et 11 ; Pau, 22 et 8 ; Perpignan, 24 et 15 ; Rennes, 20 et 8 ; Strasbourg, 16 et 10 ; Tours, 20 et 11 ; Toulouse, 23 et 8 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 26 et 15 degrés ; Amsterdam, 19 et 7 ; Athènes, 26 et 19 ; Berlin, 20 et 12 ; Bonn, 19 et 6 ; Bruxelles, 18 et 7 ; Le Caire, 36 et 19 ; îles Canaries, 27 et 20 ; Copenhague, 19 et 11 ; Genève, 18 et 10 ; Jérusalem, 28 et 16 ; Lisbonne, 26 et 17 ; Londres, 23 et 13 ; Madrid, 33 et 14 ; Moscou, 30 et 20 ; Nairobi, 25 et 12 ; New-York, 31 et 26 ; Palma-de-Majorque, 28 et 16 ; Rome, 22 et 13 ; Stockholm, 20 et 8.

Temps probable du jeudi 25 au dimanche 28 juin

Jeudi 25 juin : Des Alpes à la Corse, temps passagèrement nuageux avec des ondées orageuses isolées, principalement localisées sur les versants est du relief. Ailleurs, le matin, temps gris et nuageux près des côtes de la Manche et de l'Atlantique ainsi que sur le Nord-Est, et belles éclaircies dans l'intérieur. Dans la journée, ciel variable avec belles éclaircies. Vent de secteur nord à nord-est, modéré et irrégulier. Mistral assez fort. Minimum toujours frais et maximum variant de 20 à 26 degrés du Nord au Sud.

Vendredi 26 juin : Temps frais le matin, puis belles éclaircies dans la journée excepté sur le Massif Central et les Alpes où des nuages d'instabilité se développeront et seront parfois accompagnés d'averses en cours d'après-midi. Températures stationnaires. Vent de nord faiblissant avec encore du mistral dans la basse vallée du Rhône.

Samedi 27 et dimanche 28 juin : Matinée encore fraîche au nord de la Loire, puis ciel variable avec éclaircies. Ailleurs, brouillards locaux le matin, puis ciel devenant progressivement nuageux par le sud-ouest, avec développement d'une tendance orageuse et d'ondées orageuses locales en fin de journée. Les éclaircies resteront cependant prédominantes près de la Méditerranée. Vent généralement faible à dominante nord-nord-est en Manche. Températures en hausse générale.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des 22 et 23 juin 1981.

UN DECRET

● Déclarant d'utilité publique la construction de la section rocade Est de Toulouse de l'autoroute A. 61.

DES ARRETES

● Portant ouverture des épreuves d'accès au cycle préparatoire au second concours d'entrée à l'Ecole nationale de la magistrature ;

● Relatif à la composition, à l'organisation et au fonctionnement des commissions nationales de nomination et de mutation des praticiens à temps plein dans les établissements d'hospitalisation publics.

UNE LISTE

● Des élèves de l'école d'électricité et de mécanique industrielles (école Violet) ayant obtenu en juin ou en octobre 1980 le diplôme d'ingénieur électricien-mécanicien.

BREF

VIE SOCIALE

FERMETURES POUR L'ÉTÉ. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communique que ses guichets et services d'accueil situés à Paris (13e-15e), Evry (91), Nanterre (92), Clamart (92), Saint-Denis (93), Pantin (93), Rosny-sous-Bois (93), Maisons-Alfort (94), Garges-lès-Gonesse (95), Saint-Quentin-en-Yvelines (78), seront fermés au public tous les samedis, du 27 juin au 12 septembre inclus.

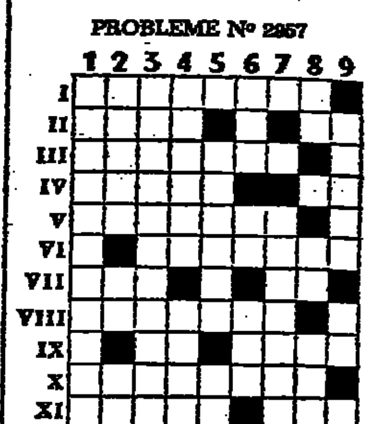
VACANCES

MONTAGNE ET PRIÈRE. — L'abbé Roger Parent organise en juillet et août, en Savoie, des stages de quinze jours ou trois semaines « Montagne et prière » destiné aux « jeunes de plus de vingt ans ».

★ Abbé Roger Parent, 37, boulevard de la Liberté, 59400 Cambrai.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2957



HORIZONTALEMENT

I. Etourdi par une danse comportant plusieurs swings. — II. Ne laisse pas indifférent ; Préposition. — III. On peut y voir, parfois, un étalage de légumes. — IV. Ras-le-bol ; Indique qu'un « honorable » ne l'est plus qu'à titre honoraire. — V. On la prend même à des gens qui n'en ont pas. — VI. Déposants qui n'épargnent pas toujours. — VII. Changea d'enveloppe ou de timbre ; Congédie ou encourage. — VIII. Bois avec lequel on refait les flûtes. — IX. Personnel ; Risque à courir. — X. Mordre avec une dent dure. — XI. Eminence de Lisbonne ; Moscou pour Londres.

VERTICALEMENT

1. Art de multiplier les constructions sans honorer l'addition. — 2. Théâtre où certains acteurs jouaient avec Marguerite avant d'entrer en Seine ; Note ; Bronze la peau ou la fait vibrer. — 3. Moyen de parade. — 4. Fruit à noyau dont une variété est une source de pépins ; Celle que l'on rencontre parfois en allant voir Amélie. — 5. Peut être une bête délicate ou un homme grossier ; Termine *in extremis*. — 6. Vieux cochon ; Eau près des ports ; Dégonflé par un mauvais coup de pompe. — 7. Mise à plat par un travail écrasant. — 8. Personnel ; Souligne un esprit de contestation puéril ; Monnaie d'échange servie à un vieux frère dans le besoin. — 9. Ce sont leur différence opposée qui les rapprochent ; Adverbe.

Solution du problème n° 2956

Horizontalement

I. Epiphanie. — II. Pare ; Rond. — III. Oral ; Egée. — IV. Utilités. — V. XI ; Evente. — VI. Cu ; Tic. — VII. Piston ; Mu. — VIII. Epurge ; Ar. — IX. Gérant ; Bi. — X. Emet ; Le. — XI. Esse ; Eres.

Verticalement

1. Epoux ; Pègre. — 2. Participe. — 3. Irai ; Usures. — 4. Pelle ; Trame. — 5. Ivrogne. — 6. Arête ; Nette. — 7. Nogent. — 8. Inestimable. — 9. Ede ; Ecuries.

GUY BROUTY.

Le Monde

économie

SOCIAL

La négociation sur la durée du travail

Patronat et syndicats se retrouveront le 6 juillet

La négociation sur la réduction de la durée du travail interrompue en juillet 1980 a repris le 22 juin à Paris entre les représentants du C.N.P.F. et ceux de la C.G.T., de la C.F.D.T., de F.O. et de la C.G.C., comme les y avait invités M. Mauroy à la rencontre tripartite du 12 juin. Ce jour-là, M. Maire, pour la C.F.D.T., avait mis en garde ses partenaires contre un *« conflit ouvert »* si le C.N.P.F. refusait d'accepter en préalable l'objectif de la semaine de trente-cinq heures.

Le 22 juin, le C.N.P.F. n'a pas cédé. Mais il n'y a pas eu de rupture. Le ton même de la négociation a, semble-t-il, changé au lendemain de la victoire socialiste aux élections législatives.

Après deux heures et demie de discussions, les divers participants ont manifesté une certaine volonté d'aboutir à un accord d'ici à l'automne.

Selon M. Chotard, vice-président du C.N.P.F., on pourrait s'acheminer vers un accord-cadre interprofessionnel moins précis qu'en juillet 1980, visant à donner plus d'importance aux négociations par branches professionnelles envisagées par tous les partenaires.

Le C.N.P.F. a proposé une nouvelle rencontre le 6 juillet. Auparavant, il remettra à ses partenaires un « mémorandum » reprenant ses propositions passées et sur l'aménagement et sur la réduction du temps de travail. Il reposera, en particulier, le problème de la compensation pour les entreprises des hausses de coûts entraînées par les mesures sociales envisagées et celui de l'augmentation de la durée d'utilisation des équipements. Tous les participants ont accepté le prochain rendez-vous patronal. Des leaders syndicaux présents, seul M. Henri Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T., a *« affiché une certaine satisfaction »*. La C.G.T. revendique trente-huit heures avant la fin de l'année et trente-cinq heures pour les travaux pénibles *« dans le même délai »*.

Beaucoup plus pessimiste que ses autres partenaires, M. Albert Mercier, secrétaire national de la C.F.D.T., a qualifié de *« perte de temps »* la négociation au niveau national, réitérant la préférence de sa confédération pour l'ouverture immédiate de négociations par branches. *« Si nous voulons aboutir à la création d'emplois, il faut faire vite »*, a encore dit M. Mercier.

M. Antoine Faesch, secrétaire confédéral de F.O., a rappelé son projet d'accord présenté en janvier 1981 : trente-huit heures immédiatement pour les travaux pénibles, cinquième équipe pour le travail posté et, naturellement, cinquième semaine de congés payés. « Le patronat, pour F.O., *« donne l'impression de traîner la patte »*. Même réserve à la C.G.C., qui s'est avouée *« dubitative et interrogative »* sans savoir *« où veut aller le C.N.P.F. »*. M. Jean Menin, secrétaire général de la C.G.C., a insisté pour que la réduction profite au personnel d'encadrement et qu'une éventuelle diminution de certains salaires ne constitue pas *« une arme de guerre »* contre la hiérarchie des rémunérations.

Enfin la C.F.T.C. a demandé l'abaissement progressif à quarante heures des plafonds horaires atteints par le jeu des heures supplémentaires.

Le prochain rendez-vous du 6 juillet sera-t-il plus positif ? Les partenaires pourraient en tout cas être amenés à attendre des mesures législatives et réglementaires que M. Mauroy ne manquera pas de favoriser en octobre, si la négociation tripartite échoue d'ici là. Dès le 12 juin, le premier ministre s'y était engagé.

DANIELLE ROUARD.

M. Edmond Maire : réussir le changement social après le changement politique

Dans une conférence de presse, tenue au siège de la C.F.D.T., lundi 22 juin, M. Edmond Maire a défini la stratégie de son organisation et dégagé les priorités immédiates de son action.

S'il est devenu possible *« d'engager l'action pour le changement »* grâce au succès de la gauche, le changement politique trouvera vite ses limites sans la mobilisation des travailleurs. La *« forte résistance »* opposée par le patronat à la négociation sur la réduction du temps de travail est là pour en témoigner. Quelle attitude adopter ? Pour M. Maire, si les travailleurs s'en remettent à l'Etat pour régler de manière autoritaire les problèmes en suspens, cela ne conduira qu'à figer le patronat face à l'alliance syndicats-Etat. Au contraire, la C.F.D.T., partisan de la négociation, veut apparaître comme une *« force mobilisée »* qui, par *« une intervention active, continue et puissante »*, poussera le patronat à accepter les réformes.

Le secrétaire général de la C.F.D.T. a rappelé quelles étaient les priorités immédiates de son organisation. Parmi celles-ci la défense des droits des travailleurs immigrés, la question des nationalisations, mais surtout la réduction de la durée du travail à trente-cinq heures par semaine et la progression du pouvoir d'achat du SMIC. Il a proposé que ces deux derniers problèmes soient considérés comme des *« contraintes »* dans le plan intérimaire de deux ans que prépare le gouvernement, au même titre que les contraintes extérieures. En effet, M. Maire a rappelé que l'emploi avait été *« au cœur du vote du changement »* et qu'il importait, à travers la négociation sur les trente-cinq heures, de tout mettre en œuvre pour que la progression du chômage soit enrayée, même s'il apparaît difficile d'éviter le nombre de deux millions de chômeurs d'ici à la fin de l'année.

Enfin, le secrétaire général a annoncé que la C.F.D.T. et la C.G.T. s'étaient réunies au sommet pour la première fois depuis septembre 1979. Décidées à *« balayer les* a priori *politiques ou idéologiques »* dans leurs relations, elles sont convenues de se rencontrer au fur et à mesure que des problèmes concrets se poseront.

● *M. Jean Auroux : 80 000 emplois supplémentaires grâce aux mesures sociales.* — M. Auroux, ministre du travail du premier gouvernement de M. Mauroy, estime dans une interview à *la Cote Desfossés* du 22 juin, que les récentes mesures sociales pourraient contribuer à créer 15 000 emplois en 1981 et de 60 000 à 80 000 en 1982.

● *Incidents chez Citroën à Rennes.* — Une centaine de militants C.F.D.T. ont distribué des tracts, lundi 22 juin, aux portes de l'usine Citroën de Rennes-La Janais, invitant les salariés à réclamer l'organisation d'élections professionnelles, à l'extérieur de l'établissement. Une centaine de personnes sont sorties de l'usine pour s'opposer à cette distribution, ce qui a donné lieu à quelques incidents.

● *M. Roger Silvain, l'un des responsables les plus connus de la C.G.T.* à la régie Renault, a été nommé par décret du 12 juin membre du conseil d'administration de la Régie nationale en qualité de représentant du personnel (ouvriers). Il remplace à ce poste, en tant que secrétaire du comité central d'entreprise, M. Claude Jaillot dont le mandat au conseil d'administration arrive à échéance. Est également nommé au conseil de la Régie, M. Alberto Prévisani, C.G.T. également, en qualité de représentant du personnel (ingénieurs et cadres supérieurs) en remplacement de M. Jean Degrelle.

● *Les salariés des Brasseries de Champigneulles (Meurthe-et-Moselle) en grève depuis le jeudi 18 juin.* — Les revendications des cinq cents salariés de l'entreprise, qui appartient au groupe B.S.N., portent sur l'augmentation des salaires et la réduction du temps de travail. La direction, dont les propositions n'ont pas été acceptées, compte appeler, ce mardi 23 juin, les ouvriers à un vote à bulletin secret pour la reprise ou non du travail.

● *Israël restera à l'O.I.T.* — Le président de la Conférence internationale du travail, M. Aliome Diagne, ne donnera pas suite à la demande arabe d'expulsion d'Israël de l'Organisation internationale du travail après le bombardement du centre de recherche nucléaire irakien de Tamuz. Tout en *« déplorant cet événement qui aggrave la tension au Proche-Orient »*, M. Diagne a invoqué le règlement de la conférence et la constitution de l'O.I.T. L'Irak, après la Syrie, avait demandé l'expulsion de *« l'entité sioniste, qui ne cesse de violer les pactes internationaux »*.

LE DEVENIR PROFESSIONNEL DES CADRES

L'Association pour l'emploi des cadres (APEC) organise, fin juillet, fin août et début septembre, des réunions de travail et de réflexion sur le thème de l'analyse et du développement professionnels. Ces sessions ont pour objectif de permettre aux cadres de faire le point sur leur situation professionnelle, d'envisager les évolutions possibles et d'élaborer des plans d'action et éventuellement de formation appropriés à la maîtrise de ces évolutions.

Pour tout renseignement, écrire à Mme Poulain, service orientation, APEC, 8, rue Duret, 75116-Paris.



AFFAIRES

Premier exportateur français de produits agro-alimentaires

L'Union laitière normande a perdu 76 millions de francs en 1980

On peut être le premier exportateur de produits agro-alimentaires et éprouver, cependant, des difficultés importantes. L'Union laitière normande (U.L.N.), union de coopératives, a présenté, lundi 22 juin, ses mauvais résultats à ses adhérents : une perte nette consolidée de 76 millions de francs, après, il est vrai, 58 millions d'amortissements. Elle a présenté aussi les mesures d'un redressement indispensable pour le géant de l'Ouest qui collecte 1,7 milliard de litres, soit 8 % du lait ramassé en France.

La santé de l'U.L.N., qui n'a jamais été fort robuste, commençait, à partir de 1978, à se rétablir. Après un déficit de 9,5 millions en 1976, elle enregistrait des bénéfices de 15 millions, 39 millions puis 12 millions les années suivantes. Les investissements limités depuis plusieurs années reprenaient. L'Union venait de racheter 30,5 % de Préval à Perrier (elle a porté son acquisition à la hauteur de 48,5 % depuis lors) ; on attendait du rapprochement des deux groupes, qui conservaient cependant leur autonomie de gestion, un effet de synergie tel qu'un plan d'investissements sur trois ans, pour les deux entités, était annoncé en 1978 par M. Van Ruymbeke, directeur général de l'U.L.N. depuis 1971. En gros, le pari de l'U.L.N. était à la fois de « digérer » Préval et de se moderniser pour une meilleure productivité et surtout sortir plus de produits finis à meilleure valeur ajoutée.

Le plan n'a pu être réalisé entièrement car, en septembre 1980, l'affaire du veau aux hormones est venue qui a servi de révélateur aux difficultés de l'entreprise. L'U.L.N. qui avait la réputation, aujourd'hui surfaite, d'être une pourvoyeuse des stocks européens n'a pas mis un kilo de beurre à l'intervention depuis plus de trois ans ; n'a pas porté un kilo de poudre de lait à Interlait depuis plus de cinq ans, affirme son nouveau directeur, M. Denis Gautier-Sauvagnac, qui a officiellement succédé à M. Van Ruymbeke en mars.

Boycottage du veau et hausse des charges

Mais l'U.L.N. a été l'une des premières entreprises en France à fabriquer des aliments d'allaitement pour veaux, qui assument 50 % du débouché du lait écrémé. La production est passée de 123 800 tonnes en 1975 à 176 500 tonnes en 1979, pour redescendre à 163 500 tonnes en 1980.

Les éleveurs de veaux bénéficient de la part de l'U.L.N. d'un contrat de garantie de marges. Aussi, quand le marché s'est effondré, à la suite du boycottage, l'Union des coopératives, a-t-elle dû débourser près de 33,5 millions de francs, au titre de ces contrats, soit près de la moitié de la perte enregistrée en 1980.

Les difficultés rencontrées s'expliquent encore par la hausse des charges que la coopérative n'a pu répercuter sur ses prix de vente.

Pour un chiffre d'affaires qui atteint 7,2 milliards, en augmentation de 13 %, le total des charges aumentent de 14,5 % et les ventes de 9 %. Dans les coûts de production, on trouve l'énergie (+ 35 %), les emballages (+ 9 % à 20 %) et, surtout, les frais financiers qui, compte tenu de la hausse des taux et des besoins de financement de la coopérative, se sont élevés de 33 %. Aujourd'hui, l'U.L.N. a 350 millions de fonds propres, des prêts à moyen et long terme de 350 millions également et un fonds de roulement négatif.

Les dirigeants de l'U.L.N., son président, M. Denis, et son secrétaire général, M. Hallot, accusent aussi la grande distribution d'empêcher la répercussion normale des hausses sur les prix de vente. Ils accusent encore les incidences de la politique agricole commune et les variations intempestives du niveau des restitutions aux exportations. De fait, le chiffre d'affaires des ventes à l'étranger a légèrement fléchi en 1980 passant de 2,052 milliards de francs à 1,850 milliard de francs, l'essentiel de la baisse provenant des marchés sur pays tiers, l'U.R.S.S. notamment.

Devant cette situation, dès l'automne 1980, l'U.L.N. prenait des mesures conservatoires, et en accord avec son principal banquier, le Crédit agricole, commandait un audit financier.

Une entreprise du Morbihan, la société Rialland, a été vendue, l'exploitation de trois ateliers arrêtée (à Bayeux, Damblainville et Saint-Julien-le-Faucon, entraînant la suppression de cent postes, l'accord salarial d'entreprise dénoncé (l'U.L.N. a été condamnée en première instance et a fait appel).

La hausse moyenne des salaires fut de 11 % contre 13,4 %, si l'indexation conventionnelle avait été maintenue.

Un prélèvement mensuel sur les apports effectués par les producteurs (ils sont 28 700 environ, soit 6,5 % de moins qu'en 1979, mais la collecte moyenne, par producteur, a progressé de 11,7 %) contribue à la reconstitution des fonds propres, à hauteur de 10 millions de francs en année pleine.

D'autres mesures d'économie, se traduisant notamment par quarante licenciements, et un rapprochement avec Préval (filiale commune, les Fromages savoyards, pour la commercialisation de l'emmenthal produit par le groupe, harmonisation des circuits de ramassage), permettent au total aux dirigeants de la coopérative de viser l'équilibre pour 1981.

A la suite de l'audit, l'U.L.N. a l'ambition de réorienter ses investissements pour améliorer sa productivité, de s'associer, avec d'autres coopératives de préférence, pour l'exportation, de réorganiser ses services administratifs et commerciaux. Elle cherchera à renforcer ses liens avec Préval et à relancer la production laitière autour des coopératives. Elle poursuivra les mesures déjà engagés en 1980, pour contenir la masse salariale, reconstituer ses fonds propres, tout en payant un prix du lait *« aussi élevé que possible mais compatible avec la tenue du marché »*. Enfin, l'U.N.L. et Préval chercheront de nouveaux concours financiers, mais aussi à se défaire de quelques participations.

Lesquelles ? M. Gautier-Sauvagnac ne l'a pas précisé car, si, à la différence des entreprises à capitaux privés, les coopératives doivent une information à leurs adhérents et donc au public, celle-ci a naturellement ses limites.

JACQUES GRALL.

LES BÉNÉFICES DE CIT-ALCATEL ONT ÉTÉ RÉDUITS DE MOITIÉ EN 1980

CIT-Alcatel, malgré ses efforts dans le secteur des télécommunications temporelles, a enregistré un net recul de ses résultats en 1980 : le bénéfice consolidé n'est que de 65,7 millions de francs contre 154,2 millions en 1979. Le passage aux centraux « tout électronique » est cependant une réussite et la compétitivité est désormais atteinte.

La bureautique, autre axe de la stratégie de CIT-Alcatel, qui s'est internationalisé en prenant le contrôle de la firme britannique Roneo, est, elle aussi, en développement, et les responsables parlent de 4 % ou 5 % du marché mondial pour 1985.

Cette croissance de la société est marquée par les résultats des cinq premiers mois de 1981, qui font apparaître un chiffre d'affaires en progression de 45 % par rapport à la même période de 1980, avec 3,92 milliards de francs et un carnet de commandes bien rempli (4,45 milliards soit + 76 %).

M. Ambroise Roux, qui présidait l'assemblée générale ordinaire de CIT-Alcatel, a cependans parlé des *« grandes incertitudes actuelles : incertitudes sur les marchés nationaux et internationaux, incertitudes sur les charges sociales, fiscales et financières supportées par les entreprises, incertitudes sur les réglementations qui pourraient venir freiner, demain, notre liberté de mouvement. »*

M. Roux a aussi formé le vœu que le futur gouvernement *« renonce à des réformes de structure que seules des raisons politiques de caractère purement abstrait pourraient tenter de justifier »*.

MANUFRANCE RENAIT DE SES CENDRES

Le tribunal de commerce accorde à la coopérative ouvrière la location-gérance de trois secteurs de production

La Société coopérative ouvrière de production et de distribution (SCOPD), lancée par la C.G.T. de Manufrance en décembre 1980, a réussi son pari de reprendre, à Saint-Etienne, la production et la vente des armes, cycles et machines à coudre en se faisant accorder, lundi 22 juin, par le tribunal de commerce local, la location-gérance de ces trois secteurs.

De notre correspondant

Saint-Etienne — Il est des mots boomerang. Ainsi celui de M. Raymond Barre, alors premier ministre, qui, peu après la mise en liquidation de biens de la S.N.M. (Société nouvelle Manufrance) ayant entraîné le licenciement de mille huit cent soixante salariés le 22 octobre, lançait à Lyon : *« Manufrance, c'est fini. »* Or, pour la seconde fois, la firme renaît de ses cendres. Le double sceau officialisant véritablement le démarrage de la Société coopérative ouvrière de production et de distribution (SCOPD) Manufrance, a été apposé lundi 22 juin par le tribunal de commerce de Saint-Etienne.

Cette juridiction, présidée par M. Boutrand, a autorisé l'ancienne société à conclure un contrat de location-gérance avec la coopérative, et la S.N.M. à lui céder ses stocks. S'étant engagée à respecter les conditions du contrat passé avec la S.A. Motivex pour la vente par correspondance et la Société d'exploitation et d'édition du *Chasseur français*, la SCOPD va pouvoir exploiter la D.P.M. (division des produits manufacturés), autrement dit le secteur de fabrication des armes, la section cycles et machines à coudre, et ce, moyennant une redevance de 2 % sur le chiffre d'affaires (pour utilisation du fonds loué). D'autre part, une redevance de 1 % sera perçue sur le chiffre d'affaires des activités commerciales nouvelles créées par la S.C.O.P.D..

Aux termes du contrat d'une durée de cinq ans avec effet rétroactif au 1er juin, la coopérative achètera la totalité moyennant les prix suivants : 7 millions et demi pour le matériel, 8 millions et demi pour les immeubles du cours Fauriel, 1 million pour les éléments corporels (brevets, marques et non commercial). Le prix de l'immeuble-entrepôt de la rue Duché à Saint-Etienne, où est prévue la construction d'une usine moderne d'ici deux ans, reste à déterminer. La coopérative acquiert également les trois magasins de Paris, Saint-Etienne et Lyon.

Corollaire du premier, le second jugement a trait au rachat des stocks, propriété de la S.N.M. Il est aussi l'explication du temps mis par le tribunal à entériner l'accord intervenu onze jours plus tôt entre les responsables de l'ancienne société et ceux de la coopérative. Il fallait que ces derniers auparavant aient restitue les marchandises (quelque douze mille fusils et cinq mille machines à coudre) *« détournées »* il y a plusieurs mois comme trésor de guerre par des membres de la C.G.T. Ce qui fut fait à la fin de la semaine dernière dans les conditions exigées par le tribunal à la requête de Me Portalier, syndic de la S.N.M. Le montant total de la cession par celle-ci des stocks à la S.C.O.P.D. a été fixé à 12 750 000 francs : plus de 4 millions de francs pour les encours ; près de 9 millions de francs pour les produits finis et 500 000 francs pour la collection permanente armes.

Le transfert de propriété des encours sera immédiat contre remise de six traites acceptées ; celui des produits finis s'effectuera au fur et à mesure des besoins de commercialisation de la S.C.O.P.D. *« dans une limite minimale de vingt-quatre mois »*.

Dans les attendus de son premier jugement, le tribunal a notamment souligné qu'avec son approbation de la requête *« il n'y a plus d'obstacle à l'apport des différentes aides des pouvoirs publics qui restent indispensables pour l'équilibre financier de la S.C.O.P.D. »* Ils sont quelque cinq cents « Manufrance » à avoir repris le travail dans l'illégalité le 26 avril et à le poursuivre légalement depuis le 1er juin. Leur nombre aura doublé d'ici un an, assurait l'un des responsables du directoire au sortir du palais de justice de Saint-Etienne, lundi en fin de matinée.

PAUL CHAPPEL.

LES MESURES EN FAVEUR DES P.M.E.

La réduction de 3 % des intérêts bancaires ne sera applicable qu'à l'escompte d'effets commerciaux

Commentant la décision prise par les établissements bancaires de réduire de 3 % le taux des crédits accordés en juillet et en août aux petites et moyennes entreprises réalisant moins de 50 millions de francs de chiffre d'affaires annuel (*le Monde* du 20 juin) l'Association française des banques (A.F.B.) a apporté des précisions complémentaires. La réduction ne pourra, en tout état de cause, être inférieure au tarif le plus bas pratiqué (17 % de taux de base à quoi s'ajoute 1,10 % de frais, soit 18,10 %), c'est-à-dire celui qui est applicable aux grandes sociétés (pour les petites entreprises, il peut s'élever jusqu'à 23 %).

Ensuite, l'allègement ne concernera que les petites et moyennes entreprises industrielles, y compris celles du bâtiment et des travaux publics, à l'exclusion des firmes qui font partie d'un groupe réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 50 millions de francs. Il ne s'applique donc pas aux entreprises commerciales, ce que déplore la Confédération générale des P.M.E., et, surtout, il ne porte que sur les opérations d'escompte d'effets commerciaux (traites). Les ouvertures de crédits (découvert par caisse et crédits de campagne) ne bénéficient donc pas de l'allégement. Cette discrimination a été effectuée, semble-t-il, pour privilégier les entreprises strictement industrielles, souvent sous-traitantes des grandes firmes, et qui sont payées par traites escomptables et d'un montant aisément contrôlable, ce qui n'est pas le cas du crédit par découvert, sur lequel les clients peuvent tirer jusqu'à hauteur du plafond autorisé. C'est ce tirage maximal qu'ont voulu éviter les banques, prises dans un encadrement du crédit de plus en plus étroit.

CONJONCTURE

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EN FRANCE A BAISSÉ DE 8 % EN UN AN

L'indice mensuel de la production industrielle calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1970 s'est inscrit à 125 en avril après correction des variations saisonnières. Ce niveau est inférieur de 1,6 % à celui de mars. Par rapport à avril 1980, la baisse est de 8,1 %.

[Si l'on examine la production industrielle en « moyenne trimestrielle mobile » pour en « lisser » l'évolution, on voit que février-mars-avril se situe à 124 comme janvier-février-mars, alors que décembre-janvier-février était à 126. Il semble que la production soit actuellement au creux de la vague. Le problème est de savoir si ce creux va se prolonger ou si la production va amorcer une certaine reprise. A l'évidence, le très haut niveau actuel des taux d'intérêt, la détérioration de la trésorerie des firmes au premier semestre 1981, dont fait état une enquête de l'INSEE en date du 16 juin, ne vont pas dans le sens d'une amélioration.

La situation de la production industrielle est au contraire sur une pente ascendante en R.F.A., en Italie, aux Etats-Unis et au Japon (depuis octobre 1980).]

C.E.E.

LE CHOMAGE A AUGMENTÉ DE 35 % EN UN AN

La C.E.E. comptait, fin mai, 8 291 500 demandeurs d'emploi (en données observées) contre 8 341 300 en avril, soit une baisse du chômage de 0,6 %. Mais, par rapport à mai 1980, c'est d'une très forte augmentation qu'il s'agit : + 35 %. Au Royaume-Uni, la montée du chômage, en un an, est le double de la moyenne communautaire : + 70 %. Viennent ensuite les Pays-Bas (+ 64 %), le Danemark et le Luxembourg (+ 55 %), la R.F.A. (+ 45 %), l'Irlande (+ 32 %), la Belgique (+ 27 %), la France (+ 22 %) et l'Italie (+ 8 %). Le chômage a atteint, à la fin mai, 7,3 % de la population active de la C.E.E.

● *Le nombre de chômeurs néerlandais* a augmenté, en mai, de 2 200, pour s'établir à 335 900 (232 400 en mai 1980). Le chômage masculin a régressé de 2 000, pour représenter 229 800, mais celui des femmes a augmenté de 4 200, pour atteindre 106 100. Le nombre d'offres d'emplois est passé de 24 600, fin avril, à 25 400, fin mai. — *(A.F.P., Agefi.)*

● *Doublement du capital de la B.E.I.* — Le conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a décidé, le 15 juin, à Luxembourg, de doubler le capital de la B.E.I. qui est porté à 14,4 milliards d'ECU. Cette décision deviendra effective le 31 décembre 1981 sous réserve des procédures budgétaires nationales. — *(A.F.P.)*

AFFAIRES

EN PROIE A UNE CRISE SANS PRÉCÉDENT

L'industrie européenne des plastiques demande à la Commission de Bruxelles de prendre des mesures contre le dumping des pays de l'Est

L'A.P.M.E. (Association of Plastics Manufacturers in Europe) vient de demander à la Commission de Bruxelles de prendre rapidement des mesures contre la concurrence déloyale que les pays de l'Est livrent sur le marché des matières plastiques de grande diffusion aux producteurs européens en vendant leurs marchandises à des tarifs très inférieurs à ceux couramment pratiqués (10 % et plus).

Affaiblie par la crise économique, l'industrie européenne des matières plastiques ne pouvait pas ne pas réagir sans encourir un nouveau et très grave danger. Le premier choc pétrolier de 1973 l'avait déjà sérieusement éprouvée. Son expansion de 12 % l'an depuis 1969 avait été brutalement arrêtée, en 1974, avant de devenir fortement négative l'année suivante (— 15 %). Les producteurs avaient tout juste réussi à mettre la tête hors de l'eau lorsque le second choc de 1979 les surprenait. L'année 1980, marquée par un retournement brutal de la conjoncture (pour certaines variétés de plastiques, la consommation a chuté jusqu'à 25 %) et une forte baisse de la production (— 6,5 % en France, notamment), a été très mauvaise pour la profession. A elles seules les entreprises françaises ont perdu 1 milliard de francs. « *L'année 1981 sera désastreuse* », affirmait récemment M. Arsène Schun, président du Syndicat des producteurs français de matières plastiques, après avoir pratiquement déclaré cette industrie en état de crise manifeste.

La situation est d'autant plus critique que « *les matières plastiques ne sont pas à leurs justes prix* », comme l'a souligné encore M. Schun. A l'indice 100 en 1973, les matières plastiques étaient passées, en 1980, à l'indice 246, alors que les produits industriels s'établissaient à près de 300, les prix à la consommation à 350, le pétrole brut à 790 et le naphta à 1 500. Qui plus est : les matières plastiques sont de tous les matériaux (verre, bois, aluminium, papier carton et même acier) ceux dont les tarifs, malgré des à-coups dus à la spéculation, ont le moins augmenté au cours des dix-huit dernières années.

M. Schun attribue ce phénomène au déséquilibre fréquent entre l'offre et la demande, aux erreurs de prévisions, à la rigidité de l'outil de production, aux surcapacités de production, à la tentation de « dumping » à laquelle beaucoup d'entreprises européennes cèdent fréquemment, aux fluctuations monétaires favorables aux pays aux monnaies les plus basses, à l'absence à peu près total, enfin, de liens de « fidélisation » entre producteurs et transformateurs.

Dans ces conditions, les pressions sur les prix exercées par les pays de l'Est, même avec des quantités minimes (moins de 800 000 tonnes pour une consommation globale de 20 millions de tonnes), suffisent à déstabiliser le marché européen.

M. Schun fixe entre 15 % et 30 % les majorations de prix nécessaires pour que les producteurs retrouvent un niveau de rentabilité normal. En attendant une reprise hypothétique sur laquelle nul ne compte vraiment avant le début de 1982, le géant britannique I.C.I. vient de procéder au démarrage de sa nouvelle unité allemande de P.V.C. (115 000 tonnes par an) de Wilhelmshaven (Basse-Saxe), qui fera de lui le troisième producteur européen derrière la Montedison (Italie) et Solvay (Belgique), numéro un avec une capacité globale installée de 450 000 tonnes par an.

I.C.I., cependant, ne fera pas tourner ses installations à plein régime avant deux ans, le temps de fermer une vieille unité du Royaume-Uni, d'une capacité de 50 000 tonnes par an. A moins qu'en s'aggravant la crise n'oblige les entreprises européennes à s'entendre pour réduire volontairement leur production et I.C.I. à mettre son installation sous cocon. — A.D.

LES PERTES DU GROUPE PEUGEOT SE SONT ÉLEVÉES A PLUS DE 1,5 MILLIARD EN 1980

Comme il fallait s'y attendre, le déficit du groupe Peugeot S.A. est considérable : 1 504 millions de francs. Mais contrairement à ce qu'avait annoncé M. Parayre, P.-D.G. du groupe (*le Monde* du 11 février 1981), le total des pertes n'excède donc pas « largement », les 1 500 millions de francs du moins pour les résultats consolidés du groupe. En 1979, pour un chiffre d'affaires hors taxes à peu près identique à celui de 1980, 71 034 millions contre 71 103 millions, le bénéfice net s'était élevé à 1 800 millions de francs.

Les frais de production, administratifs et commerciaux, sont passés ensemble de 66 689 millions à 69 866 millions. Les frais financiers quant à eux ont presque doublé : 2 083 millions de francs contre 1 234 millions en 1979.

On relèvera surtout que la marge brute d'autofinancement a été négative de 363 millions de francs, alors qu'elle avait été positive de 3 829 millions l'année précédente. Soit une inversion de flux de plus de 4 milliards.

Les investissements de l'exercice se sont élevés à 5 576 millions contre 5 068 millions. Compte tenu des autres emplois et des ressources de cette année 1980, le fonds de roulement a enregistré une diminution de 5 114 millions.

L'endettement à long terme et à moyen terme s'élève à 9 772 millions, à court terme à 28 422 millions, pour des valeurs réalisables et disponibles de 14 004 millions et un stock estimé à 16 815 millions.

L'exercice 1980 a encore été marqué par deux mesures exceptionnelles. D'une part, les charges ont été accrues de 1 530 millions, pour provisionner un « allégemetn des structures », en prévision notamment des frais de fermeture de l'usine Citroën, à Forest, en Belgique, et celle de Talbot Motors à Linwood en Ecosse.

Cette charge exceptionnelle est en partie compensée par un allégement de 1 328 millions de francs qui correspond à une réduction des impôts dus au titre des exercices antérieurs, dont le déficit de 1980 autorise l'annulation, les états financiers du groupe étant désormais établis selon les principes comptables admis sur le plan international.

PÊCHE

LES MARINS-PÊCHEURS VEULENT ROUVRIR LE DOSSIER DE L'« AMOCO-CADIZ »

L'association des marins-pêcheurs victimes de la catastrophe de l'Amoco-Cadiz (ce pétrolier libérien qui avait fait naufrage à Portsall, dans le Finistère, en mars 1978) devait être reçue le mardi 23 juin par M. Louis Le Pensec, ministre de la mer dans le premier gouvernement de M. Mauroy afin de demander un nouvel examen du dossier des indemnisations dont ont bénéficié les professionnels bretons.

L'association souligne que, si les marins-pêcheurs ont reçu une indemnisation d'urgence de 5 millions de francs en 1978, puis une indemnisation complémentaire la même année, cette « réparation » ne prend pas en compte des dommages plus graves. Les professionnels demandent qu'une étude économique globale soit faite afin de déterminer précisement le degré de pollution causée par les marées noires et dont les effets s'accumulent.

Les membres de l'association qui s'est portée partie civile au procès intenté à Chicago ne veulent pas apparaître comme les « parents pauvres » de cette procédure, alors que la justice américaine accumule les lenteurs.

LES VENTES DE VOITURES ÉTRANGÈRES ONT FORTEMENT PROGRESSÉ EN AVRIL

Pour un total d'immatriculations de voitures particulières et commerciales de 179 649 en avril, 48 101 étaient étrangères, soit 26,77 %. Durant les quatre premiers mois de l'année 1981, 166 054 voitures étrangères ont été vendues en France sur un total de 627 542, soit 26,46 %, en progression de 7 % par rapport à la même période de 1980.

Parmi les constructeurs étrangers, les deux premiers, Volkswagen et Ford, connaissent une progression importante de leurs ventes si l'on compare les quatre premiers mois de l'année 1980 à ceux de 1981. Ils passent respectivement de 29 334 immatriculations à 42 806 et de 21 912 à 34 170. Le groupe Fiat, en troisième position, améliore dans une moindre proportion ses résultats, passant de 21 801 ventes à 25 284, tandis que General Motors, à la quatrième place, voit ses ventes tomber de 13 689 à 10 228. Enfin, les Japonais n'occupent toujours qu'une place marginale puisqu'ils ne totalisent que 2,3 % des immatriculations étrangères : Datsun et Toyota voient leurs ventes s'effriter de 5 298 à 5 177 et de 4 396 à 4 284, tandis que Mazda et Honda enregistrent une chute importante de 3 974 à 2 654 pour le premier et de 2 533 à 1 509 pour le second.

ÉNERGIE

Les pays africains producteurs de pétrole veulent résister à la baisse des prix

La Norvège va réduire les prix de son pétrole dans les jours qui viennent, apprend-on à Oslo. Le nouveau tarif norvégien sera vraisemblablement proche de celui fixé, dans le secteur britannique de la mer du Nord, par la BNOC.

Selon certaines compagnies japonaises, d'autre part, le brut d'Arabie Saoudite serait désormais proposé avec un léger rabais à 31,60 dollars le baril (au lieu de 32 dollars). Les pays africains producteurs de pétrole, réunis à Hassi-Messaoud (Algérie), entendent cependant résister à cette baisse des prix.

De notre correspondant

Alger. — Les pays africains membres de l'OPEP (Algérie, Libye, Gabon, Nigéria) resteront fermes sur le prix de leur pétrole, même s'ils doivent pour cela procéder à de nouvelles réductions de leur production. C'est ce qu'ils ont décidé lors d'une réunion tenue lundi 22 juin à Hassi-Messaoud. C'est Alger qui aurait pris l'initiative de cette rencontre.

Dans la bataille des prix, les pays africains sont, selon la formule de M. Nabi, « *en première ligne* ». Le brut africain, léger, peu polluant au raffinage, proche des marchés de consommation, coûte 4 dollars de plus environ que le prix de référence de l'OPEP, soit 40 dollars le baril. Sur un marché saturé, caractérisé par l'existence de stocks importants, le niveau élevé de ce prix constitue un handicap. La Grande-Bretagne en a récemment tiré la leçon et a réduit de 4,25 dollars par baril le prix du brut extrait en mer du Nord dont la qualité est comparable à celui des pays africains. Des pays, comme le Nigéria, pourraient être tentés de suivre cet exemple (les prix gabonais étant nettement inférieurs à ceux des autres bruts africains). L'Algérie, très attachée au principe de la valorisation du pétrole, a fait prévaloir son point de vue. Elle estime, en effet, que la situation du marché est conjoncturelle. Les économies d'énergie réalisées en Occident et qu'elle apprécie d'ailleurs de façon positive, ont à peu près atteint leur limite.

A plus ou moins long terme, une relance de la demande est prévisible. Plutôt que de connaître à nouveau de dangereux coups d'accordéon et des « *chocs pétroliers* » qui secouent l'économie mondiale lorsqu'il faut opérer de grands rattrapages, il est préférable de maintenir les prix à un niveau raisonnable, quitte à diminuer la production. La chute éventuelle de revenus sera largement compensée ultérieurement, l'existence des réserves étant prolongée.

Commentant la réunion d'Hassi-Messaoud, l'agence A.P.S. relève que la production des quatre pays intéressés atteint 4,4 millions de barils par jour, contre 5 millions en 1980, soit une diminution de plus de 10 %. L'Algérie est passée de 1 million à 900 100 barils par jour. Les producteurs africains qui se sont engagés à « *prendre toutes les mesures nécessaires pour soutenir l'actuelle structure des prix* », semblent prêts à aller plus loin dans cette voie si c'est indispensable. Mais ils savent aussi qu'ils ne peuvent dépasser certaines limites, celles qu'imposent leurs efforts respectifs de développement et leurs besoins financiers. Ils se sont donc engagés à poursuivre leur concertation. — D. J.

MONNAIES

M. JOBERT PRONE UNE « GESTION PARITAIRE » DU SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Une cogestion du système monétaire international a été préconisée par M. Michel Jobert, ministre d'Etat chargé du commerce extérieur, lors d'une conférence organisée, le 22 juin, à Genève par l'Institut international d'études sociales. « *N'est-il pas temps*, a déclaré l'ancien ministre des affaires étrangères, qui répondait à une invitation lancée en novembre 1980, *de gérer en co-responsabilité* » ce système ? Il faudrait notamment, selon lui, que les sept grands pays industrialisés mènent « *un effort collectif de résorption* » de la masse de capitaux en circulation et parviennent à la mise en place d'un système « *équilibré* » comportant une monnaie internationale « *forte* » qui peut très bien être le dollar.

A l'occasion de cette conférence dont le thème était « Monnaie, énergie et civilisation », le ministre s'est également demandé si le pétrole devant être payé à un juste prix, « *l'heure n'était pas venue de savoir si nos productions étaient intelligentes* ». Il s'agirait notamment, d'après lui, de procéder à une révision d'un certain développement artificiel de l'industrie.

Il faut en tout cas, pour lui, accepter la notion de co-responsabilité à tous les échelons, entre les individus comme entre les Etats. Cela implique de « *corriger les positions dominantes qui s'abritent derrière le vocable de la liberté des échanges* ». Il ne peut en outre y avoir de progrès dans le tiers-monde, sans une stabilité du système monétaire international, ce qui signifie, a répété M. Jobert, la recherche d'une « *gestion paritaire et raisonnable* ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U.	5.6290	5,6360	+ 15	+ 55	— 20	+ 35	+ 75	+ 260
$ can.	4.6780	4,6855	— 35	+ 20	— 105	— 35	— 185	+ 15
Yen (100)	2.5330	2,5390	+ 260	+ 300	+ 440	+ 490	+1180	+1290
DM	2,3950	2,3995	+ 130	+ 155	+ 225	+ 260	+ 590	+ 690
Florin	2,1530	2,1570	+ 120	+ 150	+ 210	+ 245	+ 580	+ 670
F.B. (100)	14,6200	14,6450	+ 530	+ 710	+ 785	+ 930	+1380	+1990
F.S.	2,7595	2,7640	+ 235	+ 270	+ 390	+ 435	+ 995	+1130
L. (1 000)	4,8005	4,8970	— 315	— 215	— 625	— 490	—1600	—1283
£	11,2860	11,3085	+ 660	+ 785	+1045	+1210	+2515	+2955

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	11 3/8	11 7/8	12 1/16	12 7/16	12 3/16	12 9/16	12 3/16	12 9/16
$ E.-U.	18 5/8	19 1/8	18 1/4	18 5/8	18	18 3/8	16 15/16	17 5/16
Florin	11 1/2	12 1/4	11 1/2	12 1/4	11 1/2	15 1/2	11 1/2	12 1/2
F.B. (100)	16	16 3/4	14 1/2	15 1/2	14 1/2	15 1/2	15	16
F.S.	7/8	1 5/8	9 3/16	9 9/16	9 5/16	9 11/16	9 7/8	10 1/4
L. (1 000)	35	40	24 1/2	26 1/2	24 1/2	26 1/2	24 1/4	25 3/4
£	11	11 3/4	11 5/8	12 1/4	12 1/8	12 3/4	12 9/16	13 1/4
F. français	20	20 3/4	21	22	21	22	19 1/2	21

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.







AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ACCORD SEARLE-SYNTHELABO

G.D. Searle et Synthelabo, société pharmaceutique française dont L'Oréal est l'actionnaire majoritaire, ont annoncé ce jour qu'elles avaient signé une lettre d'intention en vue de constituer une filiale commune aux Etats-Unis.

Selon les termes de l'accord, dont les détails définitifs doivent être négociés par les parties et approuvés par les autorités françaises, la filiale *commune développera, enregistrera* et lancera les produits de Synthelabo aux Etats-Unis. La filiale commune commercialisera les produits par l'intermédiaire du réseau commercial de G.D. Searle aux Etats-Unis lorsque les produits auront reçu l'approbation de la U.S. Food and Drug Administration (F.D.A.). Les modalités de l'accord n'ont pas été dévoilées.

« Nous sommes très enthousiastes et envisageons avec plaisir la constitution de cette filiale commune avec Synthelabo » a déclaré Mr. O.B. Parrish, président de Searle Pharmaceutical / Consumer Products Group. « Avec plusieurs nouveaux produits en cours de développement, la recherche de Synthelabo a été extrêmement productive. Les produits sont complémentaires, tant de notre propre gamme de produits que de nos capacités de développement et de commercialisation. Parmi ceux-ci figurent un bêta-bloqueur, un anticonvulsivant et un produit antihypertenseur », a ajouté Mr. O.B. Parrish.

Mr. I. Demidoff, président de Synthelabo, a déclaré : « Après avoir étudié plusieurs possibilités et propositions en vue d'implanter Synthelabo aux Etats-Unis, nous sommes heureux d'être parvenus à un accord avec G.D. Searle, qui a démontré ses capacités commerciales. Nous projetons d'introduire ainsi aux Etats-Unis les produits originaux et innovateurs de notre recherche par l'intermédiaire de cette filiale commune. »

Les ventes de Searle Pharmaceutical/Consumer Products ont été de 590 millions de dollars en 1980. Les ventes 1980 de Synthelabo ont été de 300 millions de dollars.

STEMI

L'assemblée générale des actionnaires de la STEMI qui s'est tenue le 17 juin 1981 sous la présidence de M. Raymond de Blegiers a approuvé les comptes de l'exercice 1980, qui se soldent par un bénéfice net de 15 132 221,72 F.

Après dotation aux réserves de 2 000 000 de francs, elle a décidé la répartition d'un dividende de 22,20 F par action assorti d'un avoir fiscal de 11,10 F contre, respectivement 20 F et 10 F pour 1979.

Ce dividende sera mis en paiement le 31 juillet 1981 contre le coupon n° 22.

Les comptes consolidés du groupe STEMI font apparaître une situation nette de 88 312 021,62 F, soit 251,89 F par action, chiffre qui reste très inférieur à ce que donnerait une évaluation réelle des actifs, notamment des parcs de wagons.

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 1980 s'est élevé à 168 millions 176 044,69 F contre 129 millions 643 647,92 F pour l'exercice 1979.

Après 39 084 542,80 F d'amortissements et 16 089 707,50 F d'impôt sur les sociétés, le bénéfice net consolidé propre du groupe ressort à 17 millions 660 536 F.

En clôturant l'assemblée générale, le président a indiqué que l'exercice en cours se déroulait dans une conjoncture plutôt faible dans la plupart des transports ferroviaires mais que, néanmoins, le chiffre d'affaires non consolidé de la STEMI à fin avril 1981 restait, avec 27 152 000 F, en légère progression sur celui de 1980.

Sauf accentuation de la crise au second semestre, notamment dans les domaines sidérurgique, automobile et pétrolier, l'exercice 1981 devrait se terminer sur un résultat net analogue à celui de l'exercice 1980.

Il a rappelé enfin qu'une augmentation du capital social de 25 millions 096 100 F à 27 605 700 F par souscription en numéraire était actuellement en cours et qu'elle serait immédiatement suivie d'une seconde augmentation du capital de 27 millions 605 700 F à 30 115 300 F prélevée sur la prime d'émission avec distribution d'actions gratuites

lordex
SDR DE LORRAINE

L'assemblée générale mixte, tenue le 4 juin 1981, a approuvé les comptes de l'exercice 1980.

Au titre de l'exercice 1980, son bénéfice d'exploitation ressort à 10,2 MF contre 6,9 MF en 1979. Le bilan au 31 décembre 1980 se solde *par un bénéfice net de 5,77 MF*, contre 3,81 MF en 1979, permettant la distribution d'un dividende net de 10 F assorti d'un avoir fiscal de 4,08 F soit un revenu global par action de 14,08 F mise en paiement : 1er juillet 1981 (coupon numéro 21).

Le montant de ses interventions auprès de 105 entreprises lorraines s'élève à 268 MF.

L'assemblée extraordinaire réunie à l'issue de l'assemblée ordinaire a décidé de procéder à une distribution d'actions aux salariés de la société en application de la loi du 24 octobre 1980. Elle a en outre donné tous pouvoirs au conseil d'administration pour augmenter, dans un délai de 5 ans, le capital social de 35 MF à 80 MF.

Avis financiers des sociétés

البنك السعودي

AL SAUDI BANQUE

LETTRE DU PRÉSIDENT

Messieurs les Actionnaires,

L'année 1979 était consacrée au renforcement des positions acquises par votre Banque afin de la préparer pour l'année 1980 à une nouvelle expansion au plan géographique et à la diversification de ses activités.

Ceci se reflète dans les chiffres et la structure du bilan et des comptes de résultats.

1. — Le total du bilan est passé de 2 380 millions de FF à la fin de 1979 à 3 744 millions de FF à la fin de 1980, soit une augmentation de l'ordre de 57 %.

2. — Cette progression quantitative s'est accompagnée d'une amélioration qualitative dans la structure du bilan :

• Les fonds propres de la Banque, capital, réserves et bénéfices reportés, sont passés en cours d'année de 136 millions de FF à 173 millions de FF, soit une augmentation de 27 %. En effet, la libération du deuxième quart de l'augmentation du capital a eu lieu au mois de décembre 1980, faisant passer le capital versé de 125 millions de FF à 150 millions de FF à la fin de 1980. Les deux derniers quarts seront libérés au cours de l'année 1981, l'un en juin et l'autre vers la fin de l'année.

• Le total de nos dépôts a augmenté de 61 % entre la fin de 1979 et la fin de 1980. Durant cette même période, les dépôts des particuliers et des entreprises ont plus que doublé et les dépôts des banques centrales arabes ont progressé de 63 %.

• *Parallèlement à l'augmentation de nos ressources, les emplois ont* progressé tout en se diversifiant. Ceci est particulièrement sensible dans le domaine de l'ouverture et du financement de lettres de crédit portant sur l'importation de pétrole à partir du monde arabe et des prêts syndiqués où votre Banque a été très active durant cet exercice.

3. — Le profit global réalisé par votre Banque à la fin de cet exercice est de 30,1 millions de FF après amortissements, contre 16,3 millions de FF à la fin de l'exercice précédent, soit une augmentation de l'ordre de 85 %. Le prélèvement pour provisions diverses de 9,8 millions de FF laisse un bénéfice avant impôts de 20,3 millions de FF contre 10,6 millions de FF à la fin de 1979. Après déduction des impôts, le bénéfice de l'exercice est le 11,7 millions de FF contre 6,1 millions de FF en 1979, soit une augmentation de l'ordre de 92 %, tandis que le pourcentage de l'augmentation du bilan durant la même période est de 57 %.

4. — Après l'autorisation qui nous a été accordée par la Banque d'Angleterre, nous allons ouvrir, le 23 février 1981, deux succursales à Londres, une dans la « City » spécialisée dans les opérations de « Merchant Banking » nous permettant un grand développement de nos activités dans le domaine des opérations financières internationales, l'autre dans le « West End » afin d'offrir à notre clientèle individuelle des services bancaires personnalisés.

Quant à l'exercice à venir, la politique à suivre sera axée sur les orientations suivantes :

- Développer les interventions de la Banque sur les marchés monétaires et renforcer les relations avec les banques internationales en profitant de nos succursales de Londres.
- Poursuivre notre politique d'accroissement des dépôts de la clientèle et, partant, de notre portefeuille crédit tout en favorisant les emplois à court terme et en maintenant une harmonie constante dans la progression des dépôts, des fonds propres et des emplois.
- Renforcer et développer les contacts avec les clients de la Banque et diversifier les services rendus à la clientèle en profitant de nos succursales.
- Favoriser notre contribution dans les opérations susceptibles de promouvoir et de développer les relations financières entre les pays arabes, notamment l'Arabie Saoudite d'une part, et les autres pays du monde, particulièrement les pays européens d'autre part.
- Poursuivre notre programme d'expansion géographique conformément aux orientations du Conseil d'administration.

En conclusion, le succès de votre Banque et son expansion remarquable n'auraient pu se réaliser sans la confiance de ses clients, le support de ses actionnaires et de ses administrateurs, et le concours de collaborateurs actifs témoignant à la fois d'un grand dévouement et d'excellentes qualités professionnelles. A eux tous, j'exprime ma profonde reconnaissance.

Dr CHAFIC AKHRAS,
Président.

Bilan comparatif au 31 décembre 1980

(en francs)

ACTIF

	31 Décembre 1980	31 Décembre 1979
Caisse, Instituts d'émission, Trésor Public, Comptes Chèques Postaux	14.077.448	21.523.490
Banques, Organismes et Etablissements financ.		
Comptes et prêts à échéance	62.140.636	62.956.999
Comptes ordinaires	2.234 899.901	1.276.460.505
Bons du Trésor, Valeurs reçues en pension ou achetées ferme	87.381.759	94.188.230
Crédits à la clientèle		
Créances commerciales	2.700.021	1.436.903
Autres crédits à court terme	511.265.275	311.974.442
Crédits à moyen terme	328.350.320	264.165.914
Crédit à long terme	81.029.327	10.502.035
Comptes débiteurs de la clientèle	203.149.795	142.865.140
Chèques et effets à l'encaissement	27.012.494	20.527.949
Comptes de régularisation et divers	87.971.759	49.191.693
Débiteurs divers	1.649.148	1.301.909
Opérations sur titre		
Titres de placement	18.752.286	24.387.179
Titres de participations	35.902.144	18.159.483
Immobilisations	7.445.209	5.792.791
Frais d'établissement	—	—
Actionnaires	50.000.000	75.000 000
TOTAL	3.743.727.522	2.380.334.962

PASSIF

	31 Décembre 1980	31 Décembre 1979
Instituts d'émission, Trésor Public		
Comptes ordinaires	3.589.234	302.149
Comptes et Prêts à échéance	683.501.555	402.029.763
Banques, Organismes et Etablissements financ.		
Comptes ordinaires	116.329 182	15.636.062
Comptes et Prêts à échéance	1.563.722 419	1.084 263.647
Valeurs données en pension ou vendues ferme	61.572.949	114.905.757
Comptes créditeurs de la Clientèle		
Sociétés et Entreprises individuelles		
Comptes ordinaires	61 720.778	48.091.203
Comptes à échéance	393 757.866	207.747 933
Particuliers		
Comptes ordinaires	175.920 495	73.497.446
Comptes à terme	352 252.196	159 698 518
Divers		
Comptes ordinaires	750.593	1.283.169
Comptes à terme		
Comptes d'épargne à régime spécial	360.270	415.796
Bons de caisse		
Comptes exigibles après encaissement	25.866 803	20.262 361
Comptes de régularisations et divers	85 723.815	36.482.411
Créditeurs divers	4.557.639	620.021
Acceptations à payer		
Opérations sur titres		
Provisions	10.622 644	3.444.878
Réserves	582 742	276.009
Capital	200.000.000	200.000.000
Report à nouveau	11.072.106	5.344.170
Bénéfice de l'exercice	11.724.236	6.134.669
TOTAL	3.743.727.522	2.380.334.962

Comptes de résultats comparatifs au 31 décembre 1980

(en francs)

DÉBIT

	31 décembre 1980	31 décembre 1979
Charges d'exploitation bancaire.		
Charges sur opérations de trésorerie et opérations interbancaires.		
Instituts d'émission, banques, organismes et établissements financiers	193.941.698	97.774.029
Emprunts contre effets publics et privés	4.715.892	3.614.416
Commissions	504.673	879.691
Charges sur opérations avec la clientèle	76.091.259	39.161.773
Charges sur opérations de crédit-bail		—
Intérêts sur emprunts obligataires		—
Autres charges d'exploitation bancaire	12.985.722	9.313.439
Charges de personnel	20.997.139	16.178.989
Impôts et taxes	1.233.851	913.078
Charges d'exploitation générale		—
Travaux, fournitures et services extérieurs		—
Crédit-bail mobilier, loyers payés		—
Crédit-bail immobilier, loyers payés		—
Autres travaux, autres fournitures et services extérieurs	8.172.798	5.483.955
Autres charges générales d'exploitation	10.454.829	6.774.078
Dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements	1.196.244	2.201.296
Excédent des provisions d'exploitation constituées sur les provisions reprises		5.736.223
Charges exceptionnelles	271.663	303.691
Dotations de l'exercice aux comptes de provisions hors exploitation	9.843.040	
Participation des salariés		—
Impôts sur les bénéfices	8.584.320	4.427.460
Bénéfice de l'exercice	11.724.236	6.134.669
TOTAL	360.717.364	198.896.787

CRÉDIT

	31 décembre 1980	31 décembre 1979
Produits d'exploitation bancaire.		
Produits des opérations de trésorerie et opérations interbancaires		
Instituts d'émission, banques, organismes et établissements financiers	189.559.956	96.709.906
Prêts contre effets publics ou privés	8.473 161	6.101.055
Commissions	2.474.459	
Produits des opérations avec la clientèle		
Crédits à la clientèle	94.075.319	58.905.286
Comptes débiteurs de la clientèle	35.965 853	17.335.51[illegible]
Commissions	1.245.218	38.135
Produits des opérations de crédit-bail		
Produits des opérations diverses	24.902.210	16.076.270
Produits du portefeuille titres	2.543.922	3.641.196
Produits accessoires		
Excédent des provisions d'exploitation reprises sur les provisions constituees	964.097	
Produits exceptionnels	513.169	90.217
Reprise de provisions hors exploitation		
TOTAL	360.717.364	198.896.787

ENGAGEMENTS HORS BILAN

	31 Décembre 1980	31 Décembre 1979
Cautions Avals autres garanties en faveur des Intermédiaires financiers	147.804.718	80.924.160
Cautions Avals et obligations cautionnées en faveur de la Clientèle	420.027.365	344.078.768

	31 Décembre 1980	31 Décembre 1979
Autres engagements		
Ouverture de crédits confirmés en faveur de la Clientèle	1.437.919.139	553.333.699
Autres engagements en faveur de la Clientèle		
Cautions Avals autres garanties reçus des Intermédiaires financiers	690.662.921	75.304.862

AL SAUDI BANQUE (siège social) : 49-51, avenue George-V, 75008 Paris. - Adresse postale : P.O. Box 2708 - Paris Cedex 08 (France) - Tél. 720-86-08 - Télex ASBK 630349 F.

BAHRAIN (O.B.U.) : adresse postale : Kanoo Tower, First Floor, Tijjar Road. P.O. Box 5820. MANAMA, téléphone : 257-319 (standard), 251-892, 250-903, 251-822. Dealing room : 250-944. Télex : 8969 SAUBAH BN. Dealing room : 9112 SAUBFX BN.

LONDRES (succursales) : adresse postale : City Branch, 52-60, Cannon Street, G.-B. LONDON EC4P 4EY. Téléphone : (01) 236-65-32. Télex : 881.24.36 ASBG. West End Branch, 31, Berkeley Square, G.-B. LONDON W.1. A. 4ZN. Téléphone : (01) 493-22-19 et (01) 493-93-96.

CANNES (agence) : adresse postale : rue des Serbes, « Gray d'Albion », 06312 CANNES CEDEX. Téléphone : (93) 38-02-11. Télex : ASBKCAN 470058 F.

ÉTRANGER

En Algérie

Les entreprises françaises doivent désormais s'intéresser au marché des biens de consommation

De notre correspondant

Alger. — Une série de journées d'information sur l'Algérie ont été organisées du 10 au 16 juin, à Paris, Lille, Lyon et Marseille, par le Centre français du commerce extérieur (C.F.C.E.). Ces réunions ont été suivies par les représentants de près d'un millier d'entreprises, parmi lesquelles de très nombreuses P.M.E. qui continuent à porter un très vif intérêt au marché algérien. Seules les journées organisées en 1975 sur l'Iran avaient connu un succès comparable.

La France, il est vrai, reste le premier fournisseur de l'Algérie, et ses exportations vers ce pays ont atteint en 1980 plus de 11 milliards de francs en augmentation de 34 % par rapport à 1979. Les importations françaises ont connu une croissance plus sensible encore, soit 57 %, ayant représenté 7,3 milliards de francs. Ainsi se poursuit une évolution qui devrait aboutir à un rééquilibrage par le haut, si les négociations engagées entre Gaz de France et la Sonatrach aboutissent.

Les hydrocarbures représentent en effet l'essentiel des importations françaises, qu'il s'agisse du pétrole (4,5 millions de tonnes en 1980) ou du gaz (1,5 milliard de mètres cubes). Si les livraisons de G.N.L. se poursuivent au rythme actuel, elle devraient, en 1981, atteindre 5 milliards de mètres cubes. Au total, l'an dernier, la part de la France dans le commerce extérieur algérien a été de 20 % (25 % des importations et 13 % des exportations). Paris est le deuxième partenaire commercial d'Alger derrière les Etats-Unis (ceux-ci achetant de grandes quantités de pétrole), alors qu'Alger est le premier partenaire africain de la France.

La proximité géographique, les habitudes de consommation, la place encore très importante tenue par la langue française, la familiarité avec les technologies, la multiplicité et la qualité des relations personnelles enfin constituent autant d'atouts pour les industriels français. Mais ils doivent de plus en plus lutter contre la concurrence des autres pays européens — Allemagne fédérale, Belgique, Italie, — mais aussi du Japon, une concurrence d'autant plus sévère que les Algériens sont soucieux de diversifier au maximum leurs partenaires et y sont largement parvenus.

Les entreprises françaises doivent donc s'adapter à l'évolution d'un marché dont les caractéristiques se sont profondément modifiées depuis deux ans. L'ère des grands contrats d'équipement paraît, momentanément du moins, révolue, l'Algérie marquant une pause en ce domaine et s'employant à « digérer » — non sans mal — une industrialisation massive menée tambour battant sous l'égide de M. Abdesselam.

Pour répondre aux besoins immédiats de la population, la part des biens de consommation a fortement augmenté, qu'il s'agisse des produits alimentaires ou de l'électro-ménager. Elle a représenté en 1980 le quart des importations.

En outre, si la restructuration des grandes sociétés nationales semble piétiner, la décentralisation a fait, en revanche, de sensibles progrès. Les « autorisations globales d'importation » (AGI) sont données aux entreprises et aux wilayas (préfectures), ce qui conduit à un fractionnement considérable des marchés. Cette évolution, le développement des petites entreprises locales de réalisation et la place plus importante accordée au secteur privé ouvrent aux P.M.E. françaises d'intéressantes perspectives.

Les ventes françaises en Algérie avaient subi ces dernières années le contrecoup de la détérioration des relations politiques bilatérales. La victoire de la gauche en France est de nature, estime-t-on généralement ici, à favoriser une relance économique. Ce pourrait être le cas notamment dans les secteurs de l'habitat et de l'automobile.

La politique prudente adoptée depuis deux ans par les dirigeants fait de surcroît de l'Algérie un partenaire particulièrement sûr. La balance commerciale a été rééquilibrée, un excédent de 7 milliards de dinars (1) ayant même été enregistré en 1980. Les recettes procurées par les ventes d'hydrocarbures devraient atteindre cette année 60 milliards de dinars, en dépit d'une tendance à la baisse des prix du brut sur le marché international, dont on pense au ministère de l'énergie qu'elle est seulement conjoncturelle.

Le service de la dette extérieure, qui représentait 27 % des exportations en 1979, a diminué de 3 points en 1980. Cette effort va être poursuivi, les autorités ayant décidé, au début de 1980, de ne plus recourir au marché financier international des euro-devises et de limiter leurs engagements externes aux seuls crédits commerciaux. Enfin, l'Algérie dispose actuellement de réserves en devises correspondant à quatre mois d'importations, soit environ 4,3 milliards de D.T.S. (droits de tirage spéciaux), ce qui lui assure une marge confortable.

DANIEL JUNQUA.

(1) 1 dinar = 1,25 F.

FAIRE FRUCTIFIER SANS PÉCHÉ

Une banque islamique est enregistrée aux Bahamas

De notre correspondante

Genève. — Après avoir été enregistrée aux Bahamas pour *« des motifs juridiques et fiscaux »*, une société islamique de placement de fonds, Dar Al Maal Al Islam (D.M.I.), a été présentée officiellement par son président, le prince Mohammad al Faiçal al Saoud, neveu du roi Khaled d'Arabie Saoudite. La principale nouveauté de cette banque au capital de 1 milliard de dollars, réside dans sa parfaite conformité aux règles de l'Islam, qui interdisent l'intérêt bancaire — une forme d'usure — mais autorisent le profit. Ainsi les croyants pourront désormais placer leur argent et éventuellement le faire fructifier sans pécher ni violer les règles du Coran.

Les investissements serviront, en outre, à financer de grands travaux dans les pays du tiers-monde, sans concurrencer pour autant les organismes d'aide au développement puisqu'il s'agit — comme cela a été bien précisé — d'une entreprise commerciale. En cas de perte, l'investisseur qui aura pris ses risques en supportera les conséquences. Tout différend concernant l'interprétation ou l'application du *« certificat de participation »* (d'un minimum de 100 dollars) remis à l'investisseur sera réglé en vertu de la charia (loi islamique), devant le conseil d'arbitrage compétent siégeant à Chardja (Emirats arabes unis).

Les souscriptions se montent déjà à 160 millions de dollars. La D.M.I. se propose d'entamer ses activités avec un capital d'au moins 250 millions de dollars entièrement libéré en numéraire et *« réuni auprès d'un petit groupe de personnalités prééminentes du monde musulman »*. Les 750 millions restant à pourvoir devront être recueillis au moyen de parts nominales, qui seront proposées au public dans les Etats islamiques dès le 1er octobre.

Le fonds d'investissement n'est pas sans rappeler l'IOS de Bernie Cornfeld. Avec cette différence toutefois que la D.M.I., comme le souligne son communiqué de presse, *« comprendra des activités d'investissement islamique, de solidarité islamique et de banque islamique, et toutes autres activités commerciales conduites dans le respect des principes islamiques »*.

ISABELLE VICHNIAC.

En R.F.A.

L'AFFAIBLISSEMENT DE LA CONJONCTURE EST ARRÊTÉ estime la Bundesbank

Francfort *(A.F.P.)*. — L'affaiblissement de la conjoncture en R.F.A., qui avait débuté l'an passé, est arrêté, estime la Bundesbank. Dans une étude conjoncturelle du premier trimestre de 1981, la banque centrale constate que le produit national brut a augmenté de 0,5 % en chiffres réels par rapport aux trois derniers mois de 1980 et se retrouve au niveau du milieu de l'année 1980. Elle se déclare *« confiante »* pour la situation économique à venir et souligne que les impulsions décisives pour la conjoncture proviennent de la progression de la demande de l'étranger.

Les économistes de la Bundesbank expriment cependant des préoccupations au sujet de l'augmentation des prix intérieurs due à l'inflation importée, les produits importés ayant augmenté de 12 % en avril 1981 par rapport à avril 1980. Ils constatent que, de ce fait, l'amélioration des activités d'exportation n'a pas encore permis une régression du déficit de la balance des opérations courantes. Enfin la Bundesbank regrette dans son analyse l'augmentation de la dette publique, qu'elle estime à 70 milliards de marks pour l'année en cours, et souligne que la situation sur le marché de l'emploi ne s'est pas encore améliorée.

Aux États-Unis

UNE DÉCISION DE LA COUR SUPRÊME SUR LA « DÉRÉGLEMENTATION »

Washington. — la Cour suprême a rejeté, le 17 juin, une demande gouvernementale en faveur d'une étude préalable (avant application) du coût de certaines réglementations dans l'industrie textile. Cet arrêt, susceptible de faire jurisprudence, pourrait compromettre la politique de *« déréglementation »* du gouvernement Reagan, qui prévoit une étude comparative des coûts des réglementations et des avantages attendus *(« cost-benefit test »)*.

La Cour a refusé l'imposition d'une telle étude avant la mise en application de lois votées par le Congrès en 1978 et destinées à protéger les ouvriers de l'industrie textile contre la poussière de coton. Ces réglementations, qui doivent entrer en application en 1982, ont suscité une vive opposition des industriels du secteur, qui en estiment le coût à plus de 2,7 milliards de dollars (le gouvernement s'en tient à un chiffre de 550 millions).

Par une procédure inhabituelle, le gouvernement avait demandé à la Cour de se dessaisir de cette affaire et d'en laisser la responsabilité à l'exécutif. La Cour a justifié sa décision en soulignant que le Congrès avait voté la loi sans envisager de condition préalable. — *(A.F.P.)*

AUTRICHE

● *L'indice des prix autrichien* à la consommation a reculé de 0,1 % en mai. En un an, par rapport à mai 1980 la hausse du coût de la vie a atteint 6,8 %. La baisse des prix des articles saisonniers — notamment de l'alimentation, — explique le résultat du mois de mai. — *(A.F.P.)*

ESPAGNE

● *Le salaire minimum interprofessionnel espagnol* a été augmenté de 12,5 %, ce qui le porte à 854 pesetas par jour (environ 52 francs) par décision du conseil des ministres espagnols réuni le 13 juin à Madrid. La dernière augmentation remontait à juin 1980 où le salaire minimum avait été fixé à 759 pesetas (soit 46 F). — *(A.F.P.)*

● *Le chômage touchait 1 million 741 300 Espagnols* fin mars, soit 121 000 de plus (+ 7,5 %) qu'à la fin du dernier trimestre de 1980. Selon l'Institut national de la statistique, ce chiffre représentait 13,55 % de la population active du pays, estimée à 12 853 400 hommes et femmes âgés de plus de seize ans. Les chômeurs à la recherche de leur premier emploi sont près de 600 000. Le secteur de la construction est le plus affecté (357 000 chômeurs), suivi des services (351 000), de l'industrie (306 000) et de l'agriculture (131 500). Toutefois l'augmentation du nombre des chômeurs a été la plus forte dans l'agriculture (+ 16,68 %). — *(A.F.P.)*

R.F.A.

● *Les investissements ouest-allemands à l'étranger* ont atteint, en 1980, quelque 8,2 milliards de marks. Leur volume global s'est établi à 74 milliards de D.M. et, par rapport à 1970, la progression ressort à 350 %. Les trois quarts de ces investissements ont été réalisés dans des pays industrialisés, le dernier quart allant aux pays en voie de développement, y compris les pays producteurs de pétrole. Parmi les zones géographiques les plus importantes, les Etats-Unis viennent en tête avec un volume global de 15,7 milliards de D.M. à la fin de 1980. — *(A.F.P.)*

SUISSE

● *Le déficit du commerce extérieur helvétique* a atteint 483 millions de francs suisses (1,2 milliard de francs) contre 708 millions en avril et 684 millions en mai 1980. Les exportations ont représenté 4 378 millions (+ 12 % en un an, mais seulement + 3,6 % en volume) et les importations 4 860 millions (+ 5,80 %, de plus qu'en mai 1980; + 3,90 % en volume). Pour les cinq premiers mois de 1981, le déficit a été de 3 158 millions de francs suisses, contre 4 632 millions relevés durant la même période de 1980. — *A.F.P.)*

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

23 JUIN

Nouvelle hausse des actions françaises

La Bourse a enregistré ce mardi sa seconde séance de hausses consécutive. En progrès de 1,3 % dès l'ouverture, l'indicateur instantané portait ultérieurement son avance jusqu'à 1,8 %.

Lassés de regarder la France au fond des urnes, les boursiers semblent décidés maintenant à s'en tenir à la réalité de ce qu'ils considèrent comme les prochaines échéances pour la corbeille : les éventuelles nationalisations et, surtout, le sort qui sera réservé à l'actionnaire et à l'épargnant en cas de réforme fiscale.

Pour l'heure, l'entrée de représentants communistes au gouvernement n'a guère déclenché de mouvement vendeur, si ce n'est pour quelques clients à l'étranger où cette hypothèse est généralement considérée comme un « non-sens ».

Les rangs des vendeurs étant plutôt clairsemés, les investisseurs institutionnels poursuivent leurs opérations d'achats en cette première séance du nouveau terme et on relève, au fil des secteurs, des gains appréciables. Ainsi, Penarroya et Hachette, initialement « réservées à la hausse », gagnent 10,8 % et 6,2 %, tandis que CEM, Majorette, Elf-Aquitaine et Pompey progressent de 7 % à 10 %.

Par contraste, les replis apparaissent moins significatifs tels Nobel-Bozel (– 6,5 %), Chargeurs Réunis (– 5,8 %), Bail-Équipement (– 5,2 %) et SIAS (– 4,7 %).

Autre fait marquant de cette journée, le bond en avant du lingot à 94 890 F (+ 2 905 F), tandis que le napoléon est pratiquement inchangé, à 860 F (– 0,10 F), le cours de l'or à Londres progressant, de son côté, à 465 dollars l'once ce matin au « fixing ».

La « devise-titre », enfin, ne varie guère, à 6,10/6,13 F, par rapport à la veille.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

CIMENTS LAFARGE FRANCE. – Cette filiale d'exploitation de Lafarge Coppée a réalisé en 1980 un bénéfice net de 122,76 millions de francs contre 102,59 millions pour le précédent exercice, le bénéfice d'exploitation ressortant à 239,96 millions de francs contre 207,26 millions après, il est vrai, 167,11 millions de francs d'amortissements contre 191,75 millions en 1979.

EUROMARCHÉ. – Conformément aux prévisions, le bénéfice net de la société a progressé de 28,7 % en 1980, soit sensiblement plus que les 20 % initialement estimés, pour atteindre le montant de 65,8 millions de francs sur un chiffre d'affaires en moindre augmentation à 5,4 milliards de francs contre 4,7 milliards pour le précédent exercice. Le dividende net est porté à 20,50 F contre 18 F en 1979. Rappelons qu'Euromarché, qui regroupe quarante et un hypermarchés, dix-sept magasins à l'enseigne Euroloisirs et vingt-huit cafétarias et emploie plus de dix mille personnes.

CARBONISATION ET CHARBONS ACTIFS (CECA). – Le groupe chimique allemand Hoechst a posé sa candidature pour racheter une partie du capital de cette société contrôlée à 99 % par Pierrefitte-Auby (groupe Paribas), dont le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 1 milliard de francs. C'est surtout l'activité que cette dernière exerce dans le domaine de la biomasse qui intéresse Hoechst. La CECA est le quatrième producteur européen d'amines et de résines urée-formol et la seule sur le Vieux Continent à produire les licophocytes de sodium employés dans le chromage des métaux.

Les pouvoirs publics n'ont pas encore répondu à la demande de Hoechst.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

	19 juin	22 juin
Valeurs françaises	75,4	76
Valeurs étrangères	132,4	130,3

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	80,7	81,2

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 23 juin ..... 20 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	22/6	23/6
1 dollar (en yens)	222,40	221,75

NEW-YORK

Légère baisse

Légèrement supérieur aux baisses à l'ouverture, le nombre de gains s'est réduit lundi à Wall Street sous l'effet d'un regain de tension sur les taux d'intérêt et l'indice Dow Jones des industrielles affichait en clôture un repli de 1,99 points à 994,20.

Selon les professionnels, la décision de la Citibank et de la Chemical Bank de porter leur taux de base bancaire (*prime rate*) à 20 % contre 19,5 % et 19 % respectivement a largement contribué à cette évolution constatée en cours de séance. Paradoxalement, cette uniformisation d'un taux à 20 % intervient au moment où le secrétaire américain au Trésor, M. Donald Regan, persiste à affirmer que les taux d'intérêt vont baisser cette année aux États-Unis.

Celui-ci a également déclaré que, à ses yeux, la Réserve fédérale « *semble avoir repris le contrôle monétaire* » au vu des statistiques publiées le 19 juin par cet organisme et qui faisaient état d'une augmentation de la masse monétaire (M1 B) de 500 millions de dollars, alors qu'on s'attendait à plus du double. Dans le même temps, les taux d'intérêt sur les bons du Trésor ont progressé à l'adjudication de lundi, les taux des certificats à six mois s'inscrivant à 13,939 % contre 13,356 % la semaine précédente, ceux à trois mois atteignant 14,337 % contre 13,451 %.

Au demeurant, la séance a été calme ainsi qu'en témoigne le volume des transactions, ramené à 41,79 millions d'actions contre 46,43 millions vendredi.

VALEURS	Cours 19 juin	Cours 22 juin
Alcoa	30 1/2	30 5/8
A.T.T.	57 5/8	57 1/2
Boeing	30 7/8	30 1/4
Chase Manhattan Bank	56 3/8	54
Du Pont de Nemours	53	52 5/8
Eastman Kodak	76 1/2	76 7/8
Exxon	35 1/4	35 1/4
Ford	23 5/8	23 1/2
General Electric	64 5/8	64
General Foods	31 3/8	31 5/8
General Motors	55 1/2	55
Goodyear	19 1/2	15 5/8
I.B.M.	57 1/2	58 1/4
I.T.T.	31 7/8	31 5/8
Mobil Oil	57 5/8	57 7/8
Pfizer	49 1/4	49 3/8
Schlumberger	92	90 1/2
Texaco	34 7/8	34 1/2
U.A.L. Inc.	26 7/8	27 3/4
Union Carbide	58 3/8	59 1/4
U.S. Steel	30 5/8	30 1/4
Westinghouse	31 1/4	30 3/4
Xerox Corp.	54 3/4	54 5/8

BOURSE DE PARIS 23 JUIN COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	26 60	2 186
5 %	43 30	1 959
3 % amort. 45-54	71	2 688
4 1/4 % 1963	96	3 462
Emp. N. Éq. 6 % 66	114 80	4 373
Emp. N. Éq. 6 % 67	99 50	0 378
Emp. 7 % 1973	6650	..
Emp. 8,80 % 77	98 10	0 772
Emp. 9,80 % 78	75	9 317
E.D.F. 7,8 % 61	115 30	3 205
E.D.F. 14,5 % 80-92	88 50	0 930
Ch. France 3 %	202	..

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Actibail (obl. conv.)	155	....
Aciers Peugeot	80	80
Actibail	99	113 30
Agence Havas	483	478
A.G.F. (St Cent.)	724	720
A.G.P. Vie	2000	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agr. Inc. Madag.	28 50	29 d
Air-Industrie	14 60	15 80 d
Alfred Herlicq	55	53
Allobroge	290	295
Alsacienne Banque	276	276
Amrep	627	627
André Roudière	170	144 60 o
Applic. Hydraul.	179	185
Arbel	130	132
A. Thiery-Sigrand	40	41
Artois	280	278
At. Ch. Loire	31 40	33 70
Ausssedat-Rey	23 10	23 50
Bain C. Monaco	80 50	79 10
Banania	300	296
Banque Hervet	154	153
Banque Hypoth. Eur.	273	267
Banque Nat. Paris	273	273
B.O.I.C.	15	16
Banque Worms	170	170
Bénédictine	780	830
Bernard-Moteurs	50 50	50 50
Biscuit (Génér.)	428	426

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bongrain S.A.	721	740
Bon-Marché	110	110
Bone	442	....
Bras. Glac. Int.	451	455
Bretagne (Fin.)	72 10	72 10
B. Scalb. Dup.	90 90	94 60
B.S.L.	85 50	100
Cambodge	175	175
C.A.M.E.	84 10	84 50
Campenon Bern.	206	205
Caout. Padang	360	....
Carbone-Lorraine	49 50	49
Carnaud S.A.	74 10	77
Caves Roquefort	599	588
Cedis	745	775
C.E.G.Frig.	125 80	128
Centen. Blanzy	368	380
Centrest (Ny)	102	....
Cerabati	155	161 20 d
C.F.F. Ferrailles	130	142 d
C.F.S.	465	....
C.G.I.B.	23	15 30 o
C.G.Maritime	14 85	14 85

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
C.G.V.	130	125 d
Chambon (M.)	190	199 d
Chambourcy (M.)	450	460 d
Champex (Ny)	105 20	101
Chim. Gde Paroisse	85	85 20
C.I. Maritime	225	222
Ciments Vicat	214	214 50
CIPEL	129	126
Citram (B)	138	138
Clause	364	355
Cl. MA (Fr.-Bail)	300	300
CMM-Mar. Madag.	37 60	39
Cochery	56 50	59 80
Cofradel (Ly)	450	....
Cogifi	169	175 80
Comindus	370	367
Comiphos	121	124
Comp. Lyon-Alem.	164	157 50
Concorde (La)	251	251
C.M.P.	29 80	20 80 o
Conte S.A. (Li)	41 80	34 o
Crédit (C.F.B.)	104	105
Créd. Gén. Ind.	197 90	195

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Crédit Lyonnais	234 80	235
Crédit Univers.	275	270
Créditel	78 50	80
C. Sabl. Seine	146 50	147
Damart-Servip	870	905 d
Darblay S.A.	28	....
De Dietrich	311	323
Degremont	105	100 60
Delalande S.A.	142	137
Delmas-Vieljeux	315	327
Dév. Rég. P.d.C (Li)	115	115
Didot-Bottin	275	285
Dist. Indochine	452	384 d
Drag. Trav. Pub.	173	173
Duc-Lamothe	249	251
Dunlop	8 70	8 40
Eaux Bass. Vichy	960	....
Eaux Vittel	446 50	450
Ecco	720	691 c
Economats Centre	414	400
Electro-Banque	104 50	....
Electro-Financ.	241	241
Elf-Antargaz	244 20	234 20
E.L.M. Leblanc	348	315
Entrepôts Paris	135	124 10
Epargne (B)	1010	1098
Epargne de France	392	387 d
Ernault-Somua	30	28 90 c
Escaut-Meuse	172 80	172 80
Eurobail	110 10	110 20
Euromarché	859	831
Europ. Accumul.	113 30	117 50
Félix Potin	851	861
Ferm. Vichy (Ly)	232	....
Files-Fourmies	6 20	6 45
Finalens	61	61
FIPP	178	....
Fnac	217	215
Focep (Chât. eau)	1300	1310
Foncière (Cie)	138 10	138 10
Fonc. Agache-W	348	348
Fonc. Lyonnaise	1300	1320
Foncina	101	103
Forges Gueugnon	26 20	29 30
Forges Strasbourg	119 50	119
Fougerolle	143 20	149
France I.A.R.D.	125	125
France (La)	445	455
F.B.M. (Li)	70	....
Frankel	204	199 10
Fromageries Bel	259 90	260
From. P.-Renard	325	336 d
GAN	660	....
Gaumont	389	389
Gaz et Eaux	651	661
Genvrain	164	166 50
Gér. Arm. Hold.	13 30	12 40
Gerland (Ly)	290	290
Gévelot	55 40	55 40
Gr. Fin. Constr.	147 50	149 30
Gds Moul. Corbeil	133	133
Goulet-Turpin	154	164
Gds Moul. Paris	257	267
Gds Trav. de l'Est	27 60	27
Groupe Victoire	155	161 20
G. Transp. Ind.	104	104 50
Huard-U.C.F.	91 20	87 60
Hutchinson Mapa	23	22 80
Hydro-Energie	19	....
Hydroc. St-Denis	100	97 60 o
Immindo S.A.	124 50	133 40
Immivest	111 50	116
Immobail	150	149 80
Immobanque	201 50	200
Immob. Marseille	1270	1220
Immofice	197	189
Imp. G.-Lang	6 40	7 15 d
Industrielle Cie	165	165
Interbail	159	156
Intertechnique	601	600
Jaeger	91	94 60
Jaz S.A.	75	57 20 o
Kinta S.A.	205	231
Lafitte-Bail	137	140
Lainière-Roubaix	27 95	26 85
Lambert Frères	87 40	....
Lampes	130 30	125 10 o
La Brosse-Dupont	119	....
Lebon Cie	324	335
Leroy	50 50	50
Lille-Bonnières	220	213
Locabail Immob.	228	229
Loca-Expansion	103	107
Locafinancière	114	114 50
Locatel	286	286 50
Lordex (Ny)	104	...
Louvre	240	240
Luchaire S.A.	113 30	117 80
Lyonnaise Immob.	114 40	122 50
Magasins Uniprix	59	63 10
Magnant S.A.	47	47
Maritimes Part.	71	....
Marocaine Cie	21 10	23 70 d
Marseille Créd.	230	227
Maurel et Prom.	24 95	26 d
Merlin-Gerin	338	327
Métal Déployé	280 50	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Sfic	183	...
Mokta	305	..
Mors	89 10	92 70
Nadella S.A.	19 65	..
Naval Worms	100	96
Navig. (Nat. de)	67 20	....
Nicolas	400	416
Nodet-Gougis	293	290
Omn. F. Paris	470	470 50
OPB Paribas	84 80	85
Optorg	150	149
Origny-Desvroise	105 60	104 50
Palais Nouveauté	240	240
Paris-Orléans	69 90	70
Paris-Réescompte	254 10	237 d
Part. Fin. Gest. Im.	145	129 o
Pathé-Cinéma	60 25	62 50
Pathé-Marconi	19	...
Piles Wonder	150 80	..
Piper-Heidsieck	266	270
Porcher	250	259
Profils Tubes Est	13	11 65
Promodès	1037	1000
Providence S.A.	300	360
Publicis	510	506
Radiologie	132 50	...
Raff. Souf. R.	156	156 50
Rauer-For G.S.P.	7 50	....
Ressorts Indust.	125 10	130 c
Ricqlès-Zan	114	...
Rigolin	55	55
Risle (La)	18 30	17 60 o
Rochefortaise S.A.	190	164
Rochette-Cenpa	21 90	24 40
Rosario (Fin.)	126 10	127 60
Rougier et Fils	66 10	70 70 c
Rousselot S.A.	182	180
Sacer	40	40
SAFAA	45 30	43 40 o
Safic-Alcan	205	196 80
SAFT	825	...
Sauvage et Brice	96 70	100
Saint-Raphaël	110	110
Salins du Midi	246 70	247
Santa-Fé	122	124
Sarlam	104	104
Savoisienne (M.)	50	...
SCAC	173 70	175
SCOB (Cent. B.)	73	72 80
Sellier-Leblanc	205	202
Semelle Maubeuge	82 60	82 20
S.E.P. (M.)	69	59
Séquanaise Banq.	153	194
Serv. Équip. Véh.	20	15 20
Sfim	775	805
Sics	45 50	48 10
Sicotel	115	115 60 c
Sintra	435	434
Sinvim	100	100
Siph (Plant. Hévéas)	142	140 10
S.K.F.	41 80	40 10
Simnco	230	226
SMAC Acieroid	162 80	157 80
Société Générale	250	250
Sofal financière	385	385
Soffo	128	126
Soficomi	207 40	225 d
S.O.F.I.P. (M)	90 50	90 50
Sofragi	251 50	292 70
Sogepal	316	....
Soudure Autog.	105	122 80 d
Sovabail	235	240
S.P.E.G.	155	155
Speichim	159	160
S.P.I.	113	113
Spie Batignolles	97	100
Stemi	319	325
Synthélabo	99	100
Taittinger	293	314
Testut-Aequitas	88	90
Thann et Mulh.	44 30	44 50
Tissmétal	44 60	46
Tour Eiffel	177	183 50
Tréfor S.A.	210	....
Ufimeg	78 50	80
Ufiner S.M.D.	69	69
Ugimo	120	125 d
Unibail	214	219
Unidel	77	....
U.A.P.	543	544
Union Brasseries	62	62 50
Union Habit.	191	192
Un. Imm. France	204	212 d
Un. Ind. Crédit	196	195 50
Union Ind. Ouest	229	228
Unipol	100 50	102
Vincey Bourget (Ny)	19 50	....
Virax	53 50	....
Waterman S.A.	191	197
Brass. du Maroc	242	....
Brass. Ouest-Afr.	37 80	36 30 o

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	125	128
Akzo	60	60 20
Alcan Alum.	137	....
Algemene Bank	651	712
Am. Petrofina	300	....
Arbed	150	....
Asturienne Mines	48 20	...
Bco Pop Espanol	111	114
B. N. Mexique	34	33
B. Régl. Internat.	59000	57010
Barlow Rand	50	....
Bell Canada	97	....
Blyvoor	95	...
Bowater	32 20	34
British Petroleum	38 80	37 70
Br. Lambert	155 10	....
Caland Holdings	93	90
Canadian-Pacific	233 80	238
Cockerill-Ougre	20 10	....
Cominco	360	....
Commerzbank	380	350
Courtaulds	7 60	....
Dart. and Kraft	324	319
De Beers (port.)	44	44 70
Dow Chemical	209	207
Dresdner Bank	390	...
Est-Asiatique	61	62
Femmes d'Auj.	80 10	...
Finoutremer	115	
Finsider	0 30	....
Foseco	24 20	23 05
Gén. Belgique	150	150
Gevaert	170	171
Glaxo	48	46 50
Goodyear	115	...
Grace and Co	272	275
Grand Metropolitan	28 50	26
Gulf Oil Canada	137	137
Hartebeest	330	336
Honeywell Inc.	541	500
Hoogovens	38	....
I. C. Industries	235	235
Int. Min. Chem.	242	249
Johannesburg	400	..
Kubota	9 40	9 35
Latonia	133 50	156 d
Mannesmann	418 90	....
Marks-Spencer	16 70	15 90
Matsushita	45 20	46 50
Mineral-Ressourc.	61 65	61 65
Nat. Nederlanden	279	260
Noranda	175	175
Olivetti	16 50	15 80
Pakhoed Holding	108	108
Petrofina Canada	508	....
Pfizer Inc.	315	...
Phoenix Assuranc.	24 50	....
Pirelli	11 60	...
President Steyn.	178	180
Procter Gamble	485	452
Rolinco	615	610
Robeco	574	575
Shell fr. (port.)	39 50	....
S.K.F. Aktiebolag	140	138 60
Sperry Rand	297	300
Steel Cy of Can.	173	171 50
Stilfontein	100 50	100 50
Sud. Allumettes	151	137 20
Tenneco	240 50	240 10
Thorn EMI	43	....
Thyssen c. 1 000	180	....
Val Reefs	365	371
Vieille Montagne	140 20	146
Wagons-Lits	141 50	141 50
West Rand	15	15

HORS-COTE

Compartiment spécial

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Entrepose	138	143
Sicomur	143	132
Sofibus	230	....
Rodamco	294	298

Autres valeurs hors cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alser	125	120
Cellulose du Pin	25 10	27
Coparex	450	460
Iena Industries	...	....
La Mure	73	70
Métallurgique Minière	149	149
Océanic	26 60	12 80 o
Petrofigaz	421	....
Pronuptia	235	...
Sabl. Morillon Corv.	120	....
Total C.F.N.	85	....
Ufinex	203	....
Voyer S.A.	2 75	....
Rorento NV	323	324

SICAV

22/6	Émission Frais inclus	Rachat net
1re catégorie	8313 03	7936 07
Actions France	133 65	127 60
Actions-Investiss.	168 34	160 71
Actions sélectives	189 38	180 79
Aedificandi	217 49	207 63
A.G.F. 5000	151 79	144 91
Agfimo	246 26	235 09
Altefi	156 49	149 39
A.L.T.O.	156 39	149 30
Amérique Gestion	312 93	298 74
Bourse-Investiss.	164 16	156 72
C.I.P.	557 67	532 38
Convertimo	192 05	183 34
Cortexa	632 26	603 59
Credinter	242 04	231 06
Croiss. Immobil.	223 04	212 93
Drouot-France	167 22	159 64
Drouot-Investiss.	439	419 09
Energie	194 15	185 35
Epargne-Croiss.	904 08	863 08
Epargne-Industr.	268 84	256 65
Epargne-Inter	431 06	411 51
Epargne-Oblig.	129 99	124 10
Epargne-Unie	510 92	487 75
Epargne-Valeur	231 92	221 40
Euro-Croissance	235 55	224 87
Financière Privée	526 63	502 75
Foncier Investiss.	404 32	385 99
France-Épargne	265 05	253 04
France-Garantie	223 85	219 46
France-Investiss.	246 98	235 78
Fr.-Obl. (nouv.)	297 36	283 87
Francic	160 05	152 79
Fructidor	156 31	149 22
Fructifrance	268 55	256 37
Gestion Mobilière	324 85	310 12
Gest. Rendement	346 02	330 33
Gest. Sél. France	220 90	210 88
I.M.S.I.	234 92	224 27
Indo-Suez Valeurs	400 95	382 77
Interoblig	6453 34	6198 89
Intersélect France	165 51	158
Intervaleurs Indust.	253 07	241 59
Invest. St-Honoré	422 57	403 41
Laffitte-France	125 91	120 19
Laffitte-Oblig.	121 27	115 77
Laffitte-Rend.	150 22	143 41
Laffitte-Tokyo	458 84	438 03
Livret portefeuille	289 81	276 67
Multi-Obligations	326 96	312 13
Multirendement	117 58	112 25
Mondial Investiss.	203 65	194 42
Natio-Inter.	542 85	518 23
Natio-Valeurs	321	306 44
Oblisem	121 91	116 38
Pacifique St-Honoré	273 51	261 11
Paribas Gestion	306 75	292 84
Pierre Investiss.	265	252 98
Rothschild Expans.	496 08	473 58
Sécur. Mobilière	320 96	306 41
Sélec. Mobil. Div.	228 64	218 27
S.P.I. Privinter	162 52	155 15
Sélection-Rendem.	119 76	114 33
Sélect. Val. Franç.	127 11	121 35
S.F.I. fr. et étr.	268 24	256 08
Sicavimmo	332 50	317 42
Sicav 5000	125 35	119 67
S.I. Est	663 97	633 86
Sivafrance	215 07	205 32
Sivam	190 35	181 72
Sivarente	163 17	155 77
Sivinter	220 94	210 92
S.I.G.	450 31	429 40
S.N.I.	687 31	656 14
Sogepargne	254 76	243 21
Sogevar	539 16	514 71
Soginter	658 01	628 17
Soleil Investiss.	300 77	287 13
U.A.P. Investiss.	207 14	197 75
Unifrance	148 20	141 48
Unifoncier	406 01	387 60
Unigestion	374 41	357 43
Uni-Japon	610 78	583 08
Unirente	1237 90	1197 20
Valorem	245 83	234 68
Worms Investiss.	436 37	416 58

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
2350	4,5 % 1973	2340	2325	2325	2330
2800	C.N.E. 3 %	2796 20	2845	2889	2802
410	Air Liquide	412	420	420	411 60
310	Als. Superm.	312	312	312	312
82	A.L.S.P.I.	82	82	82	83 65
98	Alsthom-Atl.	97 50	97 50	98 80	97 50
124	Applic. gaz	124 50	127	130 50	126
85	Arjom. Prioux	84 50	82	82	83
565	Aux. Entrepr.	690	615	615	615
400	Av. Dass.-Br.	400	405	405	400 10
153	Bail-Équipem.	153	145	148	147 80
196	– (obl.)	195	196	196	196
270	Bail-Investiss.	271	271	271	265 60
155	Cie Bancaire	155 10	159	158	159
95	B. Rothschild	94 50	98 80	100	100 80
109	Bazar H.-V.	109	116	116	118 30
81	B.C.T. Midi B.	81	81 50	81 50	80
188	Béghin-Say	168	169 50	169 50	170
465	Bic	467	474	474	467 10
205	B.I.S.	208	211 50	214	207 20
600	Bouygues	595	606	608	601
930	B.S.N.-G.D.	930	970	960	970
900	– (obl.)	900	935	935	930
1530	Carrefour	1534	1545	1550	1545
270	– (obl.)	272	270	270	270
1180	Casino	1175	1177	1182	1197
134	C.C.F.	134	135	135	132 50
800	– (obl.)	798	830	830	830
29	CEM	29	31	31	31 60
100	Cetelem	99 50	101	101	103
470	C.F.A.O.	470	485	485	485
44	C.F.D.E.	44	43	42	43
121	Charg. Réunis	120	112	113	114
11	Chiers-Châtil.	11	10 80	10 80	10 60
150	C.I.A.L.	150	160	160	160
92	C.I.C.	92	92	92	90 20
155	Ciments franç.	154 80	157	153	158
144	– (obl.)	144	144	144	144
90	C.I.O.	90	90	90	90
700	C.I.T. Alcatel	700	712	717	698
460	Club Méditerr.	458 50	459 90	459	460
78	Codetel	78 30	79 30	79 30	79 30
119	Cofimeg	122	118	118	117
410	Colas	412	415	415	415
86	Compt. Entrepr.	86 20	86 20	86 20	85 30
356	Compt. Mod.	353	361	362	351
295	Créd. Foncier	296	298	298	292 50
189	Crédit F. Imm.	188 60	170	170 10	170
290	Crédit Nat.	291	295	295	291 10
48	Crédit Nord	48 40	50	50	49
38	Creusot-Loire	37 50	38	39 50	38 70
245	Crouzet	245	260	259 50	255
260	C.S. Saupiquet	261	261	261	261
560	Darty	550	585	583	574
770	Docks France	769	770	780	761
28	D.M.C.	30	30 10	30 10	29 50
860	Dumez	880	870	865	860
260	Eaux (Gén.)	262	270	271	264 60
295	Electricité (Cie)	296	310	309	303 80
325	– (obl.)	325	339	339	339
610	Elf-Aquitaine	606	629	629	618
106	– (certific.)	106 20	117	117	118
345	Essilor	345	346	349	339 20
164	Esso S.A.F.	155 50	164	162	161

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
215	Eurafrance	220	220	220	216
660	Europe n° 1	662	706	699	695
410	Facom	408	423	423	415
116	Finextel	115	116	115 50	115 30
105	Fives-Lille	107	107	107	106 10
89	Fonderie (Gén.)	89	88 50	88 50	90
65	Fraissinet	65	65	65	65
106	Gal. Lafayette	105 10	105	106	107
200	Gén. d'Entrep.	200	204	210	200
410	G.T. Mars.	410	411	411	403
375	Guyenne-Gasc.	375	383	383	375
270	Hachette	272	289	289	....
225	Hénin (La)	226 50	229	229	229
70	Imétal	69 50	74	74	74 50
127	Ind. et Particip.	127	127 50	128	127 50
690	Inst. Mérieux	688	688	688	681
104	J. Borel Int.	105	108	108	106
200	J. Lefebvre	201	203	203	202
173	Jeumont Ind.	173	173	173	170
33	Kléber-Colombes	33	34 50	34	33 90
265	Lab. Bellon	265	272	272	269
270	Lafarge-Coppée	267 50	271 50	267 50	266 10
265	– (obl.)	266	268 70	268 70	263 50
1240	Legrand	1229	1250	1250	1250
1820	– (obl.)	1820	1830	1830	1630
595	Lesieur	597	601	601	601
130	Locafrance	130	123	125	125
260	Locindus	268	261	256	266
305	Lyonn. Eaux	308	314	314	314
40	Machines Bull	39 60	40	40	39 50
410	Mais. Phénix	400	385	385	377
900	Majorette (Ly)	900	999	999	999
275	Manurhin	285	285	285	285
31	Mar. Wendel	31	31 60	31 80	31
40	Mar. Ch. Réun.	40	40	40	40
605	Martell	605	611	611	611
605	– (obl.)	605	601	601	601
1070	Matra	1090	1075	1065	1075
16	Mét. Nav. D.-N.	16 90	17 80	17 80	17 95
765	Michelin	765	765	765	750
540	– (obl.)	541 50	543 10	543 10	543 10
580	Midi (Cie)	577	578	585	578
92	Mines Kali (Sté)	92	86	90	87
46	M.M. Penarroya	48	51	50 40	51 80
440	Moët-Hennessy	441	457	458	457
560	– (obl.)	561	586	586	555
460	Mot. Leroy-S.	449	435	435	426 50
54	Moulinex	54 90	57 90	57	56 80
350	Mumm	351	356	356	350
145	Navig. Mixtes	145	144	144 20	144
23	Nobel-Bozel	23	21 80	21 80	21 80
38	Nord-Est	37 10	38 50	38 60	39
63	Nouvelles Gal.	62 50	62 80	63 20	64
410	Occident. (Gén.)	408	427	420	420
225	Olida-Caby	225	225	226	229
75	Opfi-Paribas	75	76 90	76 90	76
630	Oréal (L')	648	641	645	633
3010	– (obl. conv.)	3015	3019	3019	3019
86	Paper. Gascogne	85 50	86 90	86 90	86 90
92	Paris-France	92	92	93 50	92
171	Paris P.-B. (Fin.)	173	174	174 50	172 70
200	– (obl.)	200	200	300	200
89	Pechelbronn	89	94	94	92
73	PUK	72 80	75	75	73 50
113	– (obl.)	112 90	113	113	111 80

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
285	Penhoet	284	284	284	280
255	Pernod-Ricard	256 50	260	261 50	260
119	Pétroles (Fse)	120	129	128	129
149	– (obl.)	149	150	160	149 50
32	– (certific.)	32 50	32 50	33 10	32 90
62	Pétroles B.P.	62 10	63	63 30	61 80
130	Peugeot S.A.	135 80	130	131	130
285	– (obl.)	285	276 30	276 30	275 20
63	P.L.M.	62 80	63 90	64	62 70
145	Poclain	145	142	142	140
375	Poliet	375 50	377 60	385	370
82	Pompey	82	88	88	86 50
132	P.M. Labinal	133 50	137 50	137 50	135
405	Presses Cité	406	406	405 80	406
416	Prétabail Sic.	415	425	426	430
125	Pricel	125	125	125	125
240	Primagaz	240 10	243	243	243
94	Printemps	93 50	93 10	94 95	93 10
440	Radar S.A.	443	460	450	459
470	– (obl.)	471	478	478	478
189	Radiotechn.	169	197	202	200 90
91	Raffin. (Fse)	91	90 50	90	92 30
620	Redoute	630	638	643	628
425	Révillon	432	435	435	430
58	Rhône-Poulenc	57 60	59 50	59 50	59 40
153	Roussel-Uclaf	154 50	158 50	158 50	155 50
420	Ruche Picarde	419	419	419	419
785	Rue Impériale	784	765	765	765
10	Sacilor	10 20	10 20	10 20	10 40
120	Sade	120	124	124	124
665	Sagem	665	635	640	623
110	Saint-Gobain	110	114	114 50	112
152	St-Louis B.	152 30	152	159 50	155
330	Sanofi	330	340	341 50	334
450	– (obl.)	449	445	445	445
45	Saulnes	44 50	44 50	44 50	43 70
90	Saunier-Duval	90	90	90	89
84	Schneider	84	80	80 50	81 60
40	S.C.O.A.	40	40 10	40 20	39 60
81	– (obl.)	81	83	83	83
112	S.C.R.E.G.	112	113	113 20	115
123	– (obl.)	123	124	124	121 50
121	Seb	121	121	121	122
157	Sefimeg	157 10	167	167	167
315	S.I.A.S.	315	299	300	299
315	Sign. Ent. El.	315 50	337	325	337
245	Silic	250	260	260	260
210	Simco	211	220	220	220
100	Simnor	100	101	101	101
420	Skis Rossignol	418	429	425	421
120	S.L. (Sté lyonn.)	120	120	120	120
142	S.N.V.B.	142	145	145	145
260	Sogerap	261	253	255	253
129	Sommer-Allib.	126 60	128 20	128 20	129
129	Source Perrier	128 20	134 50	135	134 50
240	Suez	239	240	241	238 10
225	Talcs Luzenac	227	233	233	230
265	Télécommunic.	265	265	265	270
920	Tél. Elect.	920	960	945	941
119	– (obl.)	119 10	119 10	119 10	115 10
160	Thomson-Br.	161 70	165	167	165
210	– (obl.)	210 60	212 50	212 50	208 50
200	Thomson-C.S.F.	203	214	215	210
225	– (obl.)	225	232	232	228
640	T.R.T.	640	625	625	613

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
93	U.F.B.	93	93	93	93 90
270	U.I.S.	268	272	272	256 60
102	U.C.B.	102 10	102 50	102 50	104 50
7	Usinor	7	6 80	6 80	6 80
88	– (obl.)	88	87 50	87 50	86 50
125	U.T.A.	125	125	125	126 20
220	Valéo	221 10	219	219	217
350	– (obl. conv.)	351 30	351 50	351 50	351 50
42	Vallourec	42	40 50	40 50	39 70
890	V. Clicquot-P.	885	893	893	893
600	Vinprix	589	595	595	595
1100	Elf-Gabon	1070	1115	1170	1093
310	Amax Inc.	306 50	314	314	308
310	Amer. Express	312	316	315	316
365	Amer. Teleph.	362	366 50	366	360 10
84	Anglo Amer. C.	82 80	82 80	82 80	82
495	Amgold	493 50	515	513	505
590	B. Ottomane	590	590	590	580
360	BASF (Akt)	362 40	370	369	363
360	Bayer	361	371	371	368
225	Buffelsfont.	223	228	229 50	225
28	Charter	28 10	29 25	29 10	29 05
340	Chase Manh.	342	339	338	339
183	Cie Petr. Imp.	182	185	187	183 10
45	De Beers	44 50	45 90	45 90	45 90
730	Deutsche Bank	729	741	741	740
495	Dome Mines	490	127	127	125
330	Du Pont-Nem.	331	329 80	329 80	323 30
475	Eastman Kodak	472	474	475	470
81	East Rand	80 10	81 60	81 50	80
205	Ericsson	203	205	205	205
430	Exxon Corp.	429	441 50	439	433
142	Ford Motors	142	145	145	147 80
193	Free State	189	204	204	208
107	Gencor	107	109	108	107
405	Gén. Electr.	406	403	403	400 10

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
340	Gen. Motors	341	344 50	344 50	338 50
55	Goldfields	54 50	57 20	56 80	56 10
80	Harmony	82	85 90	85 10	84 20
19	Hitachi	19 05	19 50	19 55	19 15
320	Hoechst Akt.	321	337	330	330 40
36	Imp. Chemical	36 10	36 50	36 50	36 50
126	Inco. Limited	126 30	125 10	125 10	123 90
355	IBM	359 50	364 50	365	357 30
199	ITT	196	199 80	199 50	195 80
630	Merck	625	629	628	620
360	Minnesota M.	358 50	361 80	361 80	361
360	Mobil Corp.	358	362 50	361 50	356
9300	Nestlé	9380	9690	9690	9500
380	Norsk Hydro	376	366	368	363
575	Petrofina	577	584	590	578
325	Philip Morris	320	327	329	329
56	Philips	55 90	56	56	55 20
186	Pres. Brand	196 20	198 50	196 80	194 90
890	Quilmès	890	885	885	865
285	Randfontein	294	292	293	292
196	Royal Dutch	192	195	198	197 10
66	Rio Tinto Zinc	65 30	66 50	66 30	65 70
183	St Helena Co	181 20	191 50	190	187 70
565	Schlumberger	565	569	565	559
42	Shell transp.	41 50	41 50	41 50	41 10
650	Siemens A.G.	659	659	660	665
133	Sony	133 50	139	139	136 50
355	Unilever	352 50	352 50	352 50	..
92	Un. Min. 1/10	95	95	96	....
350	Unit. Techn.	343 50	346 20	346	346
235	West Deep	236	243	245	237
455	West Drief.	452	466 50	465	457 50
345	West Hold.	348	353	358	350
345	Xerox Corp	343	345 50	345 50	345
2 70	Zambia Corp.	2 73	2 85	2 85	2 82

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 23/6	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
États-Unis ($ 1)	5 668	5 666	5 500	5 760
Allemagne (100 DM)	239 350	239 980	234	246
Belgique (100 F)	14 619	14 661	13 850	14 550
Pays-Bas (100 fl.)	215 080	215 850	206	217
Danemark (100 krd)	76 210	76 450	73	78
Norvège (100 k)	95 910	95 730	95	100
Grande-Bretagne (£ 1)	11 249	11 328	11	11 600
Grèce (100 drachmes)	9 800	9 865	....	....
Italie (1 000 lires)	4 800	4 817	4 645	5
Suisse (100 fr.)	275 140	277 380	271	284
Suède (100 krs)	112 650	113	109	114 500
Autriche (100 sch)	33 885	33 950	33 100	34 700
Espagne (100 pes.)	6 009	6 029	5 800	6
Portugal (100 esc.)	9 040	9 015	8 800	9 700
Canada ($ can 1)	4 710	4 715	4 650	4 860
Japon (100 yens)	2 544	2 549	2 350	2 490

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 23/6
Or fin (kilo en barre)	91200	93000
Or fin (en lingot)	91985	94890
Pièce française (20 fr)	860 10	860 10
Pièce française (10 fr)	488 90	495
Pièce suisse (20 fr)	799 90	786
Pièce latine (20 fr)	776	772
Souverain	840 20	851
Pièce de 20 dollars	4060	4359 60
Pièce de 10 dollars	2000	2000
Pièce de 5 dollars	1022 50	
Pièce de 50 pesos	4135	4200
Pièce de 10 florins	719 90	729 90

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

A B C D E F G

La réunion des ministres des affaires étrangères de la Communauté à Luxembourg

Les Dix se prononcent pour la relance du dialogue Nord-Sud, mais ne confirment pas leur adhésion à l'accord international sur le cacao

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). — Les ministres des affaires étrangères des Dix ont longuement évoqué, le 22 juin, la nécessité de relancer le dialogue Nord-Sud et de préparer dans un esprit constructif les nombreuses conférences internationales qui vont lui être consacrées. Toutefois, le conseil des ministres, à cause il est vrai de la seule obstruction de l'Allemagne fédérale, n'a pas été en mesure de prendre les décisions de procédure nécessaires pour que la Communauté participe à la conférence qui doit s'ouvrir à la fin de la semaine à Genève afin d'essayer de sauver l'accord sur le cacao.

La R.F.A. refuse que la C.E.E. confirme son adhésion à l'accord, faisant valoir que la Côte-d'Ivoire, le principal producteur mondial, est décidée à ne pas l'appliquer. Pour les autres pays membres, cette confirmation n'engagerait à rien, puisque les statuts de l'accord en bloquent le fonctionnement à partir du moment où un pays producteur important refuse de l'appliquer. Mais elle donnerait le droit à la C.E.E. de participer à la conférence de Genève, où les autres pays intéressés, en particulier les pays producteurs, tel le Ghana, dont l'économie est mise en péril par la baisse catastrophique des cours, vont examiner un aménagement possible des règles de l'accord permettant sa mise en vigueur, malgré l'absence de la Côte-d'Ivoire.

Les experts de la Commission pensent, quant à eux, qu'il s'agit là d'une solution possible, puisque les autres signataires de l'accord représentent tout de même 70 % de la production. Les autorités ivoiriennes boycottent l'accord sur le cacao, notamment parce qu'elles considèrent que les prix-planchers ont été fixés à un niveau trop bas. Cette attitude dogmatique, fait-on valoir à Bruxelles, où l'on se montre sévère à l'égard de la position prise par M. Houphouët-Boigny, a eu comme principale conséquence pratique d'accélérer la chute des prix.

La R.F.A. et le Royaume-Uni s'opposent d'autre part à la participation de la Communauté à l'accord sur l'étain. Les dirigeants de la Commission observent qu'une telle attitude, en particulier de la part de l'Allemagne fédérale, systématiquement négative à l'égard des accords internationaux, risque de remettre en cause, par enchaînement, les efforts déployés dans le cadre du programme intégré de la CNUCED, notamment la création d'un Fonds commun pour la stabilisation des cours des matières premières. L'existence de ce fonds exige, en effet, le fonctionnement d'un certain nombre d'accords de produits.

PHILIPPE LEMAITRE.

Le médecin poursuivi par les parents de Guillaume de Gérando est relaxé

Le tribunal de grande instance de Nanterre (Hauts-de-Seine) a relaxé, mardi 23 juin, un médecin de Sceaux, le docteur François Toutée, qui était poursuivi pour « coups et blessures involontaires » sur le jeune Guillaume de Gérando, enfant devenu sourd, en 1975, à la suite d'une méningite que le praticien avait prise pour une rougeole (1). Les parents de Guillaume, qui est aujourd'hui âgé de neuf ans, ont aussitôt décidé de faire appel de ce jugement.

L'affaire du petit Guillaume qui a connu, depuis octobre 1975, de nombreux rebondissements de procédure, devait, selon M. et Mme Marie-Pierre de Gérando, parties civiles, être exemplaire pour de nombreux patients qui se tournent vers la justice après l'échec d'une thérapie ou des erreurs de diagnostic. Mardi, ils ne cachaient pas leur déception et M. de Gérando a déclaré : « *Cette relaxe est douteuse. C'est un jugement qui ne grandit personne.* »

Le médecin poursuivi n'a jamais nié avoir commis une erreur de diagnostic qui a entraîné un retard pour la mise en route d'une thérapeutique adaptée. Mais sa défense s'est fondée sur le fait qu'il n'existe aucune certitude sur le lien de cause à effet entre ce retard et la surdité de l'enfant. Insistant sur les conditions d'examen de l'enfant fait par un médecin surmené, M° Paul Lombard, pour la partie civile, avait déclaré : « *Ce procès n'est pas celui de la médecine, mais celui de la routine et de l'excessive confiance en soi.* »

Le 27 mai, le procureur de la République avait requis une peine de prison avec sursis et une amende au cas où le tribunal estimerait « *réunis les éléments du délit* ». En relaxant le docteur Toutée, le tribunal a montré que ces éléments n'étaient pas réunis.

(1) *Le Monde* des 12 avril 1978, 6 et 7 mai 1981.

● *Un tremblement de terre* de magnitude 5,1 s'est produit le 22 juin, au Pérou, dans la région d'Ayacucho (à 300 kilomètres au sud-est de Lima). La secousse aurait tué quatre personnes et en aurait blessé plusieurs dizaines. Les dégâts matériels seraient assez importants.

La balance des paiements courants a été déficitaire de 13,1 milliards de francs durant le premier trimestre

La balance des transactions courantes a enregistré un déficit de 13,13 milliards de francs en cours du premier trimestre de 1981, contre 8,11 milliards durant le quatrième trimestre de 1980. Ce résultat est lié à une détérioration du poste « *invisibles* », dont l'excédent est revenu de 5,34 milliards de francs à 40 millions seulement. Toutefois le déséquilibre courant est légèrement plus faible que celui observé de janvier à mars 1980 (13,69 milliards de F), indique le ministère de l'économie et des finances. Pour l'ensemble de l'année dernière, la balance des paiements courants avait été déficitaire de 33,3 *milliards* de francs.

Dans le domaine des mouvements de capitaux, le ministère de l'économie note un fort ralentissement des sorties nettes de capitaux à long terme (0,23 milliard contre 3,15) dû *surtout* à un recours accru aux tirages sur emprunts extérieurs, et des entrées nettes, quoique de faible importance, de capitaux à court terme (1,69 milliard). Compte tenu du termaillage, la position monétaire extérieure de la France s'est sensiblement détériorée, de 11,01 milliards de francs, du fait d'un très fort accroissement de l'endettement du secteur bancaire qui a augmenté de 19,25 milliards en un trimestre. En revanche, les avoirs officiels de change ont progressé de 8,24 milliards de francs.

En Argentine

Les dévaluations successives du peso illustrent l'ampleur de la crise économique

Buenos-Aires (*A.F.P.*). — Le peso a été dévalué de 14 % le 22 juin. C'est le quatrième ajustement opéré en trois mois. La monnaie argentine a ainsi perdu 150 % de sa valeur, par rapport au dollar, depuis le début de l'année.

Cette quatrième dévaluation vient assombrir le bilan des trois premiers mois du gouvernement du général Viola, entré en fonctions le 29 mars. L'équipe économique se voit, en particulier, vivement reprocher, par les milieux politiques et syndicaux, son incapacité à ralentir la crise dans laquelle le pays s'enlise.

Les faits, une nouvelle fois, sont venus contredire les déclarations du ministre de l'économie, M. Lorenzo Sigaut, qui, le 19 juin encore, avait affirmé que « *ceux qui spéculent sur le dollar vont perdre* ».

L'impuissance du gouvernement Viola

Pour bon nombre d'observateurs, le nouveau recul du peso est une indication supplémentaire de l'impuissance du gouvernement Viola. La majorité des éditoriaux et analyses des journaux de la capitale laissent entrevoir depuis quelque temps déjà un remplacement sinon du général Viola lui-même, du moins des cinq ministres de son équipe économique, M. Lorenzo Sigaut en tête.

Le problème des disparus, d'autre part, n'a pas évolué. Le report continuel de l'ouverture du « dialogue politique », tant annoncé durant la transition entre les deux gouvernements, figure aussi parmi les aspects négatifs des trois premiers mois de l'administration Viola.

Le gouvernement de Buenos-Aires a en revanche marqué quelques points sur le plan international, ce qui conforte dans sa position le ministre des affaires étrangères, M. Oscar Camilion, artisan de l'étroit rapprochement argentino-brésilien, nettement confirmé lors de l'entrevue des deux présidents le 26 mai dernier à Paso-de-Los-Libres, sur la frontière commune aux deux pays.

L'amnistie des militaires chiliens condamnés pour espionnage a, par ailleurs, entraîné une certaine détente avec Santiago, après une brusque tension qui avait provoqué, de la part des Argentins, la fermeture des frontières fin avril pour plus de cinq semaines. Le gouvernement Viola a ainsi œuvré pour la reprise du dialogue, sous les bons auspices du Vatican, dans le conflit limitrophe qui l'oppose au Chili dans l'extrême sud du continent.

Enfin, en dépit de la levée de l'embargo céréalier américain contre l'Union soviétique, d'importants contrats à moyen terme avec Moscou ont été passés. Ils assurent, jusqu'en 1985, une substantielle rentrée de devises à un moment où les réserves sont descendues à un niveau alarmant (moins de 5 milliards de dollars).

AFFAIBLISSEMENT DU FRANC

Stable au lendemain du second tour des élections législatives, le franc s'est nettement affaibli mardi 23 juin sur les marchés des changes, fléchissant vis-à-vis des monnaies européennes. A Paris, le cours du mark est passé de 2,3930 F à 2,40 F, non loin du cours-plafond de 2,4083 F. Cet affaiblissement est attribué, par les milieux financiers internationaux, à l'accord officieux intervenu entre le P.S. et le P.C. sur l'entrée éventuelle de ministres communistes au gouvernement.

Le dollar a baissé sur tous les marchés en dépit du relèvement de leur taux de base (20 % contre 19 %) par plusieurs grandes banques américaines (Citi Bank Chemical). Son cours est revenu, à Francfort, de 2,3675 DM à 2,3525 DM, et, à Paris, de 5,6689 F à 5,64 F environ.

Le numéro du « Monde » daté 23 juin 1981 a été tiré à 852 755 exemplaires.

Selon le docteur Tresalti

« IL N'Y A PAS DE RISQUES GRAVES POUR LA VIE DU PAPE »

Cité du Vatican (A.F.P.). — Il se confirme que Jean Paul II souffre d'une inflammation de la plèvre au côté droit. La fièvre de ces jours derniers a tendance à diminuer. Le docteur Emilio Tresalti, responsable de la clinique Gemelli, a déclaré : « Il n'y a pas de risques graves pour la vie du pape. Les signes d'une inflammation de la cavité pleurale sont en voie de résorption. Le pape suit un régime normal. Il n'est pas sous perfusion. »

Jean-Paul II a subi diverses explorations : radiographie du thorax, ponction pleurale et examen cytologique. Un communiqué pourrait être publié dans les vingt-quatre heures.

Selon certaines informations, le pape serait assez affaibli ; il manquerait d'appétit, aurait perdu sa verve et semblerait déprimé.

Au Ghana

DES AFFRONTEMENTS TRIBAUX AURAIENT FAIT PLUSIEURS CENTAINES DE MORTS

Abidjan (*Reuter*). — Des centaines de personnes, dont des enfants, seraient morts au cours d'affrontements entre les tribus Kokumba et Namumba à Bimbilla, dans l'est du Ghana, rapporte, mardi 23 juin, Radio-Accra.

La radio précise qu'un détachement a quitté la capitale par avion pour Bimbilla pour tenter de ramener le calme.

[Fin avril et début mai, des incidents analogues avaient fait près de six cents morts dans la même région (« le Monde » du 19 mai).]

M. SERGE SIRITZKY PRÉSIDENT DE LA F.N.C.F.

M. Serge Siritzky a été élu ce mardi 23 juin président de la Fédération nationale des cinémas de France. Il succède à M. Jean-Charles Edeline, démissionnaire (*le Monde* du 18 juin).

[Né à New-York en 1945, ancien élève de l'ENA, journaliste, M. Serge Siritzky est, depuis 1976 directeur de Parafrance films.]

NOUVELLES BRÈVES

● *Marguerite Duras à La Hune.* — Les 23, 24 et 25 juin, la librairie La Hune (170, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris) présentera l'œuvre littéraire et cinématographique de Marguerite Duras à travers une exposition d'objets, photographies, portraits, peintures, manuscrits, affiches. Durant ces trois journées, seront aussi diffusés des enregistrements d'entretiens et de musique de films, etc.

● *Le satellite de télécommunications expérimental indien Apple*, lancé le 19 juin par la fusée européenne Ariane, connaît quelques difficultés de fonctionnement. Un des deux panneaux solaires qui l'équipent a refusé de se déployer sur ordre des contrôles au sol. Si les techniciens indiens ne parviennent pas à remédier rapidement à cette situation, Apple, faute de disposer d'une quantité d'énergie suffisante, ne pourra vraisemblablement accomplir qu'une partie de sa mission.

● *Deux personnes ont péri dans l'incendie* d'un immeuble d'habitation de Brive-la-Gaillarde (Corrèze), dans la nuit du 22 au 23 juin. Le sinistre, dont on ignore encore les causes, a pris dans les caves du bâtiment. Une vingtaine de locataires intoxiqués par les fumées ont dû être hospitalisés.